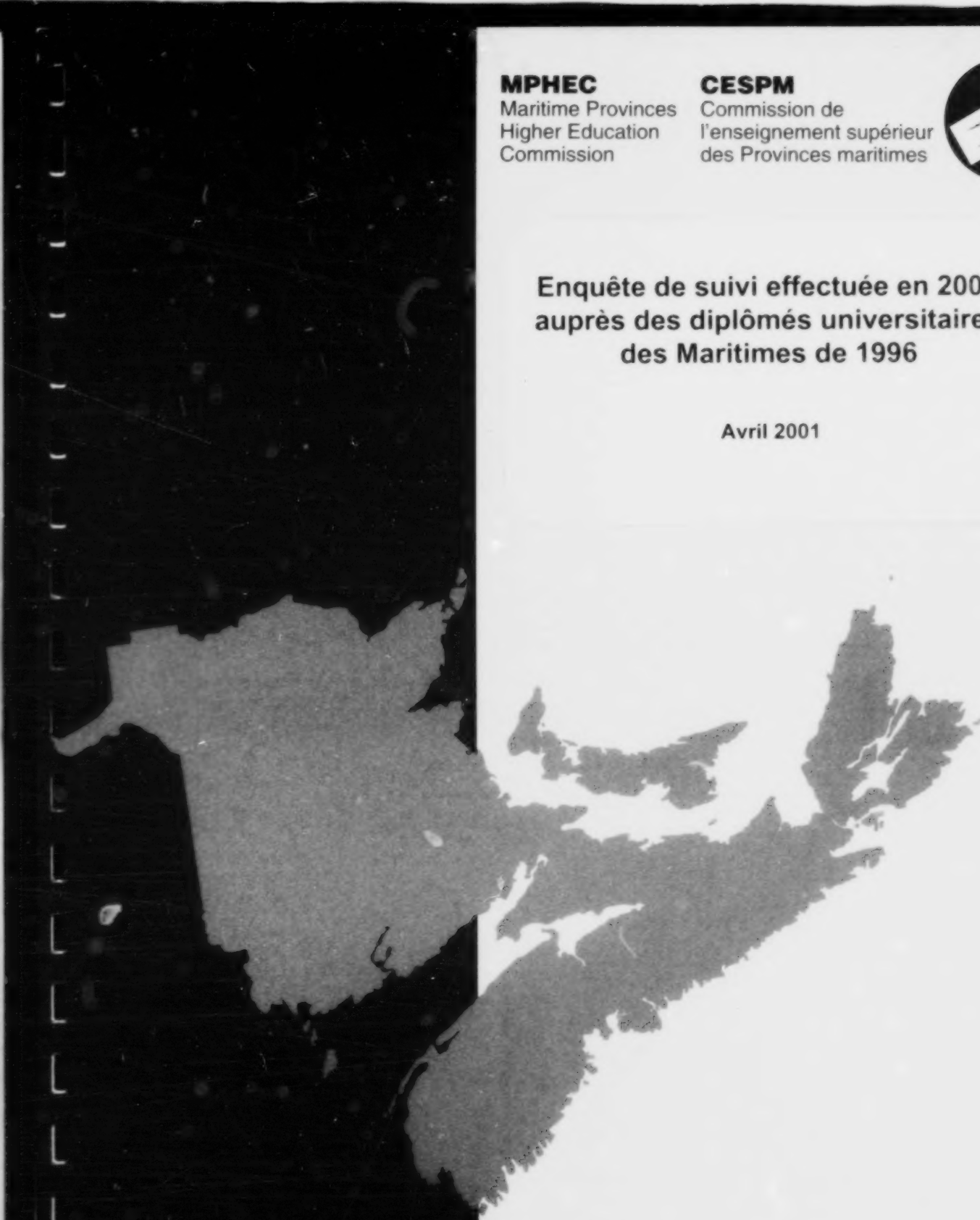
MPHEC
Maritime Provinces
Higher Education
Commission

CESPM
Commission de
l'enseignement supérieur
des Provinces maritimes

Enquête de suivi effectuée en 2000 auprès des diplômés universitaires des Maritimes de 1996

Avril 2001



The Council of Maritime Premiers

Le Conseil des premiers ministres des Maritimes

105-01636/

Enquête de suivi effectuée en 2000 auprès des diplômés universitaires des Maritimes de 1996

Avril 2001

Préparé par

Ipsos Ipsos Reid

Pour la

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

Subventionné par

New Nouveau Brunswick

Prince Edward Island

NOVA SCOTIA

Pour obtenir d'autres exemplaires de ce rapport :

visited notre site web www.mphec.ca and pointez à Publication

ou prendre contact avec :

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes /
Maritime Provinces Higher Education Commission
82, rue Westmorland / 82 Westmorland Street
c.P. 6000 / P.O. Box 6000
Fredericton, NB E3B 5H1
Canada

(506) 453-2844

ISBN 0-919471-25-0

Les members du Group de Travail responsable de l'Enquête de suivi effectuée en 2000 auprès des diplômés universitaires des Maritimes de 1996 sont :

Mme Louise Boudreau-Gillis, Ministère de l'Éducation, Nouveau-Brunswick

Mme Catherine Brown, Personnel de la CESPM

Mme Paula Cook, Acadia University, Nouvelle-Écosse

Mme. Mireille Duguay, Personnel de la CESPM

M. Mark Frison, Membre de la CESPM, Nouvelle-Écosse

Mme Jeanne Lofstedt, University of Prince Edward Island, Île-du-Prince-Édouard

Mme Alexia MacKinnon, Membre de la CESPM, Nouveau-Brunswick

Mme Lynne Morrison, Ministère de l'Éducation, Nouveau-Brunswick Education

M. Peter Rans, NS Advisory Board on Colleges and Universities, Nouvelle-Écosse

M. Ron Smith, Ministère de l'Éducation, Île-du-Prince-Édouard

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE i

RAPPORT 1

INTRODUCTION 1

MÉTHODOLOGIE 2

1 EMPLOI ET ÉTUDES 7

1.1 ACTIVITÉ SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL 7

1.2 LIEN ENTRE L'EMPLOI ET LA FORMATION 22

1.3 ÉTUDES APRÈS 1996 31

1.4 MOBILITÉ DES DIPLÔMÉS 39

2 SITUATION FINANCIÈRE DES DIPLÔMÉS DE 1996 45

2.1 REVENUS 45

2.2 FINANCEMENT DU DIPLÔME DE 1996 49

2.3 FINANCEMENT DES ÉTUDES EFFECTUÉES APRÈS 1996 56

2.4 EMPRUNT AVANT ET APRÈS 1996 61

2.5 SITUATION FINANCIÈRE GLOBALE ACTUELLE 63

2.6 REMBOURSEMENT DES PRÊTS CONTRACTÉS AVANT 1996 66

2.7 IMPACT DU FARDEAU DE LA DETTE SUR LE BIEN-ÊTRE FINANCER DES DIPLÔMÉS OCCUPANT UN EMPLOI 77

3 PERSPECTIVES DES DIPLÔMÉS 81

3.1 ÉVALUATION DE L'EXPÉRIENCE UNIVERSITAIRE 81

3.2 REGARD DES DIPLÔMÉS SUR LEUR VIE PERSONNELLE 92

CONCLUSIONS ET IMPLICATIONS 99

NOTES ANALYTIQUES 105

RÉTROACTION 109

L'instrument de recherche se trouve sur le site de la Commission, www.mphec.ca, sous Publications.

SOMMAIRE

En 1997, la Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes (CESPM), en association avec les gouvernements des quatre provinces atlantiques, a mené une enquête sur les diplômés universitaires de 1996. Cette enquête réalisée un an après l'obtention du diplôme était conçue pour s'ajouter aux sondages de suivi des diplômés de tous les établissements postsecondaires que Statistique Canada effectue à l'échelon national tous les deux ans depuis 1978 et pour offrir en temps opportun des renseignements précis sur les diplômés de la région de l'Atlantique.

En 1999, la CESPM a décidé d'ajouter un deuxième volet à la recherche sur les mêmes diplômés de 1996 (à l'exception de ceux de Terre-Neuve) environ quatre ans après la fin de leurs études universitaires. Cette étude longitudinale de 2000 est la première effectuée par la CESPM et elle est considérée comme un projet pilote. La CESPM a confié cette recherche à Ipsos Reid.

EMPLOI ET ÉTUDES

Situation d'activité

Dans l'ensemble, la situation d'activité des diplômés de 1996 semble s'être améliorée depuis 1997. Alors que la proportion totale de diplômés actifs a légèrement baissé, davantage de diplômés occupent un emploi en 2000 qu'en 1997.

Parmi les diplômés inactifs en 2000, la plupart sont aux études ou à domicile. Depuis 1997, il y a eu une augmentation significative de la proportion de diplômés aux études et une baisse significative de la proportion de diplômés qui ne travaillent pas, ne cherchent pas de travail ou ne sont pas disponibles pour le travail.

- 89 % des diplômés étaient actifs pendant la semaine de référence (comparativement à 92 % en 1997), 11 % étaient inactifs (8 % en 1997).
- En 2000, 93 % des diplômés actifs occupaient un emploi (88 % en 1997), 7 % étaient au chômage (12 % en 1997).
- En 2000, 69 % des diplômés inactifs étaient aux études (50 % en 1997), 8 % ne travaillaient pas (33 % en 1997) et 17 % étaient « à domicile » (10 % en 1997).

Nature de l'emploi

Quatre ans après l'obtention de leur diplôme, les diplômés ont généralement réussi à trouver un emploi permanent à temps plein. En fait, il y a eu une augmentation importante de la proportion de diplômés qui occupent un emploi plus stable. Alors que les diplômés qui occupent un emploi travaillent dans une grande variété de domaines en 2000, l'enseignement semble être le secteur qui attire le plus les diplômés.

- Parmi les diplômés occupant un emploi, 89 % travaillaient à temps plein (30 heures ou plus) à leur emploi principal pendant la semaine de référence (83 % en 1997) et 11 % travaillaient à temps partiel (14 % en 1997). En moyenne, ils travaillaient 39,9 heures par semaine à leur emploi principal (35,7 heures en 1997).
- 76 % des diplômés occupant un emploi avaient un poste permanent dans leur emploi principal (64 % en 1997), 13 % travaillaient à contrat (14 % en 1997) et 11 % avaient un emploi temporaire ou occasionnel (22 % en 1997).
- Alors que les diplômés des Maritimes occupant un emploi travaillaient dans différents domaines en 2000, la plupart oeuvraient dans les domaines suivants :

enseignement (25 %), administration ou bureau (10 %), finances/comptabilité (9 %), gestion (7 %), soins infirmiers (6 %) et informatique (5 %).

Chômage depuis l'obtention du diplôme en 1996

Le fait d'avoir connu une période de chômage est une expérience que partagent beaucoup de diplômés de 1996. Toutefois, cette situation est rare. Dans la plupart des cas, l'absence d'emploi est liée à une décision personnelle de quitter le marché du travail plutôt qu'à un licenciement.

- 44 % des diplômés occupant un emploi ont déclaré avoir été au chômage au moins une fois depuis 1996. Cependant, 23 % n'ont subi qu'une seule période de chômage pendant cette période. Le nombre moyen de périodes pendant lesquelles les diplômés ont été sans emploi est de 0,9 fois.

- 65 % des diplômés ont quitté leur emploi pour des raisons personnelles (p. ex., retour aux études, éducation d'un enfant, maladie), 32 % ont déclaré avoir été au chômage en raison d'un licenciement (p. ex., fin de contrat, emploi saisonnier, mise à pied).

Lien entre l'emploi et la formation

En général, il existe un lien réel entre l'emploi des diplômés de 1996 et les perceptions qu'ils ont de leur formation universitaire. Non seulement accordent-ils de l'importance au fait d'avoir un emploi lié à leurs études, mais, dans l'ensemble, ils possèdent aussi un tel emploi (et la proportion des diplômés dans cette situation a augmenté depuis 1997). Ils croient aussi que leur formation universitaire les a aidés à obtenir leur emploi et estiment qu'ils utilisent les compétences acquises pendant leurs études. Lorsque cela se produit, comme c'est le cas pour beaucoup, les diplômés ont tendance à être plus satisfaits de leur emploi et considèrent que leur formation universitaire valait l'investissement de temps et d'argent.

- 83 % des diplômés occupant un emploi pensent qu'il est important que leur emploi soit directement lié à leur domaine d'étude, seuls 17 % indiquent que cela ne revêt aucune importance pour eux.

- 80 % des diplômés qui travaillent occupent en 2000 un emploi qui, selon eux, serait lié dans une certaine mesure au domaine d'étude dans lequel ils ont obtenu leur diplôme en 1996 (70 % en 1997); 20 % disent que leur emploi n'est pas du tout lié à leur domaine d'étude (30 % en 1997).

- Les diplômés de certains programmes qui occupent un emploi sont plus susceptibles d'avoir un emploi directement lié à leur domaine d'étude. C'est le cas en particulier pour ceux qui ont étudié dans le domaine des sciences de la santé (86 %), en éducation (72 %), en technologies de l'information (63 %), en génie et sciences appliquées (59 %) et en commerce (56 %).

- 78 % des diplômés occupant un emploi estiment que le programme universitaire qu'ils ont suivi les a aidés dans une certaine mesure à décrocher leur emploi; 22 % pensent qu'il les a peu ou pas du tout aidés.

- 76 % des diplômés occupant un emploi disent qu'ils utilisent dans leur travail les compétences que leur a procurées leur formation universitaire terminée en 1996, 24 % indiquent qu'ils utilisent peu ou pas du tout les compétences acquises.

- Les diplômés occupant un emploi qui ont étudié dans les domaines suivants sont plus susceptibles que d'autres d'utiliser, au moins dans une certaine mesure, les compétences

acquises : sciences de la santé (93 %), technologies de l'information (84 %), éducation (84 %), commerce (83 %) et génie et sciences appliquées (80 %).

- Les diplômés occupant un emploi dans les domaines suivants utilisent peu leurs compétences : sciences agricoles et biologiques (41 %), mathématiques et sciences physiques (34 %), sciences sociales (31 %) et sciences humaines (29 %).

- Parmi ceux dont l'emploi est directement lié à leur domaine d'étude, 46 % croient que leurs études valaient vraiment l'investissement financier. Cette proportion chute à 21 % chez les diplômés dont l'emploi n'est pas du tout lié à leur domaine d'étude.

- 56 % des diplômés qui travaillent et dont l'emploi est directement lié à leurs études pensent que le temps consacré à leurs études valait vraiment la peine, comparativement à 32 % seulement chez ceux dont l'emploi n'est pas du tout lié aux études.

- 50 % des diplômés occupant un emploi et qui utilisent les compétences acquises pensent que leurs études valait vraiment l'investissement financier, et 62 % partagent la même opinion pour le temps consacré aux études.

ÉTUDES APRÈS 1996

Nature du programme

- Depuis la fin de leur formation universitaire en 1996, beaucoup de diplômés sont retournés aux études :
  - 50 % sont retournés aux études à l'université, dans un collègue communautaire ou dans un centre de formation privé en vue d'obtenir un diplôme ou un certificat particulier autre qu'un programme d'apprentissage (35 % en 1997);
  - 38 % ont suivi des cours ne menant pas à l'obtention d'un diplôme particulier;
  - 14 % ont suivi une formation à distance.

- 69 % des diplômés qui sont retournés aux études en vue d'obtenir un diplôme l'ont fait à temps plein, 27 % étaient étudiants à temps partiel et 3 % étaient à la fois à temps plein et à temps partiel.

- 58 % des diplômés qui ont suivi des cours ne menant pas à l'obtention d'un diplôme particulier l'ont fait à temps plein, 39 % étudiaient à temps partiel et 2 % étaient parfois à temps partiel et parfois à temps plein.

Raisons du retour aux études après 1996

La plupart des diplômés de 1996 qui ont poursuivi tout type d'études après l'obtention de leur diplôme ont choisi leurs cours en fonction du marché du travail et pour obtenir un diplôme de plus haut niveau.

- 23 % ont suivi des études après 1996 « pour obtenir un emploi »; 18 % « pour obtenir un meilleur emploi »; 15 % « pour mieux faire leur emploi actuel »; 5 % « pour conserver un emploi ou pour en changer »; 4 % « pour obtenir un meilleur salaire » et 4 %, pour leur perfectionnement professionnel.

- 28 % de ceux qui avaient obtenu un baccalauréat en 1996 ont décidé d'entreprendre des études de maîtrise (23 %) ou de doctorat (5 %). Onze pour cent sont retournés aux études en vue d'obtenir un diplôme de compétence professionnelle. Un sur dix est retourné aux études pour obtenir un certificat d'études supérieures (10 %).

Domaine d'étude après 1996

- 18 % des diplômés de 1996 qui sont retournés aux études après l'obtention de leur diplôme l'ont fait en éducation, 12 % sont retournés en commerce.

- Beaucoup de diplômés occupant un emploi ont poursuivi des études en éducation après 1996; c'est le cas pour ceux qui ont étudié avant 1996 en sciences humaines (44 %), en mathématiques et sciences physiques (25 %), en sciences sociales (17 %) et en sciences agricoles et biologiques (14 %).

MOBILITÉ DES DIPLÔMÉS

La mobilité des diplômés sur une base régionale et provinciale révèle que la plupart des diplômés de chacune des provinces maritimes sont restés dans leur province d'origine pour étudier et continuaient d'y vivre quatre ans après l'obtention de leur diplôme. Toutefois, la proportion de diplômés qui sont restés dans leur province d'origine a quelque peu baissé entre 1996 et 2000. Il existe des différences entre les provinces pour ce qui est de l'importance du mouvement des diplômés, plus significative dans l'Île-du-Prince-Édouard et moins significative en Nouvelle-Écosse.

Mobilité sur une base régionale

- 85 % des diplômés des Maritimes de 1996 vivaient dans la région avant de commencer leurs études avant 1996, 15 % venaient d'autres parties du Canada (principalement de l'Ontario, 5 %) et de l'étranger.

- En 2000, 73 % des diplômés habitaient toujours dans la région, 27 % étaient partis (là encore, principalement en Ontario, 11 %).

- 36 % des diplômés venus du reste du Canada ou de l'étranger pour étudier dans les Maritimes afin d'obtenir leur diplôme en 1996 continuaient de vivre dans la région en 1997. En 2000, cette proportion était passée à 30 %.

- Les mouvements combinés des diplômés vers les Maritimes et en dehors de ces provinces montrent un net *exode* de 14 % des diplômés vers d'autres provinces canadiennes et vers l'étranger entre 1996 et 2000.

Mobilité sur une base provinciale

- 94 % des diplômés originaires de Nouvelle-Écosse y ont obtenu leur diplôme, 86 % d'entre eux vivaient dans la province en 1997 et 76 % y habitaient toujours en 2000.

- 86 % des diplômés originaires du Nouveau-Brunswick y ont obtenu leur diplôme, 85 % d'entre eux vivaient dans la province en 1997 et 77 % y habitaient toujours en 2000.

- 55 % des diplômés originaires de l'Île-du-Prince-Édouard y ont obtenu leur diplôme, 75 % d'entre eux vivaient dans la province en 1997 et 61 % y habitaient toujours en 2000.

- Parmi ceux qui ont obtenu leur diplôme dans leur province d'origine, la proportion de ceux qui habitent toujours dans leur province d'origine est la suivante : Nouvelle-Écosse (77 %), Nouveau-Brunswick (81 %) et l'Île-du-Prince-Édouard (72 %).

- La plupart des diplômés ne vivant pas dans leur province d'origine en 2000 résidaient en Ontario ou dans une province de l'Ouest canadien (principalement l'Alberta ou la Colombie-Britannique).

SITUATION FINANCIÈRE DES DIPLÔMÉS DE 1996

Revenus

Les diplômés des provinces maritimes de 1996 réussissent mieux globalement à mesure qu'ils avancent dans la vie après l'obtention de leur diplôme. Toutefois, certains groupes de diplômés réussissent mieux que d'autres; des différences apparaissent entre les sexes, la langue parlée à la maison et le domaine d'étude.

- Les diplômés occupant un emploi gagnent en moyenne 3047 $ par mois ou 36 564 $ par année, ce qui représente une augmentation de 35 %, ou 9472 $, par rapport à 1997 (258 $ par mois ou 27 092 $ par année).

- Les hommes diplômés occupant un emploi gagnaient, en moyenne, 3530 $ par mois en 2000, ce qui représente 776 $ de plus que les revenus mensuels moyens des femmes diplômées occupant un emploi (2804 $). Sur une base annuelle, l'écart de revenus entre les sexes s'élève à 8712 $.

- L'écart entre les sexes dépend dans une certaine mesure du fait pour les diplômés de travailler à temps partiel ou à temps plein. Les hommes travaillant à temps plein gagnent, en moyenne, 654 $ de plus que les femmes occupant un emploi à temps plein. L'écart est moindre pour les revenus à temps partiel : les hommes travaillant à temps partiel gagnent, en moyenne, 268 $ de plus que les femmes occupant un emploi à temps partiel. L'écart entre les sexes pour ce qui est des revenus d'emploi à temps plein se trouve à la fois dans les catégories de niveaux d'étude et dans celle des domaines d'étude.

- Il existe aussi un écart entre les revenus des diplômés des Maritimes anglophones et ceux des diplômés francophones. Les revenus d'emploi mensuels moyens des anglophones dépassent de 261 $ ceux des francophones (3075 $ contre 2814 $). Cet écart dépend dans une certaine mesure du fait pour les diplômés de travailler à temps plein ou à temps partiel. Les diplômés anglophones travaillant à temps plein gagnent, en moyenne, 280 $ de plus que les diplômés francophones occupant un emploi à temps plein. L'écart entre les revenus d'emploi à temps partiel est relativement moindre : les diplômés anglophones gagnent 122 $ de plus, en moyenne, que les diplômés francophones.

- Les niveaux salariaux sont aussi liés aux études poursuivies par les diplômés. La liste ci-dessous donne les revenus mensuels moyens en fonction du domaine d'étude (seuls ceux dont la taille de l'échantillon permettait d'avoir des résultats fiables apparaissent ici) :

  - Technologies de l'information (4079 $)
  - Génie et sciences appliquées (3769 $)
  - Sciences de la santé (3701 $)
  - Éducation (3214 $)
  - Commerce (3162 $)
  - Mathématiques et sciences physiques (2874 $)
  - Sciences sociales (2810 $)
  - Sciences humaines (2529 $)
  - Sciences agricoles et biologiques (287 $)

Financement du diplôme de 1996

En règle générale, les diplômés qui ont emprunté de l'argent pour financer les études effectuées avant 1996 ont réussi à réduire le fardeau global de leur dette contractée auprès du gouvernement et auprès d'autres sources. Toutefois, entre 1996 et 2000, la dette non amortie moyenne contractée avant 1996 auprès d'autres sources a baissé plus vite que la dette non amortie moyenne contractée auprès du gouvernement. Le succès dans la réduction de la dette n'est pas réparti également

entre les groupes de diplômés, certains payant leur dette plus rapidement que d'autres.

- Globalement, 51 % des diplômés ont emprunté de l'argent auprès de diverses sources pour financer les études effectuées avant 1996. En moyenne, ils ont emprunté 16 187 $. Au moins 89 % se sont tournés vers le gouvernement pour financer leur diplôme de 1996, empruntant en moyenne 15 287 $. Vingt-huit pour cent ont obtenu de l'argent d'autres sources; ils ont emprunté en moyenne 9246 $.

- En moyenne, la dette globale non amortie contractée avant 1996 auprès de toutes les sources a baissé de 39 % depuis 1996. Avec un emprunt moyen de 16 187 $ pour financer les études effectuées avant 1996, les diplômés devaient en moyenne 9860 $ en 2000, soit une réduction de 6327 $ du fardeau moyen de la dette que les diplômés conservent depuis l'obtention de leur diplôme quatre ans auparavant.

- En moyenne, la dette globale non amortie contractée auprès d'autres sources a baissé de 55 % depuis 1996 (de 9246 $ à 4115 $). En revanche, le rythme de remboursement des prêts du gouvernement a été plus lent (-36 %; de 15 287 $ empruntés avant 1996 à 9772 $ non amortis en 2000).

- Les diplômés qui ont beaucoup emprunté pour financer les études effectuées avant 1996 doivent toujours d'importantes sommes sur leur prêt. Par exemple, parmi ceux qui ont emprunté 30 000 $ ou plus, au moins 31 % étaient toujours endettés pour leur diplôme en 2000 et devaient en moyenne 23 613 $; seulement 6 % avaient complètement remboursé leur prêt.

- Les diplômés qui ont obtenu une maîtrise ou un doctorat ont réduit le fardeau moyen de la dette contractée avant 1996 d'au moins 53 % au cours des quatre dernières années (de 16 824 $ à 7871 $), comparativement à 37 % et 36 %, respectivement, pour ceux qui ont obtenu un baccalauréat ou un autre certificat ou diplôme.

- Les diplômés qui ont obtenu un diplôme dans les sciences de la santé ou en commerce remboursent leur dette d'avant 1996 plus rapidement que les diplômés d'autres domaines (baisses de 49 % et 48 %, respectivement).

- Les hommes diplômés non seulement ont emprunté globalement moins que les femmes diplômées pour financer leurs diplômes de 1996 (15 654 $ contre 16 453 $), mais ils ont remboursé leur prêt plus rapidement (43 % ou -6728 $, pour les hommes, contre 37 % ou -6122 $, pour les femmes).

Financement des études effectuées après 1996

Beaucoup des diplômés qui ont poursuivi des études après l'obtention de leur diplôme en 1996 ont emprunté de l'argent pour financer ces études. Ce chiffre inclut un bon nombre de personnes qui avaient déjà contracté une dette importante pour payer les études effectuées avant 1996. Toutefois, les diplômés qui ont emprunté à une seule source pour poursuivre des études après 1996 ont réussi dans une certaine mesure à rembourser leur dette.

- 41 % des diplômés qui ont poursuivi des études après 1996 ont déclaré avoir dû emprunter de l'argent pour financer leurs études. Il leur reste en moyenne 10 295 $ à rembourser sur leur prêt d'après 1996, ce qui représente 2 737 $ de moins que le montant moyen emprunté pour financer ces études (13 032 $), soit une baisse de 21 %.

- 80 % des diplômés qui ont emprunté de l'argent pour financer leurs études après 1996

se sont tournés vers les prêts d'études du gouvernement pour l'aide financière, alors que 48 % se sont tournés vers des institutions financières. De plus, 32 % ont demandé une aide financière à la famille pour continuer leurs études, et quelques-uns ont demandé à leur employeur (3 %), à des amis (2 %) ou ont cherché des fonds ailleurs (4 %).

- 37 % de ceux qui sont retournés aux études après l'obtention de leur diplôme en 1996 avaient déjà emprunté de l'argent pour financer leur diplôme de 1996, y compris 25 % qui n'ont emprunté que pendant la période ayant précédé 1996 et 11 % qui ont obtenu des prêts avant et après 1996. Seuls 7 % ont emprunté de l'argent uniquement après 1996 (une seule source). Parallèlement, 56 % des diplômés de 1996 qui ont continué d'étudier après 1996 n'ont emprunté d'argent à aucune des périodes.

- Les diplômés qui ont emprunté pendant les deux périodes ont accumulé une dette totale moyenne de 28 253 $ pour leurs études. Ils ont relativement bien réussi à rembourser une bonne partie de leur prêt : en 2000, leur dette cumulative non amortie moyenne était de 21 979 $, ce qui représente une baisse de 22 % du fardeau moyen de la dette (soit 6274 $ de moins).

- 39 % de ceux qui ont emprunté de l'argent pour financer leurs études après 1996 n'avaient pas de dette avant l'obtention de leur diplôme en 1996. Ces premiers emprunteurs ont emprunté, en moyenne, 13 506 $ d'une seule source pour financer leurs études après 1996. Au moins 31 % ont emprunté 15 000 $ ou plus, dont 7 % qui ont emprunté 30 000 $ ou plus pour payer leurs études après 1996.

- 48 % des diplômés ayant les revenus annuels personnels les plus bas (moins de 20 000 $) ont emprunté 15 000 $ ou plus, comparativement à 25 % des diplômés ayant des revenus moyens. En moyenne, les diplômés les moins riches ont emprunté 15 062 $ d'une seule source pour financer leurs études après 1996, ce qui est considérablement plus que pour les diplômés ayant des revenus moyens (10 834 $).

- Les diplômés qui ne travaillaient pas pendant la semaine de référence étaient plus susceptibles que les diplômés occupant un emploi d'avoir emprunté 15 000 $ ou plus pour financer leurs études d'après 1996 (46 % contre 30 %). De plus, ceux qui ne travaillaient pas ont emprunté considérablement plus après 1996, empruntant 15 592 $ d'une seule source, en moyenne, comparativement à 11 683 $ pour les diplômés occupant un emploi.

État global de la dette

- En 2000, la dette moyenne totale contractée par les diplômés pour financer leurs études avant et après 1996 s'élevait à 18 161 $. La dette totale moyenne non amortie est significativement inférieure à ce montant, elle est de 10 685 $, soit une baisse de 59 % au cours des quatre dernières années.

- La dette moyenne totale contractée par les diplômés pour les études effectuées avant 1996 est de 16 187 $. La dette moyenne totale pour ces études non amortie en 2000 est de 9860 $, soit une réduction de 39 % du fardeau de la dette.

- En 2000, la dette moyenne totale contractée par les diplômés auprès d'une seule source pour les études effectuées après 1996 est de 13 032 $ alors que la dette moyenne non amortie est de 10 295 $, ce qui représente une réduction de la dette de 21 %.

Remboursement des prêts

- La grande majorité des diplômés ayant une dette non amortie auprès du gouvernement ou auprès d'autres sources (67 % et 65 %, respectivement) disent avoir peu de difficultés à effectuer à temps les paiements pour le remboursement de leur prêt. Un sur six indique manquer « à l'occasion seulement » un paiement.

- Certains groupes de diplômés ont du mal à rembourser leur dette. Par exemple, 38 % des diplômés occupant un emploi non permanent ont du mal à effectuer régulièrement leurs paiements au gouvernement, comparativement à seulement 24 % de ceux qui ont un poste permanent. On retrouve une tendance semblable pour les paiements à d'autres sources (30 % contre 19 %, respectivement).

- La plupart des diplômés qui ont manqué des paiements pour le remboursement de leur prêt au gouvernement ou à d'autres sources pour les études effectuées avant 1996 l'ont fait en grande partie à cause de revenus insuffisants pour couvrir les paiements. Ce retard semble être lié à des emplois inadéquats, qui ne permettent pas aux diplômés de gagner suffisamment pour effectuer les paiements de leur dette.

- 36 % des diplômés ayant une dette contractée auprès du gouvernement avant 1996 non amortie indiquent qu'ils connaissent les programmes gouvernementaux d'aide aux diplômés pour le remboursement des prêts d'études. Sur ceux-ci, 50 % indiquent avoir fait une demande pour un de ces programmes et 86 % d'entre eux ont dit que cette demande avait été acceptée.

- Parmi les programmes dont ils ont entendu parler, 58 % mentionnent « L'exemption d'intérêts », de loin le plus courant et le plus connu, 10 % la « Remise de dette », 8 % la « Radiation de la dette ». Encore moins parlent du programme de « Crédit d'impôts/ Allégement fiscal » (5 %) ou de « Fonds du nouveau millénaire » (2 %). En tout, 15 % ne connaissent aucun programme particulier, même s'ils ont entendu parler de l'aide du gouvernement pour le remboursement des prêts.

- Une très petite proportion de diplômés de 1996 se sont trouvés depuis l'obtention de leur diplôme dans une situation où ils ont dû déclarer faillite (1 %) ou demander un paiement méthodique des dettes (1 %).

Élimination de la dette

- 15 % des diplômés de 1996 qui ont contracté un prêt d'études du gouvernement pour financer leurs études avant 1996 ont remboursé complètement leur prêt. En moyenne, il leur a fallu environ deux ans pour le faire.

- Il reste en moyenne 5,9 ans au calendrier du remboursement de la dette des 85 % de diplômés des Maritimes qui conservent une dette au gouvernement non amortie pour les études effectuées avant 1996.

- Le fait d'avoir un emploi (en particulier un emploi bien rémunéré), de recevoir de l'aide financière de sa famille et de faire certains sacrifices personnels ont constitué les trois grandes façons de rembourser complètement un prêt contracté avant 1996.

- 31 % des diplômés de 1996 qui ont emprunté de l'argent à d'autres sources pour financer leurs études avant 1996 disent avoir complètement remboursé leur prêt. En moyenne, il leur a fallu 2,5 ans pour le faire.

- Pour les 64 % de diplômés qui ont encore une dette d'études à d'autres sources remontant à avant 1996, il leur reste en moyenne 3,6 ans avant d'avoir complètement remboursé leur prêt.

- 12 % des diplômés de 1996 disent avoir complètement remboursé le prêt contracté après 1996. En moyenne, il leur a fallu environ 11 mois pour le faire.

- Pour les 87 % de diplômés qui ont toujours une dette contractée après 1996 non amortie, les résultats montrent qu'il leur reste, en moyenne, 6,5 ans de remboursement.

Impact de la dette sur le bien-être des diplômés

- En moyenne, les diplômés de 1996 qui occupent un emploi payent environ 286 $ par mois pour couvrir tous les paiements de remboursement de leur prêt. Cela représente 11,1 % de leurs revenus mensuels.

- Les diplômés de 1996 qui occupent un emploi et gagnent les revenus les plus élevés tendent à avoir des paiements plus élevés, mais un ratio dette/revenus plus bas. Leur dette, même si elle est plus élevée, représente un fardeau moins lourd pour eux.

- Les diplômés de 1996 qui occupent un emploi mais qui gagnent les revenus les plus bas ont tendance à avoir des paiements mensuels moins élevés, mais ces paiements représentent une plus grande proportion de leurs revenus mensuels. Pour ces diplômés, le fardeau de la dette semble être plus lourd.

- Les diplômés de 1996 qui occupent un emploi et qui ont le plus faible ratio dette/revenus sont ceux qui sont le plus satisfaits de leur situation d'emploi actuelle, et cela malgré le fait qu'ils aient les paiements mensuels les plus élevés pour le remboursement de leur dette.

PERSPECTIVES DES DIPLÔMÉS

Évaluation de l'expérience universitaire

D'une façon générale, les diplômés des Maritimes de 1996 accordent une cote élevée à leur établissement pour l'expérience acquise, tant pour le temps personnel consacré aux cours et que pour l'argent investi dans leurs études. Cependant, le niveau de satisfaction des diplômés quant à leur expérience universitaire semble dépendre de leur capacité à trouver un emploi stable, bien rémunéré et dans un domaine lié à leurs études.

- 80 % des diplômés de 1996 pensent que le programme universitaire qu'ils ont suivi valait l'investissement personnel en temps requis pour les cours et les études. Six pour cent croient que leur formation ne valait pas le temps qu'ils ont consacré à leur programme universitaire.

- 67 % des diplômés de 1996 croient que leur formation universitaire valait l'investissement financier requis; 13 % pensent qu'elle n'en valait pas la peine.

- 87 % disent qu'ils choisiraient de retourner à l'université s'ils pouvaient tout recommencer, et parmi eux, 72 % affirment qu'ils *choisiraient assurément de retourner à l'université*. Seuls 5 % indiquent qu'ils choisiraient de ne pas retourner à l'université, alors que 8 % sont neutres à cet égard.

- 68 % signalent que si c'était à refaire, ils choisiraient le même domaine d'étude ou la

même spécialisation que pour leur diplôme de 1996. Un tiers d'entre eux, toutefois, indiquent qu'ils seraient susceptibles de ne pas choisir d'étudier dans le même domaine. L'intérêt personnel et l'utilité sur le marché du travail sont les raisons clés qui pousseraient à choisir le même domaine d'étude.

- 82 % des diplômés disent qu'ils choisiraient d'aller dans le même établissement s'ils en avaient l'occasion. Dix-sept pour cent disent qu'ils ne retourneraient pas à la même université. La situation géographique et la qualité du programme sont les deux grandes raisons qui pousseraient à retourner dans le même établissement.

Regard sur la vie personnelle

Quatre ans après l'obtention du diplôme, les diplômés des Maritimes de 1996 ont généralement un regard positif sur la direction prise par leur vie. Toutefois, les opinions favorables semblent dépendre des aspects de la vie dont on traite et des caractéristiques sociodémographiques des diplômés. D'une part, alors que la plupart des diplômés sont satisfaits de leur niveau d'étude, moins sont satisfaits de leur situation d'emploi, et encore moins ont une opinion positive de leur situation financière. D'autre part, la satisfaction globale par rapport à la direction prise par leur vie dépend des situations professionnelle et financière des diplômés.

- 81 % des diplômés de 1996 sont satisfaits de la direction prise par leur vie. Seuls 4 % disent en être insatisfaits. Quatorze pour cent ont une opinion plus neutre, n'étant ni satisfaits ni insatisfaits de la direction prise par leur vie.

- 84 % signalent qu'ils sont satisfaits de leur niveau d'étude alors que 3 % disent qu'ils en sont insatisfaits. En comparaison, les deux tiers (65 %) des diplômés sont satisfaits de leur situation d'emploi et 14 % en sont insatisfaits. Environ la moitié des diplômés de 1996 (48 %) sont satisfaits de leur situation financière; deux sur dix (21 %) disent en être insatisfaits.

- Les diplômés les plus satisfaits de leur vie tendent à avoir des situations financière et professionnelle plus stables (c.-à-d. qu'ils occupent un emploi, qu'ils ont des revenus plus élevés) et à avoir obtenu un diplôme d'études supérieures. Les diplômés en éducation et en technologies de l'information ont tendance à être plus satisfaits que les autres sur tous les aspects.

Conclusions et Implications

Quelle est la nature des transitions effectuées par les diplômés des Maritimes entre leurs études et le marché du travail depuis l'obtention de leur diplôme et depuis la dernière fois qu'ils ont été interrogés? Afin de répondre à cette question et de comprendre ces transitions complexes, nous avons regroupé les conclusions par thème en fonction des sujets traités dans l'analyse.

Emploi et formation

Situation d'activité

En règle générale, pour ce qui est de la situation d'activité, les résultats montrent que les diplômés des Maritimes de 1996 ont bien réussi la transition entre les études postsecondaires et le marché du travail. En outre, les données suggèrent que leur situation s'est améliorée depuis la dernière fois qu'ils ont été interrogés, en 1997. De façon générale, ils gagnent plus d'argent, ont des emplois plus stables, une dette moins élevée et une situation financière plus stable que lors de l'obtention de leur diplôme en 1996.

Toutefois, ce portrait essentiellement positif cache une réelle diversité d'expériences entre les diplômés. En fait, les résultats montrent que le succès de la transition entre les études postsecondaires et le marché du travail n'est pas le même pour tous les diplômés. Ceux qui ont le mieux réussi sont ceux qui ont un diplôme de compétence professionnelle ou un diplôme d'études supérieures : les diplômés en commerce, en génie et sciences appliquées, en éducation, dans les sciences de la santé et en technologies de l'information ainsi que les hommes. Ces diplômés sont plus susceptibles d'avoir un emploi permanent bien rémunéré, d'avoir une dette moins élevée ou d'être en meilleure posture pour rembourser leur dette, et d'être plus satisfaits de leur emploi. Par conséquent, le regard global qu'ils ont sur leur vie est nettement plus positif que celui des autres.

Ceux qui ont moins bien réussi dans leur transition sont les titulaires d'un baccalauréat, les diplômés en sciences humaines, en sciences sociales et en sciences agricoles et biologiques ainsi que les femmes. Ces diplômés sont plus susceptibles d'avoir un emploi non permanent ou d'être au chômage, d'avoir un emploi moins bien rémunéré, d'avoir une dette non amortie plus élevée ou d'être en mauvaise posture pour rembourser leur dette et d'être moins satisfaits de leur emploi. Par conséquent, le regard global qu'ils ont sur leur vie est nettement moins positif que celui des autres diplômés.

Ce qui semble distinguer encore davantage ces deux groupes de diplômés est le fait d'avoir réussi ou non à décrocher un emploi « pertinent », c'est-à-dire un emploi lié d'une certaine manière à leur programme universitaire et qui leur permet de mettre à profit les compétences acquises durant leur formation. Plus c'est le cas, plus la transition des diplômés se fait sans heurts (emploi permanent, satisfaction relativement à l'emploi, revenus, etc.). Sur ce plan, il y a eu des progrès nets : les résultats montrent une amélioration globale de 10 points depuis 1997 dans la proportion de diplômés qui ont décroché un emploi dans un domaine lié à leur domaine d'étude (de 70 % à 80 %). Là encore, toutefois, l'expérience n'a pas été la même pour tous les diplômés : beaucoup d'entre se servent des compétences acquises, sont vraisemblablement plus heureux au travail, ont de meilleurs résultats et auraient donc de meilleures perspectives d'avancement dans leur carrière. Toutefois, d'autres n'utilisent pas les compétences acquises dans l'exercice de leurs fonctions, peuvent ne pas être satisfaits du travail qu'ils font et seraient donc plus enclins à envisager une transition sur le marché du travail ou un retour aux études. Ainsi, il se peut que ces derniers diplômés prennent plus de temps à se tailler une place sur le marché du travail, ce qui peut les amener à remettre à plus tard certaines décisions relativement à leur choix de carrière. Le risque, bien sûr, est que ces transitions fassent partie intégrante de leur expérience professionnelle plutôt que de leur permettre de décrocher un emploi plus stable.

Pourquoi est-ce important? Parce que la diversité des expériences de transition des diplômés a deux implications sur le type d'information qu'on peut procurer aux étudiants à propos du marché du travail avant qu'ils ne décident d'entreprendre des études postsecondaires ou ne choisissent un programme d'étude.

La première implication évidente est qu'il faut, dans une certaine mesure, réfléchir aux possibilités d'emploi offertes dans les divers domaines avant de guider les étudiants dans leur choix de domaine d'étude. Il est évident que pour ceux qui ont la chance d'avoir à la fois une formation et un intérêt dans certains domaines « recherchés » du marché du travail, la transition se fera plus facilement. Bien entendu, cela n'a rien de nouveau. Ce qui a changé, toutefois, c'est la difficulté de cerner les domaines où la demande est forte, une tâche d'autant plus compliquée que, en 4 ans, il est possible que la demande ne soit plus la même. Ainsi, comment les diplômés doivent-ils s'y prendre pour planifier leur avenir? Il

est évident qu'il faut mettre au point des indicateurs du marché du travail plus raffinés qui non seulement tiendront compte des changements importants en matière d'exigences, mais seront en mesure de cerner les domaines où la demande sera forte à court et à long terme.

Cela ne représente que la moitié du défi. Il reste à donner aux étudiants l'occasion d'assimiler l'information, et cela dans un contexte et selon une formule appropriés. Par exemple, il est fort probable que les finissants du secondaire et les étudiants qui terminent leur baccalauréat ne soient pas à la recherche des mêmes données. Qui plus est, il est possible que les finissants du secondaire ne songent pas à se renseigner sur les possibilités d'emploi quatre ou cinq à l'avance, alors qu'il en sera tout autrement pour les étudiants qui terminent leurs études universitaires. Bref, le défi consiste à sensibiliser les étudiants de tous les niveaux à la pertinence de ces renseignements.

La deuxième implication a trait à la transition entre la formation postsecondaire et le marché du travail, transition qui n'est pas nécessairement directe, ce qui incite à examiner de plus près la mobilité professionnelle. Les étudiants intègrent et quittent le marché du travail et l'université avec relativement plus d'aisance que par le passé. Pour l'instant, ceux qui occupent des emplois stables semblent avoir effectuer la transition avec plus de succès. Mais pour combien de temps? En fait, est-on permis de tirer des conclusions définitives sur les transitions et les carrières des diplômés après trois ou quatre ans, alors qu'il peut très bien leur falloir plus de temps pour s'épanouir dans leur carrière? En effet, beaucoup pourraient bien décider de changer de direction, et il est à se demander s'il s'agit nécessairement d'un choix reprochable? À vrai dire, la définition même de carrière gagnerait peut-être à être redéfinie. Il faudrait de plus se pencher sur la mobilité professionnelle dans le but d'expliquer la difficulté que connaissent les diplômés de certains disciplines qui, d'après nos résultats, auraient du mal à se trouver un emploi permanent et choisiraient donc un nouveau domaine en retournant aux études. À quel moment décident-ils de changer de domaine? Qu'est-ce qui les pousse à choisir certaines professions plutôt que d'autres? Connaissent-ils plus de succès une fois qu'ils ont fait la transition? Seules la réponse à ces question et des études longitudinales menées auprès des diplômés nous permettront d'expliquer le succès ou l'échec des mesures mises en place pour guider les diplômés dans leur transition entre l'université et le marché du travail.

Mobilité des diplômés

Les établissements d'études supérieures des Maritimes ne forment pas que des personnes originaires de cette région, mais aussi des étudiants provenant d'autres parties du Canada. Les résultats sur la mobilité des diplômés montrent clairement que, au cours des quatre dernières années, soit depuis la promotion de 1996, les Martimes ont été témoin d'un certain mouvement des diplômés. Toutefois, il est clair une vaste majorité de diplômés habitaient toujours dans leur province d'origine en 2000.

Néanmoins, il importe de signaler les deux types de mouvements de diplômés, le premier depuis la province d'obtention du diplôme vers une province à l'extérieur des Maritimes, l'autre à l'intérieur des Maritimes. Le premier type de mouvement montre que 27 % des diplômés avaient quitté les Maritimes en 2000, bien que l'exode net soit de 14 %. Ainsi, dans une certaine mesure, les Maritimes perdent une partie de leur population scolarisée au profit d'autres provinces (principalement de l'Ontario).

Pour ce qui est des mouvements au sein des Maritimes, les trois quarts environ des diplômés originaires de Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick habitaient toujours dans leur province d'origine en 2000; cette proportion chute à 61 %

pour l'Île-du-Prince-Édouard. Il est donc évident que les mouvements entre les provinces sont tels que l'Île-du-Prince-Édouard est un peu plus touchée que les autres provinces par mobilité des diplômés.

Fait important, les résultats indiquent que ce sont les perspectives d'emploi qui incitent les diplômés à s'installer ailleurs, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de la région, ce qui souligne encore une fois le rôle que joue le marché de l'emploi dans l'avenir les diplômés. En fait, une forte proportion des diplômés ayant quitté la province où il ont obtenu leur diplôme gagnent un salaire élevé, qui, jumelé à la recherche d'horizons plus favorables, est très probablement à l'origine de leur départ. Cette constatation est particulièrement remarquable, car ce sont ces mêmes diplômés qui, le plus souvent, sont les moins endettés, ont des emplois stables et une conception de la vie optimiste. Même si le nombre de diplômés dans cette situation n'est pas encore très important, il faudrait surveiller de près cette tendance afin de mieux comprendre ce qui motive ces diplômés à quitter les Maritimes.

Situation financière

Remboursement de la dette

La situation globale de la dette des diplômés des Maritimes de 1996 s'est nettement améliorée entre 1996 et 2000. En moyenne, le fardeau de l'endettement étudiant a connu une baisse de 59 % depuis 1996. Cette diminution laisse entendre que même si les diplômés se sont vu obligés d'emprunter d'importantes sommes pour financer leurs études, ils ont, en général, été en mesure de rembourser leur prêt.

Toutefois, il faut à tout prix tenir compte de deux importantes tendances qui ont des implications sur la nature et la portée de la transition des diplômés entre les études postsecondaires et le marché du travail.

D'abord, tous les diplômés n'ont pas réussi à alléger le fardeau de leur dette. Ce sont ceux qui ont des revenus inférieurs et qui ont connu moins de succès sur le marché du travail qui connaissent le plus de difficultés, car leur dette représente une plus grande proportion de leurs revenus. Cette situation n'a rien de très surprenant : les étudiants qui gagnent moins et qui ont des emplois non permanents sont plus enclins à avoir du mal à rembourser leur dette. Alors que beaucoup de diplômés arrivent à composer avec leur dette, d'autres (environ un tiers) manquent des paiements ou cessent de rembourser leur dette.

Deuxièmement, le portrait global de la dette passe sous silence le fait que certains diplômés s'endettent pour la première fois ou accroissent leur dette existante lorsqu'ils retournent aux études pour obtenir un diplôme de plus haut niveau que celui de 1996 ou pour suivre une formation supplémentaire afin d'améliorer leurs chances sur le marché du travail. En fait, 39 % de ceux qui ont emprunté pour leurs études après 1996 n'avaient contracté aucune dette avant d'obtenir de leur diplôme en 1996; 37 % de ceux qui sont retournés aux études après 1996 avaient déjà emprunté pour financer leur diplôme de 1996. Le fait que beaucoup de diplômés soient retournés aux études pour des raisons professionnelles et qu'ils soient prêts à s'endetter encore davantage suggère qu'il existe un lien étroit entre la gestion de la dette et les choix opérés par les diplômés lorsque vient de temps de définir et redéfinir leur carrière. Ainsi, de nombreux diplômés sont prêts à faire la transition entre la formation postsecondaire et le marché du travail avec une importante dette étudiante qu'il leur faudra des années à rembourser. Les résultats montrent qu'il reste aux diplômés, en moyenne, cinq ans ou plus à rembourser leur dette actuelle. Tant que persisteront la mobilité professionnelle des diplômés et les transitions entre le marché du travail et l'université, cette dette continuera de s'accroître. Inévitablement, cette mobilité et cette transition ont et

continueront d'avoir des répercussions sur la conception que les diplômés se font de leur vie, sur l'importance qu'ils accordent à leur formation universitaire et, finalement, sur le moment où ils intégreront le marché du travail, sur la façon dont ils le feront et sur le succès qu'il y connaîtront.

Troisièmement, malgré le fait que certains diplômés ont du mal à supporter le fardeau de leur dette, personne n'a recours aux programmes gouvernementaux de gestion de la dette. Relativement peu de diplômés endettés connaissent l'existence de ces programmes, et encore moins en font une demande (18 % de la population totale des diplômés ayant une dette au gouvernement). Il est à se demander pourquoi il en est ainsi, surtout si ces programmes ont été élaborés pour alléger, dans une certaine mesure, le fardeau de la dette des étudiants.

Les implications de ces tendances sont triples. Tout d'abord, comme il est fort probable que les étudiants traîneront cette dette pour une bonne partie de leur carrière, il est impératif que les étudiants comprennent bien la nature de cette dette qu'ils contractent et de ses conséquences. Voilà pourquoi il importe de présenter aux étudiants les divers scénarios (à partir de données existantes), c'est-à-dire de leur expliquer ce qu'implique, sur le plan financier, un diplôme d'études postsecondaires dans un domaine précis et d'aborder la question des perspectives d'emploi et des salaires auxquels ils peuvent s'attendre selon les domaines, et de l'impact d'une dette sur leur bien-être économique et social une fois qu'ils auront obtenu leur diplôme. Il est à souhaiter que le fait de pouvoir opérer ce choix de façon éclairée encourage les étudiants à réfléchir avec sérieux à leur formation postsecondaire et contribue ainsi à faciliter leur transition entre l'université et le marché du travail et vice versa.

Deuxièmement, il est important de réfléchir à la possibilité d'offrir aux étudiants qui s'endettent une formation ou des conseils sur les moyens de gérer leur dette. Cette sensibilisation peut se faire sous diverses formes : discuter des versements mensuels qu'ils seront appelés à faire et procéder à la préparation d'un budget en conséquence; aborder d'un angle plus stratégique la question du juste milieu à viser entre l'endettement supplémentaire et les perspectives d'emploi; encourager les étudiants à trouver d'autres moyens de financement (p. ex. un emploi avant les études, la famille, etc.) dont le calendrier de remboursement serait plus souple, le cas échéant. Ces renseignements serviraient à faire de l'endettement une réalité plus tangible aux yeux des étudiants, qui n'arrivent peut-être pas à apprécier l'ampleur de la dette qu'ils s'apprêtent à contracter.

Troisièmement, il faudrait, d'une part, essayer de déterminer pourquoi les étudiants ignorent l'existence des programmes d'aide gouvernementaux relatifs à l'endettement et, d'autre part, expliquer leur réticence à avoir recours à ces programmes, surtout dans le cas des étudiants ayant contracté une dette importante au cours de leurs études. Existe-t-il des obstacles structurels qui empêchent les diplômés se prévaloir de ces programmes? Les diplômés ont-ils à l'égard de ces programmes des perceptions qui les empêcheraient d'en profiter?

Regard des diplômés sur leur vie personnelle

Satisfaction de la direction prise par leur vie

Quatre ans après l'obtention de leur diplôme, les diplômés des Maritimes de 1996 ont généralement un regard positif sur la direction prise par leur vie. Même s'ils ne sont pas totalement enthousiastes (seul un tiers est *très satisfait*), les diplômés sont généralement plus optimistes que pessimistes. Toutefois, l'opinion favorable de ces diplômés dépend beaucoup de l'aspect de leur vie dont on traite et des

caractéristiques sociodémographiques particulières de chacun d'eux.

D'une part, alors que la plupart des diplômés sont satisfaits du niveau d'étude qu'ils ont atteint, ils sont moins nombreux à être aussi satisfaits de leur situation professionnelle et encore moins nombreux à avoir une bonne opinion de leur situation financière actuelle. En outre, sur les trois aspects, l'emploi est l'élément moteur clé de la satisfaction de la vie en général, étant donné qu'il a des répercussions sur les revenus et, indirectement, le degré de satisfaction par rapport aux études effectuées (c.-à-d. cela les a-t-il aidés à obtenir un emploi lié à leurs études?).

D'autre part, la satisfaction de la direction prise par leur vie est liée à leur situation financière et professionnelle. Des revenus inférieurs, une dette élevée et un emploi non permanent entraînent une vision plus pessimiste de la vie. Comme ces données confirment les résultats obtenus à d'autres niveaux, cela renforce l'idée que la promotion des diplômés de 1996 devrait plutôt être décrite comme des « promotions » de diplômés, une plus avancée en ce qui concerne les résultats et de perspectives, l'autre moins.

Études effectuées par les diplômés

La valeur qu'accordent les diplômés à leur séjour à l'université est une bonne mesure du succès que connaît le système universitaire quant à la préparation de ses diplômés pour le marché du travail. En règle générale, les diplômés des Maritimes de 1996 sont très satisfaits de leurs établissements en ce qui concerne la durée des études et l'argent qu'ils y ont investi. Étant donné l'ampleur de la dette contractée, il s'agit d'un résultat significatif. Le fait qu'au-delà de huit diplômés sur dix retourneraient étudier si c'était à recommencer et que la plupart choisiraient le même établissement et le même domaine d'étude témoigne, bien entendu, aussi de leur satisfaction dans ce sens.

Pourtant, le degré de satisfaction des diplômés par rapport à leur expérience universitaire est lié à leur habileté à décrocher un emploi stable, bien rémunéré et dans un domaine lié à leurs études. Une fois encore, le rôle que joue le marché du travail sur les perspectives des diplômés est non négligeable.

Il est donc suggéré que les attentes des diplômés doivent être établies en fonction des possibilités d'emploi (c.-à-d. quels types d'emploi sont offerts compte tenu de la formation suivie), des cheminements de carrière possibles (c.-à-d. où peuvent mener certains emplois du point de vue de la mobilité professionnelle) et des exigences supplémentaires éventuelles (c.-à-d. ce à quoi on peut s'attendre des diplômés relativement à la formation supplémentaire ou à l'acquisition de compétences). Lorsque les diplômés ne trouvent pas d'emploi ou qu'ils n'en trouvent pas assez rapidement, ils sont nombreux à qualifier leur programme d'étude d'inefficace ou d'inutile pour ensuite passer à autre chose ou, pis encore, s'engager dans une voie qui se limite à certains emplois ou programmes d'étude. Nos résultats montrent que cela ne fait que nuire davantage à la transition entre l'université et le marché du travail. Ainsi, il est impératif de repérer ceux qui sont plus susceptibles de s'engager dans cette voie et de mettre au point des stratégies qui visent à réorienter leurs efforts et remettre leurs attentes en contexte.

INTRODUCTION

En 1997, la Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes (CESPM), en association avec les gouvernements des quatre provinces atlantiques, a mené une enquête sur les diplômés universitaires de 1996. Cette enquête menée un an après l'obtention du diplôme était conçue pour s'appuyer sur les sondages de suivi des diplômés de tous les établissements postsecondaires que Statistique Canada effectue à l'échelon national tous les deux ans depuis 1978 et pour offrir en temps opportun des renseignements précis sur les diplômés de la région de l'Atlantique.

En 1999, la CESPM a décidé d'ajouter un deuxième volet à la recherche sur les mêmes diplômés de 1996 (à l'exception de ceux de Terre-Neuve) environ quatre ans après la fin de leurs études universitaires. Cette étude longitudinale de 2000 est la première pour la CESPM et elle est considérée comme un projet pilote. La CESPM a confié cette recherche à Ipsos Reid.

La recherche a pour objectif principal de fournir à la CESPM de l'information de suivi à jour dans les domaines suivants :

- Activités professionnelles des diplômés;
- État du remboursement par les diplômés de la dette contractée pour financer leurs études avant et après 1996;
- Situation financière générale actuelle des diplômés, y compris leurs gains, leur niveau d'endettement global à la suite de leurs études et l'impact de la dette sur leur vie personnelle;
- Formation acquise par les diplômés après 1996;
- Mobilité des diplômés depuis l'obtention de leur diplôme en 1996;
- Évaluation par les diplômés de leur expérience universitaire avant 1996;
- Point de vue des diplômés sur leur vie personnelle.

MÉTHODOLOGIE

Ipsos Reid a procédé à une enquête téléphonique auprès des diplômés de 1996 des universités des trois provinces maritimes – Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Île-du-Prince-Édouard – ayant accepté d'être contactés de nouveau après l'étude de 1997[1]. Au total, 2380 entretiens ont été effectués auprès de ces diplômés entre le 2 février et le 2 avril 2000.

La marge d'erreur pour les résultats obtenus avec cet échantillon de 2380 sondés est de ±1,3 points de pourcentage, 19 fois sur 20[2]. Cela signifie que, dans 95 % des cas, les résultats de cette étude se situeront à plus ou moins 1,3 points de pourcentage des résultats obenus si l'on avait pris pour échantillon la cohorte entière des diplômés de 1997. Le tableau à la page suivante donne une vue d'ensemble de l'échantillon final de 2000, réparti par province et par établissement d'enseignement, et le compare à celui de 1997 et à tous les diplômés de 1996. Les données finales ont été pondérées par province afin de refléter précisément la répartition réelle des diplômés de 1996 (c.-à-d. diplômés du Nouveau-Brunswick = 35,07 %; diplômés de la Nouvelle-Écosse = 60,75 %; diplômés de l'Île-du-Prince-Édouard = 4,17 %)[3]. La pondération utilisée était la même que pour l'étude de 1997.

Tous les participants au sondage ont été choisis à partir d'une liste de 4100 diplômés ayant accepté d'être contactés de nouveau après l'étude de 1997. Les entretiens ont été effectués dans la langue officielle du choix du diplômé. Tous les entretiens ont été menés à partir des installations téléphoniques de Ipsos Reid à Winnipeg et à Montréal. Au total, 2145 entretiens ont été effectués en anglais et 235, en français, pour un total de 2380 entretiens. En tout, 93 % des personnes interrogées (n=2213) ont accepté d'être contactées de nouveau dans deux ans (2002).

Pour les besoins de suivi, le questionnaire de l'étude de 2000 comprenait une série de questions tirées de l'étude initiale de 1997. Une série de questions supplémentaires a été ajoutée dans le but d'obtenir des renseignements sur d'autres points précis. Le groupe Angus Reid était chargé de réunir le matériel d'enquête final en collaboration étroite avec des représentants de la Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes.

Le questionnaire du sondage a été testé initialement à deux reprises pour s'assurer que les personnes interrogées n'auraient pas de mal à comprendre les questions, pour vérifier que le texte du questionnaire était facile à suivre (p. ex., instructions « passez à » ou importation des données de 1997) et pour tester la longueur du questionnaire.

L'instrument de sondage a été pré-testé deux fois pour s'assurer que les répondants n'avaient aucun problème avec les questions, pour confirmer que la programmation du questionnaire fonctionnait tel que

---

[1] Des diplômés de la Memorial University, à Terre-Neuve, ont participé à l'étude de 1997, mais non à celle de 2000.

[2] En s'appuyant sur les 4100 questionnaires remplis à partir d'une population statistique de 4204 diplômés de l'étude de 1997. Étant donné cette population statistique, nous avons appliqué le facteur de correction pour une population finie à la marge d'erreur sur un échantillon de 2380. Dans un sondage normal, la marge d'erreur pour un échantillon de cette taille est de ±2,0; en tenant compte d'une population statistique relativement petite, le facteur de correction pour une population finie est de 0,648, ce qui réduit la marge d'erreur globale à ±1,3.

[3] Du fait de l'exclusion des diplômés de Terre-Neuve dans l'étude de 2000, la répartition des diplômés de 1996 a été recalculée pour les trois provinces maritimes seulement. Dans l'échantillon de 2000, la proportion de diplômés de Terre-Neuve a été réévaluée légèrement à la hausse (de 33,95 % à 35,07 %), tout comme la proportion de diplômés de Nouvelle-Écosse (de 58,40 % à 60,75 %). Cette réévaluation a été effectué pour corriger le léger sous-échantillonnage des diplômés de ces deux provinces en 2000. Par comparaison, en raison du sur-échantillonnage des diplômés de l'Île-du-Prince-Édouard, la proportion de diplômés de l'Île-duPrince-Édouard a été réévaluée à la baisse (de 7,65 % à 4,17 %).

prévue (passage d'une section à l'autre, importation des données de 1997) et afin de vérifier la durée du questionnaire.

Les réponses à tous les éléments du sondage ont été analysés pour produire des statistiques descriptives de base et pour générer les fréquences et des tableaux croisés. Dans les tableaux, les résultats ombrés sont des résultats statistiquement significatifs (tel que le domaine d'étude, le grade ou la langue maternelle). La signifiance statistique a été établie en utilisant le test t de Student, ainsi qu'une variation de ce test pour le test de proportions. Le niveau de confiance a été établi à 95%. Les *Notes analytiques* annexées à la fin de ce rapport contiennent plus de détails sur la méthodologie utilisée par Ipsos Reid. Dans les cas où les pourcentages n'égalent pas 100 et à moins que ce ne soit spécifié, les réponses "Ne sait pas" et "Refus" ne sont pas inclus dans les résultats.

Diplômés de 1996 dans les Provinces maritimes
Comparaison d'échantillons

	Diplômés de 1996		Étude de 1997		Étude de 2000			
Établissement	N^bre total de diplômés	% de diplômés	Taille de l'échantillon	% de l'échantillon	Taille de l'échantillon	% de l'échantillon	Échantillon pondéré	% d'échantillon pondéré
NOUVEAU-BRUNSWICK								
Mount Allison University	534	4,40 %	175	4,16 %	109	4,58 %	105	4,41 %
St. Thomas University	370	3,4 %	140	3,33 %	76	3,19 %	73	3,07 %
Université de Moncton	1255	10,34 %	350	8,33 %	235	9,87 %	246	10,34 %
University of New Brunswick	2098	17,28 %	700	16,65 %	388	17,27 %	411	17,27 %
Total partiel – N.-B.	**4257**	**35,07 %**	**1365**	**32,47 %**	**808**	**33,95 %**	**835**	**35,08 %**
NOUVELLE-ÉCOSSE								
Acadia University	927	7,64 %	302	7,18 %	178	7,48 %	182	7,65 %
Atlantic School of Theology	24	0,20 %	10	0,24 %	7	0,29 %	5	0,21 %
Dalhousie University	2454	19,98 %	825	19,62 %	418	17,56 %	481	20,21 %
Mount Saint Vincent University	638	5,26 %	250	5,95 %	144	6,05 %	125	5,25 %
NS Agricultural College	202	1,66 %	75	1,78 %	50	2,10 %	40	1,68 %
NS College of Art and Design	133	1,10 %	45	1,07 %	26	1,09 %	26	1,09 %
Saint Mary's University	1000	8,24 %	350	8,33 %	181	8,24 %	196	8,24 %
St. Francis Xavier University	830	6,84 %	250	5,95 %	152	6,39 %	163	6,84 %
Technical University of NS	369	3,04 %	155	3,69 %	77	3,24 %	72	3,03 %
University College of Cape Breton	587	4,84 %	175	4,16 %	99	4,16 %	115	4,83 %
University of King's College	151	1,24 %	76	1,81 %	39	1,64 %	30	1,26 %
Université Sainte-Anne	58	0,48 %	25	0,59 %	19	0,80 %	11	0,46 %
Total partiel – N.-É.	**7373**	**60,75 %**	**2538**	**60,37 %**	**1390**	**58,40 %**	**1446**	**60,76 %**
ÎLE-DU-PRINCE ÉDOUARD								
University of PEI **(Total Î.-P.-É)**	**506**	**4,17 %**	**301**	**7,16 %**	**182**	**7,65 %**	**99**	**4,16 %**
TOTAL – PROVINCES MARITIMES	**12136**	**100 %**	**4204**	**100 %**	**2380**	**100 %**	**2380**	**100 %**

prévue (passage d'une section à l'autre, importation des données de 1997) et afin de vérifier la durée du questionnaire.

Les réponses à tous les éléments du sondage ont été analysés pour produire des statistiques descriptives de base et pour générer les fréquences et des tableaux croisés. Dans les tableaux, les résultats ombrés sont des résultats statistiquement significatifs (tel que le domaine d'étude, le grade ou la langue maternelle). La signifiance statistique a été établie en utilisant le test t de Student, ainsi qu'une variation de ce test pour le test de proportions. Le niveau de confiance a été établi à 95%. Les *Notes analytiques* annexées à la fin de ce rapport contiennent plus de détails sur la méthodologie utilisée par Ipsos Reid. Dans les cas où les pourcentages n'égalent pas 100 et à moins que ce ne soit spécifié, les réponses "Ne sait pas" et "Refus" ne sont pas inclus dans les résultats.

Diplômés de 1996 dans les Provinces maritimes
Comparaison d'échantillons

	Diplômés de 1996		Étude de 1997 [3]		Étude de 2000			
Établissement	N^bre total de diplômés	% de diplômés	Taille de l'échantillon	% de l'échantillon	Taille de l'échantillon	% de l'échantillon	Échantillon pondéré	% d'échantillon pondéré
NOUVEAU-BRUNSWICK								
Mount Allison University	534	4.40 %	175	4.16 %	106	4.56 %	105	4.41 %
St. Thomas University	370	3.04 %	140	3.33 %	76	3.19 %	73	3.07 %
Université de Moncton	1255	10.34 %	350	8.33 %	234	9.87 %	246	10.34 %
University of New Brunswick	2096	17.28 %	700	16.65 %	388	17.27 %	411	17.27 %
Total partiel - N.-B	**4257**	**35.07 %**	**1365**	**32.47 %**	**808**	**33.95 %**	**835**	**35.08 %**
NOUVELLE-ÉCOSSE								
Acadia University	927	7.64 %	302	7.18 %	178	7.48 %	182	7.65 %
Atlantic School of Theology	24	0.20 %	10	0.24 %	7	0.29 %	5	0.21 %
Dalhousie University	2454	19.98 %	825	19.62 %	416	17.56 %	481	20.21 %
Mount Saint Vincent University	638	5.26 %	250	5.95 %	144	6.05 %	125	5.25 %
NS Agricultural College	202	1.66 %	75	1.78 %	50	2.10 %	40	1.68 %
NS College of Art and Design	133	1.10 %	45	1.07 %	26	1.09 %	26	1.09 %
Saint Mary's University	1000	8.24 %	350	8.33 %	181	8.24 %	196	8.24 %
St. Francis Xavier University	830	6.84 %	250	5.95 %	152	6.39 %	163	6.84 %
Technical University of NS	369	3.04 %	155	3.69 %	77	3.24 %	72	3.03 %
University College of Cape Breton	587	4.84 %	175	4.16 %	99	4.16 %	115	4.83 %
University of King's College	151	1.24 %	76	1.81 %	39	1.64 %	30	1.26 %
Université Sainte-Anne	58	0.48 %	25	0.59 %	19	0.80 %	11	0.46 %
Total partiel - N.-É	**7373**	**60.75 %**	**2538**	**60.37 %**	**1390**	**58.40 %**	**1446**	**60.76 %**
ILE-DU-PRINCE ÉDOUARD								
University of PEI **(Total I.-P.-É)**	**506**	**4.17 %**	**301**	**7.16 %**	**182**	**7.65 %**	**99**	**4.16 %**
TOTAL – PROVINCES MARITIMES	**12136**	**100 %**	**4204**	**100 %**	**2380**	**100 %**	**2380**	**100 %**

Comment lire les tableaux

On retrouve de nombreux tableaux dans le rapport. Pour faciliter leur lecture, nous y avons inclus la taille de la base. C'est-à-dire que lorsque la base apparaît à côté d'une catégorie donnée dans la colonne de gauche du tableau (comme dans l'exemple ci-dessous), toutes les proportions devraient être lues de la gauche vers la droite, et la somme des pourcentages atteindre 100 % (à moins que les réponses « Ne sait pas » n'apparaissent pas ou que l'arrondissement statistique donne un total légèrement supérieur ou inférieur à 100 %).

Importance d'un emploi lié aux études pour les hommes et les femmes diplômés occupant un emploi		
(base pondérée)	Important (%)	Pas Important (%)
Hommes (671)	77	**22**
Femmes (1311)	**85**	14

Lorsque la taille de la base apparaît sous une catégorie dans le haut du tableau (comme dans l'exemple ci-dessous), toutes les proportions devraient être lues du haut vers le bas, et la somme des pourcentages atteindre 100 % (à moins que les réponses « Ne sait pas » n'apparaissent pas ou que l'arrondissement statistique donne un total légèrement inférieur ou supérieur à 100 %).

	Résidence pendant les études d'avant 1996 Originaire de...*	
(base pondérée)	Maritimes (2024) %	Hors des Maritimes (356) %
Province de résidence en 1997		
Maritimes	**90**	36
Hors des Maritimes	10	**65**
Province de résidence en 2000		
Maritimes	**81**	30
Hors des Maritimes	19	**70**

** 12 mois avant le début des études d'avant 1996.*

Comparaison des échantillons de diplômés de 1997 et de 2000

Pour les besoins de cette étude longitudinale, toutes les comparaisons effectuées entre les diplômés de 1997 et ceux de 2000 se basent sur les 2380 personnes interrogées en 2000. Néanmoins, il est utile ici de dresser un portrait sociodémographique des cohortes de 1997 et de 2000 afin de mettre en évidence les principales différences entre les deux populations[4].

[4] Veuillez noter que pour que la comparaison soit plus précise, les données des diplômés de 1997 ne comprennent que celles des diplômés pour lesquels on possède un dossier dans l'ensemble de données original (n = 4100); cela exclut la population de diplômés de Terre-Neuve. De même, les comparaisons ont été effectuées à partir de données non pondérées des deux années dans le but de comparer les vraies personnes interrogées. Dans ces tableaux, tous les chiffres ont été arrondis, sauf quand le pourcetange était inférieur à 0,5 %. Lorsque le total n'égale pas 100 %, cela peut vouloir dire qu'il manquait des valeurs ou qu'il s'agissait de réponse «Ne sait pas».

Cette comparaison révèle que, d'un point de vue sociodémographique, les deux échantillons sont très semblables quant au sexe et à langue parlée le plus souvent à la maison sur une base quotidienne. La population de 2000 est, en moyenne, trois ans plus vieille, ce qui est prévisible étant donné que trois ans se sont écoulés entre les deux portions de l'enquête. Les diplômés étaient plus susceptibles d'être mariés en 2000 qu'en 1997 et d'avoir des enfants à charge, ce qui est également prévisible étant donné les étapes normales du développement de la vie.

Profil sociodémographique des échantillons de diplômés de 1997 et de 2000
(échantillon non pondéré)

	1997 (4100) % (n)	2000 (2380) % (n)
Sexe		
Hommes	36 (1489)	34 (798)
Femmes	64 (2611)	66 (1582)
Âge		
24 – 29	77 (3146)	67 (1579)
30 – 34	7 (293)	13 (306)
35 – 39	5 (190)	6 (136)
40 – 49	7 (303)	10 (230)
50+	3 (139)	5 (123)
Âge moyen	29 ans	31 ans
État matrimonial		
Célibataire	69 (2833)	49 (1161)
Marié(e)	28 (1154)	48 (1146)
Séparé(e), veuf(veuve), divorcé(e)	3 (107)	3 (72)
Enfants à charge?		
Oui	16 (655)	24 (570)
Non	84 (3440)	76 (1793)
Langue la plus souvent parlée		
Anglais	89 (3641)	88 (2098)
Français	8 (335)	10 (247)
Français/anglais	2 (66)	1 (17)
Autre	1 (58)	1 (18)

Les deux échantillons étaient semblables en ce qui concerne l'établissement où les études ont été effectuées, le domaine d'études et le diplôme obtenu. Il y avait légèrement moins de personnes en 2000 dont le plus haut diplôme obtenu en 1996 était un baccalauréat ou un diplôme de compétence professionnelle, et davantage ayant obtenu une maîtrise, un doctorat ou un autre certificat/diplôme. Il y avait légèrement plus de personnes en 2000 ayant un diplôme en éducation, en sciences sociales et en sciences de la santé (+1 dans chaque cas). Il y avait légèrement moins de personnes en 2000 ayant un diplôme en commerce (-2), en sciences humaines (-1) et en génie et sciences appliquées (-1).

Comment lire les tableaux

On retrouve de nombreux tableaux dans le rapport. Pour faciliter leur lecture, nous y avons inclus la taille de la base. C'est-à-dire que lorsque la base apparaît à côté d'une catégorie donnée dans la colonne de gauche du tableau (comme dans l'exemple ci-dessous), toutes les proportions devraient être lues de la gauche vers la droite, et la somme des pourcentages atteindre 100 % (à moins que les réponses « Ne sait pas » n'apparaissent pas ou que l'arrondissement statistique donne un total légèrement supérieur ou inférieur à 100 %).

Importance d'un emploi lié aux études pour les hommes et les femmes diplômés occupant un emploi

(base pondérée)	Important (%)	Pas important (%)
Hommes (671)	77	**22**
Femmes (1311)	**85**	14

Lorsque la taille de la base apparaît sous une catégorie dans le haut du tableau (comme dans l'exemple ci-dessous), toutes les proportions devraient être lues du haut vers le bas, et la somme des pourcentages atteindre 100 % (à moins que les réponses « Ne sait pas » n'apparaissent pas ou que l'arrondissement statistique donne un total légèrement inférieur ou supérieur à 100 %).

	Résidence pendant les études d'avant 1996 Originaire de...*	
(base pondérée)	Maritimes (2024) %	Hors des Maritimes (356) %
Province de résidence en 1997		
Maritimes	**90**	36
Hors des Maritimes	10	**65**
Province de résidence en 2000		
Maritimes	**81**	30
Hors des Maritimes	19	**70**

** 12 mois avant le début des études d'avant 1996.*

Comparaison des échantillons de diplômés de 1997 et de 2000

Pour les besoins de cette étude longitudinale, toutes les comparaisons effectuées entre les diplômés de 1997 et ceux de 2000 se basent sur les 2380 personnes interrogées en 2000. Néanmoins, il est utile ici de dresser un portrait sociodémographique des cohortes de 1997 et de 2000 afin de mettre en évidence les principales différences entre les deux populations[4].

[4] Veuillez noter que pour que la comparaison soit plus précise, les données des diplômés de 1997 ne comprennent que celles des diplômés pour lesquels on possède un dossier dans l'ensemble de données original (n = 4100); cela exclut la population de diplômés de Terre-Neuve. De même, les comparaisons ont été effectuées à partir de données non pondérées des deux années dans le but de comparer les vraies personnes interrogées. Dans ces tableaux, tous les chiffres ont été arrondis, sauf quand le pourcetange était inférieur à 0,5 %. Lorsque le total n'égale pas 100 %, cela peut vouloir dire qu'il manquait des valeurs ou qu'il s'agissait de réponse «Ne sait pas».

Cette comparaison révèle que, d'un point de vue sociodémographique, les deux échantillons sont très semblables quant au sexe et à langue parlée le plus souvent à la maison sur une base quotidienne. La population de 2000 est, en moyenne, trois ans plus vieille, ce qui est prévisible étant donné que trois ans se sont écoulés entre les deux portions de l'enquête. Les diplômés étaient plus susceptibles d'être mariés en 2000 qu'en 1997 et d'avoir des enfants à charge, ce qui est également prévisible étant donné les étapes normales du développement de la vie.

Profil sociodémographique des échantillons de diplômés de 1997 et de 2000 (échantillon non pondéré)

	1997 (4100) % (n)	2000 (2380) % (n)
Sexe		
Hommes	36 (1489)	34 (798)
Femmes	64 (2611)	66 (1582)
Âge		
24 – 29	77 (3146)	67 (1579)
30 – 34	7 (293)	13 (306)
35 – 39	5 (190)	6 (136)
40 – 49	7 (303)	10 (230)
50+	3 (139)	5 (123)
Âge moyen	29 ans	31 ans
État matrimonial		
Célibataire	69 (2833)	49 (1161)
Marié(e)	28 (1154)	48 (1146)
Séparé(e), veuf(veuve), divorcé(e)	3 (107)	3 (72)
Enfants à charge?		
Oui	16 (655)	24 (570)
Non	84 (3440)	76 (1793)
Langue la plus souvent parlée		
Anglais	89 (3641)	88 (2098)
Français	8 (335)	10 (247)
Français/anglais	2 (66)	1 (17)
Autre	1 (58)	1 (18)

Les deux échantillons étaient semblables en ce qui concerne l'établissement où les études ont été effectuées, le domaine d'études et le diplôme obtenu. Il y avait légèrement moins de personnes en 2000 dont le plus haut diplôme obtenu en 1996 était un baccalauréat ou un diplôme de compétence professionnelle, et davantage ayant obtenu une maîtrise, un doctorat ou un autre certificat/diplôme. Il y avait légèrement plus de personnes en 2000 ayant un diplôme en éducation, en sciences sociales et en sciences de la santé (+1 dans chaque cas). Il y avait légèrement moins de personnes en 2000 ayant un diplôme en commerce (-2), en sciences humaines (-1) et en génie et sciences appliquées (-1).

Profil de scolarité des cohortes de diplômés de 1997 et de 2000 (échantillon non pondéré) (base non pondérée)	1997 (n = 4100) % (n)	2000 (n = 2380) % (n)
Établissement		
Nouvelle-Écosse		
Dalhousie University	19 (795)	18 (418)
Saint Mary's University	8 (346)	8 (181)
Acadia University	7 (299)	8 (178)
St. Francis Xavier University	6 (248)	6 (152)
Mount Saint Vincent University	6 (244)	6 (144)
University College of Cape Breton	4 (169)	4 (99)
Technical University of Nova Scotia	4 (152)	3 (77)
Nova Scotia Agricultural College	2 (71)	2 (50)
University of King's College	2 (73)	2 (39)
Nova Scotia College of Art and Design	1 (44)	1 (26)
Université Sainte-Anne	1 (25)	1 (19)
Atlantic School of Theology	0,2 (10)	0,3 (7)
Nouveau-Brunswick		
Unviersity of New Brunswick	17 (682)	16 (388)
Université de Moncton	8 (340)	10 (235)
Mount Allison University	4 (172)	5 (109)
St. Thomas University	3 (136)	3 (76)
Île-du-Prince-Édouard		
University of Prince Edward Island	7 (294)	8 (182)
Domaine d'étude		
Arts (général)	1 (27)	1 (12)
Éducation	16 (658)	17 (409)
Beaux-arts et arts appliqués	2 (94)	2 (53)
Sciences humaines	12 (487)	11 (268)
Sciences sociales	22 (908)	23 (552)
Commerce	15 (599)	13 (310)
Sciences agricoles et biologiques	10 (411)	10 (237)
Génie et sciences appliquées	7 (271)	6 (153)
Sciences de la santé	7 (297)	8 (193)
Mathématiques et sciences physiques	4 (163)	4 (96)
Technologies de l'information	3 (141)	3 (81)
Cours de collèges communautaires	1 (44)	1 (16)
Diplôme reçu		
Baccalauréat	76 (3122)	74 (1772)
Diplôme de compétence professionnelle	3 (134)	2 (50)
Maîtrise/doctorat	11 (490)	12 (282)
Certificat/autre	9 (354)	12 (276)

Dans l'ensemble, les deux échantillons sont très semblables pour toutes les variables socioéconomiques et éducationnelles. Le fait que cela s'applique à un échantillon non pondéré signifie qu'aucun distorsion n'entachera les échantillons lors des procédures de pondération. Il est possible d'arriver à un plus haut degré de confiance dans les résultats et, en particulier, dans les comparaisons entre les deux échantillons.

1 EMPLOI ET ÉTUDES

1.1 ACTIVITÉ SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Pour que l'information présentée dans ce chapitre soit claire et compréhensible, il est utile de définir les termes suivants :

Situation d'activité : Établit si les diplômés étaient employés, sans emploi ou inactifs pendant la semaine de référence de l'étude. L'étude a été menée du 2 février au 2 avril 2000. On a demandé aux diplômés de préciser leur situation d'activité durant la semaine ayant précédé l'entrevue.

Population active : Diplômés qui travaillaient, qui ne travaillaient pas mais qui cherchent du travail ou qui ne travaillaient pas mais qui avaient accepté un emploi à temps plein pour une date précise.

Population inactive : Diplômés qui ne travaillaient ni à temps plein ni à temps partiel pendant la semaine de référence (c.-à-d. une semaine avant l'entretien) et qui ne cherchaient pas de travail ou qui n'étaient pas disponibles pour le travail.

Employés : Diplômés qui occupaient un emploi ou étaient occupés en affaires à temps plein ou à temps partiel pendant la semaine de référence (c.-à-d. une semaine avant l'entretien).

Employés à temps plein : Diplômés qui occupaient un emploi ou étaient occupés en affaires durant 30 heures ou plus par semaine.

Employés à temps partiel : Diplômés qui occupaient un emploi ou qui étaient occupés en affaires durant moins de 30 heures par semaine.

Au chômage : Diplômés qui ne travaillaient pas pendant la semaine de référence (c.-à-d. une semaine avant l'entretien) mais qui cherchaient du travail, et diplômés qui avaient accepté un emploi à temps plein qui devait commencer dans les quatre semaines suivant l'entrevue.

Actuellement inactifs : Diplômés qui ne travaillaient pas pendant la semaine de référence (c.-à-d. une semaine avant l'entretien) mais qui ont eu un emploi depuis l'obtention de leur diplôme en 1996. Ils pouvaient chercher ou non du travail ou ne pas être disponibles pour le travail.

Taux de chômage : Le nombre de diplômés sans emploi, exprimé en pourcentage de diplômés actifs (employés et au chômage).

Le tableau suivant décrit la répartition réelle des diplômés de 1996 en fonction des différentes catégories de profil d'activité, avec une taille d'échantillon pondérée.

Profil d'activité 1997 – 2000 (échantillon pondéré)	1997	2000
Population active	**2185**	**2120**
Population inactive	**195**	**259**
Population active	**n=2185**	**n=2120**
Employés	***1931**	**1982**
À temps plein	1604	1757
À temps partiel	261	226
Au chômage	**254**	**138**
Ne travaillaient pas, cherchaient du travail ou étaient disponibles pour le travail	212	78
Aux études, cherchaient du travail ou étaient disponibles pour le travail	27	44
À domicile, cherchaient du travail ou étaient disponibles pour le travail	14	12
Retraités/invalides, cherchaient du travail ou étaient disponibles pour le travail	1	3
Taux de chômage	**11,6**	**6,5**
Population inactive	**n=195**	**n=259**
Ne travaillaient pas, ne cherchaient pas de travail, n'étaient pas disponibles pour le travail	65	22
Aux études, ne cherchaient pas de travail, n'étaient pas disponibles pour le travail	99	178
À domicile, ne cherchaient pas de travail, n'étaient pas disponibles pour le travail	20	44
Retraités/invalides, ne cherchaient pas de travail, n'étaient pas disponibles pour le travail	12	16

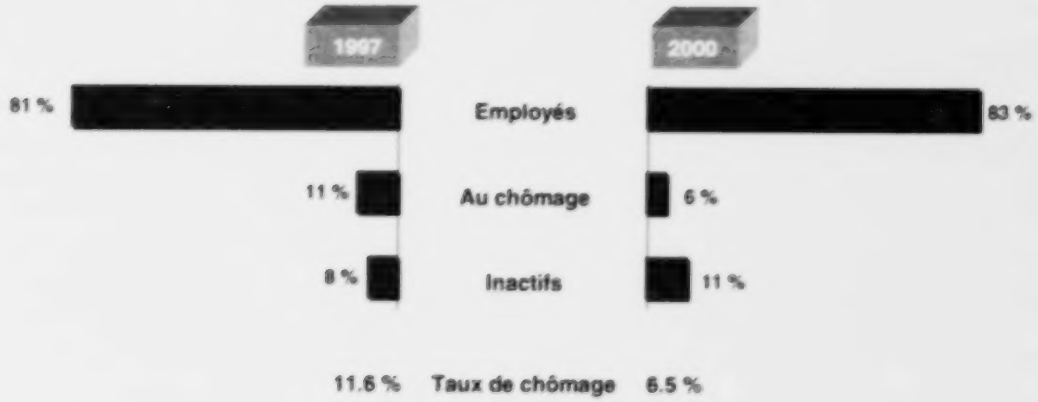
** Parmi les diplômés actifs en 1997; noter que 66 diplômés entrent dans la catégorie « Sans objet », ce qui représente 3 % de tous les diplômés actifs.*

Situation d'activité en 2000 des diplômés de 1996

Situation d'activité

La grande majorité des diplômés de 1996 des provinces maritimes étaient actifs pendant la semaine de référence (89 %); un peu plus de un sur dix (11 %) étaient inactifs. La plupart des diplômés occupaient un emploi à temps plein ou à temps partiel (83 %). En tout, 6 % étaient au chômage. Le taux de chômage en 2000 pour les diplômés de 1996 s'élevait à 6,5 % pendant la semaine de référence.

Situation d'activité
1997 à 2000



(n=2380)

La comparaison des résultats de 2000 et de ceux de 1997 révèle certains mouvements au cours des trois dernières années. Dans l'ensemble, le nombre de diplômés actifs (employés ou au chômage) a légèrement baissé (92 % en 1997 contre 89 % en 2000), alors que le nombre de diplômés inactifs a augmenté de 3 points de pourcentage (de 8 % à 11 %). Le plus grand changement concerne la proportion de diplômés au chômage, laquelle a connu une basse de 5 % depuis 1997 (de 11 % à 6 %). De plus, on a assisté à une baisse proportionnelle du taux de chômage chez les diplômés (de 11,6 % en 1997 à 6,5 % en 2000).

Si l'on examine de plus près les changements survenus entre 1997 et 2000, on remarque que la transition des diplômés vers le marché du travail et en dehors de celui-ci était multidirectionnelle. Par exemple, alors que 86 % des diplômés employés de 1997 occupaient toujours un emploi en 2000, 9 % d'entre eux étaient inactifs et 5 % étaient au chômage. Parmi ceux qui étaient au chômage en 1997, 11 % étaient toujours au chômage en 2000 et 14 % étaient inactifs, mais la grande majorité (76 %) occupaient un emploi. De même, sur ceux qui étaient inactifs en 1997, 68 % occupaient un emploi en 2000, 27 % étaient toujours inactifs et 6 % étaient au chômage.

Il est important d'interpréter ces résultats dans le contexte de la population générale des provinces maritimes. Sur cette base, on s'aperçoit que les diplômés de 1996 réussissent relativement bien. En effet, les taux de chômage pour la population générale de chacune des trois provinces maritimes pendant la

Le tableau suivant décrit la répartition réelle des diplômés de 1996 en fonction des différentes catégories de profil d'activité, avec une taille d'échantillon pondérée.

Profil d'activité 1997 – 2000 (échantillon pondéré)	1997	2000
Population active	**2185**	**2120**
Population inactive	**195**	**259**
Population active	n=2185	**n=2120**
Employés	***1931**	**1982**
À temps plein	1604	1757
À temps partiel	261	226
Au chômage	**254**	**138**
Ne travaillaient pas, cherchaient du travail ou étaient disponibles pour le travail	212	78
Aux études, cherchaient du travail ou étaient disponibles pour le travail	27	44
À domicile, cherchaient du travail ou étaient disponibles pour le travail	14	12
Retraités/invalides, cherchaient du travail ou étaient disponibles pour le travail	1	3
Taux de chômage	**11,6**	**6,5**
Population inactive	**n=195**	**n=259**
Ne travaillaient pas, ne cherchaient pas de travail, n'étaient pas disponibles pour le travail	65	22
Aux études, ne cherchaient pas de travail, n'étaient pas disponibles pour le travail	99	178
À domicile, ne cherchaient pas de travail, n'étaient pas disponibles pour le travail	20	44
Retraités/invalides, ne cherchaient pas de travail, n'étaient pas disponibles pour le travail	12	16

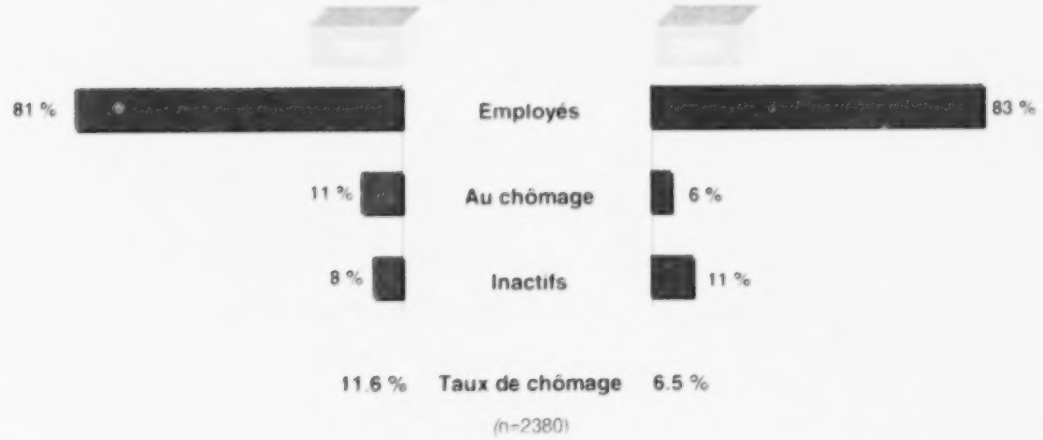
** Parmi les diplômés actifs en 1997; noter que 66 diplômés entrent dans la catégorie « Sans objet », ce qui représente 3 % de tous les diplômés actifs.*

Situation d'activité en 2000 des diplômés de 1996

Situation d'activité

La grande majorité des diplômés de 1996 des provinces maritimes étaient actifs pendant la semaine de référence (89 %); un peu plus de un sur dix (11 %) étaient inactifs. La plupart des diplômés occupaient un emploi à temps plein ou à temps partiel (83 %). En tout, 6 % étaient au chômage. Le taux de chômage en 2000 pour les diplômés de 1996 s'élevait à 6,5 % pendant la semaine de référence.

Situation d'activité
1997 à 2000



(n=2380)

La comparaison des résultats de 2000 et de ceux de 1997 révèle certains mouvements au cours des trois dernières années. Dans l'ensemble, le nombre de diplômés actifs (employés ou au chômage) a légèrement baissé (92 % en 1997 contre 89 % en 2000), alors que le nombre de diplômés inactifs a augmenté de 3 points de pourcentage (de 8 % à 11 %). Le plus grand changement concerne la proportion de diplômés au chômage, laquelle a connu une basse de 5 % depuis 1997 (de 11 % à 6 %). De plus, on a assisté à une baisse proportionnelle du taux de chômage chez les diplômés (de 11,6 % en 1997 à 6,5 % en 2000).

Si l'on examine de plus près les changements survenus entre 1997 et 2000, on remarque que la transition des diplômés vers le marché du travail et en dehors de celui-ci était multidirectionnelle. Par exemple, alors que 86 % des diplômés employés de 1997 occupaient toujours un emploi en 2000, 9 % d'entre eux étaient inactifs et 5 % étaient au chômage. Parmi ceux qui étaient au chômage en 1997, 11 % étaient toujours au chômage en 2000 et 14 % étaient inactifs, mais la grande majorité (76 %) occupaient un emploi. De même, sur ceux qui étaient inactifs en 1997, 68 % occupaient un emploi en 2000, 27 % étaient toujours inactifs et 6 % étaient au chômage.

Il est important d'interpréter ces résultats dans le contexte de la population générale des provinces maritimes. Sur cette base, on s'aperçoit que les diplômés de 1996 réussissent relativement bien. En effet, les taux de chômage pour la population générale de chacune des trois provinces maritimes pendant la

semaine de référence de l'étude révèlent un taux de chômage global considérablement plus important pour la Nouvelle-Écosse (9,6 %), le Nouveau-Brunswick (10,2 %) et l'Île-du-Prince-Édouard (14,4 %)[5].

Population active

En 2000, 93 % des diplômés actifs occupaient un emploi (83 % à temps plein et 10 % à temps partiel). Ce profil montre l'amélioration globale de la situation des diplômés depuis 1997. En effet, trois ans auparavant, 88 % occupaient un emploi (73 % à temps plein et 12 % à temps partiel)[6].

Situation d'activité parmi les diplômés actifs 1997 – 2000

	1997 (2185)	2000 (2120)
Employés	**88 %***	**93 %**
À temps plein	73 %	83 %
À temps partiel	12 %	10 %
Au chômage	**12 %**	**7 %**
Ne travaillaient pas, cherchaient du travail ou étaient disponibles pour le travail	10 %	4 %
Aux études, cherchaient du travail ou étaient disponibles pour le travail	1 %	2 %
À domicile, cherchaient du travail ou étaient disponibles pour le travail	0,6 %	0,6 %
Retraités/invalides, cherchaient du travail ou étaient disponibles pour le travail	0,1 %	0,1 %
Taux de chômage	**11,6 %**	**6,5 %**

* *Parmi les diplômés actifs en 1997, noter que 66 diplômés entrent dans la catégorie « Sans objet », ce qui représente 3 % de tous les diplômés actifs.*

Dans l'ensemble, les diplômés au chômage représentent 7 % des diplômés actifs en 2000, soit une baisse de 5 % depuis 1997 (12 %).

Population inactive

Le profil des diplômés inactifs révèle que 69 % étaient « aux études » en 2000, alors qu'un bien plus petit nombre d'entre eux étaient à domicile (17 %), ne travaillant ni ne cherchant du travail (8 %), ou encore retraités/invalides (6 %).

---

[5] Taux de chômage de Statistiques Canada pour la période du sondage de 2000 (de février à avril 2000). Les diplômés ont répondu aux questions sur leur situation d'activité en fonction de leur situation pendant la semaine ayant précédé l'entretien.

[6] Parmi les diplômés employés en 1997, 68 appartenaient à la catégorie «Sans objet», ce qui représente 3 % de tous les diplômés actifs; ce qui explique la différence dans les totaux.

semaine de référence de l'étude révèlent un taux de chômage global considérablement plus important pour la Nouvelle-Écosse (9,6 %), le Nouveau-Brunswick (10,2 %) et l'Île-du-Prince-Édouard (14,4 %)[5].

Population active

En 2000, 93 % des diplômés actifs occupaient un emploi (83 % à temps plein et 10 % à temps partiel). Ce profil montre l'amélioration globale de la situation des diplômés depuis 1997. En effet, trois ans auparavant, 88 % occupaient un emploi (73 % à temps plein et 12 % à temps partiel)[6].

Situation d'activité parmi les diplômés actifs 1997 – 2000

	1997 (2185)	2000 (2120)
Employés	**88 %***	**93 %**
À temps plein	73 %	83 %
À temps partiel	12 %	10 %
Au chômage	**12 %**	**7 %**
Ne travaillaient pas, cherchaient du travail ou étaient disponibles pour le travail	10 %	4 %
Aux études, cherchaient du travail ou étaient disponibles pour le travail	1 %	2 %
À domicile, cherchaient du travail ou étaient disponibles pour le travail	0,6 %	0,6 %
Retraités/invalides, cherchaient du travail ou étaient disponibles pour le travail	0,1 %	0,1 %
Taux de chômage	**11,6 %**	**6,5 %**

** Parmi les diplômés actifs en 1997; noter que 66 diplômés entrent dans la catégorie « Sans objet », ce qui représente 3 % de tous les diplômés actifs.*

Dans l'ensemble, les diplômés au chômage représentent 7 % des diplômés actifs en 2000, soit une baisse de 5 % depuis 1997 (12 %).

Population inactive

Le profil des diplômés inactifs révèle que 69 % étaient « aux études » en 2000, alors qu'un bien plus petit nombre d'entre eux étaient à domicile (17 %), ne travaillant ni ne cherchant du travail (8 %), ou encore retraités/invalides (6 %).

---

[5] Taux de chômage de Statistiques Canada pour la période du sondage de 2000 (de février à avril 2000). Les diplômés ont répondu aux questions sur leur situation d'activité en fonction de leur situation pendant la semaine ayant précédé l'entretien.

[6] Parmi les diplômés employés en 1997, 68 appartenaient à la catégorie «Sans objet», ce qui représente 3 % de tous les diplômés actifs; ce qui explique la différence dans les totaux.

Situation d'activité Parmi les diplômés INACTIFS 1997 – 2000	1997 (195)	2000 (259)
Ne travaillaient pas, ne cherchaient pas de travail, n'étaient pas disponibles pour le travail	33 %	8 %
Aux études, ne cherchaient pas de travail, n'étaient pas disponibles pour le travail	50 %	69 %
À domicile, ne cherchaient pas de travail, n'étaient pas disponibles pour le travail	10 %	17 %
Retraités/invalides, ne cherchaient pas de travail, n'étaient pas disponibles pour le travail	6 %	6 %

Bien que les résultats de 2000 concordent globalement avec la tendance générale dégagée en 1997, il existe des différences significatives entre les deux périodes. Par exemple, une proportion bien plus importante de diplômés étaient aux études en 2000 par rapport à 1997 (69 % contre 50 %). D'un autre côté, en 2000, le nombre de diplômés ne travaillant pas, ne cherchant pas de travail ou pas disponibles pour le travail était grandement inférieur (8 % contre 33 % en 1997). De plus, alors que 17 % des diplômés inactifs en 2000 ont indiqué être « à domicile », seuls 10 % étaient dans cette situation en 1997. Ces résultats suggèrent que de nombreux diplômés se sont retirés du marché du travail pour retourner aux études ou pour rester à domicile. Les résultats plus approfondis révèlent que beaucoup des diplômés sont retournés aux études après 1996 afin d'améliorer leurs chances sur le marché du travail.

Il existe quelques variations significatives dans la situation d'activité selon les caractéristiques particulières des diplômés. Par exemple, comme le montre le tableau à la page suivante, alors qu'il n'y a aucune différence statistiquement significative par rapport au sexe ou à la langue parlée à la maison, on remarque qu'une plus grande proportion de ceux qui ont un diplôme d'études supérieures (maîtrise ou doctorat) occupent en emploi en 2000 par rapport à ceux qui ont obtenu un baccalauréat (94 % contre 82 %). Il n'est pas surprenant, alors, qu'une proportion bien plus importante de diplômés ayant obtenu un certificat ou un autre diplôme soient au chômage ou inactifs (10 % et 14 %, respectivement).

(base pondérée)	Situation d'activité en 2000		
	Employés	Au chômage	Inactifs
	%	%	%
Total (2 380)	**83**	**6**	**11**
Sexe			
Hommes (809)	84	7	9
Femmes (1 571)	83	5	12
Langue parlée le plus souvent à la maison *			
Français (2092)	83	6	11
Anglais (253)	83	5	12
Diplôme obtenu			
Baccalauréat (1756)	82	6	12
Diplôme de compétence professionnelle (50)	**96**	1	3
Maîtrise/doctorat (296)	**94**	1	4
Certificat/autre (278)	75	10	**14**
Domaine d'étude			
Arts – général (12)	-	-	-
Éducation (408)	**93**	3	4
Beaux-arts et arts appliqués (54)	90	4	6
Sciences humaines (260)	79	8	13
Sciences sociales (555)	80	6	**14**
Commerce (310)	**90**	5	6
Sciences agricoles et biologiques (217)	71	7	**22**
Génie et sciences appliquées (153)	82	**11**	7
Professions de la santé (207)	86	5	9
Mathématiques et sciences physiques (101)	72	6	**21**
Technologies de l'information (84)	**91**	4	5
Cours de collèges communautaires (19)	-	-	-

** Le nombre total (n) n'égale pas 2380, puisque les résultats pour les réponses « Anglais et français » et « Autre » n'apparaissent pas ici.*

- Taille des cellules trop petite (< 50) pour une analyse fiable.

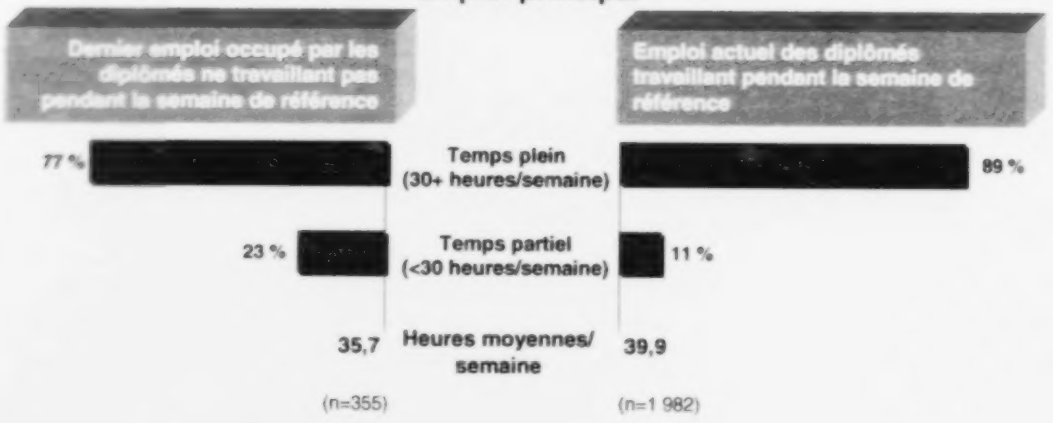
De même, les diplômés qui ont obtenu un diplôme dans certains domaines d'étude sont plus susceptibles d'occuper un emploi que d'autres. C'est le cas pour ceux qui ont fait des études en éducation, dans les beaux-arts et arts appliqués, en commerce et en technologies de l'information. D'un autre côté, les étudiants en génie et en sciences appliquées sont ceux qui sont les plus susceptibles d'être au chômage. Parallèlement, les diplômés inactifs en 2000 étaient plus susceptibles d'avoir obtenu un diplôme en sciences agricoles et biologiques ou en mathématiques et en sciences physiques.

Emploi à temps plein ou à temps partiel

La grande majorité des diplômés occupant un emploi – 89 % – travaillaient à temps plein (30 heures ou plus par semaine) à leur emploi principal pendant la semaine de référence de l'étude. Environ un sur dix (11 %) travaillait à temps partiel (moins de 30 heures par semaine) à son emploi principal. Il est intéressant de noter qu'au moins un cinquième des diplômés occupant un emploi ont déclaré travailler 50 heures ou plus. En moyenne, les diplômés employés ont travaillé 39,9 heures pendant la semaine de référence.

Emploi à temps plein ou à temps partiel

Emploi principal



Les diplômés ne travaillant pas pendant la semaine de référence de l'étude travaillaient aussi, pour la plupart, à temps plein dans leur dernier emploi (77 %). Toutefois, environ un quart d'entre eux (23 %) travaillaient à temps partiel, ce qui représente plus du double de la proportion de diplômés qui occupent actuellement un emploi (11 %). En moyenne, les diplômés ne travaillant pas actuellement avaient travaillé 35,7 heures par semaine dans leur emploi précédent, soit 4,2 heures de moins que ceux qui occupaient un emploi pendant la semaine de référence.

En règle générale, les diplômés employés qui travaillent le plus grand nombre d'heures ont des postes permanents (41 h, en moyenne, contre 36,8 h pour ceux qui occupent un emploi non permanent). Les diplômés en génie et en sciences appliquées (44,5 h), en éducation (42,6 h) et en commerce (42,5 h) avaient tendance à travailler plus d'heures que les diplômés des autres domaines d'étude. Les hommes étaient également plus susceptibles de travailler plus d'heures que les femmes (43 h par semaine contre 38,4 h pour les femmes).

(base pondérée)	Situation d'activité en 2000		
	Employés	Au chômage	Inactifs
	%	%	%
Total (2 380)	**83**	**6**	**11**
Sexe			
Hommes (809)	84	7	9
Femmes (1 571)	83	5	12
Langue parlée le plus souvent à la maison *			
Français (2092)	83	6	11
Anglais (253)	83	5	12
Diplôme obtenu			
Baccalauréat (1756)	82	6	12
Diplôme de compétence professionnelle (50)	**96**	1	3
Maîtrise/doctorat (296)	**94**	1	4
Certificat/autre (278)	75	10	**14**
Domaine d'étude			
Arts – général (12)	-	-	-
Éducation (408)	**93**	3	4
Beaux-arts et arts appliqués (54)	90	4	6
Sciences humaines (260)	79	8	13
Sciences sociales (555)	80	6	**14**
Commerce (310)	**90**	5	6
Sciences agricoles et biologiques (217)	71	7	**22**
Génie et sciences appliquées (153)	82	**11**	7
Professions de la santé (207)	86	5	9
Mathématiques et sciences physiques (101)	72	6	**21**
Technologies de l'information (84)	**91**	4	5
Cours de collèges communautaires (19)	-	-	-

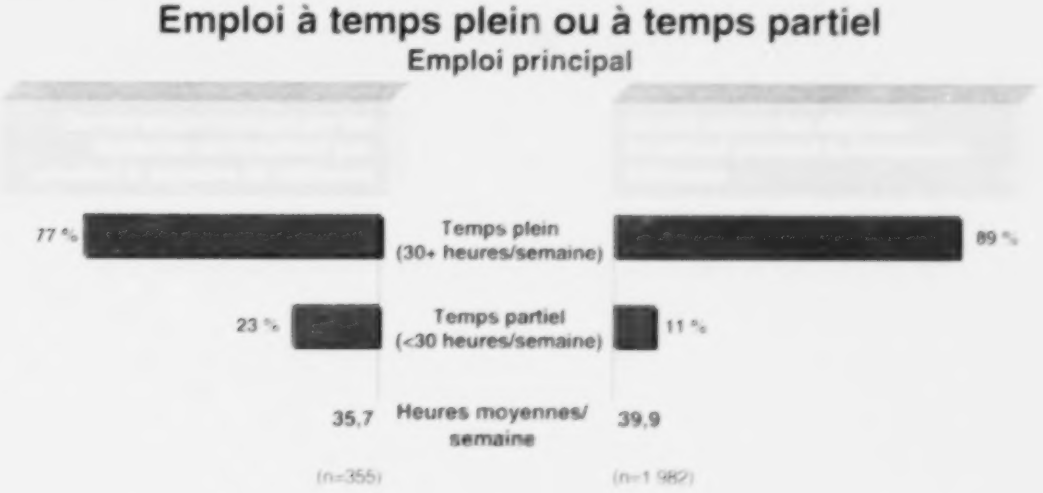
** Le nombre total (n) n'égale pas 2380, puisque les résultats pour les réponses « Anglais et français » et « Autre » n'apparaissent pas ici.*

- Taille des cellules trop petite (< 50) pour une analyse fiable.

De même, les diplômés qui ont obtenu un diplôme dans certains domaines d'étude sont plus susceptibles d'occuper un emploi que d'autres. C'est le cas pour ceux qui ont fait des études en éducation, dans les beaux-arts et arts appliqués, en commerce et en technologies de l'information. D'un autre côté, les étudiants en génie et en sciences appliquées sont ceux qui sont les plus susceptibles d'être au chômage. Parallèlement, les diplômés inactifs en 2000 étaient plus susceptibles d'avoir obtenu un diplôme en sciences agricoles et biologiques ou en mathématiques et en sciences physiques.

Emploi à temps plein ou à temps partiel

La grande majorité des diplômés occupant un emploi - 89 % - travaillaient à temps plein (30 heures ou plus par semaine) à leur emploi principal pendant la semaine de référence de l'étude. Environ un sur dix (11 %) travaillait à temps partiel (moins de 30 heures par semaine) à son emploi principal. Il est intéressant de noter qu'au moins un cinquième des diplômés occupant un emploi ont déclaré travailler 50 heures ou plus. En moyenne, les diplômés employés ont travaillé 39,9 heures pendant la semaine de référence.



Les diplômés ne travaillant pas pendant la semaine de référence de l'étude travaillaient aussi, pour la plupart, à temps plein dans leur dernier emploi (77 %). Toutefois, environ un quart d'entre eux (23 %) travaillaient à temps partiel, ce qui représente plus du double de la proportion de diplômés qui occupent actuellement un emploi (11 %). En moyenne, les diplômés ne travaillant pas actuellement avaient travaillé 35,7 heures par semaine dans leur emploi précédent, soit 4,2 heures de moins que ceux qui occupaient un emploi pendant la semaine de référence.

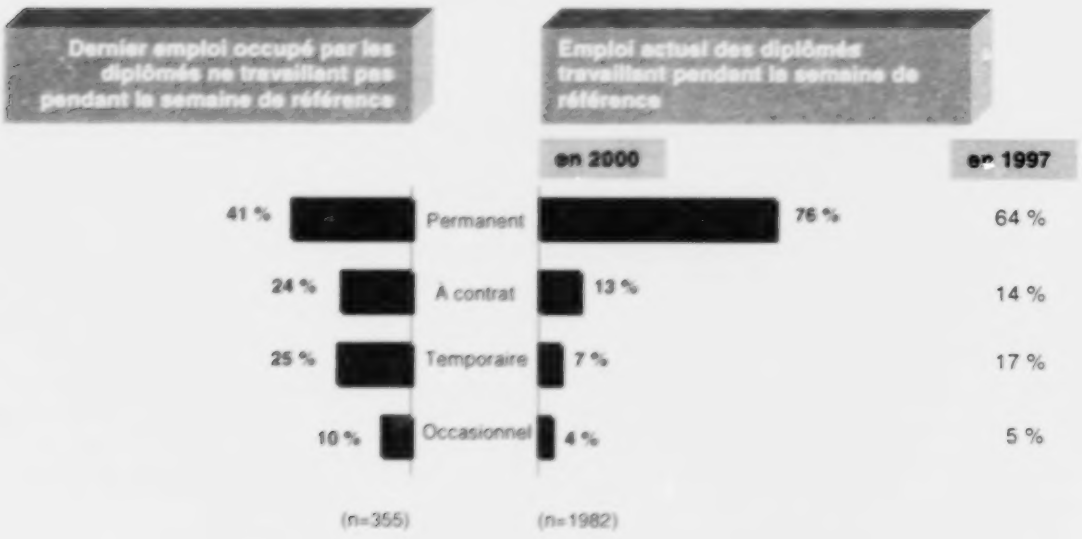
En règle générale, les diplômés employés qui travaillent le plus grand nombre d'heures ont des postes permanents (41 h, en moyenne, contre 36,8 h pour ceux qui occupent un emploi non permanent). Les diplômés en génie et en sciences appliquées (44,5 h), en éducation (42,6 h) et en commerce (42,5 h) avaient tendance à travailler plus d'heures que les diplômés des autres domaines d'étude. Les hommes étaient également plus susceptibles de travailler plus d'heures que les femmes (43 h par semaine contre 38,4 h pour les femmes).

Nature de l'emploi des diplômés

La grande majorité des diplômés occupant un emploi (76 %) occupaient des postes permanents. Beaucoup moins travaillaient à contrat (13 %) ou avaient un emploi temporaire (7 %) ou occasionnel (4 %). Par comparaison, les diplômés actuellement inactifs, mais qui ont eu un emploi après l'obtention de leur diplôme en 1996, étaient beaucoup moins susceptibles d'avoir eu un poste permanent dans leur dernier emploi (seulement 41 %). Une proportion bien plus importante d'entre eux travaillaient à contrat (24 %) ou avaient un emploi temporaire (25 %) ou occasionnel (10 %).

Type de poste

« Votre emploi est/était-il permanent, temporaire, à contrat ou occasionnel? »



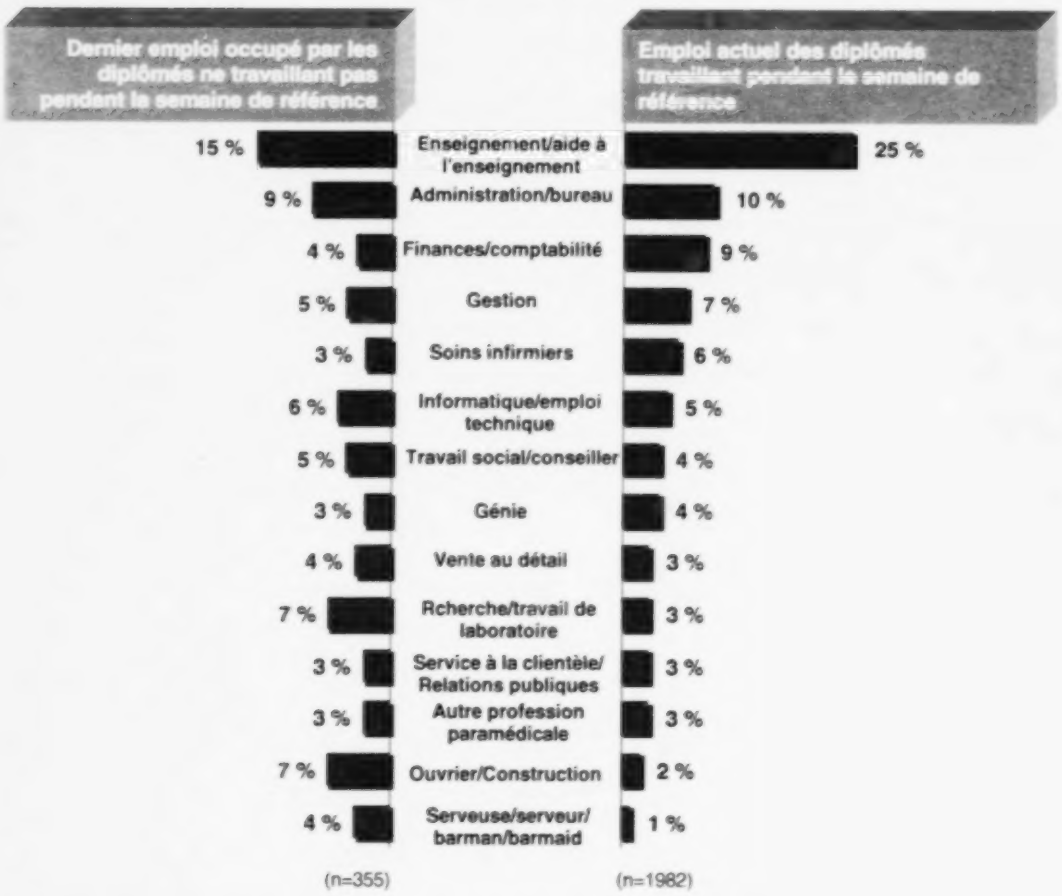
La comparaison avec 1997 révèle aussi qu'un nombre considérablement inférieur de diplômés occupaient des postes permanents un an après l'obtention de leur diplôme (64 % contre 76 % en 2000). Même si beaucoup d'entre eux travaillaient à contrat trois ans auparavant, une proportion beaucoup plus importante occupaient des postes temporaires (17 % contre 7 % en 2000).

Type d'emploi

Les diplômés des Provinces maritimes travaillent dans une grande variété de domaines, qui vont de l'enseignement aux soins infirmiers et des relations publiques au génie. La plupart, toutefois, occupent un emploi assuré comme enseignant ou aide-enseignant (25 %). Moins de la moitié occupent un emploi administratif ou de bureau (10 %) et dans le domaine des finances/compatibilité (9 %). Bon nombre de diplômés travaillent aussi en gestion (7 %), dans les soins infirmiers (6 %) et en informatique (5 %). La situation est identique pour le dernier emploi des diplômés ne travaillant pas actuellement, mais qui ont travaillé depuis l'obtention de leur diplôme en 1996. Toutefois, un nombre encore plus important de ce groupe a travaillé dans la recherche et les laboratoires, ou comme travailleur non qualifié, en particulier dans le domaine de la construction.

Type d'emploi

« Quel type d'emploi occupiez-vous? »



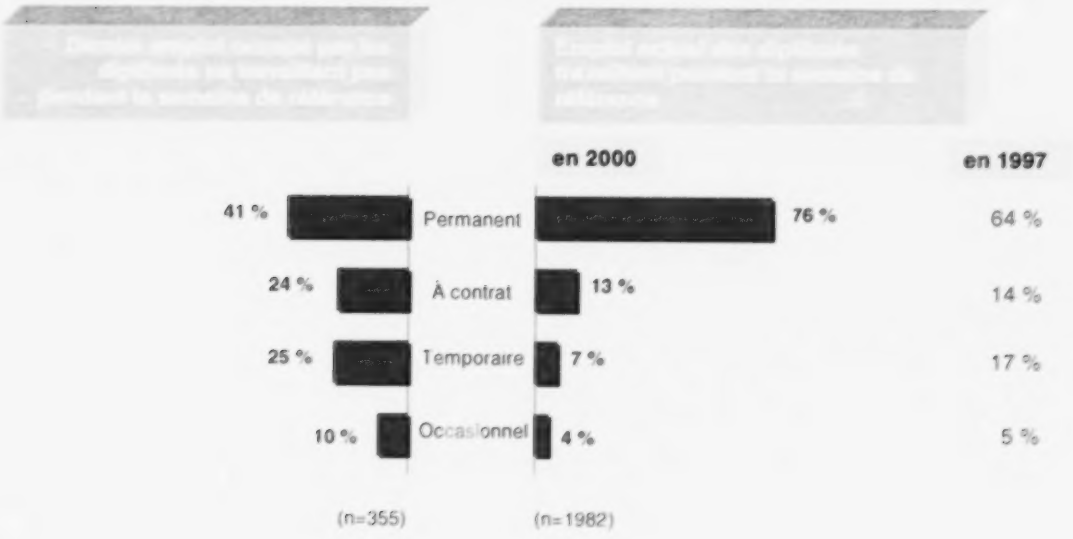
Remarque : Les totaux n'atteignent pas 100 % car les emplois représentant moins de 1 % des diplômés ont été exclus.

Nature de l'emploi des diplômés

La grande majorité des diplômés occupant un emploi (76 %) occupaient des postes permanents. Beaucoup moins travaillaient à contrat (13 %) ou avaient un emploi temporaire (7 %) ou occasionnel (4 %). Par comparaison, les diplômés actuellement inactifs, mais qui ont eu un emploi après l'obtention de leur diplôme en 1996, étaient beaucoup moins susceptibles d'avoir eu un poste permanent dans leur dernier emploi (seulement 41 %). Une proportion bien plus importante d'entre eux travaillaient à contrat (24 %) ou avaient un emploi temporaire (25 %) ou occasionnel (10 %).

Type de poste

« Votre emploi est/était-il permanent, temporaire, à contrat ou occasionnel? »



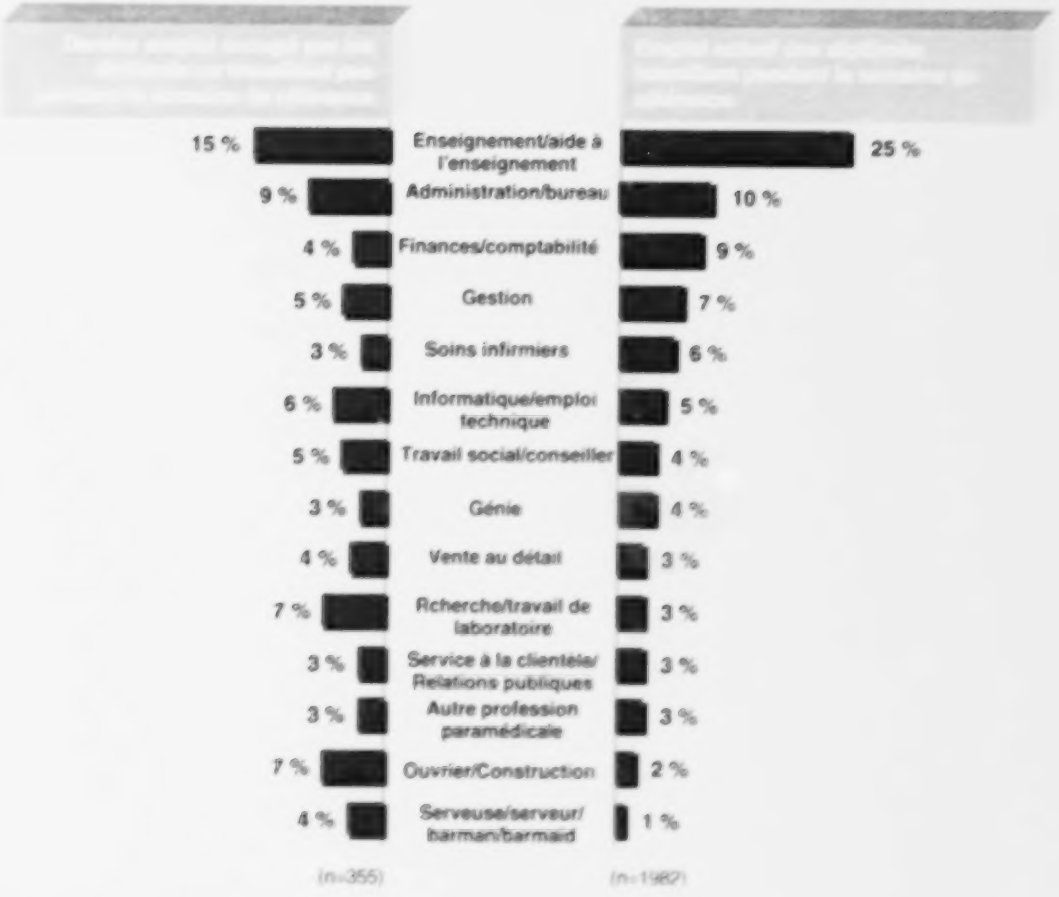
La comparaison avec 1997 révèle aussi qu'un nombre considérablement inférieur de diplômés occupaient des postes permanents un an après l'obtention de leur diplôme (64 % contre 76 % en 2000). Même si beaucoup d'entre eux travaillaient à contrat trois ans auparavant, une proportion beaucoup plus importante occupaient des postes temporaires (17 % contre 7 % en 2000).

Type d'emploi

Les diplômés des Provinces maritimes travaillent dans une grande variété de domaines, qui vont de l'enseignement aux soins infirmiers et des relations publiques au génie. La plupart, toutefois, occupent un emploi assuré comme enseignant ou aide-enseignant (25 %). Moins de la moitié occupent un emploi administratif ou de bureau (10 %) et dans le domaine des finances/compatibilité (9 %). Bon nombre de diplômés travaillent aussi en gestion (7 %), dans les soins infirmiers (6 %) et en informatique (5 %). La situation est identique pour le dernier emploi des diplômés ne travaillant pas actuellement, mais qui ont travaillé depuis l'obtention de leur diplôme en 1996. Toutefois, un nombre encore plus important de ce groupe a travaillé dans la recherche et les laboratoires, ou comme travailleur non qualifié, en particulier dans le domaine de la construction.

Type d'emploi

« Quel type d'emploi occupez-vous? »



Remarque : Les totaux n'atteignent pas 100 % car les emplois représentant moins de 1 % des diplômés ont été exclus.

Comme le montre le graphique précédent, il existe une différence notable de 10 points entre la proportion de diplômés n'occupant pas d'emploi actuellement qui travaillaient dans l'enseignement dans leur emploi précédent et celle des diplômés qui travaillent actuellement dans ce domaine. Une analyse plus approfondie révèle que cette différence pourrait être liée au fait que des diplômés de 1996 sont retournés aux études en éducation après l'obtention de leur diplôme en 1996 et qu'ils ont par la suite trouvé du travail dans ce domaine. En effet, parmi les diplômés occupant un emploi qui ont entrepris des études après 1996, 22 % l'ont fait en éducation. De ceux-ci, 69 % avaient obtenu un diplôme en 1996 dans un domaine autre que l'éducation.

Le tableau suivant énumère les différences parmi les diplômés occupant un emploi du point de vue du type d'emploi occupé pendant la semaine de référence en 2000.

Ceux qui ont obtenu un diplôme en éducation en 1996 sont les plus susceptibles d'enseigner à un niveau quelconque (c.-à-d. comme enseignant ou aide-enseignant). Cependant, une bonne proportion de ceux qui ont obtenu un diplôme dans un autre domaine, notamment en sciences humaines et en mathématiques/sciences physiques, travaillent aussi comme enseignants.

Type d'emploi* parmi les diplômés actifs						
(base pondérée)	Enseignement/ aide à l'enseignement	Admin./ bureau	finances/ comptabilité	Gestion	Soins infirmiers	Informatique
	%	%	%	%	%	%
Total (1982)	**25**	**10**	**9**	**7**	**6**	**5**
Sexe						
Hommes (671)	18	7	12	9	-	8
Femmes (1311)	**28**	12	7	6	8	3
Diplôme						
Baccalauréat (1444)	25	9	10	6	6	5
Diplôme de compétence professionnelle (49)	-	-	-	-	-	-
Maîtrise/doctorat (276)	**37**	11	7	9	3	1
Certificat/autre (214)	12	18	4	12	9	5
Domaine d'étude						
Arts – général (10)	-	-	-	-	-	-
Éducation (375)	**72**	7	2	3	0	1
Beaux-arts et arts appliqués (47)	-	-	-	-	-	-
Sciences humaines (209)	**34**	**14**	4	7	1	5
Sciences sociales (447)	14	**15**	6	7	2	2
Commerce (276)	3	**14**	**41**	**16**	-	4
Sciences agricoles et biologiques (156)	12	10	2	5	3	3
Génie et sciences appliquées (119)	4	2	1	9	0	7
Sciences de la santé (181)	5	3	0	7	**52**	0
Mathématiques et sciences physiques (173)	**31**	2	7	1	0	11
Technologie de l'information (74)	13	9	7	6	1	**35**
Cours de collèges communautaires (14)	-	-	-	-	-	-

** Cela comprend les postes regroupant 5 % ou plus des diplômés occupant un emploi.*

- Taille des cellules trop petite (< 50) pour une analyse fiable.

Comme le montre le graphique précédent, il existe une différence notable de 10 points entre la proportion de diplômés n'occupant pas d'emploi actuellement qui travaillaient dans l'enseignement dans leur emploi précédent et celle des diplômés qui travaillent actuellement dans ce domaine. Une analyse plus approfondie révèle que cette différence pourrait être liée au fait que des diplômés de 1996 sont retournés aux études en éducation après l'obtention de leur diplôme en 1996 et qu'ils ont par la suite trouvé du travail dans ce domaine. En effet, parmi les diplômés occupant un emploi qui ont entrepris des études après 1996, 22 % l'ont fait en éducation. De ceux-ci, 69 % avaient obtenu un diplôme en 1996 dans un domaine autre que l'éducation.

Le tableau suivant énumère les différences parmi les diplômés occupant un emploi du point de vue du type d'emploi occupé pendant la semaine de référence en 2000.

Ceux qui ont obtenu un diplôme en éducation en 1996 sont les plus susceptibles d'enseigner à un niveau quelconque (c.-à-d. comme enseignant ou aide-enseignant). Cependant, une bonne proportion de ceux qui ont obtenu un diplôme dans un autre domaine, notamment en sciences humaines et en mathématiques/sciences physiques, travaillent aussi comme enseignants.

Type d'emploi* parmi les diplômés actifs						
(base pondérée)	Enseignement/ aide à l'enseignement	Admin./ bureau	finances/ comptabilité	Gestion	Soins infirmiers	Informatique
	%	%	%	%	%	%
Total (1982)	**25**	**10**	**9**	**7**	**6**	**5**
Sexe						
Hommes (671)	18	7	12	9	-	8
Femmes (1311)	**28**	12	7	6	8	3
Diplôme						
Baccalauréat (1444)	25	9	10	6	6	5
Diplôme de compétence professionnelle (49)	-	-	-	-	-	-
Maîtrise/doctorat (276)	**37**	11	7	9	3	1
Certificat/autre (214)	12	18	4	12	9	5
Domaine d'étude						
Arts – général (10)	-	-	-	-	-	-
Éducation (375)	**72**	7	2	3	0	1
Beaux-arts et arts appliqués (47)	-	-	-	-	-	-
Sciences humaines (209)	**34**	**14**	4	7	1	5
Sciences sociales (447)	14	**15**	6	7	2	2
Commerce (276)	3	**14**	**41**	**16**	-	4
Sciences agricoles et biologiques (156)	12	10	2	5	3	3
Génie et sciences appliquées (119)	4	2	1	9	0	7
Sciences de la santé (181)	5	3	0	7	**52**	0
Mathématiques et sciences physiques (173)	**31**	2	7	1	0	11
Technologie de l'information (74)	13	9	7	6	1	**35**
Cours de collèges communautaires (14)	-	-	-	-	-	-

** Cela comprend les postes regroupant 5 % ou plus des diplômés occupant un emploi.*
- Taille des cellules trop petite (< 50) pour une analyse fiable.

Étant donné la proportion relativement importante de diplômés occupant un emploi dans l'enseignement en 2000, il est intéressant de noter que beaucoup de diplômés ont choisi de retourner aux études en éducation après 1996. C'est le cas pour 44 % des diplômés en sciences humaines occupant un emploi en 2000, 25 % des diplômés en mathématiques et en sciences physiques, 17 % des diplômés en sciences sociales et 14 % des diplômés en sciences agricoles et biologiques.

Les postes d'enseignant et d'aide-enseignant représentent la profession dominante chez les diplômés ayant obtenu les plus hauts diplômes (maîtrise et doctorat). Les femmes sont également plus susceptibles que les hommes d'occuper ce type d'emploi en 2000.

Les emplois administratifs et de bureau étaient plus susceptibles d'être occupés par des femmes (12 % contre 7 % chez les hommes) et par les diplômés des programmes d'arts libéraux (sciences sociales, sciences humaines) et de commerce.

Les emplois dans le domaine de la finance et de la comptabilité étaient plus susceptibles d'être occupés par des hommes et par des diplômés en commerce. Cette même tendance se retrouve pour les emplois en gestion.

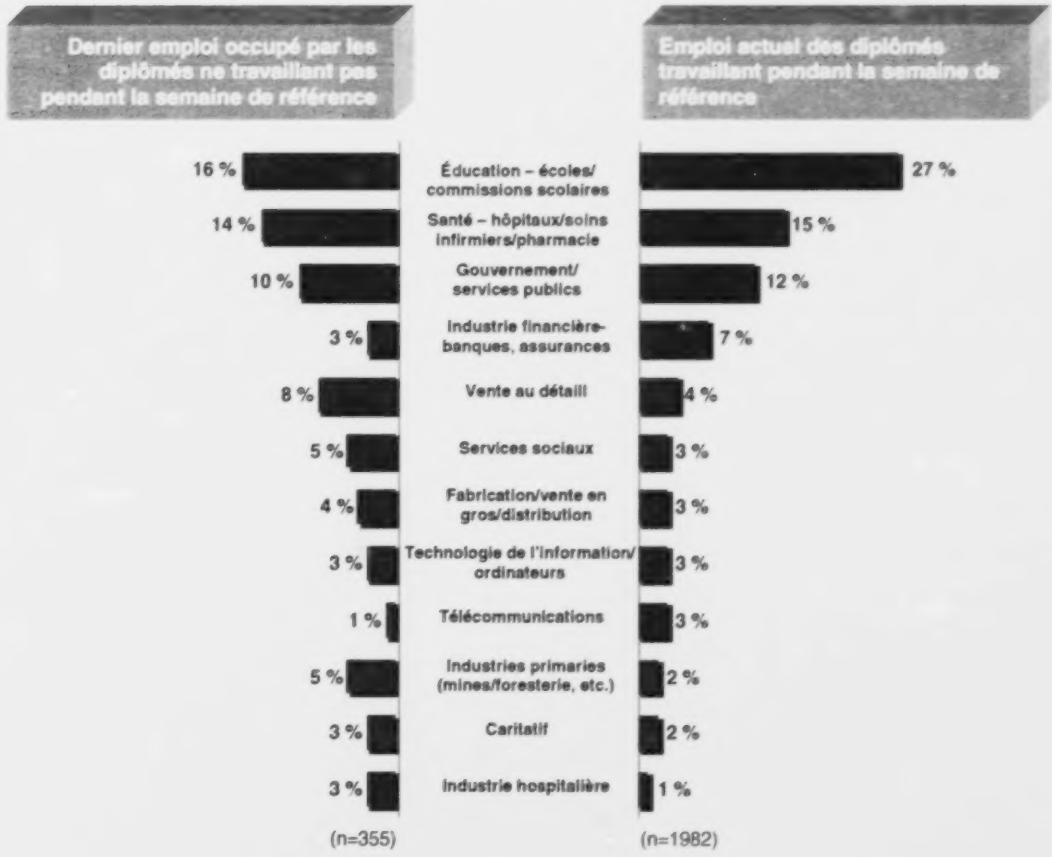
Les postes en informatique étaient bien plus susceptibles d'être occupés par des hommes et par ceux qui avaient étudié en technologies de l'information.

Type d'entreprise, d'industrie ou de service

Les diplômés travaillent dans une grande variété d'entreprises ou de secteurs de l'industrie. Dans le haut de la liste, on trouve l'éducation, ce qui est conforme aux résultats indiquant que les postes d'enseignant et d'aide-enseignant sont une source d'emploi importante pour les diplômés. Parallèlement à l'éducation, les diplômés occupent aussi des professions dans la santé (15 %), les services publics ou gouvernementaux (12 %) et l'industrie financière (7 %).

Type d'entreprise, d'industrie ou de service

« Dans quel type d'entreprise, d'industrie ou de service avez-vous travaillé? »



Remarque : Les totaux n'atteignent pas 100 %, car des types d'emploi représentant moins de 1 % des diplômés ont été exclus.

On trouve une répartition semblable pour les diplômés ne travaillant pas pendant la semaine de référence, mais qui ont travaillé depuis l'obtention de leur diplôme en 1996. Cependant, dans leur dernier emploi, une proportion plus importante de ces diplômés ont travaillé dans le secteur du détail par comparaison avec ceux qui occupent un emploi actuellement.

Le tableau ci-dessous énumère les différences entre les groupes spécifiques de diplômés occupant un emploi du point de vue du type d'entreprise ou d'industrie dans lequel ils travaillent.

Globalement, les femmes étaient plus susceptibles que les hommes de travailler dans les domaines de l'éducation et de la santé. Ces résultats sont conformes à ceux qui montrent qu'une plus grande proportion de diplômés occupent un emploi dans le domaine de l'éducation et de la santé. De même, les diplômés ayant des diplômes de niveau plus élevé étaient beaucoup plus susceptibles de travailler dans le domaine de l'éducation que ceux qui ont un baccalauréat, un certificat ou un diplôme. Ceux qui ont obtenu un certificat ou un autre type de diplôme étaient plus susceptibles que les autres de travailler dans le domaine de la santé.

Type d'entreprise, d'industrie ou de service* parmi les diplômés occupant un emploi

(base pondérée)	Éducation %	Santé %	Gouv./ services publics %	Industrie financière %	Vente au détail %	Technologie de l'information %
Total (1982)	**27**	**15**	**12**	**7**	**4**	**3**
Sexe						
Hommes (671)	19	**6**	13	8	5	5
Femmes (1311)	**31**	19	12	6	4	2
Diplôme						
Baccalauréat (1 444)	26	14	12	7	5	3
Diplôme de compétence professionnelle (49)	-	-	-	-	-	-
Maîtrise/doctorat (276)	**44**	12	12	4	-	1
Certificat/autre (214)	14	**20**	18	6	5	2
Domaine d'étude						
Arts – général (10)	-	-	-	-	-	-
Éducation (375)	**72**	5	9	1	1	2
Beaux-arts et arts appliqués (47)	-	-	-	-	-	-
Sciences humaines (209)	39	3	11	6	4	4
Sciences sociales (447)	16	12	**18**	5	5	2
Commerce (276)	5	4	14	**28**	8	5
Sciences agricoles et biologiques (156)	18	22	10	4	6	1
Génie et sciences appliquées (119)	4	0	11	0	2	4
Sciences de la santé (181)	5	**83**	7	0	2	-
Mathématiques et sciences physiques (73)	31	10	9	7	-	5
Technologies de l'information (74)	15	4	**21**	1	9	**15**
Cours de collèges communautaires (14)	-	-	-	-	-	-

** Cela comprend les secteurs employant 3 % ou plus des diplômés.*
- Taille des cellules trop petite (< 50) pour une analyse fiable.

En outre, les diplômés en éducation sont les plus susceptibles de travailler dans ce secteur. Toutefois, une proportion significative de diplômés d'autres domaines occupent aussi un emploi dans ce secteur, notamment des diplômés en sciences humaines et en mathématiques/sciences physiques.

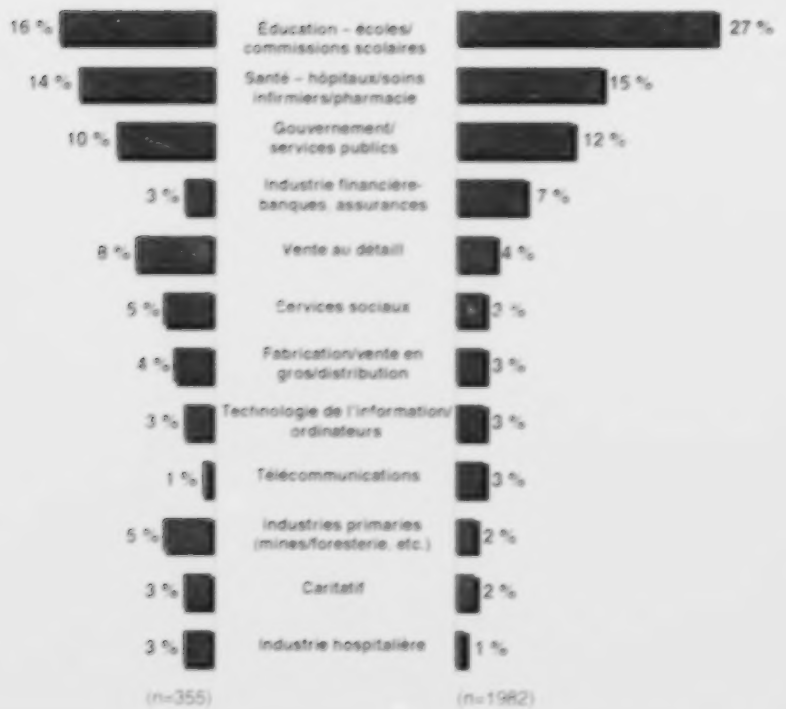
Par comparaison, les diplômés provenant de secteurs plus pointus tels que les professions de la santé, le commerce et les technologies de l'information étaient les plus susceptibles de travailler dans leur secteur respectif (gestion, santé, technologies de l'information).

Type d'entreprise, d'industrie ou de service

Les diplômés travaillent dans une grande variété d'entreprises ou de secteurs de l'industrie. Dans le haut de la liste, on trouve l'éducation, ce qui est conforme aux résultats indiquant que les postes d'enseignant et d'aide-enseignant sont une source d'emploi importante pour les diplômés. Parallèlement à l'éducation, les diplômés occupent aussi des professions dans la santé (15 %), les services publics ou gouvernementaux (12 %) et l'industrie financière (7 %).

Type d'entreprise, d'industrie ou de service

« *Dans quel type d'entreprise, d'industrie ou de service avez-vous travaillé ?* »



Remarque : Les totaux n'atteignent pas 100 % car des types d'emploi représentant moins de 1 % des diplômés ont été exclus.

On trouve une répartition semblable pour les diplômés ne travaillant pas pendant la semaine de référence, mais qui ont travaillé depuis l'obtention de leur diplôme en 1996. Cependant, dans leur dernier emploi, une proportion plus importante de ces diplômés ont travaillé dans le secteur du détail par comparaison avec ceux qui occupent un emploi actuellement.

Le tableau ci-dessous énumère les différences entre les groupes spécifiques de diplômés occupant un emploi du point de vue du type d'entreprise ou d'industrie dans lequel ils travaillent.

Globalement, les femmes étaient plus susceptibles que les hommes de travailler dans les domaines de l'éducation et de la santé. Ces résultats sont conformes à ceux qui montrent qu'une plus grande proportion de diplômés occupent un emploi dans le domaine de l'éducation et de la santé. De même, les diplômés ayant des diplômes de niveau plus élevé étaient beaucoup plus susceptibles de travailler dans le domaine de l'éducation que ceux qui ont un baccalauréat, un certificat ou un diplôme. Ceux qui ont obtenu un certificat ou un autre type de diplôme étaient plus susceptibles que les autres de travailler dans le domaine de la santé.

Type d'entreprise, d'industrie ou de service* parmi les diplômés occupant un emploi

(base pondérée)	Éducation	Santé	Gouv./ services publics	Industrie financière	Vente au détail	Technologie de l'information
	%	%	%	%	%	%
Total (1982)	**27**	**15**	**12**	**7**	**4**	**3**
Sexe						
Hommes (671)	19	**6**	13	8	5	5
Femmes (1311)	**31**	19	12	6	4	2
Diplôme						
Baccalauréat (1 444)	26	14	12	7	5	3
Diplôme de compétence professionnelle (49)	-	-	-	-	-	-
Maîtrise/doctorat (276)	**44**	12	12	4	-	1
Certificat/autre (214)	14	**20**	18	6	5	2
Domaine d'étude						
Arts - général (10)	-	-	-	-	-	-
Éducation (375)	**72**	5	9	1	1	2
Beaux-arts et arts appliqués (47)	-	-	-	-	-	-
Sciences humaines (209)	39	3	11	6	4	4
Sciences sociales (447)	16	12	**18**	5	5	2
Commerce (276)	5	4	14	**28**	8	5
Sciences agricoles et biologiques (156)	18	22	10	4	6	1
Génie et sciences appliquées (119)	4	0	11	0	2	4
Sciences de la santé (181)	5	**83**	7	0	2	-
Mathématiques et sciences physiques (73)	31	10	9	7	-	5
Technologies de l'information (74)	15	4	**21**	1	9	**15**
Cours de collèges communautaires (14)	-	-	-	-	-	-

** Cela comprend les secteurs employant 3 % ou plus des diplômés*
- Taille des cellules trop petite (< 50) pour une analyse fiable.

En outre, les diplômés en éducation sont les plus susceptibles de travailler dans ce secteur. Toutefois, une proportion significative de diplômés d'autres domaines occupent aussi un emploi dans ce secteur, notamment des diplômés en sciences humaines et en mathématiques/sciences physiques.

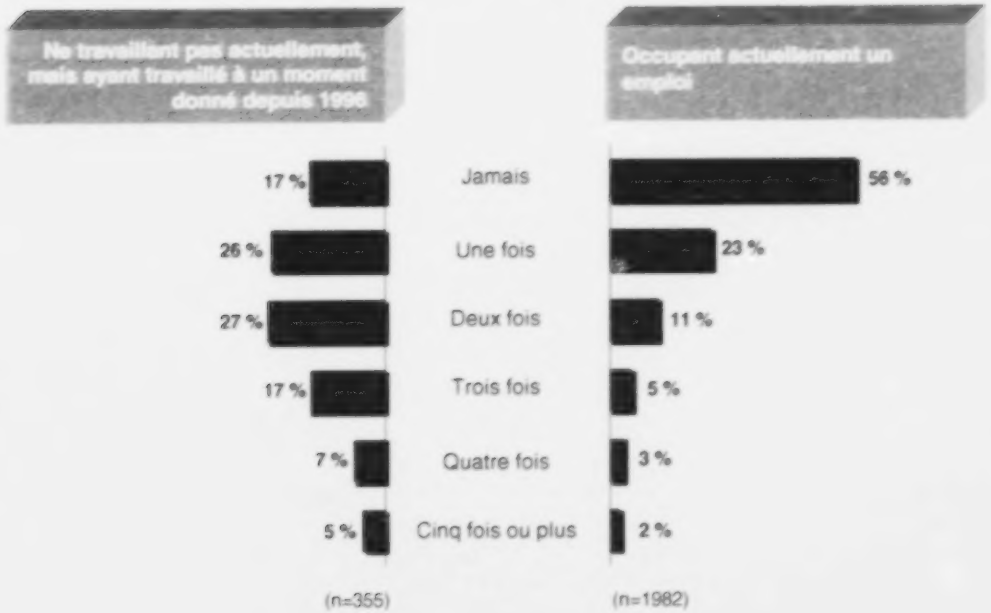
Par comparaison, les diplômés provenant de secteurs plus pointus tels que les professions de la santé, le commerce et les technologies de l'information étaient les plus susceptibles de travailler dans leur secteur respectif (gestion, santé, technologies de l'information).

Fréquence de l'absence d'emploi depuis l'obtention du diplôme en 1996

Alors que les taux de chômages globaux sont relativement bas, il n'est pas rare pour les diplômés occupant un emploi d'avoir connu une période de chômage à un moment donné depuis 1996. En effet, 44 % ont déclaré avoir été au chômage au moins une fois depuis 1996. Cependant, la plupart (23 %) n'ont subi qu'une seule période de chômage pendant ce temps (en moyenne 0,9 fois).

Chômage depuis l'obtention du diplôme

« Depuis l'obtention de votre diplôme en 1996, combien de fois avez-vous été au chômage? »



Par comparaison, parmi les diplômés ne travaillant pas pendant la semaine de référence, mais qui ont travaillé depuis l'obtention de leur diplôme, au moins 82 % ont dit avoir été au moins une fois au chômage entre 1996 et 2000 (2,0 fois en moyenne). La plupart (53 %) ont été sans emploi une ou deux fois. Chose curieuse, 17 % des diplômés qui ne travaillaient pas lorsqu'ils ont été contactés pour cette étude ont déclaré n'avoir connu aucune période de chômage depuis 1996.

Les diplômés occupant un emploi qui sont les plus susceptibles d'avoir eu au moins une période de chômage depuis l'obtention de leur diplôme en 1996 étaient ceux qui ont obtenu un baccalauréat (50 %). Les diplômés en sciences agricoles et biologiques (61 %) et en sciences humaines (60 %) étaient plus susceptibles que les autres d'avoir été au chômage depuis l'obtention de leur diplôme.

Les diplômés les moins susceptibles d'avoir été au chômage depuis l'obtention de leur diplôme en 1996 sont ceux qui ont un diplôme de compétence professionnelle (69 %) ou un diplôme d'études supérieures (73 %), comparativement à 50 % chez ceux qui ont obtenu un baccalauréat. De même, ceux qui ont

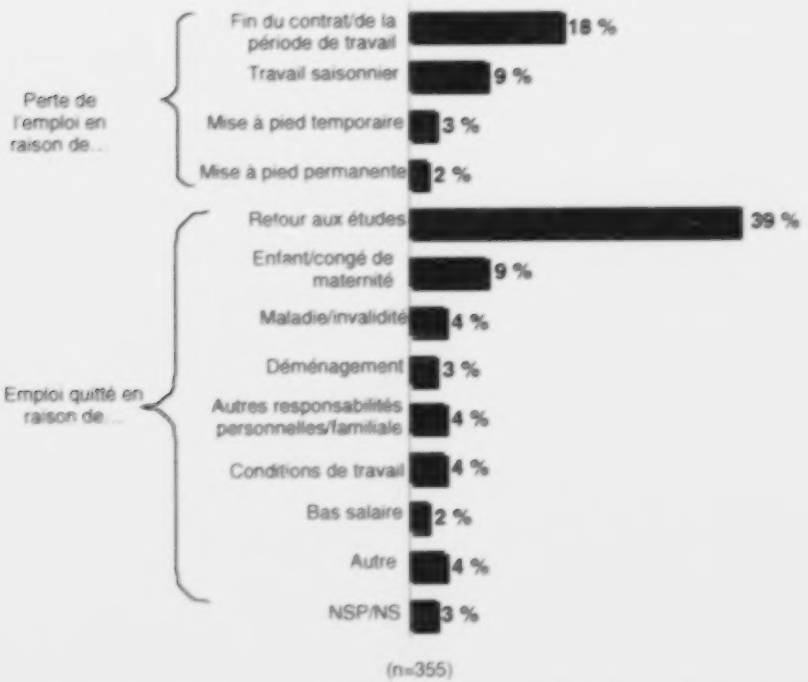
obtenu un diplôme dans les professions de la santé (79 %), dans les technologies de l'information (69 %) et en commerce (63 %) étaient les plus susceptibles de n'avoir connu aucune de période de chômage depuis l'obtention de leur diplôme.

Raisons de l'inactivité

Les diplômés ne travaillant pas pendant la semaine de référence, mais qui ont travaillé depuis l'obtention de leur diplôme en 1996, ont donné une variété de raisons pour expliquer leur inactivité. De façon générale, ils étaient plus susceptibles d'avoir quitté leur emploi pour des raisons personnelles plutôt que d'avoir subi un licenciement (65 % contre 32 %). Plus spécifiquement, la principale raison invoquée par les diplômés pour expliquer leur absence d'emploi était la décision de retourner aux études (39 %). Un peu moins de la moitié – 18 % – étaient au chômage parce que leur contrat avait pris fin (18 %).

Raisons de l'inactivité

« Quelle est la raison principale pour laquelle vous n'occupez plus cet emploi? »



**Le total n'atteint pas 100 % parce que plusieurs réponses sont possibles.*

En plus de ces deux raisons clés expliquant l'inactivité, beaucoup de diplômés ont quitté leur emploi pour des raisons personnelles (17 %), pour s'occuper d'un enfant, en raison d'une maladie ou d'une invalidité ou pour des obligations familiales. Parallèlement, 14 % ont mentionné avoir été licenciés ou ont allégué la nature saisonnière de leur emploi.

1.2 LIEN ENTRE L'EMPLOI ET LA FORMATION

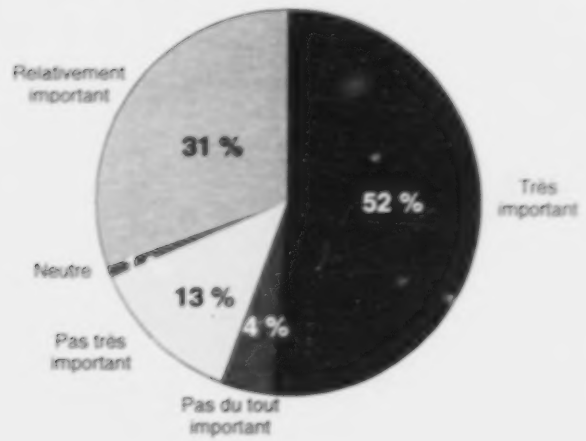
En général, il existe un lien réel entre l'emploi des diplômés de 1996 et les perceptions qu'ils ont de leur formation universitaire. Non seulement ils accordent de l'importance au fait d'avoir un emploi lié à leur domaine d'étude, mais, dans l'ensemble, ils occupent cet emploi (et la proportion des diplômés dans cette situation a augmenté depuis 1997). Ils estiment aussi que leur formation universitaire les a aidés à obtenir leur emploi et ils pensent qu'ils mettent à profit les compétences acquises pendant leurs études. Lorsque cela se produit, comme c'est le cas pour beaucoup, les diplômés ont tendance à être plus satisfaits de leur emploi et considèrent que leur formation universitaire a valu la peine.

Importance d'un emploi lié aux études

Les diplômés des Maritimes qui travaillent accordent beaucoup d'importance au fait d'occuper un emploi lié à ce qu'ils ont étudié à l'université. Au moins 83 % des diplômés de 1996 pensent qu'il est important que leur emploi soit directement lié à leur domaine d'étude; dans 53 % des cas, ce lien est très important. Comparativement, peu (soit 17 % seulement) sont d'avis qu'il n'est pas important que leur emploi soit directement lié à leur domaine d'étude.

Importance d'un emploi lié aux études

« Est-il important pour vous que votre emploi soit directement relié à votre domaine d'étude? »



(n=1982)

Alors que la grande majorité des diplômés de toutes les conditions sociales et de tous les niveaux de formation pensent qu'il est important de travailler dans son domaine d'étude, certains groupes en sont encore plus convaincus. Par exemple, le tableau à la page suivante montre que les diplômées qui travaillent accordent plus d'importance que les hommes au fait d'avoir un emploi lié à leur domaine d'étude. De même, davantage de diplômés francophones trouvent important que leur emploi soit dans une certaine mesure lié à ce qu'ils ont appris à l'université.

De plus, les diplômés ayant obtenu divers diplômes dans différents domaines et qui occupent un emploi accordent un degré variable d'importance au fait d'avoir un emploi lié à leur domaine d'étude. Par exemple, ceux qui ont effectué des études supérieures (diplômes de compétence professionnelle ou d'études supérieures) insistent relativement plus sur l'importance d'occuper un emploi lié dans une certaine mesure à leur domaine d'étude.

Il est aussi remarquable que les diplômés des domaines de la santé et de l'éducation trouvent très important le fait de travailler dans un domaine lié à leur domaine d'étude. Chez les diplômés en sciences humaines et en génie et sciences appliquées, le nombre de ceux qui trouvent que c'est important est moindre.

Importance d'un emploi lié aux études
parmi les différents groupes de diplômés occupant un emploi *

(base pondérée)	Important (%)	Pas important (%)
Total (1982)	**83**	**17**
Sexe		
Hommes (671)	77	**22**
Femmes (1311)	**85**	14
Diplôme		
Baccalauréat (1444)	81	**19**
Diplôme de compétence professionnelle (49)	-	-
Maîtrise/doctorat (276)	**89**	10
Certificat/autre (214)	84	15
Domaine d'étude		
Arts – général (10)	-	-
Éducation (375)	**90**	9
Beaux-arts et arts appliqués (47)	-	-
Sciences humaines (209)	72	**27**
Sciences sociales (447)	80	20
Commerce (276)	82	18
Sciences agricoles et biologiques (156)	80	20
Génie et sciences appliquées (119)	76	23
Sciences de la santé (181)	**95**	5
Mathématiques et sciences physiques (73)	83	17
Technologies de l'information (74)	83	17
Cours de collèges communautaires (14)	-	-

** Les catégories de l'échelle sémantique en 4 points pour cette question ont été groupées. Ici, « important » = très + relativement important; et « Pas important » = pas très + pas du tout important. Les variations statistiquement significatives dans les résultats restent essentiellement les mêmes qu'avec la série complète de catégories de réponse.*

- Taille des cellules trop petite (< 50) pour une analyse fiable.

1.2 LIEN ENTRE L'EMPLOI ET LA FORMATION

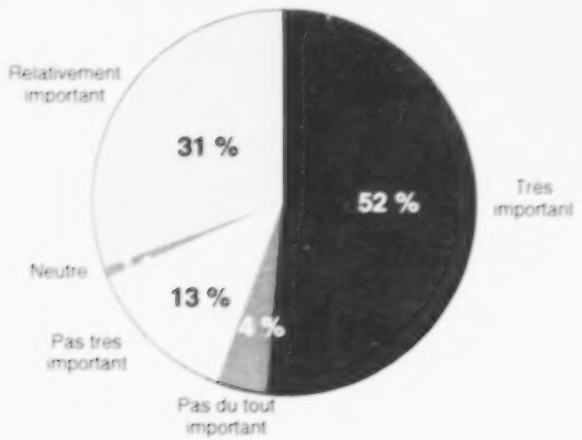
En général, il existe un lien réel entre l'emploi des diplômés de 1996 et les perceptions qu'ils ont de leur formation universitaire. Non seulement ils accordent de l'importance au fait d'avoir un emploi lié à leur domaine d'étude, mais, dans l'ensemble, ils occupent cet emploi (et la proportion des diplômés dans cette situation a augmenté depuis 1997). Ils estiment aussi que leur formation universitaire les a aidés à obtenir leur emploi et ils pensent qu'ils mettent à profit les compétences acquises pendant leurs études. Lorsque cela se produit, comme c'est le cas pour beaucoup, les diplômés ont tendance à être plus satisfaits de leur emploi et considèrent que leur formation universitaire a valu la peine.

Importance d'un emploi lié aux études

Les diplômés des Maritimes qui travaillent accordent beaucoup d'importance au fait d'occuper un emploi lié à ce qu'ils ont étudié à l'université. Au moins 83 % des diplômés de 1996 pensent qu'il est important que leur emploi soit directement lié à leur domaine d'étude; dans 53 % des cas, ce lien est très important. Comparativement, peu (soit 17 % seulement) sont d'avis qu'il n'est pas important que leur emploi soit directement lié à leur domaine d'étude.

Importance d'un emploi lié aux études

« Est-il important pour vous que votre emploi soit directement relié à votre domaine d'étude? »



(n=1982)

Alors que la grande majorité des diplômés de toutes les conditions sociales et de tous les niveaux de formation pensent qu'il est important de travailler dans son domaine d'étude, certains groupes en sont encore plus convaincus. Par exemple, le tableau à la page suivante montre que les diplômées qui travaillent accordent plus d'importance que les hommes au fait d'avoir un emploi lié à leur domaine d'étude. De même, davantage de diplômés francophones trouvent important que leur emploi soit dans une certaine mesure lié à ce qu'ils ont appris à l'université.

De plus, les diplômés ayant obtenu divers diplômes dans différents domaines et qui occupent un emploi accordent un degré variable d'importance au fait d'avoir un emploi lié à leur domaine d'étude. Par exemple, ceux qui ont effectué des études supérieures (diplômes de compétence professionnelle ou d'études supérieures) insistent relativement plus sur l'importance d'occuper un emploi lié dans une certaine mesure à leur domaine d'étude.

Il est aussi remarquable que les diplômés des domaines de la santé et de l'éducation trouvent très important le fait de travailler dans un domaine lié à leur domaine d'étude. Chez les diplômés en sciences humaines et en génie et sciences appliquées, le nombre de ceux qui trouvent que c'est important est moindre.

Importance d'un emploi lié aux études parmi les différents groupes de diplômés occupant un emploi *

(base pondérée)	Important (%)	Pas important (%)
Total (1982)	**83**	**17**
Sexe		
Hommes (671)	77	**22**
Femmes (1311)	**85**	14
Diplôme		
Baccalauréat (1444)	81	**19**
Diplôme de compétence professionnelle (49)	-	-
Maîtrise/doctorat (276)	**89**	10
Certificat/autre (214)	84	15
Domaine d'étude		
Arts – général (10)	-	-
Éducation (375)	**90**	9
Beaux-arts et arts appliqués (47)	-	-
Sciences humaines (209)	72	**27**
Sciences sociales (447)	80	20
Commerce (276)	82	18
Sciences agricoles et biologiques (156)	80	20
Génie et sciences appliquées (119)	76	23
Sciences de la santé (181)	**95**	5
Mathématiques et sciences physiques (73)	83	17
Technologies de l'information (74)	83	17
Cours de collèges communautaires (14)	-	-

** Les catégories de l'échelle sémantique en 4 points pour cette question ont été groupées. Ici, « important » = « très » relativement important, et « Pas important » = « pas très » pas du tout important. Les variations statistiquement significatives dans les résultats restent essentiellement les mêmes qu'avec la série complète de catégories de réponse.*

Taille des cellules trop petite (< 50) pour une analyse fiable.

Les diplômés occupent-ils des emplois liés à leurs études?

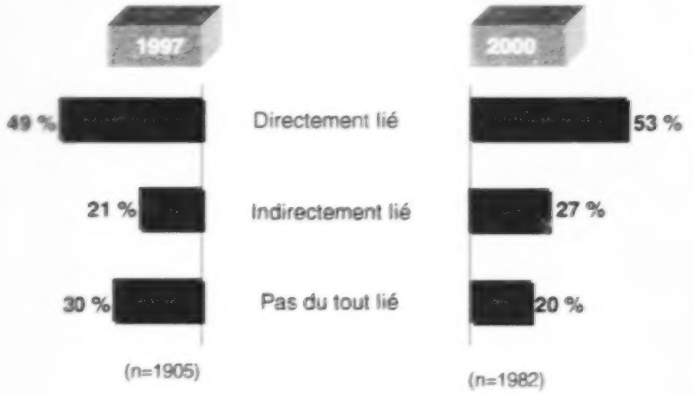
Les diplômés des provinces maritimes de 1996 qui travaillent semblent avoir bien réussi à trouver un emploi qui corresponde à leur domaine d'étude. Non seulement la plupart d'entre eux occupent des emplois liés directement ou indirectement à leur formation, mais ils utilisent aussi pour la plupart les compétences acquises à l'université. Qui plus est, la situation de l'emploi à cet égard s'est améliorée pour les diplômés depuis 1997.

La plupart des diplômés (80 %) occupent actuellement un emploi qu'ils pensent être lié d'une façon ou d'une autre au domaine d'étude dans lequel ils ont obtenu leur diplôme en 1996. Alors qu'une minorité assez importante (20 %) disent que leur emploi n'est pas du tout lié à leur domaine d'étude, plus de la moitié (53 %) indiquent que leur emploi y est directement lié.

Lien entre les études et l'emploi

Parmi ceux qui occupent un emploi actuellement

« Diriez-vous que votre emploi est/était directement lié, indirectement lié ou pas du tout lié au programme que vous avez terminé en 1996? »



(exclut les réponses « ne sait pas »)

Une comparaison avec l'étude de 1997 révèle un changement significatif dans l'expérience d'emploi des diplômés relativement au lien entre l'emploi et les études universitaires. Depuis 1997, la proportion de diplômés qui déclarent occuper un emploi lié d'une certaine façon aux études universitaires qu'ils ont terminées en 1996 a augmenté de 10 points. Trois ans auparavant, 70 % des diplômés signalaient que leur emploi à l'époque était lié d'une certaine façon aux études qu'ils avaient terminées en 1996; en 2000, cette proportion a atteint 80 %. Dans l'ensemble, la proportion de diplômés qui occupent des emplois directement liés à leurs études universitaires a connu une augmentation statistiquement significative de 4 % en trois ans (de 49 % en 1997 à 53 % en 2000).

À l'autre extrémité, le changement a été relativement plus significatif. La proportion de diplômés qui croient que leur emploi n'est pas du tout lié à leurs études universitaires a chuté de 10 points depuis 1997. Alors que 30 % avaient cette opinion trois ans auparavant, seuls 20 % des diplômés le pensent actuellement.

Les résultats suggèrent aussi que les diplômés occupant un emploi lié à leur domaine d'étude accordent de l'importance à cette partie de leur travail. Au moins 93 % de ceux dont l'emploi est directement lié à leurs études indiquent que c'est important. Chez les diplômés dont l'emploi est indirectement lié à leurs études, la proportion est de 65 %.

Importance d'un emploi lié au domaine d'étude parmi les diplômés occupant un emploi qu'ils pensent lié ou non à leurs études *

(base pondérée)	Important (%)	Pas important (%)
Total (1982)	**83**	**17**
Pertinence des études (emploi... aux études)		
Directement lié (1041)	**93**	6
Indirectement lié (545)	79	20
Pas du tout lié (396)	65	**35**

** Noter que les catégories de l'échelle sémantique de 4 points pour cette question ont été groupées. Ici, « Important » = très + relativement important; et « Pas important » = pas très + pas du tout important. Les variations statistiquement significatives dans les résultats restent essentiellement les mêmes qu'avec la série complète des catégories de réponse.*

En 2000, on remarque que les diplômés ayant un certain niveau d'études sont plus susceptibles d'occuper un emploi lié à leurs études universitaires. C'est le cas en particulier pour les étudiants ayant obtenu une maîtrise, un doctorat ou un diplôme de compétence professionnelle en 1996. En comparaison, les diplômés ayant obtenu un baccalauréat ou un autre certificat sont plus susceptibles que les autres d'indiquer que leur emploi n'est pas du tout lié au domaine d'étude dans lequel ils ont obtenu leur diplôme en 1996. Les résultats suggèrent ainsi qu'il existe une corrélation étroite entre le fait d'obtenir un diplôme d'études supérieures et celui de trouver un emploi lié au domaine d'étude.

Emploi lié au domaine d'étude? par diplôme

Emploi... aux études (base pondérée)	Total (1982) (%)	Baccalauréat (1444) (%)	Diplôme de compétence prof. (49) (%)	Maîtrise/ doctorat (276) (%)	Certificat/ autre (214) (%)
Directement lié	53	48	-	**68**	52
Indirectement lié	27	29	-	24	28
Pas du tout lié	20	**23**	-	8	20

De plus, les diplômés de certains programmes sont plus susceptibles d'occuper un emploi directement lié à leur domaine d'étude. C'est le cas en particulier pour ceux qui ont étudié dans le domaine des sciences de la santé (86 %) et en éducation (72 %). Toutefois, une majorité de diplômés en technologies de l'information (63 %), en génie et sciences appliquées (59 %) et en commerce (56 %) ont aussi trouvé un emploi directement lié à leur domaine d'étude. La proportion de diplômés en sciences humaines, en sciences sociales et en sciences agricoles et biologiques dans cette situation est bien moindre.

Les diplômés occupent-ils des emplois liés à leurs études?

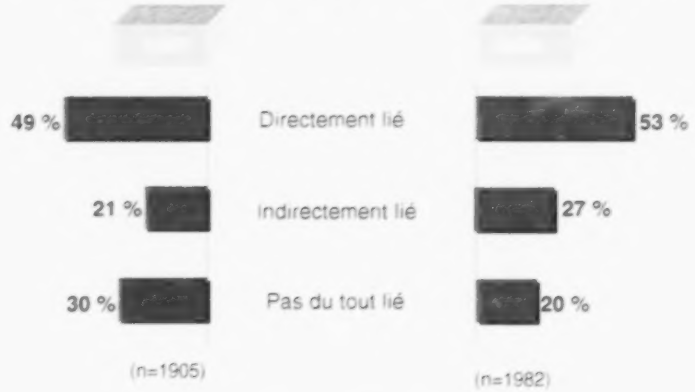
Les diplômés des provinces maritimes de 1996 qui travaillent semblent avoir bien réussi à trouver un emploi qui corresponde à leur domaine d'étude. Non seulement la plupart d'entre eux occupent des emplois liés directement ou indirectement à leur formation, mais ils utilisent aussi pour la plupart les compétences acquises à l'université. Qui plus est, la situation de l'emploi à cet égard s'est améliorée pour les diplômés depuis 1997.

La plupart des diplômés (80 %) occupent actuellement un emploi qu'ils pensent être lié d'une façon ou d'une autre au domaine d'étude dans lequel ils ont obtenu leur diplôme en 1996. Alors qu'une minorité assez importante (20 %) disent que leur emploi n'est pas du tout lié à leur domaine d'étude, plus de la moitié (53 %) indiquent que leur emploi y est directement lié.

Lien entre les études et l'emploi

Parmi ceux qui occupent un emploi actuellement

« Diriez-vous que votre emploi est/était directement lié, indirectement lié ou pas du tout lié au programme que vous avez terminé en 1996? »



(exclut les réponses « ne sait pas »)

Une comparaison avec l'étude de 1997 révèle un changement significatif dans l'expérience d'emploi des diplômés relativement au lien entre l'emploi et les études universitaires. Depuis 1997, la proportion de diplômés qui déclarent occuper un emploi lié d'une certaine façon aux études universitaires qu'ils ont terminées en 1996 a augmenté de 10 points. Trois ans auparavant, 70 % des diplômés signalaient que leur emploi à l'époque était lié d'une certaine façon aux études qu'ils avaient terminées en 1996; en 2000, cette proportion a atteint 80 %. Dans l'ensemble, la proportion de diplômés qui occupent des emplois directement liés à leurs études universitaires a connu une augmentation statistiquement significative de 4 % en trois ans (de 49 % en 1997 à 53 % en 2000).

À l'autre extrémité, le changement a été relativement plus significatif. La proportion de diplômés qui croient que leur emploi n'est pas du tout lié à leurs études universitaires a chuté de 10 points depuis 1997. Alors que 30 % avaient cette opinion trois ans auparavant, seuls 20 % des diplômés le pensent actuellement.

Les résultats suggèrent aussi que les diplômés occupant un emploi lié à leur domaine d'étude accordent de l'importance à cette partie de leur travail. Au moins 93 % de ceux dont l'emploi est directement lié à leurs études indiquent que c'est important. Chez les diplômés dont l'emploi est indirectement lié à leurs études, la proportion est de 65 %.

Importance d'un emploi lié au domaine d'étude parmi les diplômés occupant un emploi qu'ils pensent lié ou non à leurs études *

(base pondérée)	Important (%)	Pas important (%)
Total (1982)	**83**	**17**
Pertinence des études (emploi... aux études)		
Directement lié (1041)	**93**	6
Indirectement lié (545)	79	20
Pas du tout lié (396)	65	**35**

** Noter que les catégories de l'échelle sémantique de 4 points pour cette question ont été groupées. Ici, « Important » = très + relativement important; et « Pas important » = pas très + pas du tout important. Les variations statistiquement significatives dans les résultats restent essentiellement les mêmes qu'avec la série complète des catégories de réponse.*

En 2000, on remarque que les diplômés ayant un certain niveau d'études sont plus susceptibles d'occuper un emploi lié à leurs études universitaires. C'est le cas en particulier pour les étudiants ayant obtenu une maîtrise, un doctorat ou un diplôme de compétence professionnelle en 1996. En comparaison, les diplômés ayant obtenu un baccalauréat ou un autre certificat sont plus susceptibles que les autres d'indiquer que leur emploi n'est pas du tout lié au domaine d'étude dans lequel ils ont obtenu leur diplôme en 1996. Les résultats suggèrent ainsi qu'il existe une corrélation étroite entre le fait d'obtenir un diplôme d'études supérieures et celui de trouver un emploi lié au domaine d'étude.

Emploi lié au domaine d'étude? par diplôme

Emploi... aux études (base pondérée)	Total (1982) (%)	Baccalauréat (1444) (%)	Diplôme de compétence prof. (49) (%)	Maîtrise/ doctorat (276) (%)	Certificat/ autre (214) (%)
Directement lié	53	48	-	**68**	52
Indirectement lié	27	29	-	24	28
Pas du tout lié	20	**23**	-	8	20

De plus, les diplômés de certains programmes sont plus susceptibles d'occuper un emploi directement lié à leur domaine d'étude. C'est le cas en particulier pour ceux qui ont étudié dans le domaine des sciences de la santé (86 %) et en éducation (72 %). Toutefois, une majorité de diplômés en technologies de l'information (63 %), en génie et sciences appliquées (59 %) et en commerce (56 %) ont aussi trouvé un emploi directement lié à leur domaine d'étude. La proportion de diplômés en sciences humaines, en sciences sociales et en sciences agricoles et biologiques dans cette situation est bien moindre.

Emploi dans des domains directement liés aux études – par domaine d'étude

Parmi les diplômés occupant actuellement un emploi**

« Diriez-vous que votre emploi est/était directement lié, indirectement lié ou pas du tout lié au programme que vous avez terminé en 1996? »

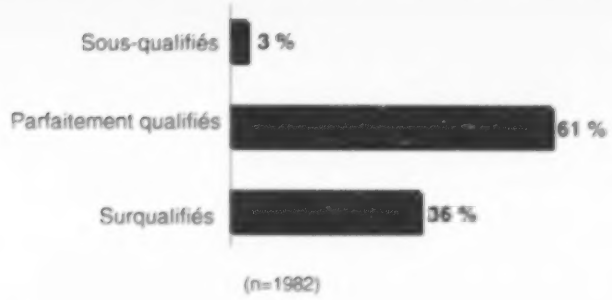
**Ne comprend pas les programmes d'arts (généraux), de beaux-arts et arts appliqués ou les cours de collège communautaire en raison de la petite taille des cellules (<50).*
*** Le total n'atteint pas 100 % car pour des raisons de présentation le graphique ne comprend pas les pourcentages des réponses "indirectement lié".*

Les diplômés se sentent-ils qualifiés pour leur emploi?

En tenant compte de leur niveau d'étude, de leur domaine d'étude et de leur expérience professionnelle, six diplômés occupant un emploi sur dix (61 %) ont indiqué être parfaitement qualifiés pour leur emploi actuel ou pour leur dernier emploi. Plus du tiers (36 %) ont déclaré être surqualifiés. Seuls 3 % pensaient être sous-qualifiés.

Qualification pour l'emploi

Parmi les diplômés occupant un emploi



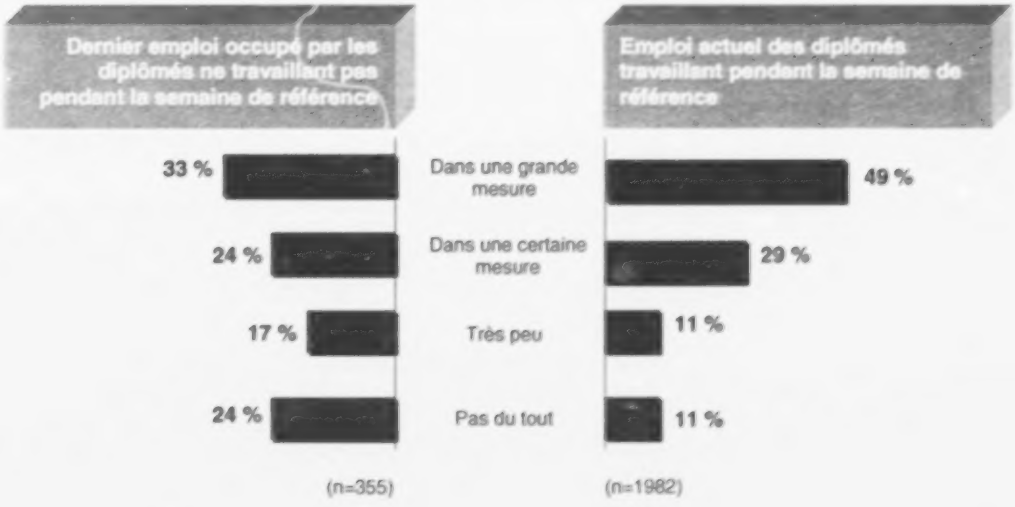
(Les categories de l'échelle numérique sur 5 points ont été groupées pour les besoins de l'analyse. Ici, 1,2=sous-qualifiés; 3=parfaitement qualifiés; 4,5=surqualifiés.)

La formation universitaire a-t-elle aidé les diplômés à obtenir un emploi?

Dans une large mesure, les diplômés occupant un emploi sont convaincus que leur formation universitaire les a aidés à obtenir leur emploi. Au moins 78 % croient que c'est le cas; la moitié (49 %) pensent que leurs études universitaires les ont grandement aidés à obtenir leur emploi et 29 % pensent que leurs études les ont aidés dans une certaine mesure.

Point auquel le programme universitaire (terminé en 1996) a aidé à obtenir un emploi

« Dans quelle mesure le programme d'études terminé en 1996 vous a-t-il aidé à obtenir votre emploi (ou votre dernier emploi)? »



Les autres (22 %) n'étaient pas si certains. Onze pour cent ont indiqué que leurs études les avaient très peu aidés à obtenir leur emploi et une même proportion de diplômés (11 %) ont le sentiment que leurs études ne les ont absolument pas aidés à obtenir leur emploi.

Il est intéressant et significatif que 57 % des diplômés ne travaillant pas pendant la semaine de référence, mais qui ont eu un emploi depuis l'obtention de leur diplôme en 1996, pensent aussi que leur formation universitaire les a aidés à obtenir leur dernier emploi (33 % dans une grande mesure, 24 % dans une certaine mesure). Toutefois, ce sentiment est beaucoup moins partagé chez ces diplômés que chez ceux qui occupent actuellement un emploi (57 % contre 78 %). Qui plus est, les diplômés actuellement sans emploi sont nettement plus négatifs que ceux qui occupent un emploi; ils sont plus de deux fois plus susceptibles de penser que leurs études ne les ont pas du tout aidés à trouver un emploi (24 % contre 11 % de ceux qui travaillent).

Certains groupes de diplômés occupant un emploi avaient une opinion plus positive de leur formation universitaire et du rôle qu'elle a joué dans leur recherche d'un emploi. En particulier, une plus grande proportion de ceux qui ont étudié en technologies de l'information (92 %), en génie et sciences appliquées (87 %), en commerce (84 %) et dans les sciences de la santé (84 %) ont une opinion favorable à cet égard. D'un autre côté, de nombreux diplômés en sciences agricoles et biologiques (34 %), en sciences sociales (28 %) et en mathématiques et sciences physiques (27 %) pensent que leurs études universitaires les ont peu ou pas du tout aidés à obtenir leur emploi.

Il n'existe pas de différence statistiquement significative à cet égard entre les diplômés ayant obtenu différents types de diplômes en 1996.

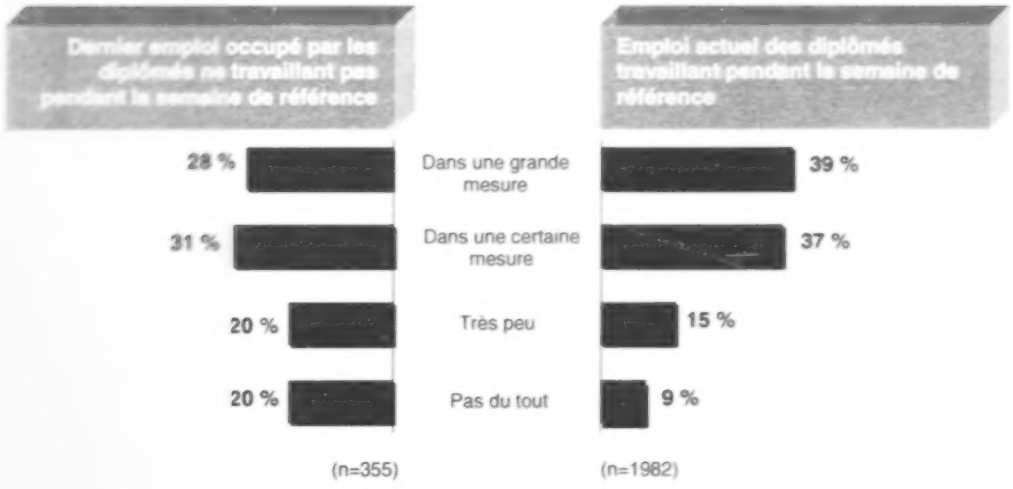
Finalement, ce sont les diplômés des établissements du Nouveau-Brunswick qui pensent le plus que leurs études ont contribué à leur succès sur le marché du travail (78 % contre 72 % des diplômés de Nouvelle-Écosse et 73 % de ceux de l'Île-du-Prince-Édouard).

Les diplômés utilisent-ils les compétences acquises durant la formation universitaire terminée en 1996?

Une mesure clé pour déterminer si la formation reçue par les diplômés est liée ou non à leur emploi est la mise en pratique dans leur travail des compétences acquises à l'université. Les résultats montrent que la grande majorité des diplômés occupant un emploi, 76 %, indiquent qu'ils utilisent dans leur emploi les compétences acquises durant la formation universitaire terminée en 1996. Cela comprend 39 % qui les utilisent « dans une grande mesure » et 37 % qui les utilisent « dans une certaine mesure ». Comparativement, moins de diplômés, 24 %, indiquent ne pas utiliser les compétences acquises.

Utilisation des compétences acquises durant la formation universitaire terminée en 1996

« Dans votre emploi la semaine dernière (dernier emploi), à quel point avez-vous utilisé les compétences acquises durant la formation universitaire terminée en 1996? »



On remarque une tendance semblable chez les diplômés qui ne travaillaient pas pendant la semaine de référence, mais qui ont eu un emploi depuis l'obtention de leur diplôme en 1996. Toutefois, dans leur dernier emploi, ces diplômés étaient relativement moins susceptibles que ceux qui occupent un emploi d'avoir utilisé les compétences acquises : 59 % contre 66 % des diplômés occupant un emploi.

Les diplômés ayant étudié dans certains domaines étaient plus susceptibles que d'autres d'utiliser les compétences acquises, du moins dans une certaine mesure. C'est le cas en particulier pour ceux qui ont obtenu un diplôme dans les professions de la santé (93 % - 74 % « dans une grande mesure »), en technologies de l'information (84 %), en éducation (84 % - 51 % « dans une grande mesure »), en commerce (83 %) et en génie et sciences appliquées (80 %). En comparaison, les diplômés d'autres domaines utilisent beaucoup moins les compétences acquises – sciences agricoles et biologiques (41 % peu ou très peu), mathématiques et sciences physiques (34 %), sciences sociales (31 %) et sciences humaines (29 %).

Qui plus est, les diplômés ayant obtenu une maîtrise ou un doctorat sont plus susceptibles que ceux qui ont obtenu un autre type de diplôme de dire qu'ils utilisent dans leur emploi les compétences acquises à l'université. Au moins 87 % partagent ce point de vue, contre les trois quarts des diplômés ayant obtenu un baccalauréat (74 %) ou un autre type de certificat ou de diplôme (73 %).

Effet d'un emploi lié à sa formation sur la valeur attribuée aux études

En règle générale, la valeur qu'accordent les diplômés au temps et à l'argent qu'ils ont investis pour leurs études universitaires semble être liée au fait d'avoir ou non un emploi lié à ses études. Par exemple, le tableau ci-dessous montre que parmi les diplômés dont l'emploi est directement lié à leur domaine d'étude, au moins 46 % croient que leurs études valaient l'investissement financier. Cette proportion chute à 21 % chez les diplômés dont l'emploi n'est pas du tout lié à leur domaine d'étude.

Valeur accordée aux études universitaires en fonction du lien entre l'emploi et les études et de l'utilisation des compétences acquises*
parmi les diplômés occupant un emploi

(base pondérée)	% qui déclarent que les études valaient ... l'investissement financier %	l'investissement personnel en temps %
Total (1982)	**38**	**48**
Lien entre l'emploi et les études		
Directement lié (1041)	**46**	**56**
Indirectement lié (545)	34	44
Pas du tout lié (396)	21	32
Utilisation des compétences acquises pendant la formation		
Dans une grande mesure (782)	**50**	**62**
Dans une certaine mesure (736)	35	46
Très peu (289)	22	29
Pas du tout (175)	18	23

** Afin de souligner les variations significatives, seules les réponses « a valu l'investissement » sont montrées ici.*

On retrouve une relation semblable, ou même plus forte, avec la valeur accordée au temps passé à l'université. Cinquante-six pour cent des diplômés occupant un emploi directement lié à leurs études pensent que le temps consacré en valait la peine, contre 32 % seulement chez ceux dont l'emploi n'est pas du tout lié aux études.

De plus, les diplômés occupant un emploi dans lequel ils utilisent les compétences acquises à l'université sont aussi plus susceptibles d'être satisfaits du temps et de l'argent qu'ils ont investis pour leurs études. Parmi ceux qui utilisent leurs compétences dans une grande mesure, 50 % pensent que l'argent dépensé valait l'investissement et 62 % partagent la même opinion pour le temps consacré aux études.

En comparaison, parmi ceux qui n'utilisent pas du tout les compétences acquises, seuls 18 % accordent une grande valeur à l'argent investi dans leurs études universitaires et 23 % ont le même sentiment à propos du temps passé à étudier.

1.3 ÉTUDES APRÈS 1996

Retour aux études après l'obtention du diplôme en 1996?

La plupart des diplômés des Maritimes de 1996 se sont montrés très intéressés à poursuivre des études après l'obtention de leur diplôme en 1996. Ils l'ont fait à différents niveaux et dans différents programmes. Depuis la fin de leur formation universitaire en 1996, par exemple, au moins la moitié (50 %) des diplômés sont retournés aux études à l'université, dans un collège communautaire ou dans un centre de formation privé en vue d'obtenir un diplôme ou un certificat particulier, autre qu'un programme d'apprentissage. Cette proportion a augmenté depuis 1997, puisqu'un peu plus du tiers (35 %) étaient retournés aux études afin de suivre un programme ou de suivre des cours crédités.

Entre-temps, depuis 1996, presque quatre diplômés sur dix (38 %) ont suivi des cours ne menant pas à l'obtention d'un diplôme en particulier, et 14 % ont suivi une formation à distance.

Formation depuis l'obtention du diplôme en 1996

*« Depuis la fin de votre programme universitaire, avez-vous_____? »**

**Parmi tous les diplômés de 1996 (n=2380).*

Une analyse plus approfondie révèle que parmi les diplômés qui ont fait des études après 1996 en vue d'obtenir un diplôme ou qui ont suivi des cours ne menant pas à l'obtention d'un diplôme[7], 72 % ont suivi un seul parcours éducationnel, retournant aux études en vue d'obtenir un diplôme (45 %) ou suivant des cours ne menant pas à l'obtention d'un diplôme (27 %). Les 28 % restants ont fait les deux.

[7] n = 1626.

Qui plus est, les diplômés ayant obtenu une maîtrise ou un doctorat sont plus susceptibles que ceux qui ont obtenu un autre type de diplôme de dire qu'ils utilisent dans leur emploi les compétences acquises à l'université. Au moins 87 % partagent ce point de vue, contre les trois quarts des diplômés ayant obtenu un baccalauréat (74 %) ou un autre type de certificat ou de diplôme (73 %).

Effet d'un emploi lié à sa formation sur la valeur attribuée aux études

En règle générale, la valeur qu'accordent les diplômés au temps et à l'argent qu'ils ont investis pour leurs études universitaires semble être liée au fait d'avoir ou non un emploi lié à ses études. Par exemple, le tableau ci-dessous montre que parmi les diplômés dont l'emploi est directement lié à leur domaine d'étude, au moins 46 % croient que leurs études valaient l'investissement financier. Cette proportion chute à 21 % chez les diplômés dont l'emploi n'est pas du tout lié à leur domaine d'étude.

Valeur accordée aux études universitaires en fonction du lien entre l'emploi et les études et de l'utilisation des compétences acquises*
parmi les diplômés occupant un emploi

	% qui déclarent que les études valaient ...	
	l'investissement financier	l'investissement personnel en temps
(base pondérée)	%	%
Total (1982)	**38**	**48**
Lien entre l'emploi et les études		
Directement lié (1041)	**46**	**56**
Indirectement lié (545)	34	44
Pas du tout lié (396)	21	32
Utilisation des compétences acquises pendant la formation		
Dans une grande mesure (782)	**50**	**62**
Dans une certaine mesure (736)	35	46
Très peu (289)	22	29
Pas du tout (175)	18	23

** Afin de souligner les variations significatives, seules les réponses « a valu l'investissement » sont montrées ici.*

On retrouve une relation semblable, ou même plus forte, avec la valeur accordée au temps passé à l'université. Cinquante-six pour cent des diplômés occupant un emploi directement lié à leurs études pensent que le temps consacré en valait la peine, contre 32 % seulement chez ceux dont l'emploi n'est pas du tout lié aux études.

De plus, les diplômés occupant un emploi dans lequel ils utilisent les compétences acquises à l'université sont aussi plus susceptibles d'être satisfaits du temps et de l'argent qu'ils ont investis pour leurs études. Parmi ceux qui utilisent leurs compétences dans une grande mesure, 50 % pensent que l'argent dépensé valait l'investissement et 62 % partagent la même opinion pour le temps consacré aux études.

En comparaison, parmi ceux qui n'utilisent pas du tout les compétences acquises, seuls 18 % accordent une grande valeur à l'argent investi dans leurs études universitaires et 23 % ont le même sentiment à propos du temps passé à étudier.

1.3 ÉTUDES APRÈS 1996

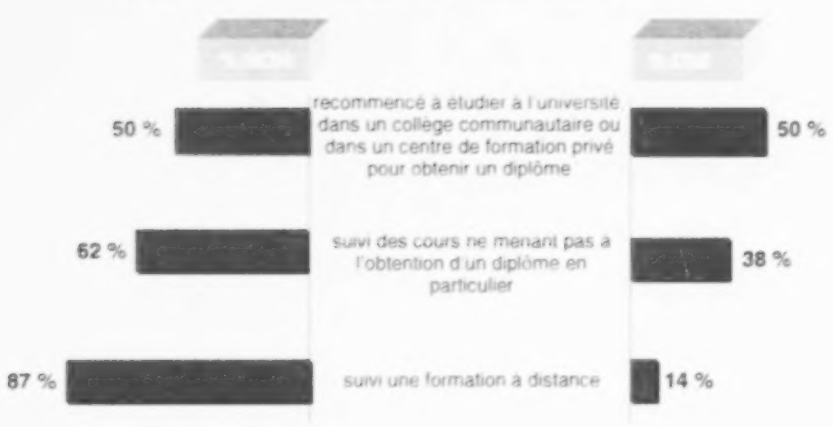
Retour aux études après l'obtention du diplôme en 1996?

La plupart des diplômés des Maritimes de 1996 se sont montrés très intéressés à poursuivre des études après l'obtention de leur diplôme en 1996. Ils l'ont fait à différents niveaux et dans différents programmes. Depuis la fin de leur formation universitaire en 1996, par exemple, au moins la moitié (50 %) des diplômés sont retournés aux études à l'université, dans un collège communautaire ou dans un centre de formation privé en vue d'obtenir un diplôme ou un certificat particulier, autre qu'un programme d'apprentissage. Cette proportion a augmenté depuis 1997, puisqu'un peu plus du tiers (35 %) étaient retournés aux études afin de suivre un programme ou de suivre des cours crédités.

Entre-temps, depuis 1996, presque quatre diplômés sur dix (38 %) ont suivi des cours ne menant pas à l'obtention d'un diplôme en particulier, et 14 % ont suivi une formation à distance.

Formation depuis l'obtention du diplôme en 1996

*« Depuis la fin de votre programme universitaire, avez-vous____ ? »**



*Parmi tous les diplômés de 1996 (n=2380)

Une analyse plus approfondie révèle que parmi les diplômés qui ont fait des études après 1996 en vue d'obtenir un diplôme ou qui ont suivi des cours ne menant pas à l'obtention d'un diplôme[7], 72 % ont suivi un seul parcours éducationnel, retournant aux études en vue d'obtenir un diplôme (45 %) ou suivant des cours ne menant pas à l'obtention d'un diplôme (27 %). Les 28 % restants ont fait les deux.

[7] n = 1626

Parmi ceux qui sont retournés étudier à l'université, dans un collège communautaire ou dans un centre de formation privé, au moins 69 % l'ont fait à temps plein. Vingt-sept pour cent étaient des étudiants à temps partiel et 3 %, un mélange des deux. Pour les diplômés qui ont suivi des cours ne menant pas à l'obtention d'un diplôme particulier, on observe la même tendance, bien qu'un plus petit nombre ait opté pour des études à temps plein (58 % à temps plein, 39 % à temps partiel et 2 % en combinaison).

En général, les diplômés les plus susceptibles d'être retournés aux études en vue d'obtenir un autre diplôme après 1996 ont étudié dans certains domaines pour obtenir ce diplôme. En particulier, le tableau suivant montre que les diplômés en mathématiques et sciences physiques ainsi qu'en sciences agricoles et biologiques étaient plus susceptibles d'être retournés aux études après 1996 pour obtenir un diplôme dans un autre domaine d'étude. En comparaison, les diplômés de 1996 ayant obtenu un diplôme en technologies de l'information, en commerce, en sciences sociales et en éducation étaient plus susceptibles que les autres de suivre des cours ne menant pas à l'obtention d'un diplôme.

Qui plus est, les étudiants qui ont obtenu un baccalauréat en 1996 étaient plus susceptibles que ceux qui avaient obtenu d'autres types de diplômes ou de certificats d'avoir pris la décision de retourner aux études après 1996. D'un autre côté, les diplômés ayant obtenu une maîtrise ou un doctorat en 1996 étaient plus susceptibles que les autres d'avoir suivi des cours ne menant pas à l'obtention d'un diplôme.

Une plus grande proportion de diplômés des établissements de l'Île-du-Prince-Édouard ont décidé de retourner aux études en vue d'obtenir un diplôme après 1996 que de diplômés des autres provinces. En tout, 61 % des diplômés de l'Île-du-Prince-Édouard ont poursuivi des études après 1996, comparativement à 51 % de ceux qui ont obtenu leur diplôme dans un établissement de Nouvelle-Écosse et à 47 % de ceux qui ont obtenu leur diplôme au Nouveau-Brunswick.

Finalement, il est intéressant de noter que les étudiants ayant contracté les plus fortes dettes pour leurs études avant 1996 (15 000 $ ou plus) sont ceux qui sont les plus susceptibles d'être retournés aux études en vue d'obtenir un diplôme à l'université ou dans un collège.

Formation depuis l'obtention du diplôme en 1996 *
parmi tous les diplômés

(base pondérée)	*Retour aux études en vue d'obtenir un diplôme à l'université ou dans un collège?* % Oui	Cours ne menant pas à l'obtention d'un diplôme particulier? % Oui	Formation à distance? % Oui
Total (2380)	50	**38**	**14**
Diplôme			
Baccalauréat (1756)	**56**	37	14
Diplôme de compétence professionnelle (50)	44	34	13
Maîtrise/doctorat (296)	20	**46**	9
Certificat/autre (278)	47	36	14
Domaine d'étude			
Arts – général (12)	-	-	-
Éducation (408)	36	**40**	15
Beaux-arts et arts appliqués (54)	37	38	4
Sciences humaines (26)	**65**	33	9
Sciences sociales (555)	58	**40**	12
Commerce (310)	46	**42**	**26**
Sciences agricoles et biologiques (217)	**67**	29	10
Génie et sciences appliquées (153)	42	36	7
Sciences de la santé (207)	30	32	11
Mathématiques et sciences physiques (101)	**79**	34	8
Technologies de l'information (84)	31	**51**	14
Cours de collèges communautaires (19)	-	-	-
Dette totale contractée avant 1996 **			
Zéro (301)	40	**46**	13
Moins de 5 000 $ (146)	43	30	12
De 5 000 $ à 14 999 $ (315)	45	37	12
De 15 000 $ à 29 999 $ (270)	**54**	32	12
30 000 $ et plus (58)	**66**	33	9

** Seul les % des réponses positives sont montrés ici pour chaque type d'études menées après 1996. Par conséquent, le total des pourcentages d'une rangée n'atteint pas 100 %.*

*** En mars 2000. Ne comprend que ceux qui ont emprunté de l'argent pour leurs études avant 1996 (n=1215), et exclut les réponses « Consolidé avec d'autres prêts » (n=89), « Impossible à classer » (n=33) et « Ne sait pas » (n=3). Par conséquent, la valeur n véritable = 1090 et non 2380.*

- Taille de la cellule trop petite (< 50) pour une analyse fiable.

Délai entre l'obtention du diplôme en 1996 et le début des études après 1996 en vue d'obtenir un diplôme

Les diplômés retournant aux études en vue d'obtenir un diplôme particulier ont laissé s'écouler en moyenne 19 mois avant de le faire. Toutefois, les diplômés avaient davantage tendance à retourner plus tôt aux études. Aux extrémités, 36 % ont attendu 4 mois ou moins avant de retourner aux études alors que 24 % ont attendu presque deux ans et demi (29 mois ou plus). Étant donné les procédures normales d'application et d'inscription, cela suggère que beaucoup de diplômés avaient prévu de faire d'autres

Formation depuis l'obtention du diplôme en 1996 * parmi tous les diplômés			
(base pondérée)	Retour aux études en vue d'obtenir un diplôme à l'université ou dans un collège? % Oui	Cours ne menant pas à l'obtention d'un diplôme particulier? % Oui	Formation à distance? % Oui
Total (2380)	50	**38**	**14**
Diplôme			
Baccalauréat (1756)	**56**	37	14
Diplôme de compétence professionnelle (50)	44	34	13
Maîtrise/doctorat (296)	20	**46**	9
Certificat/autre (278)	47	36	14
Domaine d'étude			
Arts – général (12)	-	-	-
Éducation (408)	36	**40**	15
Beaux-arts et arts appliqués (54)	37	38	4
Sciences humaines (26)	**65**	33	9
Sciences sociales (555)	58	**40**	12
Commerce (310)	46	**42**	**26**
Sciences agricoles et biologiques (217)	**67**	29	10
Génie et sciences appliquées (153)	42	36	7
Sciences de la santé (207)	30	32	11
Mathématiques et sciences physiques (101)	**79**	34	8
Technologies de l'information (84)	31	**51**	14
Cours de collèges communautaires (19)	-	-	-
Dette totale contractée avant 1996 **			
Zéro (301)	40	**46**	13
Moins de 5 000 $ (146)	43	30	12
De 5 000 $ à 14 999 $ (315)	45	37	12
De 15 000 $ à 29 999 $ (270)	**54**	32	12
30 000 $ et plus (58)	**66**	33	9

** Seul les % des réponses positives sont montrés ici pour chaque type d'études menées après 1996. Par conséquent, le total des pourcentages d'une rangée n'atteint pas 100 %.*

*** En mars 2000. Ne comprend que ceux qui ont emprunté de l'argent pour leurs études avant 1996 (n=1215), et exclut les réponses « Consolidé avec d'autres prêts » (n=89), « Impossible à classer » (n=33) et « Ne sait pas » (n=3). Par conséquent, la valeur n véritable = 1090 et non 2380.*

- Taille de la cellule trop petite (< 50) pour une analyse fiable

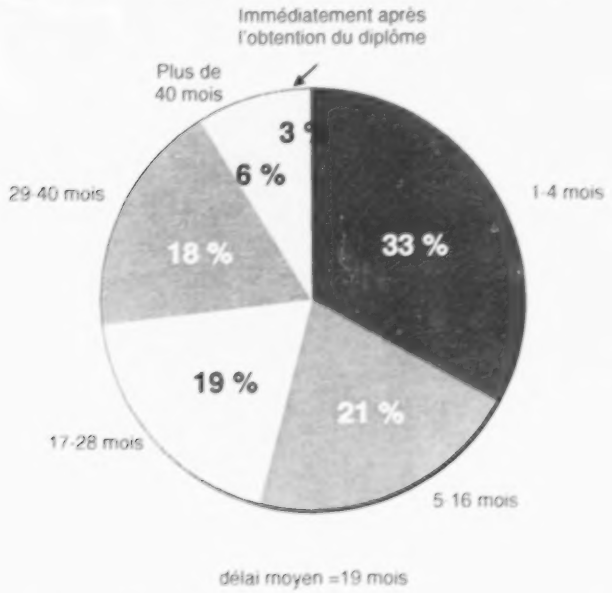
Délai entre l'obtention du diplôme en 1996 et le début des études après 1996 en vue d'obtenir un diplôme

Les diplômés retournant aux études en vue d'obtenir un diplôme particulier ont laissé s'écouler en moyenne 19 mois avant de le faire. Toutefois, les diplômés avaient davantage tendance à retourner plus tôt aux études. Aux extrémités, 36 % ont attendu 4 mois ou moins avant de retourner aux études alors que 24 % ont attendu presque deux ans et demi (29 mois ou plus). Étant donné les procédures normales d'application et d'inscription, cela suggère que beaucoup de diplômés avaient prévu de faire d'autres

études pendant l'année qui précède l'obtention de leur diplôme en 1996. D'autres ont attendu plus longtemps; 21 % sont retournés aux études après 5 à 16 mois.

Délai entre l'obtention du diplôme en 1996 et le retour aux études*

parmi ceux qui cherchent à obtenir un diplôme



**Parmi ceux qui ont suivi des études après 1996 en vue d'obtenir un diplôme (n=1186).*

Parmi les diplômés qui sont retournés aux études, ceux qui ont étudié en génie et sciences appliquées, en sciences humaines et en sciences agricoles et biologiques ont attendu le moins longtemps avant de retourner aux études (environ 16 mois, bien que beaucoup d'entre eux y soient retournés après quatre mois seulement). En comparaison, les diplômés en éducation, en sciences sociales, en commerce et dans les professions de la santé sont ceux qui ont pris le plus de temps avant de retourner aux études (environ 20 mois, bien que beaucoup y soient retournés après deux ans et plus).

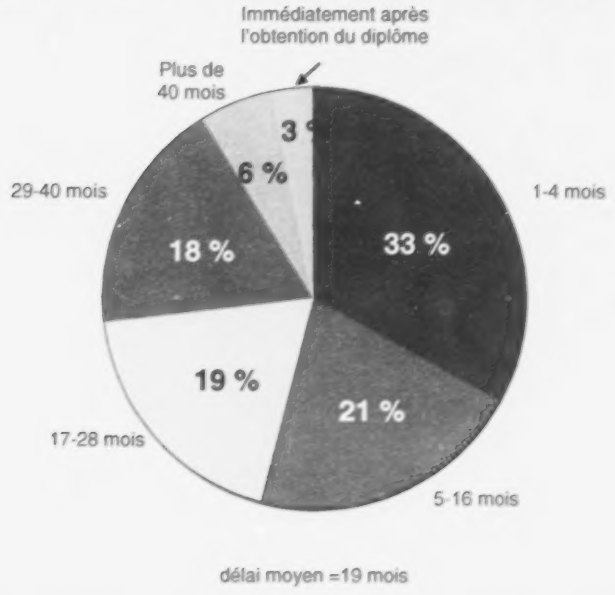
Raison du retour aux études après 1996

La plupart des diplômés de 1996 qui ont poursuivi tout type d'études dans les années ayant suivi l'obtention de leur diplôme ont choisi leurs cours avec pour objectif le marché du travail. Par exemple, environ un quart (23 %) ont déclaré avoir suivi des cours depuis 1996 afin « d'obtenir un emploi », un sur dix (18 %) a indiqué « pour obtenir un meilleur emploi » et presque autant (15 %) ont indiqué « pour mieux faire mon travail actuel ». De plus, 3 % ont indiqué qu'ils suivaient de nouvelles études « pour garder un emploi » et 2 % ont dit « pour changer d'emploi ». Quatre pour cent des diplômés ont déclaré

études pendant l'année qui précède l'obtention de leur diplôme en 1996. D'autres ont attendu plus longtemps; 21 % sont retournés aux études après 5 à 16 mois.

Délai entre l'obtention du diplôme en 1996 et le retour aux études*

parmi ceux qui cherchent à obtenir un diplôme



**Parmi ceux qui ont suivi des études après 1996 en vue d'obtenir un diplôme (n=1186).*

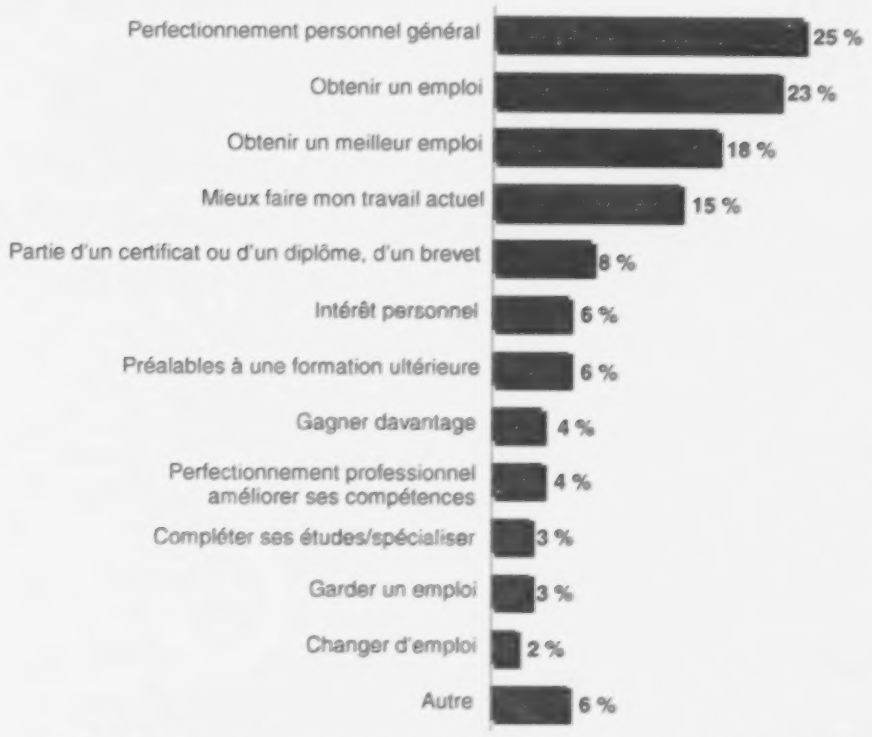
Parmi les diplômés qui sont retournés aux études, ceux qui ont étudié en génie et sciences appliquées, en sciences humaines et en sciences agricoles et biologiques ont attendu le moins longtemps avant de retourner aux études (environ 16 mois, bien que beaucoup d'entre eux y soient retournés après quatre mois seulement). En comparaison, les diplômés en éducation, en sciences sociales, en commerce et dans les professions de la santé sont ceux qui ont pris le plus de temps avant de retourner aux études (environ 20 mois, bien que beaucoup y soient retournés après deux ans et plus).

Raison du retour aux études après 1996

La plupart des diplômés de 1996 qui ont poursuivi tout type d'études dans les années ayant suivi l'obtention de leur diplôme ont choisi leurs cours avec pour objectif le marché du travail. Par exemple, environ un quart (23 %) ont déclaré avoir suivi des cours depuis 1996 afin « d'obtenir un emploi », un sur dix (18 %) a indiqué « pour obtenir un meilleur emploi » et presque autant (15 %) ont indiqué « pour mieux faire mon travail actuel ». De plus, 3 % ont indiqué qu'ils suivaient de nouvelles études « pour garder un emploi » et 2 % ont dit « pour changer d'emploi ». Quatre pour cent des diplômés ont déclaré

avoir suivi d'autres cours pour avoir un meilleur salaire et autant ont allégué le perfectionnement professionnel comme raison du retour aux études (4 %).

Raison de choisir un autre diplôme ou d'autres cours*



**Parmi ceux qui ont suivi d'autres cours ou étudié en vue d'obtenir un diplôme après 1996 (n=1673).*

Vingt-cinq pour cent des diplômés ont effectué des études supplémentaires à des fins de perfectionnement personnel, et 6 % ont dit avoir un intérêt personnel dans ce qu'ils étudiaient.

Finalement, nous avons découvert que certains diplômés de 1996 poursuivaient d'autres études dans un domaine particulier pour des raisons éducatives. Environ un sur dix (8 %) a déclaré avoir suivi des cours en vue d'obtenir un certificat, diplôme ou brevet. Six pour cent disent que ces cours étaient des préalables à d'autres cours.

Domaine d'étude après 1996

Les résultats montrent que bon nombre des diplômés de 1996 ont poursuivi des études après 1996 dans le but d'avoir un plus haut niveau d'étude. Par exemple, 28 % de ceux qui avaient obtenu un baccalauréat en 1996 ont décidé de poursuivre des études de maîtrise (23 %) ou de doctorat (5 %). Onze pour cent sont retournés aux études en vue d'obtenir un diplôme de compétence professionnelle. Un sur dix est retourné aux études pour obtenir un certificat ou un diplôme d'études supérieures (10 %). Entre-

temps, 9 % ont cherché à obtenir un diplôme ou un certificat de collège communautaire et 8 % sont retournés aux études afin d'obtenir un certificat de formation privée dans les technologies de pointe ou dans d'autres domaines. En comparaison, 29 % des diplômés de 1996 ayant obtenu un baccalauréat ont poursuivi des études après 1996 en vue d'obtenir un diplôme ou un certificat d'étude de premier cycle.

On a aussi demandé aux diplômés qui sont retournés aux études de préciser le domaine d'étude ou de spécialisation de leur dernier programme. Parmi les réponses, se trouvaient tout d'abord :

- Éducation (19 %)
- Sciences de la santé et spécialisations (17 %)
- Commerce (12 %)
- Sciences sociales (10 %)
- Technologies de l'information (9 %)
- Génie et sciences appliquées (6 %)

Figuraient également parmi les réponses les sciences humaines (5 %), les mathématiques ou les sciences physiques (3 %), le droit (3 %), la comptabilité (3 %), les sciences agricoles ou biologiques (2 %), les beaux-arts ou les arts appliqués (2 %) et les arts généraux (1 %).

En règle générale, beaucoup des diplômés qui ont poursuivi des études après 1996 l'ont fait dans le même domaine que pour leur diplôme de 1996, bien que beaucoup de diplômés aient changé la concentration de leurs études. Globalement, parmi les diplômés de 1996 qui sont retournés aux études, 32 % l'on fait pratiquement dans le même domaine. Cela comprend les domaines suivants (dans l'ordre) :

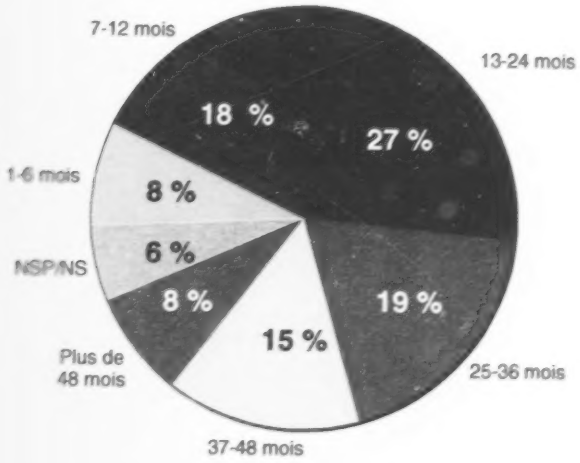
- Sciences de la santé (74 % sont retournés étudier dans les professions de la santé et ses spécialisations)
- Génie et sciences appliquées (58 %)
- Éducation (45 %)
- Commerce (41 %)
- Sciences sociales (26 %)
- Mathématiques et sciences physiques (19 %)
- Sciences humaines (16 %)
- Sciences agricoles et biologiques (11 %)

Parmi les diplômés qui sont retournés aux études après 1996, mais dans un domaine différent de celui de leur diplôme de 1996, l'éducation et le commerce étaient les domaines d'étude les plus fréquents, 18 % et 10 % des diplômés, respectivement, ayant choisi d'étudier dans ces domaines après l'obtention de leur diplôme en 1996.

Durée des études après 1996

Quand ils ont pris la décision de retourner aux études après 1996, la plupart des diplômés étaient prêts à consacrer beaucoup de temps à leur projet. Au moins 42 % se sont inscrits à un programme d'une durée de deux ans ou plus. Vingt-sept pour cent ont signalé que leur programme avait une durée de 13 mois à 2 ans. Dans l'ensemble, 26 % ont effectué un programme d'un an ou moins.

Durée du nouveau programme*



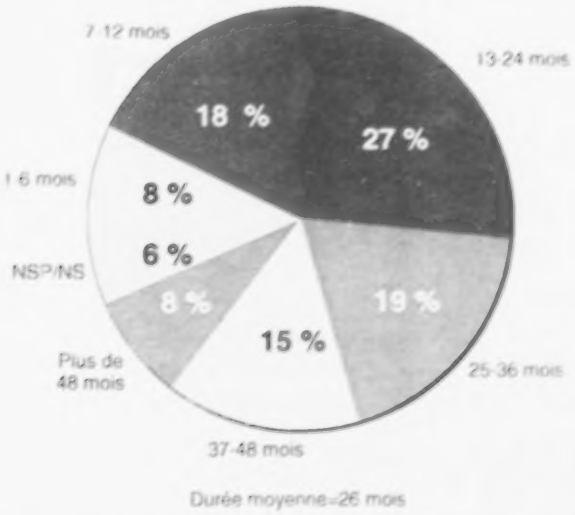
Durée moyenne=26 mois

**Parmi les diplômés de 1996 qui ont poursuivi des études après 1996 en vue d'obtenir un diplôme (n=1186).*

Durée des études après 1996

Quand ils ont pris la décision de retourner aux études après 1996, la plupart des diplômés étaient prêts à consacrer beaucoup de temps à leur projet. Au moins 42 % se sont inscrits à un programme d'une durée de deux ans ou plus. Vingt-sept pour cent ont signalé que leur programme avait une durée de 13 mois à 2 ans. Dans l'ensemble, 26 % ont effectué un programme d'un an ou moins.

Durée du nouveau programme*

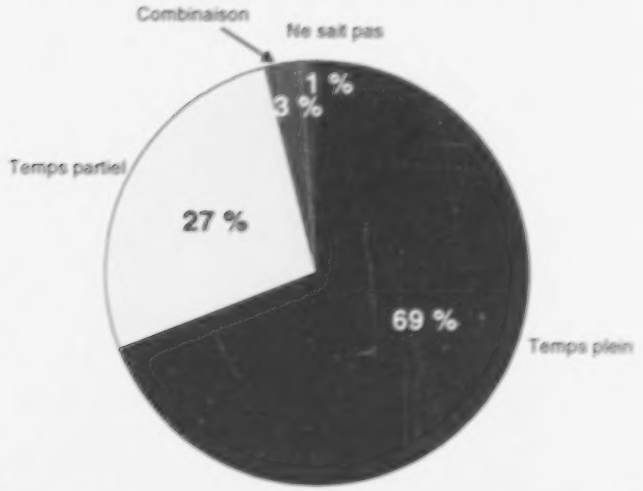


Parmi les diplômés de 1996 qui ont poursuivi des études après 1996 en vue d'obtenir un diplôme (n=1186)

Études à temps plein ou à temps partiel après 1996

Parmi les diplômés de 1996 qui sont retournés aux études, plus des deux tiers (69 %) ont déclaré être ou avoir été aux études à temps plein et un peu plus du quart (27 %) étaient ou avaient été aux études à temps partiel. Seuls 3 % de ceux qui étaient retournés aux études étaient à la fois à temps plein et à temps partiel.

Temps plein ou temps partiel*



Parmi les diplômés de 1996 qui ont poursuivi des études après 1996 en vue d'obtenir un diplôme (n=1186).

Le tableau à la page précédente montre que les diplômés de 1996 ayant obtenu un baccalauréat ou un certificat étaient plus susceptibles que ceux qui avaient une maîtrise ou un doctorat d'être retournés aux études à temps plein, alors que ce dernier groupe était plus enclin à retourner aux études à temps partiel.

Qui plus est, les diplômés des établissements de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Nouvelle-Écosse qui sont retournés aux études après 1996 étaient plus susceptibles de l'avoir fait à temps plein que ceux des universités du Nouveau-Brunswick. D'un autre côté, une proportion significativement plus grande de diplômés du Nouveau-Brunswick poursuivait des études à temps partiel après 1996.

Il n'y a pas de différence statistiquement significative pour ce qui est du sexe ou de la langue.

Retour aux études à temps plein ou à temps partiel en vue d'obtenir un autre diplôme après 1996* parmi différents groupes de diplômés			
(base pondérée)	Temps plein (%)	Temps partiel (%)	Combinaison des deux (%)
Total (1186)	**69**	**27**	**3**
Province d'obtention du diplôme en 1996			
Nouvelle-Écosse (735)	**72**	22	3
Nouveau-Brunswick (390)	61	24	4
Île-du-Prince-Édouard (61)	**77**	**34**	2
Diplôme			
Baccalauréat (985)	**70**	25	3
Diplôme de compétence professionnelle (8)	-	-	-
Maîtrise/doctorat (60)	50	**43**	7
Certificat/autre (132)	**67**	31	1

** Parmi ceux qui ont suivi des études après 1996 en vue d'obtenir un diplôme (n=1186).*
- Taille des cellules trop petite (< 50) pour une analyse fiable.

1.4 MOBILITÉ DES DIPLÔMÉS

Mobilité des diplômés sur une base régionale

Dans l'ensemble, 85 % des diplômés des Maritimes de 1996 vivaient dans la région avant de commencer leurs études avant 1996[8], alors que 15 % venaient d'autres parties du Canada (principalement de l'Ontario, 5 %) et de l'étranger. Quatre ans après avoir obtenu leur diplôme en 1996, la plupart des diplômés (73 %) étaient toujours dans la région, bien que bon nombre d'entre eux, 27 %, soient partis ailleurs (encore là, principalement en Ontario – 11 %)[9].

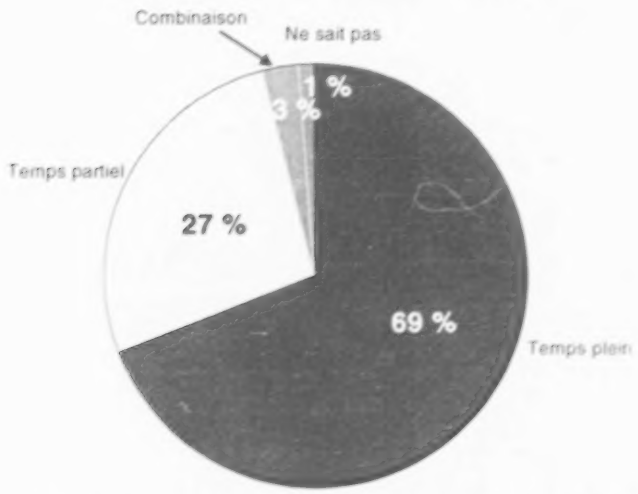
Une analyse plus approfondie révèle que depuis 1996, il y a eu certains mouvements parmi les diplômés originaires des provinces maritimes. Alors que la plupart de ceux qui étaient originaires des Maritimes étaient toujours dans la région un an après l'obtention de leur diplôme, il y a eu un certain exode vers l'extérieur de la région entre 1997 et 2000. En 1997, par exemple, 90 % des diplômés originaires de la région vivaient toujours dans les Maritimes. Toutefois, 10 % avaient quitté la région, pour la plupart en direction de l'Ontario (5 %). En 2000, le nombre de diplômés originaires des provinces maritimes toujours dans la région était passé à 81 %. Dix-neuf pour cent avaient quitté la région, encore là principalement pour s'établir en Ontario (8 %).

[8] Tiré de la variable p121f1 «Résidence 12 mois avant» de 1997.
[9] Tiré de la variable q140b «Province de résidence» de 2000.

Études à temps plein ou à temps partiel après 1996

Parmi les diplômés de 1996 qui sont retournés aux études, plus des deux tiers (69 %) ont déclaré être ou avoir été aux études à temps plein et un peu plus du quart (27 %) étaient ou avaient été aux études à temps partiel. Seuls 3 % de ceux qui étaient retournés aux études étaient à la fois à temps plein et à temps partiel.

Temps plein ou temps partiel*



**Parmi les diplômés de 1996 qui ont poursuivi des études après 1996 en vue d'obtenir un diplôme (n=1186).*

Le tableau à la page précédente montre que les diplômés de 1996 ayant obtenu un baccalauréat ou un certificat étaient plus susceptibles que ceux qui avaient une maîtrise ou un doctorat d'être retournés aux études à temps plein, alors que ce dernier groupe était plus enclin à retourner aux études à temps partiel.

Qui plus est, les diplômés des établissements de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Nouvelle-Écosse qui sont retournés aux études après 1996 étaient plus susceptibles de l'avoir fait à temps plein que ceux des universités du Nouveau-Brunswick. D'un autre côté, une proportion significativement plus grande de diplômés du Nouveau-Brunswick poursuivait des études à temps partiel après 1996.

Il n'y a pas de différence statistiquement significative pour ce qui est du sexe ou de la langue.

Retour aux études à temps plein ou à temps partiel en vue d'obtenir un autre diplôme après 1996*
parmi différents groupes de diplômés

(base pondérée)	Temps plein (%)	Temps partiel (%)	Combinaison des deux (%)
Total (1186)	**69**	**27**	**3**
Province d'obtention du diplôme en 1996			
Nouvelle-Écosse (735)	**72**	22	3
Nouveau-Brunswick (390)	61	24	4
Île-du-Prince-Édouard (61)	**77**	**34**	2
Diplôme			
Baccalauréat (985)	**70**	25	3
Diplôme de compétence professionnelle (8)	-	-	-
Maîtrise/doctorat (60)	50	43	7
Certificat/autre (132)	**67**	31	1

** Parmi ceux qui ont suivi des études après 1996 en vue d'obtenir un diplôme (n=1186)*
- Taille des cellules trop petite (< 50) pour une analyse fiable.

1.4 MOBILITÉ DES DIPLÔMÉS

Mobilité des diplômés sur une base régionale

Dans l'ensemble, 85 % des diplômés des Maritimes de 1996 vivaient dans la région avant de commencer leurs études avant 1996[8], alors que 15 % venaient d'autres parties du Canada (principalement de l'Ontario, 5 %) et de l'étranger. Quatre ans après avoir obtenu leur diplôme en 1996, la plupart des diplômés (73 %) étaient toujours dans la région, bien que bon nombre d'entre eux, 27 %, soient partis ailleurs (encore là, principalement en Ontario - 11 %)[9].

Une analyse plus approfondie révèle que depuis 1996, il y a eu certains mouvements parmi les diplômés originaires des provinces maritimes. Alors que la plupart de ceux qui étaient originaires des Maritimes étaient toujours dans la région un an après l'obtention de leur diplôme, il y a eu un certain exode vers l'extérieur de la région entre 1997 et 2000. En 1997, par exemple, 90 % des diplômés originaires de la région vivaient toujours dans les Maritimes. Toutefois, 10 % avaient quitté la région, pour la plupart en direction de l'Ontario (5 %). En 2000, le nombre de diplômés originaires des provinces maritimes toujours dans la région était passé à 81 %. Dix-neuf pour cent avaient quitté la région, encore là principalement pour s'établir en Ontario (8 %).

[8] Tiré de la variable p121f1 «Résidence 12 mois avant» de 1997.
[9] Tiré de la variable q140b «Province de résidence» de 2000.

(base pondérée)	Résidence avant les études de 1996 originaire de...* Provinces maritimes (2024) %	Hors des Maritimes (356) %
Lieu de résidence en 1997		
Provinces maritimes	**90**	36
Hors des Maritimes	10	**65**
Lieu de résidence en 2000		
Provinces maritimes	**81**	30
Hors des Maritimes	19	**70**

** 12 mois avant le début des études d'avant 1996.*

En revanche, 36 % des diplômés venus du reste du Canada ou de l'étranger pour étudier dans les provinces maritimes et obtenir leur diplôme en 1996 continuaient de vivre dans la région un an après l'obtention de leur diplôme. En 2000, cette proportion était passée à 30 %.

Les mouvements combinés des diplômés vers les Maritimes et en dehors de ces provinces montrent un net exode de 14 % des diplômés vers d'autres provinces canadiennes et vers l'étranger entre 1996 et 2000.

Mobilité des diplômés sur une base provinciale

Si l'on examine la mobilité des diplômés sur une base provinciale, on remarque une tendance semblable à ce que l'on observe au niveau régional; la plupart des diplômés de chacune des provinces maritimes sont restés dans leur province d'origine pour étudier et continuaient d'y vivre quatre ans après l'obtention de leur diplôme. Toutefois, la proportion de diplômés qui sont restés dans leur province d'origine a chuté entre 1996 et 2000, ce qui indique que certains ont décidé de partir. Il existe néanmoins des différences entre les provinces pour ce qui est de la portée du mouvement des diplômés, plus significative dans à l'Île-du-Prince-Édouard et moins significative en Nouvelle-Écosse.

Diplômé de...

Une majorité de diplômés de toutes les provinces maritimes ont étudié dans un établissement de leur province d'origine. Toutefois, il existe des variations significatives entre les provinces. En Nouvelle-Écosse, par exemple, 94 % des personnes originaires de cette province y ont obtenu leur diplôme. Comparativement, 86 % des diplômés originaires du Nouveau-Brunswick ont étudié dans cette province, alors que beaucoup moins de diplômés originaires de l'Île-du-Prince-Édouard (55 % seulement) sont restés dans leur province d'origine pour étudier.

	Province de résidence avant les études de 1996 Originaire de...*			
	N.-É. (1111) %	N.-B. (769) %	Î.-P.-É. (145) %	Hors des Maritimes (356) %
Province d'obtention du diplôme en 1996				
Nouvelle-Écosse	**94**	14	30	**73**
Nouveau-Brunswick	6	**86**	15	25
Île-du-Prince-Édouard	1	1	**55**	2

** 12 mois avant le début des études d'avant 1996.*

Parmi ceux qui ne venaient pas des provinces maritimes, la plupart (73 %) ont obtenu leur diplôme dans un établissement postsecondaire de Nouvelle-Écosse.

Un an après l'obtention du diplôme...

En 1997, soit un an après l'obtention du diplôme, la plupart des diplômés originaires d'une des provinces maritimes vivaient toujours dans leur province de résidence d'origine. Toutefois, il existe des différences entre les provinces. D'un côté, au Nouveau-Brunswick, la proportion de diplômés originaires de cette province et vivant toujours dans la province en 1997 n'a pas changé entre 1996 et 1997 (86 % contre 85 %). En revanche, en Nouvelle-Écosse, la situation est différente, puisqu'une plus petite proportion des diplômés originaires de cette province y vivaient toujours un an après l'obtention de leur diplôme (94 % en 1996 contre 86 % en 1997). Comparativement, dans l'Île-du-Prince-Édouard, on trouve une plus grande proportion de diplômés des provinces maritimes originaires de l'Île-du-Prince-Édouard toujours dans la province en 1997 (55 % en 1996 contre 75 % en 1997).

	Province de résidence avant les études de 1996 Originaire de...*			
	N.-É. (1111) %	N.-B. (769) %	Î.-P.-É. (145) %	Hors des Maritimes (356) %
Province de résidence en 1997				
Nouvelle-Écosse	**86**	4	9	**27**
Nouveau-Brunswick	3	**85**	4	7
Île-du-Prince-Édouard	1	1	**75**	1
Terre-Neuve	1	-	-	19
Québec	-	1	1	4
Ontario	5	4	6	**27**
Provinces de l'Ouest canadien	4	3	4	12
Hors du Canada	1	1	1	2

** 12 mois avant le début des études d'avant 1996*
- moins de 0,5 %

L'Ontario est la province choisie par la plupart des diplômés des Maritimes qui ont quitté leur province d'origine un an après avoir obtenu leur diplôme en 1996. Toutefois, beaucoup s'aventurent dans l'Ouest, dans les Prairies ou en Colombie-Britannique.

En règle générale, les diplômés des provinces maritimes non originaires de la région n'étaient plus dans les Maritimes un an après l'obtention de leur diplôme. Trente-cinq pour cent sont restés, mais les deux tiers sont partis. La plupart de ceux qui sont partis se sont installés en Ontario (27 %) ou dans une province de l'Ouest canadien (12 %). Toutefois, bon nombre sont restés dans la région atlantique ou se sont installés à Terre-Neuve (19 %).

Quatre ans après l'obtention du diplôme...

En 2000, on a constaté une chute notable pour les trois provinces maritimes du nombre de diplômés toujours dans leur province d'origine. Le plus gros changement s'est produit à l'Île-du-Prince-Édouard, où 61 % des diplômés originaires de cette province y vivaient toujours en 2000, soit au moins 14 points de moins qu'en 1997 (75 %), encore que cela reste bien supérieur au nombre de diplômés ayant étudié dans cette province (55 %). En Nouvelle-Écosse, la proportion a chuté de 10 points, passant de 86 % en 1997 à 76 % en 2000, alors qu'au Nouveau-Brunswick, le nombre de résidents originaires de cette province a baissé de 8 points, passant de 85 à 77 % entre 1997 et 2000.

	Province de résidence avant les études de 1996 Originaire de...*			
	N.-É. (1111) %	N.-B. (769) %	Î.-P.-É. (145) %	Hors des provinces maritimes (356) %
Province de résidence en 2000				
Nouvelle-Écosse	**76**	6	10	22
Nouveau-Brunswick	4	**77**	5	6
Île-du-Prince-Édouard	1	1	**61**	2
Terre-Neuve	1	-	-	15
Québec	1	4	1	3
Ontario	9	6	11	**31**
Provinces de l'Ouest canadien	7	4	8	15
Hors du Canada	3	2	5	5

** 12 mois avant le début des études d'avant 1996*
- moins de 0,5 %.

L'Ontario a été la principale destination de la plupart des diplômés des provinces maritimes ne résidant plus dans leur province « d'origine » en 2000. Toutefois, beaucoup se sont installés dans l'Ouest du Canada (principalement en Alberta et en Colombie-Britannique).

Diplômés originaires de l'extérieur des provinces maritimes avaient en grande partie quitté la région en 2000. Au moins 70 % n'y étaient plus, contre 30 % qui sont restés, principalement en Nouvelle-Écosse (22 %). La plupart de ces diplômés originaires de l'extérieur des Maritimes étaient partis en Ontario en

2000, bien que bon nombre d'entre eux se soient installés dans l'Ouest du Canada (principalement en Alberta, 7 %, et en Columbie-Britannique, 6 %).

Maintien des diplômés originaires des provinces maritimes

Lorsque l'on parle de mobilité des diplômés, il est important de comprendre à quel point les diplômés ayant obtenu un diplôme dans un établissement de leur province d'origine étaient toujours dans cette province quatre ans après l'obtention de leur diplôme. En d'autres mots, quelle est la proportion des diplômés des Maritimes qui sont restés dans leur province d'origine?

En règle générale, la plupart des diplômés des provinces maritimes de 1996 qui ont terminé leurs études dans leur province d'origine y étaient restés ou y étaient retournés quatre ans après l'obtention de leur diplôme. C'est un peu plus le cas pour les diplômés du Nouveau-Brunswick originaires de cette province, dont 81 % habitaient toujours dans la province quatre ans après l'obtention de leur diplôme. En Nouvelle-Écosse, un peu plus des trois quarts (77 %) des diplômés originaires de cette province continuaient d'y vivre en 2000. À l'Île-du-Prince-Édouard, un peu moins des trois quarts des diplômés (72 %) qui vivaient là avant leurs études y étaient retournés quatre ans après l'obtention de leur diplôme.

	Province d'origine des diplômés de chacune des provinces maritimes Originaire et diplômé de...*		
	N.-É. (1041) %	N.-B. (660) %	Î.-P.-É. (80) %
Province de résidence en 2000			
Nouvelle-Écosse	**77**	4	6
Nouveau-Brunswick	3	**81**	3
Île-du-Prince-Édouard	1	1	**72**
Terre-Neuve	1	-	-
Québec	1	4	-
Ontario	8	5	10
Provinces de l'Ouest canadien	6	3	6
Hors du Canada	3	1	3

** 12 mois avant le début des études d'avant 1996*
- moins de 0,5 %.

La plupart des diplômés de 1996 de chacune des provinces qui ne vivaient pas dans leur province maritime d'origine en 2000 habitaient en Ontario ou dans l'Ouest canadien (principalement en Alberta et en Columbie-Britannique). L'Ontario était la destination favorite, en particulier pour les diplômés de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard qui ont commencé dans ces provinces, mais qui n'y vivent plus.

2 SITUATION FINANCIÈRE DES DIPLÔMÉS DE 1996

2.1 REVENUS

Dans l'ensemble, les diplômés des provinces maritimes de 1996 réussissent mieux à mesure qu'ils avancent dans la vie après l'obtention de leur diplôme. En 2000, les diplômés des provinces maritimes de 1996 occupant un emploi gagnaient en moyenne 3074 $ par mois ou 36 564 $ par année[10]. Trois ans auparavant, le revenu mensuel moyen était de 2258 $ ou 27 092 $ par année[11]. Ainsi, le revenu moyen des diplômés de 1996 a augmenté de 35 %, ou 9472 $, depuis 1997.

Le revenu mensuel moyen en 2000 cache cependant certaines variations entre les échelons de revenus. Par exemple, au moins 41 % des diplômés occupant un emploi gagnent plus de 3000 $ par mois, dont 20 % qui gagnent plus de 4000 $ par mois. À l'autre extrémité, un diplômé sur cinq (21 %) a un revenu d'emploi mensuel de moins de 2000 $, dont 6 % qui gagnent moins de 1000 $ par mois.

Les données sur les revenus d'emploi suggèrent de plus que certains groupes de diplômés réussissent beaucoup mieux que d'autres. Dans une perspective démographique, par exemple, il existe des différences significatives entre les revenus si l'on tient compte du sexe et de la langue parlée à la maison. Les hommes diplômés occupant un emploi gagnaient, en moyenne, 3530 $ par mois en 2000, ce qui représente quelque 776 $ de plus que le revenu mensuel moyen des femmes diplômées (2804 $). Sur une base annualisée, l'écart de revenu entre les sexes est de 8712 $.

Revenu d'emploi mensuel* par sexe

	< 1000 $	1000 $ - 1999 $	2000 $ – 2999 $	3000 $ - 3999 $	4000 $ et +	Moyenne
Total (1 929)	**6**	**15**	**30**	**21**	**20**	**3047 $**
Sexe						
Hommes (644)	6	8	26	24	**28**	**3530 $**
Femmes (1 285)	7	**19**	**31**	20	15	2804 $

** Les résultats sont uniquement ceux des personnes interrogées qui occupaient un emploi durant la semaine de référence de l'étude. Ils ont été standardisés pour y inclure tous les échéanciers de paiement (hebdomadaire, bihebdomadaire, mensuel, annuel). Les données des réponses « Ne sait pas » n'apparaissent pas dans le tableau; ainsi le pourcentage total des lignes n'atteint pas 100 %.*

Cet écart entre le revenu des hommes et celui des femmes chez les diplômés de 1996 est plus évident dans les tranches salariales inférieures et supérieures. Alors que 15 % des femmes gagnent plus de 4000 $ par mois, près de deux fois plus d'hommes ont de tels revenus (28 %). Le contraire est vrai dans

[10] Salaire mensuel standardisé pour l'emploi principal des diplômés qui travaillent, pour la semaine précédente des séries de données de 2000 (Q.56), à l'exclusion des personnes interrogées dont le salaire mensuel dépasse 29 000 $ (n=41) ou celles qui ont répondu «Ne sait pas ».

[11] Basé sur un salaire hebdomadaire moyen de 521 $ de la série de données de 1997 (variable du salaire brut P170f1), à l'exclusion des personnes interrogées dont la situation ne s'applique pas [(521 $ x 52 semaines)/12 mois].

la tranche de salaire inférieure; 26 % des femmes gagnent 2000 $ ou moins par mois, contre seulement 14 % des hommes.

La nature particulière de l'écart entre les sexes semble dépendre dans une certaine mesure du fait pour les diplômés d'occuper un travail à temps partiel ou à temps plein. Les hommes qui travaillent à temps plein gagnent, en moyenne, 654 $ de plus que les femmes occupant un emploi à temps plein. L'écart est plus faible pour les revenus d'emploi à temps partiel; les hommes travaillant à temps partiel gagnent, en moyenne, 268 $ de plus que les femmes occupant un emploi à temps partiel.

Revenu mensuel moyen pour les hommes et les femmes diplômés*
revenu d'emploi à temps plein ou à temps partiel

(base pondérée)	Total (1930)	Hommes diplômés (651)	Femmes diplômées (1279)	Écart de revenus entre les hommes et les femmes
Revenu d'emploi à temps plein**	3256 $	3680 $	3026 $	654 $
Revenu d'emploi à temps partiel	1462 $	1673 $	1405 $	268 $

** Les résultats sont ceux des personnes interrogées qui travaillaient pendant la semaine de référence de l'étude. Ils ont été standardisés pour inclure tous les échéanciers de paiement (hebdomadaire, bihebdomadaire, mensuel, annuel).*
*** Temps plein = 30 heures ou plus par semaine.*

L'écart entre les sexes pour ce qui est des revenus d'emploi à temps plein est constant tant dans la catégorie des diplômes que dans celle du domaine d'étude. Toutefois, la taille de l'écart varie en fonction du type de diplôme et du domaine d'étude spécifique. Par exemple, les hommes diplômés ayant obtenu un baccalauréat gagnent 589 $ de plus, en moyenne, que les femmes ayant obtenu le même diplôme. Dans une certaine mesure, l'écart est moindre au niveau des diplômes de maîtrise/doctorat (523 $).

De même, les hommes diplômés qui ont obtenu leur diplôme en sciences sociales gagnent, en moyenne, 1091 $ de plus que les femmes diplômées qui ont étudié dans le même domaine. Nous avons aussi découvert un écart particulièrement important entre le revenu des hommes et des femmes diplômés ayant étudié en commerce (707 $). Cette différence tombe à 267 $ en éducation.

Les résultats révèlent aussi une différence entre les revenus des diplômés des Maritimes francophones et anglophones. Le revenu d'emploi mensuel moyen des anglophones dépasse de 261 $ celui des francophones (3075 $ contre 2814 $). Qui plus est, presque deux fois plus de diplômés anglophones que de francophones gagnent 4000 $ ou plus par mois (21 % contre 13 %).

Revenu d'emploi mensuel* par langue parlée à la maison	< 1 000 $	1000 $ - 1999 $	2000 $ - 2999 $	3000 - 3999 $	4 000 $ et +	Moyenne
Total (1929)	**6**	**15**	**30**	**21**	**20**	**3047 $****
Langue parlée le plus souvent						
Anglais (1693)	6	15	29	22	**21**	3075 $
Français (207)	7	19	**34**	20	13	2814 $

** Les résultats sont ceux des personnes interrogées qui travaillaient pendant la semaine de référence de l'étude. Ils ont été standardisés pour inclure tous les échéanciers de paiement (hebdomadaire, bihebdomadaire, mensuel, annuel). Temps plein = 30 heures ou plus par semaine. Les données pour les réponses « Ne sait pas » n'apparaissent pas dans le tableau; ainsi le pourcentage total des lignes n'atteint pas toujours 100 %.*

*** Comprend tous les diplômés, mais le revenu moyen des groupes linguistiques «Français et anglais» et « Autre » n'apparaît pas dans le fractionnement du tableau. La somme du n des groupes Anglais et Français n'égale pas le n total, car les personnes parlant français et anglais ou une autre langue ont été exclues du tableau.*

Tout comme les différences de revenus entre les sexes, l'analyse plus approfondie des écarts de revenus entre les groupes linguistiques suggère que la nature de l'écart est dans une certaine mesure liée au fait pour les diplômés d'avoir un emploi à temps plein ou à temps partiel. Les diplômés anglophones travaillant à temps plein gagnent, en moyenne, 280 $ de plus que les francophones occupant un emploi à temps plein. L'écart pour les revenus d'emploi à temps partiel est moindre, les diplômés anglophones gagnant 122 $ de plus, en moyenne, que les diplômés francophones.

Revenu moyen mensuel pour les diplômés Anglophones et francophones* Revenu d'emploi à temps plein ou à temps partiel ** (base pondérée)	Total (1930)***	Diplômés anglophones (1693)	Diplômés francophones (207)	Écart entre le revenu des anglophones et des francophones
Revenu d'emploi à temps plein**	3256 $	3285 $	3005 $	280 $
Revenu d'emploi à temps partiel	1462 $	1488 $	1366 $	122 $

** Les résultats sont ceux des personnes interrogées qui travaillaient pendant la semaine de référence de l'étude. Ils ont été standardisés pour inclure tous les échéanciers de paiement (hebdomadaire, bihebdomadaire, mensuel, annuel). Les données pour les réponses « Ne sait pas » n'apparaissent pas dans le tableau; ainsi le pourcentage total des lignes n'atteint pas toujours 100 %.*

*** Temps plein = 30 heures ou plus par semaine.*

**** La somme des n des anglophones et des francophones n'égale pas le n total, car les personnes parlant français et anglais ou une autre langue ont été exclues du tableau.*

Dans l'ensemble, les diplômés occupant un emploi à temps plein ou à temps partiel qui ont obtenu une maîtrise ou un doctorat gagnent, en moyenne, 4046 $ par mois; ce qui est nettement plus que ceux qui ont obtenu un baccalauréat (2830 $) ou un autre certificat ou diplôme (2682 $). Cela suggère que, du côté salarial, il est peut être payant en termes de salaire d'investir dans des études au-delà du diplôme initial.

Revenu d'emploi mensuel* par diplôme et par domaine d'étude	< 1000 $	1000 $ - 1999 $	2000 $ - 2999 $	3000 $ - 3999 $	4000 $ et plus	Moyenne
Diplôme						
Baccalauréat (1407)	6	18	**33**	21	13	2830 $
Diplôme de compétence professionnelle (47)	-	-	-	-	-	-
Maîtrise/doctorat (268)	3	4	14	19	49	4046 $
Certificat/autre (208)	10	15	29	23	16	2682 $
Domaine d'étude						
Arts – général (10)	–	–	–	–	–	–
Éducation (368)	2	11	34	18	26	3214 $
Beaux-arts et arts appliqués (45)	–	–	–	–	–	–
Sciences humaines (203)	**10**	**22**	**39**	16	6	2529 $
Sciences sociales (432)	**10**	**22**	27	18	14	2810 $
Commerce (268)	3	11	34	25	18	3162 $
Sciences agricoles et biologiques (154)	9	**25**	33	17	8	2387 $
Génie et sciences appliquées (116)	3	2	18	24	43	**3769 $**
Professions de la santé (178)	3	6	17	**41**	29	**3701 $**
Mathématiques et sciences physiques (68)	7	12	38	17	21	2874 $
Technologies de l'information (73)	2	9	15	26	39	**4079 $**
Cours de collèges communautaires (14)	–	–	–	–	–	–

** Les résultats sont ceux des personnes interrogées qui travaillaient pendant la semaine de référence de l'étude. Ils ont été standardisés pour inclure tous les échéanciers de paiement (hebdomadaire, bihebdomadaire, mensuel, annuel). Les données pour les réponses « Ne sait pas » n'apparaissent pas dans le tableau; ainsi le pourcentage total des lignes n'atteint toujours pas 100 %.*

– Taille des cellules trop petite (< 50) pour une analyse fiable.

Pour ce qui est du domaine d'étude, il est évident que le niveau salarial est lié aux études effectuées, et les différences sont relativement significatives. Par exemple, les diplômés en technologies de l'information occupent la meilleure position en termes de revenus parmi les diplômés de 1996, gagnant 4079 $ par mois, en moyenne, en 2000. Ces revenus mensuels sont très supérieurs à ceux des diplômés des programmes d'arts plus libéraux tels que les sciences sociales (2801 $), les sciences humaines (2529 $) ou l'éducation (3214 $). Parallèlement, les diplômés en sciences agricoles et biologiques ont les plus bas revenus mensuels moyens (2387 $). Les résultats suggèrent ainsi que certains diplômés sont plus susceptibles de respecter les créances de leur dette d'études. En fait, comme nous le verrons plus loin, les diplômés en génie et sciences appliquées ont les plus faibles rapports dette/revenu.

En général, il semble aussi y avoir une corrélation étroite entre le revenu mensuel moyen et la satisfaction à l'égard de l'emploi. Les diplômés qui sont très satisfaits de leur emploi actuel gagnent considérablement plus par mois que ceux qui sont insatisfaits de leur travail (3295 $ contre 2517 $).

Il n'y a pas de différence statistiquement significative dans le revenu mensuel moyen des diplômés en fonction des provinces d'obtention du diplôme. Les diplômés des établissements de Nouvelle-Écosse qui occupent un emploi gagnaient, en moyenne, 3075 $ par mois pendant la semaine de référence, comparativement à 3057 $ pour les diplômés du Nouveau-Brunswick et à 2794 $ pour ceux de l'Île-du-

Prince-Édouard. Néanmoins, une plus grande proportion de diplômés de la Nouvelle-Écosse appartenait à la tranche salariale supérieure de 4000 $ ou plus par mois (22 % contre 17 % des diplômés du Nouveau-Brunswick et 12 % de ceux de l'Île-du-Prince-Édouard).

De même, le fait que l'emploi soit lié ou non au domaine d'étude du diplômé a aussi un lien avec le revenu mensuel moyen. Les diplômés qui occupent un emploi directement lié à leurs études ont un revenu mensuel moyen significativement plus élevé que les diplômés dont l'emploi n'est pas du tout lié à leurs études (3206 $ contre 2173 $).

Revenu d'emploi mensuel*
par satisfaction par rapport à l'emploi et pertinence des études

	< 1000 $	1000 $ - 1999 $	2000 $ - 2999 $	3000 $ - 3999 $	4000 $ et +	Moyenne
Total (1929)	**6**	**15**	**30**	**21**	**21**	**3047 $**
Satisfaction par rapport à l'emploi						
Très satisfaits (627)	4	12	27	**24**	**24**	**3295 $**
Relativement satisfaits (1118)	6	16	31	21	18	2998 $
Insatisfaits** (184)	15	26	36	15	12	2517 $
Emploi lié aux études						
Directement lié (1019)	2	11	29	**26**	**23**	**3337 $**
Indirectement lié (527)	6	15	31	20	19	3010 $
Pas du tout lié (383)	**17**	**26**	28	12	9	2333 $

** Les résultats sont ceux des personnes interrogées qui travaillaient pendant la semaine de référence de l'étude. Ils ont été standardisés pour inclure tous les échéanciers de paiement (hebdomadaire, bihebdomadaire, mensuel, annuel). Les données pour les réponses « Ne sait pas » n'apparaissent pas dans le tableau; ainsi le pourcentage total des lignes n'atteint pas toujours 100 %.*
*** Inclut ceux qui étaient relativement insatisfaits et très insatisfaits de leur emploi.*

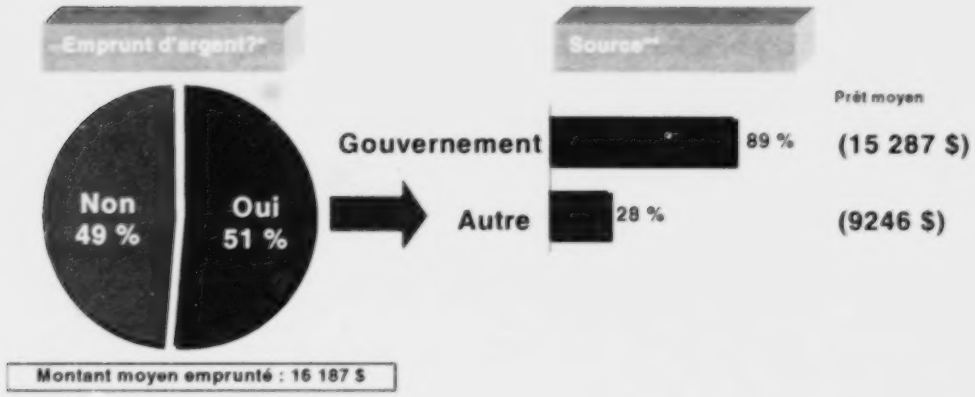
2.2 FINANCEMENT DU DIPLÔME DE 1996

En règle générale, les diplômés qui ont emprunté de l'argent pour financer les études effectuées avant 1996 ont réussi à réduire le fardeau de leur dette au gouvernement et à d'autres sources. Toutefois, entre 1996 et 2000, la dette non amortie datant d'avant 1996 contractée auprès d'autres sources a baissé plus vite que la dette non amortie contractée auprès du gouvernement. Le succès dans la réduction de la dette n'est pas réparti également entre les groupes de diplômés, certains payant leur dette plus rapidement que d'autres.

Emprunt pour financer le diplôme de 1996

Avant d'examiner l'état actuel de la dette globale, il est utile d'indiquer combien les diplômés des Maritimes de 1996 ont emprunté et à qui. Les résultats révèlent que 51 % des diplômés ont emprunté de l'argent à diverses sources pour financer les études effectuées avant 1996. En moyenne, ils ont emprunté 16 186 $.

Emprunt pour financer les études d'avant 1996



Parmi ceux qui ont emprunté de l'argent, la grande majorité – au moins 89 % – s'est tournée vers les prêts d'études du gouvernement pour financer leurs études, empruntant en moyenne 15 287 $ au gouvernement pour financer leur diplôme de 1996. Vingt-huit pour cent de ceux qui ont emprunté ont obtenu l'argent d'autres sources. En moyenne, ils ont emprunté 9246 $ à ces sources.

Si l'on examine l'écart de l'emprunt aux diverses sources, on constate que si 49 % des diplômés ont emprunté 15 000 $ ou plus au gouvernement, beaucoup moins (18 % seulement) se sont tournés vers d'autres sources pour des prêts de cette ampleur. Il est remarquable que deux fois plus de diplômés se soient tournés vers le gouvernement plutôt que vers d'autres sources pour des prêts de 30 000 $ ou plus (10 % contre 5 %)

Écarts des emprunts pour les études effectuées avant 1996 *

Sommes empruntées*	Total % (1215)	Source du prêt: Gouvernement % (1085)	Source du prêt: Autre % (346)
Moins de 5000 $	11	12	25
De 5000 $ à 14 999 $	37	37	54
De 15 000 $ à 29 999 $	40	39	13
30 000 $ ou plus	12	10	5
Ne sait pas	-	1	4
Moyenne	16 187 $	15 287 $	9 246 $

** Comprend les prêts du gouvernement et les autres prêts pour les études effectuées avant 1996.*

Dette non amortie du diplôme de 1996

Les diplômés des Maritimes ont réussi dans une certaine mesure à réduire leur dette globale. En moyenne, la dette globale non amortie pour les études effectuées avant 1996 contractée auprès de toutes les sources a baissé de 39 % depuis 1996. Avec un emprunt moyen de 16 187 $ pour financer les études effectuées avant 1996, les diplômés devaient en moyenne 9860 $ en 2000, soit une réduction de 6327 $ du fardeau moyen de la dette que les diplômés conservent depuis l'obtention de leur diplôme quatre ans auparavant. Parallèlement, parmi les diplômés qui n'ont *pas encore remboursé* leur prêt pour les études effectuées avant 1996, le montant moyen toujours dû pour ces prêts est de 13 612 $. En moyenne, ces diplômés ont emprunté 18 356 $ pour financer les études effectuées avant 1996.

Dette d'étude non amortie moyenne pour les études effectuées avant 1996
1997 à 2000

	Montant total emprunté 1996	Montant moyen non amorti 1997	2000	Changement en $ 1996 à 2000	Changement en % 1996 à 2000
Total global	**16 187 $**	**13 478 $**	**9860 $**	**- 6327 $**	**-39 %**
Gouvernement (1085)	15 287 $	13 118 $	9772 $	- 5115 $	-36 %
Autre (346)	9246 $	6367 $	4115 $	- 5131 $	-55 %

Alors que les diplômés ont réussi à rembourser leurs prêts au gouvernement et à d'autres sources, la dette moyenne non amortie contractée à d'autres sources pour les études effectuées avant 1996 a baissé plus rapidement. En moyenne, la dette non amortie contractée auprès d'autres sources a baissé de 55 % depuis 1996 (de 9246 $ à 4115 $). En revanche, le rythme de remboursement des prêts du gouvernement a été plus lent (-36 %).

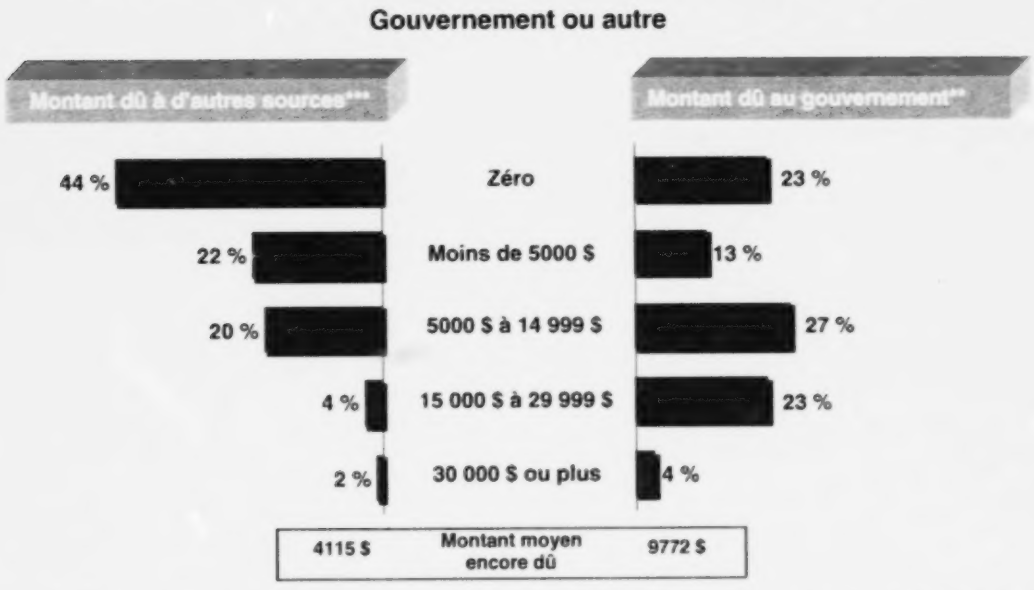
Cette tendance à rembourser les autres prêts plus rapidement est confirmée par le fait que, dans notre étude de 2000, 44 % des diplômés avaient complètement remboursé leur dette à d'autres sources. Chez les diplômés qui ont emprunté au gouvernement pour payer les études effectuées avant 1996, moitié moins – 23 % – ont actuellement fini de rembourser leur dette.

Le remboursement plus rapide de la dette auprès des autres sources peut s'expliquer par des ententes financières différentes établies avec le gouvernement et avec les autres sources. Généralement, les taux d'intérêt pour les autres prêts sont supérieurs à ceux qui sont négociés pour les prêts du gouvernement. Ainsi, les diplômés ont un intérêt financier à rembourser les autres prêts d'abord afin de réduire les intérêts qu'ils ont à payer. De plus, les calendriers de remboursement des prêts du gouvernement s'étendent généralement sur des périodes plus longues que ceux des autres prêts, permettant ainsi aux diplômés de prendre plus de temps à rembourser leur prêt au gouvernement.

De plus, quant au niveau de dette non amortie, il est clair que la dette contractée auprès du gouvernement pour les études effectuées avant 1996 continue de représenter un plus gros fardeau financier global pour les diplômés que les dettes contractées auprès d'autres sources. En fait, alors que

28 % des diplômés conservent une dette non amortie auprès du gouvernement de 15 000 $ ou plus, seuls 6 % des diplômés ayant une dette non amortie à d'autres sources doivent autant d'argent.

Dette actuelle non amortie pour les prêts contractés pour financer les études effectuées avant 1996*



**En mars 2000, parmi les étudiants qui ont emprunté pour financer les etudes effectuées avant 1996 (n=1215). Les totaux n'atteignent pas 100 %, car le graphique exclut les étudiants qui ont rassemblé leurs différents prêts, ceux qui ne savent pas ou ceux qui ne peuvent être catégorisés en raison de leur réponse à la question sur la dette non amortie. Pour les prêts du gouvernment d'avant 1996, cela comprend un total de 104 personnes, ou 10 %, de ceux qui ont une dette non amortie et 29 personnes, ou 8 %, de ceux qui ont d'autres prêts non amortis.*
***Base pondérée = 1085.*
****Base pondérée = 346.*

Si l'on examine de plus près le niveau de dette non amortie au gouvernement, on remarque que les 27 % des diplômés qui doivent entre 5000 $ et 15 000 $ sont répartis de façon égale entre les différents montants (15 % doivent entre 5000 $ et 10 000 et 12 %, entre 10 000 $ et 15 000 $). Des 23 % qui doivent entre 15 000 $ et 30 000 $ au gouvernement, une plus grande proportion est dans la tranche inférieure (11 % doivent entre 15 000 $ et 20 000 $, 7 %, entre 20 000 $ et 25 000 $ et 5 %, entre 25 000 $ et 30 000 $).

En dépit de la progression globale du remboursement de la dette, on remarque que certains diplômés ont mieux réussi que d'autres. Deux grandes tendances émergent à cet égard.

Tout d'abord, les diplômés qui ont beaucoup emprunté pour financer les études effectuées avant 1996 doivent toujours d'importantes sommes sur leur prêt, surtout si l'on compare avec ceux qui ont emprunté relativement peu. Par exemple, parmi ceux qui ont emprunté 30 000 $ ou plus, au moins 31 % étaient toujours endettés pour leur diplôme en 2000 et devaient en moyenne 23 613 $; seuls 5 % ont complètement remboursé leur prêt. En comparaison, 27 % des diplômés qui ont emprunté moins de 5000 $ doivent toujours une somme dans cette tranche, en moyenne 864 $ seulement; et au moins 66 % ont remboursé toute leur dette.

Montant total emprunté avant 1996
par comparaison à la dette totale d'avant 1996 non amortie en 2000

Dette totale non amortie en 2000**	Montant total emprunté*				
	TOTAL	Moins de 5000 $	5000 $ à 14 999 $	15 000 $ à 29 999 $	30 000 $ ou plus
Base pondérée: Argent emprunté avant 1996	(1215)	(128)	(450)	(482)	(141)
	%	%	%	%	%
Zéro	25	66	31	14	6
Moins de 5000 $	12	27	22	2	3
De 5000 à 14 999 $	26	1***	35	30	10
De 15 000 à 29 999 $	22	-	2***	42	40
30 000 ou plus	5	1***	1***	2	31
Dette moyenne non amortie	**9860**	**864**	**4565**	**13 382**	**23 613**

** Comprend les prêts du gouvernement et les autres prêts pour les études effectuées avant 1996.*

*** Comprend la dette toujours non amortie au gouvernement et aux autres sources pour les études effectuées avant 1996. Le total des colonnes n'atteint pas 100 % car les résultats des personnes interrogées qui ne savaient pas, ceux des personnes qui ont rassemblé leurs prêts et ceux des personnes qui ne peuvent être catégorisées n'apparaissent pas ici (n=125, ou 10 %).*

**** Les personnes interrogées ici semblent devoir plus d'argent qu'ils en ont emprunté. Cela ne peut s'expliquer que par une erreur des personnes interrogées, c.-à-d. une méprise sur la question posée, une surestimation du montant non amorti, la consolidation de la dette non amortie avec d'autres prêts ou l'inclusion des intérêts dus sur le capital. L'analyse plus approfondie révèle que c'est le cas pour 24 des personnes interrogées. La petite quantité de personnes interrogées suggère que cette erreur n'est ni significative ni systématique.*

- Aucune personne interrogée dans cette catégorie.

Deuxièmement, certaines catégories de diplômés ont mieux réussi à réduire le fardeau global de leur dette. En particulier, comme le montre le tableau suivant, les diplômés qui ont quitté l'université avec un diplôme d'études supérieures remboursent leur dette beaucoup plus vite que ceux qui ont obtenu un baccalauréat ou un diplôme de compétence professionnelle. Ceux qui ont obtenu une maîtrise ou un doctorat ont réduit le fardeau moyen de la dette contractée avant 1996 d'au moins 53 % au cours des 4 dernières années (de 16 824 $ à 8 953 $), comparativement à 37 % et 36 %, respectivement, pour ceux qui ont obtenu un baccalauréat ou un autre certificat ou diplôme.

Les diplômés de certains domaines, notamment les professions de la santé (-49 %) et le commerce (-48 %) remboursent leur dette d'avant 1996 plus rapidement que les diplômés d'autres domaines. C'est particulièrement significatif pour les diplômés des professions de la santé, puisqu'ils font partie de ceux qui empruntent le plus en moyenne (21 919 $), alors que les diplômés en commerce ont emprunté moins que tous les autres (14 032 $). Ces deux catégories font partie de celles qui ont les plus gros revenus.

Dans l'ensemble, les hommes et les femmes diplômés ont eu des expériences légèrement différentes pour le remboursement de leur dette au cours des 4 dernières années. En fait, il semble y avoir un certain écart entre les sexes à cet égard. Les hommes diplômés non seulement ont emprunté globalement moins que les femmes diplômées pour financer leur diplôme de 1996 (15 654 $ contre 16 453 $), mais ils ont aussi remboursé leur prêt plus rapidement (43 %, ou -6278 $, pour les hommes contre 37 %, ou -6122 $, pour les femmes). Cela s'explique probablement par les salaires plus élevés des hommes, comme nous l'avons indiqué plus tôt (3530 $ contre 2804 $).

Les diplômés anglophones et francophones remboursent leur prêt environ à la même vitesse (39 % contre 37 % de réduction de la dette non amortie). Toutefois, les diplômés francophones ayant une dette moyenne plus élevée au départ, la dette non amortie en 2000 est dont plus importante (11 286 $ contre 9660 $ pour les anglophones).

De même, les diplômés ayant le plus faible revenu personnel annuel (moins de 20 000 $) ont beaucoup plus de mal à rembourser leur prêt d'avant 1996 que ceux qui gagnent plus (baisse de 21 % mais de 55 % chez ceux qui gagnent 40 000 $ ou plus). Cela n'est peut-être pas très surprenant. Ce qui est intéressant, c'est que les diplômés ayant les plus faibles revenus remboursent leur prêt plus lentement malgré le fait qu'ils ont emprunté moins d'argent, ce qui suggère qu'ils souffrent plus du fardeau de leur dette.

Les diplômés qui occupent un emploi ont beaucoup mieux réussi à réduire le fardeau de leur dette d'avant 1996 que ceux qui ne travaillent pas. Les deux ont emprunté un montant d'argent semblable pour financer leurs études, mais en 2000, les diplômés occupant un emploi avaient réduit leur dette de 41 %, alors que ceux qui ne travaillent pas n'avaient remboursé que 27 % du montant emprunté.

Dette moyenne TOTALE non amortie en 2000 pour les études effectuées avant 1996

1996 à 2000

(parmi les groupes de diplômés)

	Montant moyen non amorti					
	Montant total emprunté avant 1996	1997	2000	Changement 1996-2000	% de changement	% de dette remboursée
Total (1215)	**16 187 $**	**13 478 $**	**9860 $**	**- 6327 $**	**- 39**	**25**
Sexe						
Hommes (404)	15 654 $	12 768 $	8926 $	- 6728 $	**- 43**	29
Femmes (811)	16 453 $	13 834 $	10 331 $	- 6122 $	- 37	22
Langue la plus souvent parlée						
Anglais (1065)	15 964 $	13 175 $	9660 $	- 6304 $	- 39	25
Français (138)	17 906 $	15 605 $	11 286 $	- 6620 $	- 37	21
Situation d'activité						
Travaillaient la semaine précédente (1021)	16 188 $	13 366 $	9512 $	- 6676 $	**- 41**	25
Ne travaillent pas** (177)	16 431 $	14 017 $	11 978 $	- 4453 $	- 27	22
Revenu annuel personnel						
< 20 000 $ (354)	15 744 $	13 985 $	12 378 $	- 3366 $	- 21	19
20 000 $ à 39 000 $ (510)	15 849 $	13 287 $	9638 $	- 6211 $	- 39	23
40 000 $ ou plus (299)	17 553 $	13 628 $	7862 $	- 9691 $	**- 55**	**33**
Diplôme*						
Baccalauréat (972)	16 006 $	13 445 $	10 085 $	- 5921 $	- 37	24
Maîtrise/doctorat (91)	16 824 $	13 881 $	7871 $	- 8953 $	**- 53**	**32**
Certificat/autre (110)	13 468 $	11 527 $	8628 $	- 4840 $	-36	22
Domaine d'étude principal*						
Éducation (207)	15 846 $	12 574 $	8969 $	- 6877 $	- 43	28
Sciences humaines (126)	16 193 $	14 942 $	11 243 $	- 4950 $	- 31	23
Sciences sociales (300)	16 002 $	13 615 $	10 884 $	- 5118 $	- 32	23
Commerce (147)	14 032 $	11 293 $	7315 $	- 6717 $	**- 48**	**26**
Sciences agricoles et biologiques (115)	15 134 $	13 324 $	11 126 $	- 4008 $	- 26	18
Génie et sciences appliquées (90)	17 551 $	14 250 $	10 366 $	- 7185 $	- 41	22
Sciences de la santé (101)	21 919 $	17 171 $	11 151 $	- 10 768 $	**- 49**	23

** Certains domaines d'études et diplômes n'apparaissent pas dans le tableau, car la taille des cellules est trop petite (< 50) pour une analyse fiable.*

*** Mais ont travaillé depuis 1996.*

Les diplômés des différents établissements provinciaux remboursent leur dette d'avant 1996 à peu près au même rythme (le fardeau de la dette a baissé de 38 % pour les diplômés de la Nouvelle-Écosse, de 40 % pour ceux du Nouveau-Brunswick et de 42 % pour ceux de l'Île-du-Prince-Édouard). Toutefois, les diplômés de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick ont emprunté plus en moyenne que ceux de l'Île-du-Prince-Édouard (16 309 $ et 16 235 $ contre 13 937 $) pour financer les études effectuées avant 1996; ainsi, les diplômés de l'Île-du-Prince-Édouard ont remboursé moins d'argent en chiffres absolus (5811 $ contre 6520 $ pour le Nouveau-Brunswick et 6243 $ pour la Nouvelle-Écosse). De plus, alors que 25 % des diplômés des établissements de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick ont remboursé leur prêt contracté avant 1996, seuls 18 % des diplômés de l'Île-du-Prince-Édouard l'ont fait.

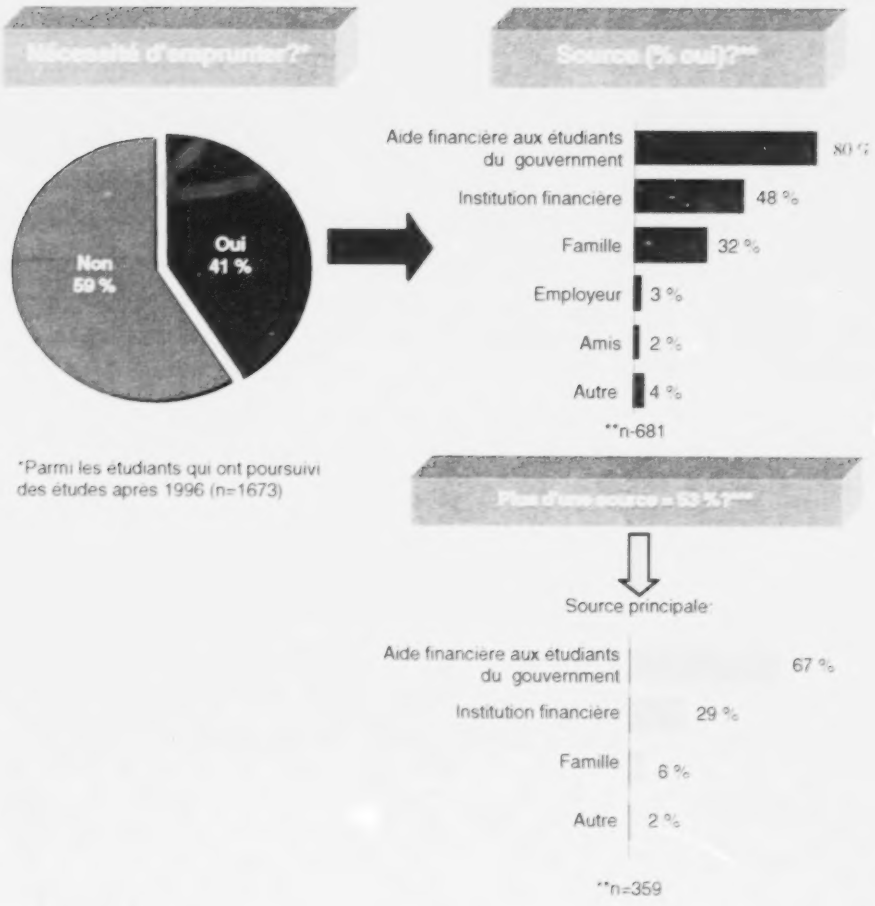
2.3 FINANCEMENT DES ÉTUDES EFFECTUÉES APRÈS 1996

Beaucoup des diplômés qui ont poursuivi des études après l'obtention de leur diplôme en 1996 ont emprunté de l'argent pour financer ces études. Ce chiffre inclut un bon nombre de personnes qui avaient déjà contracté une dette importante pour payer les études effectuées avant 1996. La tendance globale est l'augmentation de la dette cumulative et l'étirement du calendrier de remboursement de la dette globale.

Emprunt pour financer les études effectuées après 1996

En général, 41 % des diplômés qui ont poursuivi des études après 1996 indiquent qu'ils ont eu besoin d'emprunter de l'argent pour financer ces études. La grande majorité des étudiants ayant emprunté – 80 % – s'est tournée vers les prêts d'études du gouvernement pour l'aide financière, alors que la moitié environ (48 %) s'est tournée vers des institutions financières. Trente-deux pour cent ont demandé une aide financière à la famille pour continuer leurs études et quelques-uns ont demandé à leur employeur (3 %), à des amis (2 %) ou ont cherché des fonds ailleurs (4 %).

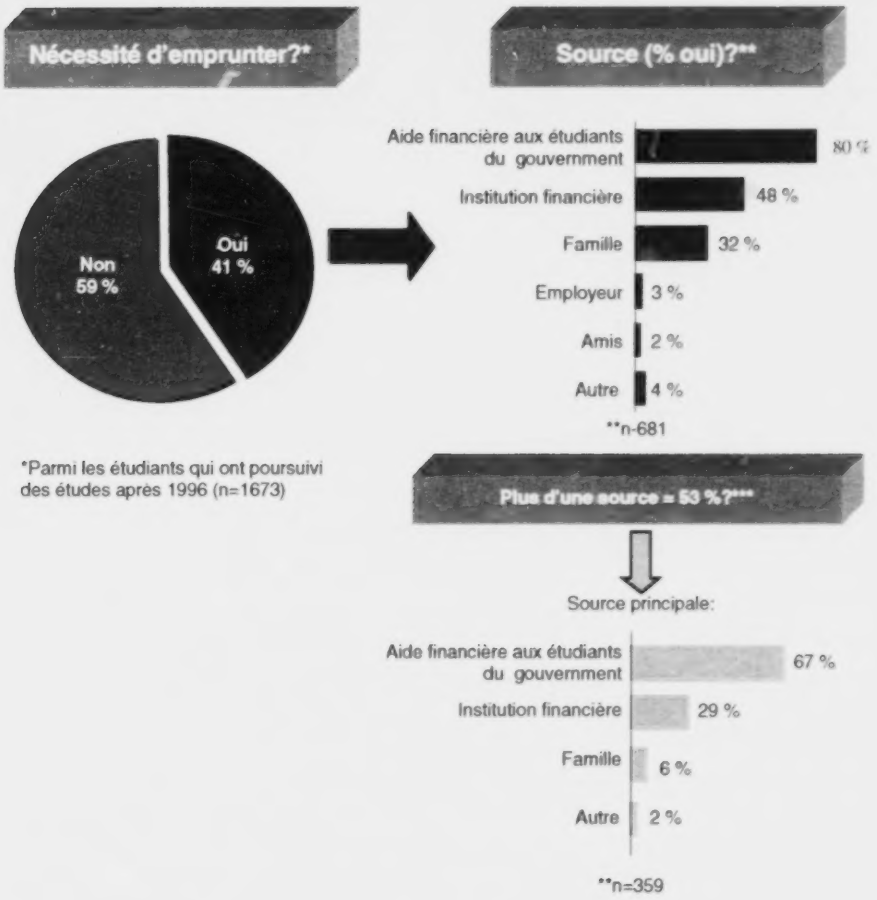
Emprunt pour financer les études effectuées après 1996



Un peu plus de la moitié des étudiants ayant emprunté de l'argent après 1996 – 53 % – ont obtenu de l'argent de plus d'une source. La principale source de fonds pour ces diplômés, une fois encore, a été le gouvernement : 67 % ont obtenu leur prêt principal du gouvernement, comparativement à 25 % de ceux dont la source principale a été une institution financière. Beaucoup moins ont envisagé la famille ou d'autres prêts comme source principale d'aide financière.

Les tendances d'emprunt révèlent que les diplômés de 1996 qui ont emprunté d'une seule source pour poursuivre des études après 1996 étaient prêts à emprunter un montant important pour ces études. En moyenne, ils ont emprunté 13 032 $ pour payer leurs études. Un peu plus du tiers d'entre eux (35 %) ont obtenu 15 000 $ ou plus pour continuer d'étudier, dont 6 % qui ont emprunté 30 000 $ ou plus. Les deux derniers tiers (63 %) ont emprunté moins de 15 000 $, dont 16 % qui ont emprunté moins de 5000 $.

Emprunt pour financer les études effectuées après 1996

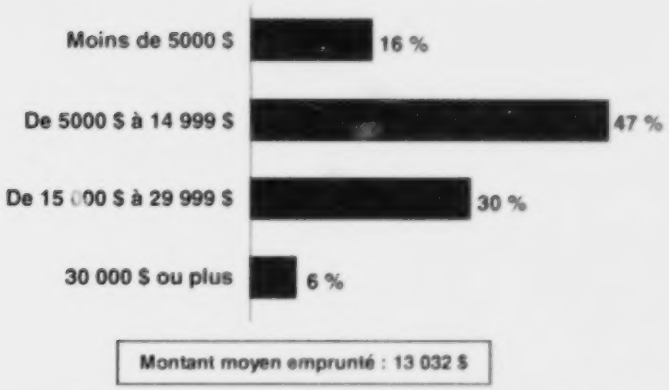


Un peu plus de la moitié des étudiants ayant emprunté de l'argent après 1996 – 53 % – ont obtenu de l'argent de plus d'une source. La principale source de fonds pour ces diplômés, une fois encore, a été le gouvernement : 67 % ont obtenu leur prêt principal du gouvernement, comparativement à 25 % de ceux dont la source principale a été une institution financière. Beaucoup moins ont envisagé la famille ou d'autres prêts comme source principale d'aide financière.

Les tendances d'emprunt révèlent que les diplômés de 1996 qui ont emprunté d'une seule source pour poursuivre des études après 1996 étaient prêts à emprunter un montant important pour ces études. En moyenne, ils ont emprunté 13 032 $ pour payer leurs études. Un peu plus du tiers d'entre eux (35 %) ont obtenu 15 000 $ ou plus pour continuer d'étudier, dont 6 % qui ont emprunté 30 000 $ ou plus. Les deux derniers tiers (63 %) ont emprunté moins de 15 000 $, dont 16 % qui ont emprunté moins de 5000 $.

Montant empruntés pour financer les études effectuées après 1996*

Emprunt d'une source unique*



**Parmi ceux qui ont emprunté d'une seule source pour financer les études effectuées après 1996 (base pondérée = 316).*
Le total n'atteint pas 100 %, car les réponses "Ne sait pas" n'apparaissent pas ici.

Parmi les 47 % de diplômés qui ont emprunté entre 5000 $ et 15 000 $ pour les études qu'ils ont effectuées après 1996, 22 % ont emprunté entre 5000 $ et 10 000 $, alors que 25 % ont emprunté entre 10 000 $ et 15 000 $. Pour les 29 % qui ont emprunté entre 15 000 $ et 30 000 $, la plupart se situent dans la tranche inférieure (13 % ont emprunté de 15 000 $ à 20 000 $, 12 % de 20 000 $ à 25 000 $ et 5 %, de 25 000 $ à 30 000 $).

Quels groupes de diplômés étaient susceptibles d'avoir emprunté le plus d'argent pour financer leurs études après 1996? Les résultats de ce sondage montrent que le statut socioéconomique est un facteur prédictif relativement bon pour déterminer ceux qui ont emprunté le plus d'argent à une seule source afin de poursuivre des études après l'obtention de leur diplôme en 1996.

Par exemple, les diplômés de 1996 dont les situations financières et professionnelles étaient les moins stables sont ceux qui ont eu tendance à emprunter le plus d'argent pour financer leurs études après 1996. Au moins 48 % des diplômés ayant le plus faible revenu annuel personnel (moins de 20 000 $) ont emprunté 15 000 $ ou plus, comparativement à 25 % des diplômés ayant des revenus moyens. En moyenne, les diplômés les moins riches ont emprunté 15 062 $ à une seule source pour financer leurs études après 1996, ce qui est considérablement plus que de diplômés ayant des revenus moyens (10 834 $).

Emprunt total des étudiants à une source unique après 1996
(parmi différents groupes de diplômés)

	Montant emprunté*				
	Moins de 5000 $	5000 à 14 999 $	15 000 à 29 999 $	30 000 $ ou plus	Moyenne
	%	%	%	%	$
Total (316)	**16**	**47**	**29**	**6**	**13 032 $**
Sexe					
Hommes (107)	18	49	26	7	**12 446 $**
Femmes (208)	16	47	31	5	13 337 $
Revenu personnel					
< 20 000 $ (143)	13	39	**41**	7	**15 062 $**
20 000 $ à 39 000 $ (115)	20	**54**	20	5	10 834 $
40 000 $ et plus (43)	-	-	-	-	-
Situation d'activité					
Travaillent (223)	**20**	**48**	26	4	11 683 $
Ne travaillent pas** (89)	7	47	39	7	**15 592 $**
Domaine d'étude					
Sciences sociales (104)	14	47	35	4	13 303 $
Sciences agricoles et biologiques (50)	17	56	14	**13**	13 976 $

** Parmi les diplômés qui ont emprunté d'une seule source uniquement pour financer leurs études après 1996 (n=316). Certaines catégories n'apparaissent pas, car la taille des cellules est trop petite (< 50) pour une analyse fiable. Les totaux n'atteignent pas toujours 100 %, car les réponses « Ne sait pas » n'apparaissent pas ici.*

*** Mais ont eu un emploi depuis 1996.*

- Taille des cellules trop petite (< 50) pour une analyse fiable.

Les diplômés qui ne travaillaient pas pendant la semaine de référence étaient plus susceptibles que les diplômés occupant un emploi d'avoir emprunté 15 000 $ ou plus pour financer leurs études d'après 1996 (46 % contre 30 %). De plus, ceux qui ne travaillaient pas ont emprunté beaucoup plus après 1996, empruntant 15 592 $ à une seule source, en moyenne, comparativement à 11 683 $ pour les diplômés occupant un emploi.

Même si la petite taille de l'échantillon empêche une analyse globale entre tous les domaines d'étude, il semble que les diplômés de sciences agricoles et biologiques ont eu une plus forte tendance que les autres à emprunter beaucoup pour financer leurs études après 1996 : 13 % ont emprunté 30 000 $ ou plus à une seule source, en moyenne 13 976 $.

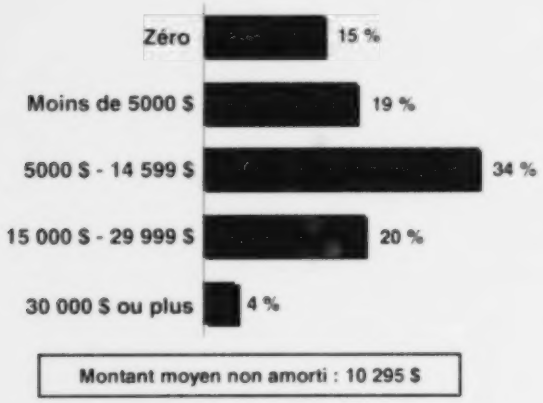
Il n'existe pas de différence statistiquement significative dans l'écart de l'emprunt entre les provinces d'obtention du diplôme.

Dette non amortie pour les études effectuées après 1996

Les diplômés de 1996 qui ont emprunté d'une seule source pour poursuivre des études après 1996 ont réussi dans une certaine mesure à rembourser leur dette. En tout, il leur reste en moyenne 10 295 $ à rembourser sur leur prêt d'après 1996, ce qui représente 2737 $ de moins que le montant moyen emprunté pour financer ces études (13 032 $), soit une baisse de 21 %.

Dette actuelle non amortie de prêts contractés pour financer des études après 1996

emprunt d'une seule source



(n=316)

Parmi les 34 % de diplômés ayant contracté en 1996 une dette de 5000 $ à 15 000 $ non amortie en 2000, 19 % doivent entre 5000 $ et 10 000 $ alors que 15 % doivent entre 10 000 $ et 15 000 $. En comparaison, pour les 20 % qui doivent entre 15 000 $ et 30 000 $ sur leur prêt d'une seule source après 1996, la plupart se situent dans la tranche inférieure de cette catégorie (8 % ont emprunté entre 15 000 $ et 20 000 $ et 8 %, entre 20 000 $ et 25 000 $) alors que 4 % doivent toujours entre 25 000 $ et 30 000 $ sur leur prêt d'après 1996.

Certains groupes spécifiques de diplômés ont mieux réussi que d'autres à réduire leur dette non amortie contractée à une seule source après 1996. Par exemple, les hommes doivent moins que les femmes (9201 $ contre 10 858 $); ceux qui ont un revenu moyen ont mieux réussi à rembourser leur prêt d'après 1996 que ceux qui ont des revenus faibles (7867 $ contre 13 870 $); et les diplômés occupant un emploi doivent encore 8196 $ contre 14 772 $ chez ceux qui ne travaillaient pas pendant la semaine de référence.

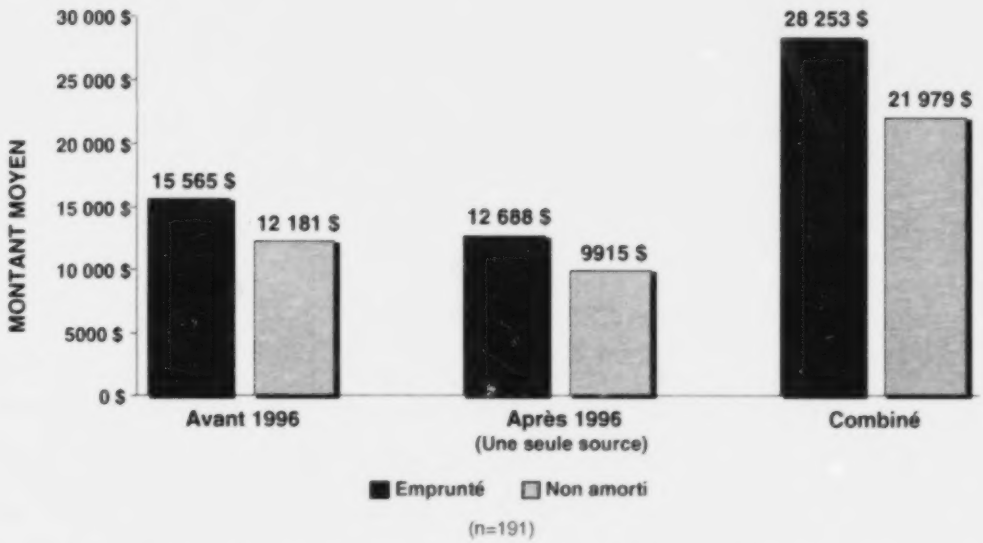
Il n'existe aucune différence statistiquement significative dans la dette non amortie contractée après 1996 entre les différentes provinces d'obtention du diplôme.

2.4 EMPRUNT AVANT ET APRÈS 1996

Une certaine proportion des diplômés des provinces maritimes ont continué d'emprunter pour poursuivre des études après 1996, même s'ils avaient déjà accumulé une dette pour payer leur diplôme de 1996. Globalement, 70 % des diplômés ont poursuivi des études après 1996[12]. Parmi les diplômés qui ont continué d'étudier après l'obtention de leur diplôme, 37 % avaient déjà emprunté de l'argent pour financer leur diplôme de 1996, y compris 25 % qui n'ont emprunté que pendant la période ayant précédé 1996 et 11 % qui ont obtenu des prêts avant et après 1996. Seuls 7 % ont emprunté de l'argent uniquement après 1996 (une seule source). Parallèlement, 56 % des diplômés de 1996 qui ont continué d'étudier après 1996 n'ont emprunté d'argent à aucune des périodes[13].

Dans l'ensemble, les diplômés qui ont emprunté pendant les deux périodes ont accumulé une dette totale moyenne de 28 253 $ pour leurs études. Ils ont relativement bien réussi à rembourser une bonne partie de leur prêt : en 2000, leur dette non amortie moyenne cumulative étaient de 21 979 $, ce qui représente une baisse de 22 % du fardeau moyen de la dette (soit 6274 $ de moins).

Montant moyen emprunté et non amorti en 2000
parmi les diplômés qui ont emprunté avant et après 1996



(n=191)

Note : Tous les chiffres des dettes contractées après 1996 sont seulement pour les sources uniques.

Les diplômés qui ont emprunté de l'argent au cours des deux périodes ont réussi dans une même mesure à réduire leur dette d'avant et d'après 1996. Ils ont emprunté en moyenne 12 688 $ à une seule

[12] Études menant à l'obtention d'un diplôme, cours ne menant pas à l'obtention d'un diplôme ou formation à distance (n=1673)

[13] Taille de l'échantillon pour le profil d'emprunt des diplômés qui ont poursuivi des études après 1996 : ayant déjà emprunté avant 1996 n=611 de 1673; ayant emprunté avant 1996 seulement, mais pas après 1996 n=420; ayant emprunté avant et après 1996 (une seule source) n=191; ayant emprunté après 1996 (une seule source) n=121; n'ayant emprunté ni avant ni après 1996 n=941.

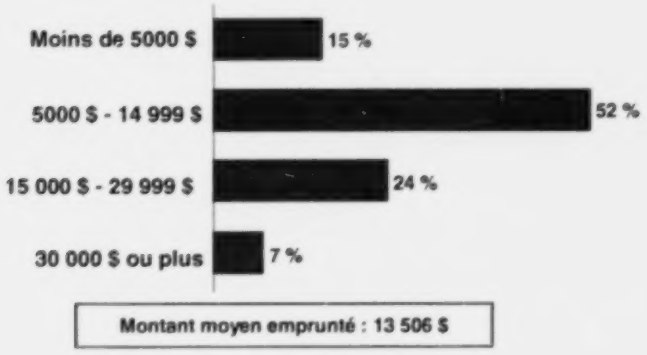
source après 1996, leur dette non amortie est de 9915 $ en 2000, soit une baisse de 22 % de la dette non amortie (2773 $ de moins).

En comparaison, ces mêmes diplômés ont emprunté en moyenne 15 565 $ pour les études effectuées avant 1996 et devaient encore 12 181 $ en 2000, soit une baisse de 22 % de leur dette non amortie pour les prêts contractés avant 1996 (ou 3284 $ de moins).

Alors que certains diplômés ont emprunté de l'argent afin de poursuivre des études au cours des deux périodes (une seule source après 1996), d'autres ont contracté une dette pour la première fois lorsqu'ils ont pris la décision de poursuivre des études après 1996. Dans beaucoup de cas, cette dette a été importante. Les résultats montrent que 39 % de ceux qui ont emprunté de l'argent pour financer leurs études après 1996 n'avaient pas de dette avant l'obtention de leur diplôme en 1996. Ces premiers emprunteurs ont emprunté, en moyenne, 13 506 $ d'une seule source pour financer leurs études après 1996. Au moins 31 % ont emprunté 15 000 $ ou plus, dont 7 % qui ont emprunté 30 000 $ ou plus pour payer leurs études après 1996.

Emprunt pour les études après 1996

parmi les diplômés qui N'ONT PAS emprunté pour financer leurs études avant 1996



(n=121)

Le total n'atteint pas 100 %, car les réponses 'Ne sait pas' n'apparaissent pas ici.

Pour les 52 % des diplômés qui ont emprunté entre 5000 $ et 15 000 $, 25 % se situent dans la tranche inférieure (5000 $ à 10 000 $) alors que 27 % se situent dans la tranche supérieure[14].

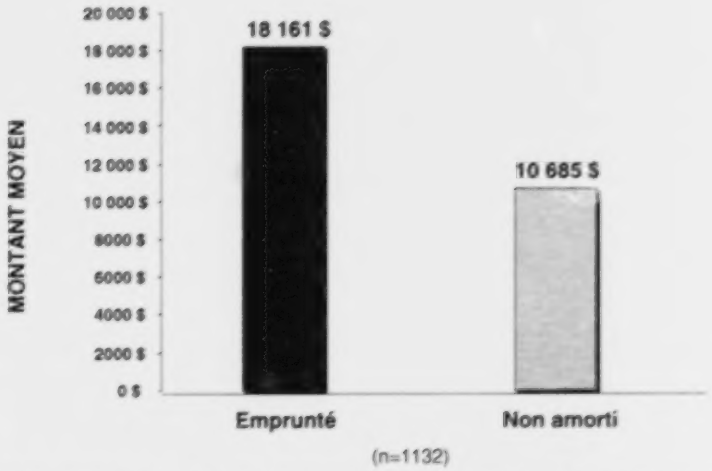
[14] Taille de cellule trop petite (n=30) pour une analyse fiable des résultats pour ceux qui ont emprunté entre 15 000 $ et 30 000 $. Les données directionnelles suggèrent que la plupart se situent dans la tranche inférieure.

2.5 SITUATION FINANCIÈRE GLOBALE ACTUELLE

Montant total et non amorti en 2000 pour toutes les études

En 2000, le profil de la situation financière des diplômés des provinces maritimes de 1996 révèle que la dette moyenne totale contractée par les diplômés pour financer leurs études avant et après 1996 s'élevait à 18 161 $[15]. Toutefois, la dette totale moyenne non amortie est inférieure à ce montant de façon significative. Elle est de 10 685 $, soit une baisse de 59 % au cours des quatre dernières années.

Montant moyen emprunté et non amorti en 2000



(n=1132)

Comprend tous les diplômés qui ont emprunté de l'argent avant et/ou après 1996. Pour la période post-1996, cela inclut uniquement ceux qui ont emprunté d'une seule source.

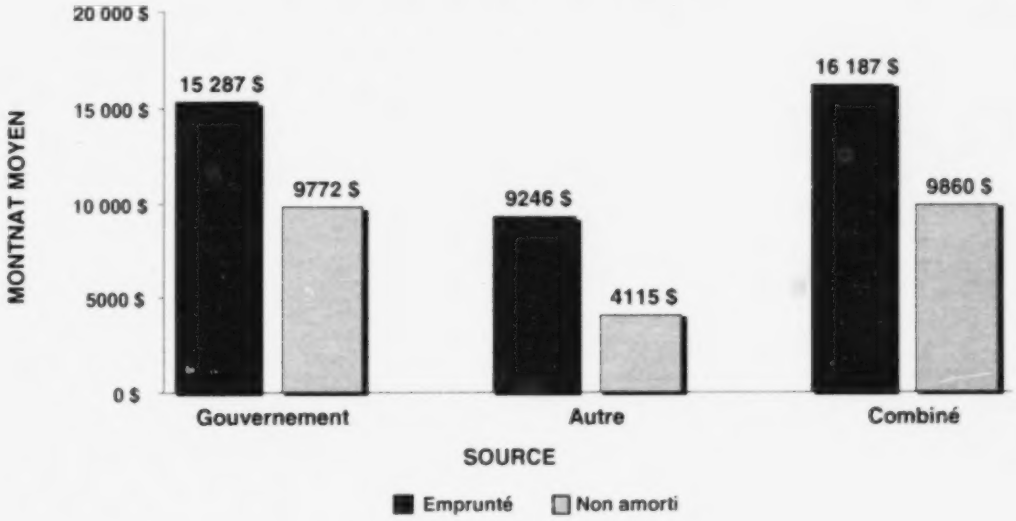
[15] Cela comprend la dette contractée auprès du gouvernement et auprès d'autres sources avant 1996 ainsi que la dette contractée auprès d'une seule source après 1996. Lorsque l'on prend en compte la dette totale contractée auprès de *toutes* les sources avant et après 1996, le montant moyen emprunté est de 20 605 $. La différence de 2444 $ entre ce chiffre et le montant emprunté montré dans le tableau plus haut s'explique par la nécessité d'apporter une certaine cohérence aux chiffres de la période post-1996. Dans le questionnaire, on demandait aux personnes interrogées combien elles avaient emprunté à toutes les sources pour financer leurs études après 1996. Puis, quand on leur demandait combien elles devaient encore pour les prêts contractés après 1996, les personnes interrogées qui avaient emprunté de plusieurs sources ne devaient prendre en compte que *les montants non amortis sur leur prêt principal*. Tous les autres montants dus sur d'autres prêts n'étaient pas pris en compte. Ainsi, afin de pouvoir estimer la relation entre le montant emprunté et le montant non amorti pour la période post-1996, il a été nécessaire d'établir une base commune sur laquelle fonder les calculs. Pour ce faire, la décision suivante a été prise : pour la contribution post-1996 à la dette totale contractée et non amortie, seule la dette contractée et non amortie d'une seule source serait prise en compte.

Montant total emprunté et non amorti en 2000 pour les études effectuées avant 1996

Les diplômés des Maritimes ont emprunté en moyenne 16 187 $ à toutes les sources pour financer les études effectuées avant 1996. Globalement, en 2000, ils devaient toujours en moyenne 9860 $, ce qui signifie qu'ils ont remboursé 6327 $ et donc réduit leur dette de 39 %.

Montant moyen emprunté et non amorti en 2000

pour les études terminées en 1996



Si l'on examine la situation financière des diplômés en fonction de la source des prêts, on remarque qu'ils ont obtenu en moyenne 15 287 $ du gouvernement pour financer leurs études avant 1996 et qu'ils devaient encore 9 772 $ en 2000. Au cours des 4 dernières années, les diplômés ont donc réussi à réduire leur dette au gouvernement pour les études effectuées avant 1996 de 36 % en moyenne (ou 5515 $).

En comparaison, les diplômés ont emprunté en moyenne de 9246 $ à d'autres sources pour les aider à payer leurs études avant 1996. En 2000, il leur restait encore à payer 4115 $ en moyenne pour rembourser ces prêts, soit une baisse de 55 %, en moyenne, depuis 1996 (ou 5131 $). Il est aussi clair, à la lecture de ces résultats, que les diplômés de 1996 réussissent mieux à réduire leur dette contractée auprès d'autres sources que celle contractée auprès du gouvernement.

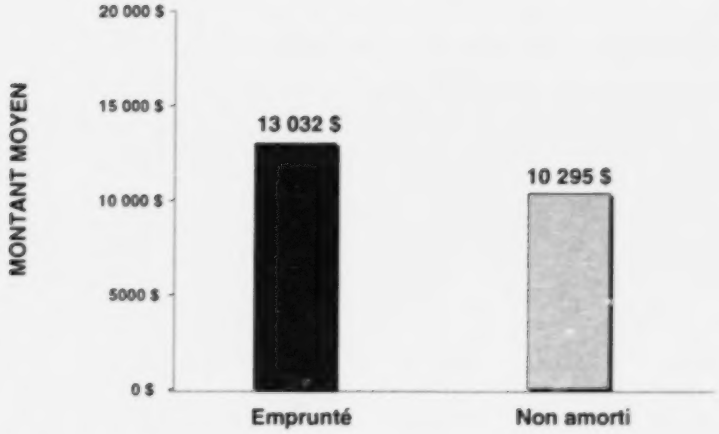
Total emprunté et non amorti en 2000 pour les études effectuées après 1996 (source unique)

Les diplômés qui ont emprunté de l'argent à une source unique pour poursuivre des études après l'obtention de leur diplôme en 1996 ont contracté une dette moyenne de 13 032 $. Les résultats montrent

clairement que ces diplômés ont réussi dans une certaine mesure à rembourser ce qu'ils avaient emprunté. En tout, la dette à une source unique non amortie en 2000 est de 10 295 $, ce qui représente une baisse de la dette de 21 % (ou 2737 $).

Montant moyen emprunté et non amorti en 2000*

pour les études effectuées après 1996



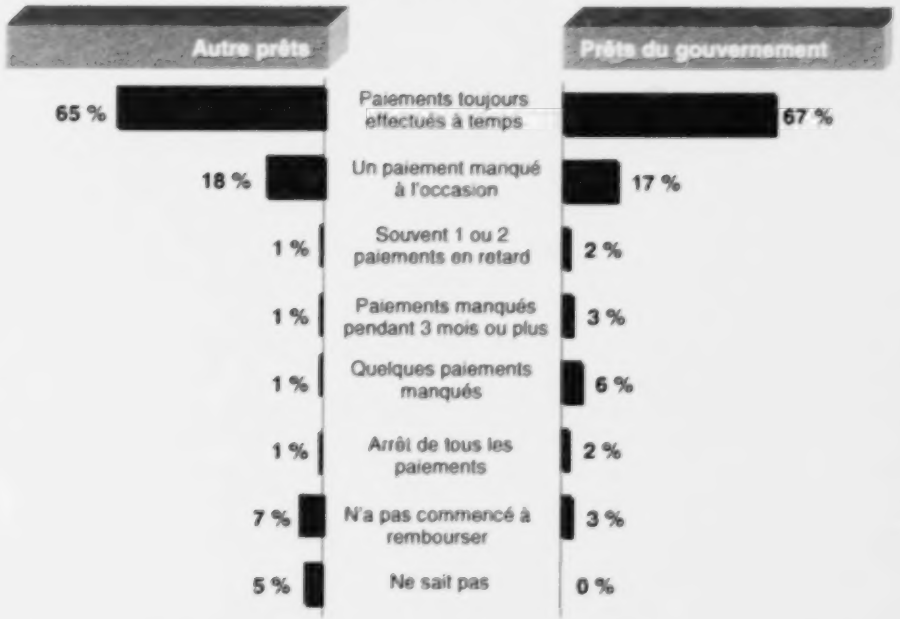
** Parmi ceux qui ont emprunté d'une seule source (n=316).*

2.6 Remboursement des prêts contractés avant 1996

Remboursement des prêts

Le remboursement de la dette ne semble pas représenter un fardeau pour la plupart des diplômés ayant emprunté au gouvernement ou à d'autres sources pour financer les études effectuées avant 1996. En fait, la grande majorité des diplômés ayant une dette non amortie au gouvernement ou à d'autres sources (67 % et 65 %, respectivement) affirment avoir peu de difficultés à effectuer à temps les paiements pour le remboursement de leur prêt. Un sur six indique manquer « à l'occasion seulement » un paiement.

Remboursement*
pour les prêts contractés avant 1996



**Parmi ceux qui ont une dette non amortie et qui remboursent encore; n=815 pour les prêts du gouvernement; n=286 pour les autres prêts.*

Relativement peu de diplômés ayant une dette au gouvernement ou à d'autres sources non amortie pour les études effectuées avant 1996 ont souvent un ou deux paiements en retard. Très peu de diplômés n'ont pu effectuer leurs paiements pendant trois mois ou plus, que ce soit au gouvernement ou à d'autres sources. Il est intéressant de noter que les diplômés semblent être davantage préparés à arrêter les paiements au gouvernement qu'aux autres sources (8 % contre 2 %).

Toutefois, si l'on examine de plus près les résultats, on remarque que certains groupes de diplômés ont quelques problèmes à rembourser leur dette. Pour la plupart, ces personnes ont tendance à être dans des situations financière et professionnelle plus précaires. Par exemple, 38 % des diplômés occupant un

emploi non permanent ont du mal à effectuer régulièrement leurs paiements au gouvernement, comparativement à seulement 24 % de ceux qui ont un poste permanent. On retrouve une tendance semblable pour les paiements à d'autres sources (30 % contre 19 %, respectivement).

De même, alors que 39 % des diplômés ayant des revenus personnels annuels inférieurs (c.-à-d., moins de 20 000 $) n'ont pu effectuer certains paiements ou ont arrêté de rembourser leur prêt au gouvernement pour les études effectuées avant 1996, moins de diplômés avec des revenus élevés se trouvent dans cette situation (25 %). Pour ce qui est des paiements aux autres sources, l'écart est encore plus grand : 32 % de ceux qui ont un faible revenu ont manqué des paiements ou arrêté le remboursement de ces autres prêts, comparativement à seulement 9 % des diplômés gagnant 40 000 $ ou plus par année.

La plupart des diplômés qui ont manqué des paiements pour le remboursement de leur prêt au gouvernement ou à d'autres sources pour les études effectuées avant 1996 l'ont fait en grande partie à cause de revenus insuffisants pour couvrir les paiements. Cela semble être lié à des emplois inadéquats, qui ne permettent pas aux diplômés de gagner suffisamment pour effectuer les paiements de leur dette.

En tout, au moins 56 % des diplômés qui ont manqué des paiements au gouvernement l'ont fait principalement pour des raisons liées au travail : 33 % ont indiqué que la cause était « un emploi ou une source de revenu instables »; 13 %, parce qu'ils étaient au chômage; et 10 %, parce qu'ils étaient totalement inactifs ou retournés aux études.

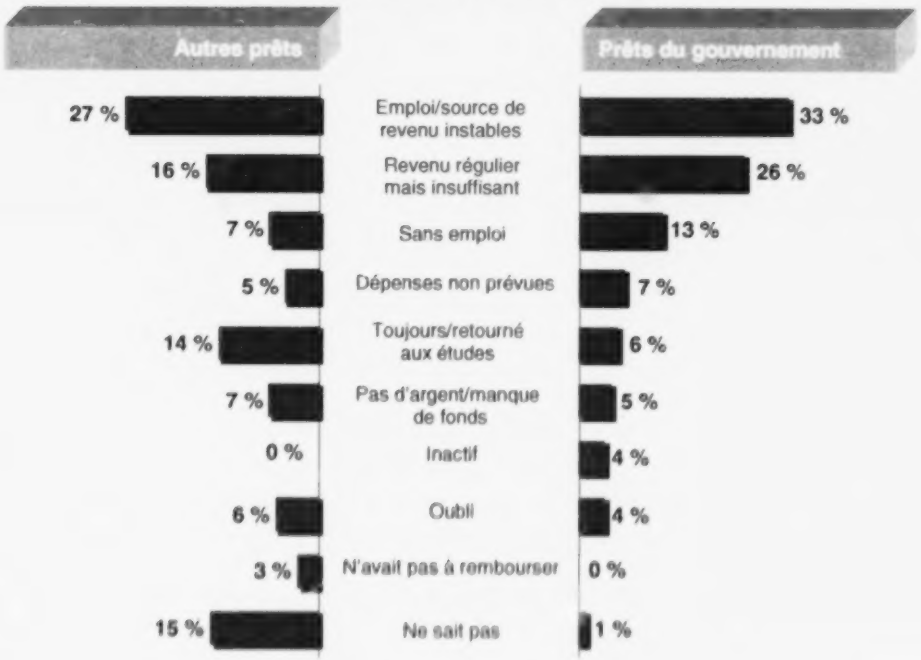
Les raisons liées au travail étaient aussi le plus fréquemment évoquées pour expliquer le fait d'avoir manqué des paiements pour le remboursement d'autres prêts : au moins 48 % ont manqué des paiements à cause « d'un emploi ou d'une source de revenu instables » (27 %); 14 %, parce qu'ils étaient aux études et 7 %, parce qu'ils étaient au chômage.

Les diplômés ayant manqué des paiements lient néanmoins leurs difficultés à effectuer les paiements de remboursement de leur prêt plus directement au fluctuation de leurs revenus, encore que ce soit davantage le cas pour les prêts du gouvernement que pour les autres prêts. En tout, 26 % mentionnent que leur niveau de revenu est « régulier, mais insuffisant » pour couvrir les paiements de remboursement de leur prêt au gouvernement, comparativement à 16 % pour les autres prêts. Un plus petit nombre a indiqué avoir eu des dépenses non prévues (7 % pour les prêts du gouvernement contre 5 % pour les autres prêts). Cinq pour cent des diplômés ont indiqué n'avoir « pas d'argent » pour rembourser leur prêt du gouvernement, alors que 7 % ont invoqué cette raison pour expliquer d'avoir manqué des paiements sur les autres prêts.

Les résultats montrent aussi que 6 % des diplômés qui ont manqué des paiements sur les autres prêts ont simplement « oublié » ces paiements (4 % pour les prêts du gouvernement), alors que 15 % ne pouvaient expliquer pourquoi ils n'avaient pas effectué leurs paiements à ces sources (1 % pour les prêts du gouvernement).

Raisons justifiant d'avoir manqué des paiements sur leur prêt*

pour les prêts contractés avant 1996



**Parmi les diplômés qui ont manqué des paiements; n=271 pour les prêts du gouvernement; n=100 pour les autres prêts.*

Les diplômés précaires n'occupant pas un poste permanent sont plus susceptibles que ceux qui ont un poste permanent d'invoquer un « emploi instable » pour expliquer (45 % contre 26 %) d'avoir manqué des paiements pour le remboursement du prêt du gouvernement[16]. Cela renforce l'argument selon lequel le fait de manquer un paiement pour le remboursement du prêt peut être directement lié aux activités professionnelles des diplômés.

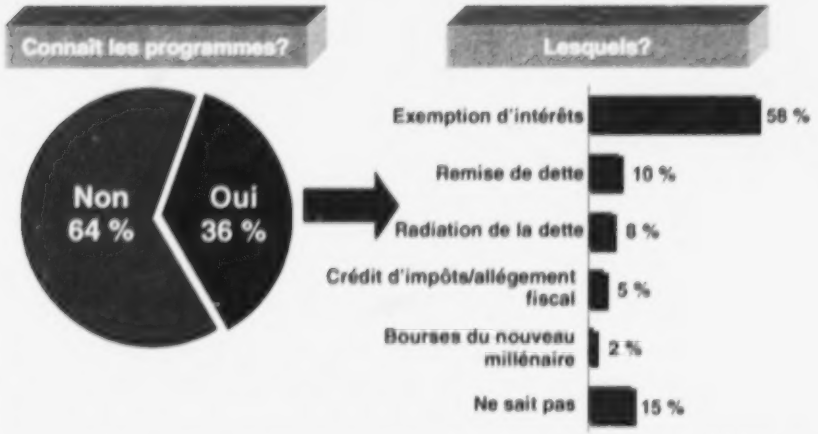
De même, les diplômés dont les revenus personnels annuels sont les plus bas sont plus susceptibles que ceux qui ont de meilleurs moyens financiers d'invoquer des « revenus réguliers, mais insuffisants » (30 % contre 23 %) pour expliquer le fait d'avoir manqué un paiement pour le remboursement du prêt du gouvernement contracté avant 1996.

[16] Taille d'échantillon des personnes interrogées qui ont manqué des paiements sur leur prêt à d'autres sources trop petite (n=100) pour tirer des conclusions fiables à propos des différentes catégories sociodémographiques.

Aide gouvernementale pour le remboursement du prêt du *gouvernement contracté avant 1996*

Plus du tiers des diplômés ayant une dette au gouvernement contractée avant 1996 non amortie (36 %) indique connaître les programmes gouvernementaux d'aide aux diplômés pour le remboursement des prêts d'études. Parmi les programmes dont ils ont entendu parler, 58 % mentionnent « L'exemption d'intérêts », de loin le plus courant et le plus connu. Par contre, seul un diplômé sur dix mentionne le programme de « Remise de dette » (10 %) ou de « Radiation de la dette » (8 %). Encore moins parlent du programme de « Crédit d'impôts/Allégement fiscal » (5 %) ou de « Fonds du nouveau millénaire » (2 %). En tout, 15 % ne connaissaient aucun programme précis, même s'ils avaient entendu parler de l'aide du gouvernement pour le remboursement des prêts.

Connaissance de l'aide gouvernementale pour le remboursement des prêts d'études*



**Parmi ceux qui ont obtenu un prêt du gouvernement pour financer les études ayant mené à l'obtention de leur diplôme en 1996 (base pondérée=987)*

Le plus bas niveau de connaissance de ces programmes se retrouve chez les diplômés ayant une faible dette au gouvernement non amortie : seuls 28 % disent avoir entendu parler de cette aide. Le fardeau de leur dette n'est probablement pas assez lourd pour qu'ils aient besoin de demander une forme d'aide quelconque du gouvernement.

De plus, un peu moins de diplômés originaires du Nouveau-Brunswick connaissent l'aide gouvernementale : 32 % disent connaître ces programmes, contre 36 % en Nouvelle-Écosse et 41 % à l'Île-du-Prince-Édouard.

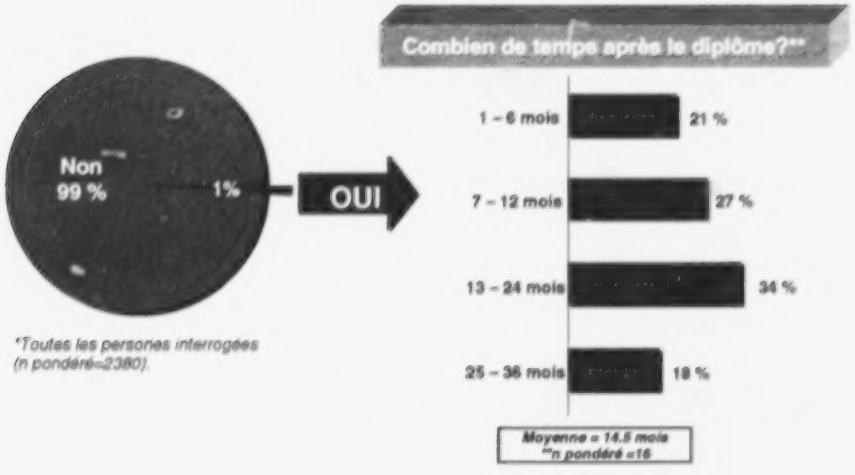
Parmi les diplômés qui connaissent les programmes d'aide gouvernementaux, 50 % indiquent avoir fait une demande pour un de ces programmes. Sur ceux-ci, 86 % ont dit que leur demande avait été acceptée. Dans la grande majorité des cas, le programme mentionné était « L'exemption des intérêts » (78 %); seuls 6 % ont déclaré avoir été acceptés pour le programme de « Remise de dette » ou de « Radiation de la dette ».

Parmi les diplômés connaissant les programmes d'aide gouvernementaux, ceux qui avaient contracté auprès du gouvernement avant 1996 les dettes les plus importantes (30 000 $ et plus, 69 %) ou ceux qui disposaient des revenus personnels annuels les plus bas (moins de 20 000 $, 65 %) étaient les plus susceptibles de demander une aide gouvernementale. Cela confirme les résultats selon lesquels les diplômés se trouvant dans les situations financières les plus précaires sont les plus susceptibles d'avoir des difficultés à rembourser leur prêt au gouvernement et, par conséquent, de demander de l'aide.

Faillite ou paiement méthodique des dettes

Une très petite proportion de diplômés de 1996 se sont trouvés depuis l'obtention de leur diplôme dans une situation où ils ont dû déclarer faillite (1 %) ou demander un paiement méthodique des dettes (1 %). Pour cette raison, tous les résultats ici doivent être considérés comme directionnels, et il convient d'être prudent dans les conclusions.

Faillite depuis l'obtention du diplôme en 1996*



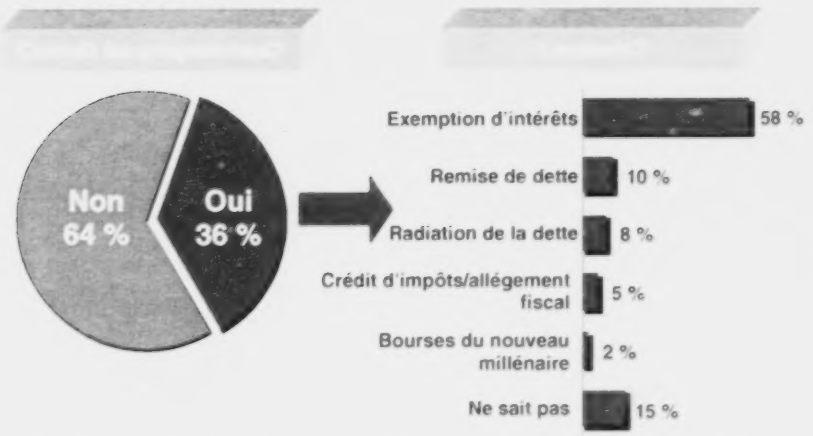
*Toutes les personnes interrogées (n pondéré=2380)

De ceux qui ont déclaré faillite, un cinquième (21 %) l'a fait dans les six mois ayant suivi l'obtention de leur diplôme en 1996, alors que 27 % l'ont fait dans la première année. Il a fallu plus de deux ans à 18 % des diplômés pour s'engager dans cette voie. La durée moyenne entre l'obtention du diplôme et la faillite a été de 14,5 mois.

Aide gouvernementale pour le remboursement du prêt du gouvernement contracté avant 1996

Plus du tiers des diplômés ayant une dette au gouvernement contractée avant 1996 non amortie (36 %) indique connaître les programmes gouvernementaux d'aide aux diplômés pour le remboursement des prêts d'études. Parmi les programmes dont ils ont entendu parler, 58 % mentionnent « L'exemption d'intérêts », de loin le plus courant et le plus connu. Par contre, seul un diplômé sur dix mentionne le programme de « Remise de dette » (10 %) ou de « Radiation de la dette » (8 %). Encore moins parlent du programme de « Crédit d'impôts/Allégement fiscal » (5 %) ou de « Fonds du nouveau millénaire » (2 %). En tout, 15 % ne connaissaient aucun programme précis, même s'ils avaient entendu parler de l'aide du gouvernement pour le remboursement des prêts.

Connaissance de l'aide gouvernementale pour le remboursement des prêts d'études*



**Parmi ceux qui ont obtenu un prêt du gouvernement pour financer les études ayant mené à l'obtention de leur diplôme en 1996 (base pondérée=987)*

Le plus bas niveau de connaissance de ces programmes se retrouve chez les diplômés ayant une faible dette au gouvernement non amortie : seuls 28 % disent avoir entendu parler de cette aide. Le fardeau de leur dette n'est probablement pas assez lourd pour qu'ils aient besoin de demander une forme d'aide quelconque du gouvernement.

De plus, un peu moins de diplômés originaires du Nouveau-Brunswick connaissent l'aide gouvernementale : 32 % disent connaître ces programmes, contre 36 % en Nouvelle-Écosse et 41 % à l'Île-du-Prince-Édouard.

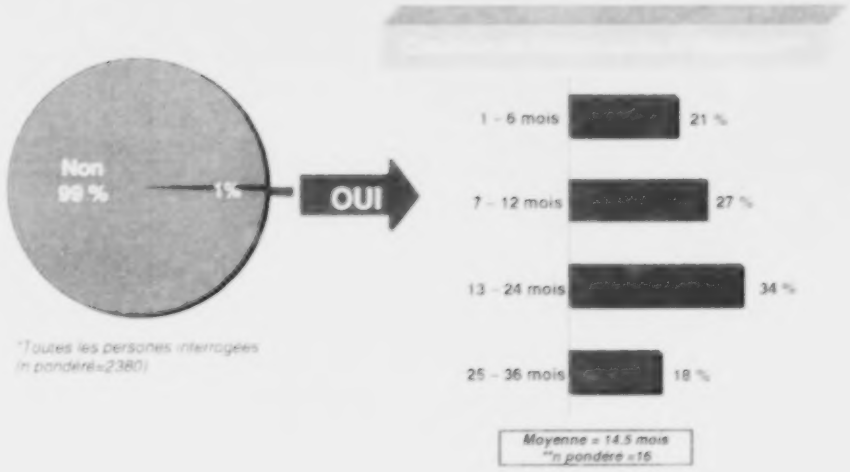
Parmi les diplômés qui connaissent les programmes d'aide gouvernementaux, 50 % indiquent avoir fait une demande pour un de ces programmes. Sur ceux-ci, 86 % ont dit que leur demande avait été acceptée. Dans la grande majorité des cas, le programme mentionné était « L'exemption des intérêts » (78 %); seuls 6 % ont déclaré avoir été acceptés pour le programme de « Remise de dette » ou de « Radiation de la dette ».

Parmi les diplômés connaissant les programmes d'aide gouvernementaux, ceux qui avaient contracté auprès du gouvernement avant 1996 les dettes les plus importantes (30 000 $ et plus, 69 %) ou ceux qui disposaient des revenus personnels annuels les plus bas (moins de 20 000 $, 65 %) étaient les plus susceptibles de demander une aide gouvernementale. Cela confirme les résultats selon lesquels les diplômés se trouvant dans les situations financières les plus précaires sont les plus susceptibles d'avoir des difficultés à rembourser leur prêt au gouvernement et, par conséquent, de demander de l'aide.

Faillite ou paiement méthodique des dettes

Une très petite proportion de diplômés de 1996 se sont trouvés depuis l'obtention de leur diplôme dans une situation où ils ont dû déclarer faillite (1 %) ou demander un paiement méthodique des dettes (1 %). Pour cette raison, tous les résultats ici doivent être considérés comme directionnels, et il convient d'être prudent dans les conclusions.

Faillite depuis l'obtention du diplôme en 1996*

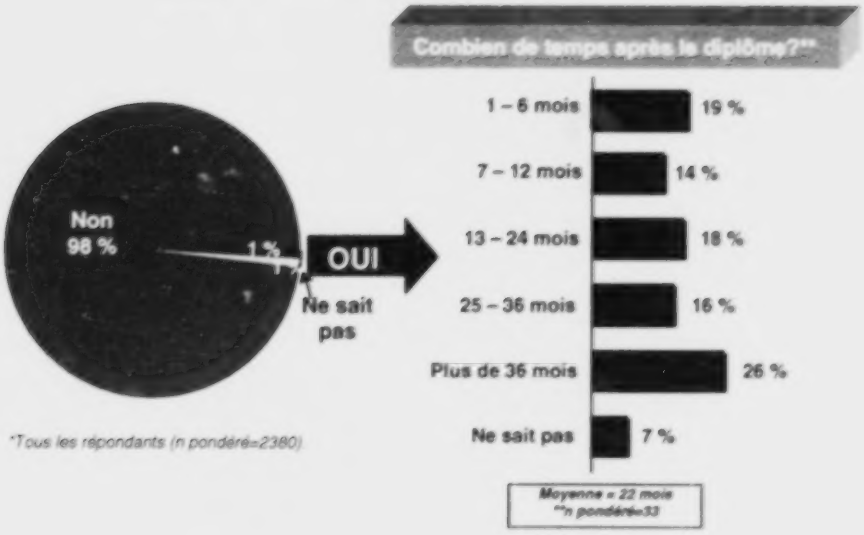


*Toutes les personnes interrogées
(n pondéré=2380)

De ceux qui ont déclaré faillite, un cinquième (21 %) l'a fait dans les six mois ayant suivi l'obtention de leur diplôme en 1996, alors que 27 % l'ont fait dans la première année. Il a fallu plus de deux ans à 18 % des diplômés pour s'engager dans cette voie. La durée moyenne entre l'obtention du diplôme et la faillite a été de 14,5 mois.

Les diplômés ont pris plus de temps avant de demander un paiement ordonné des dettes, en moyenne 22 mois. Un tiers l'a fait dans la première année (32 %), alors que 42 % ont attendu deux ans avant de le faire.

Demande de paiement ordonné des dettes depuis le diplôme en 1996*



*Tous les répondants (n pondéré=2380)

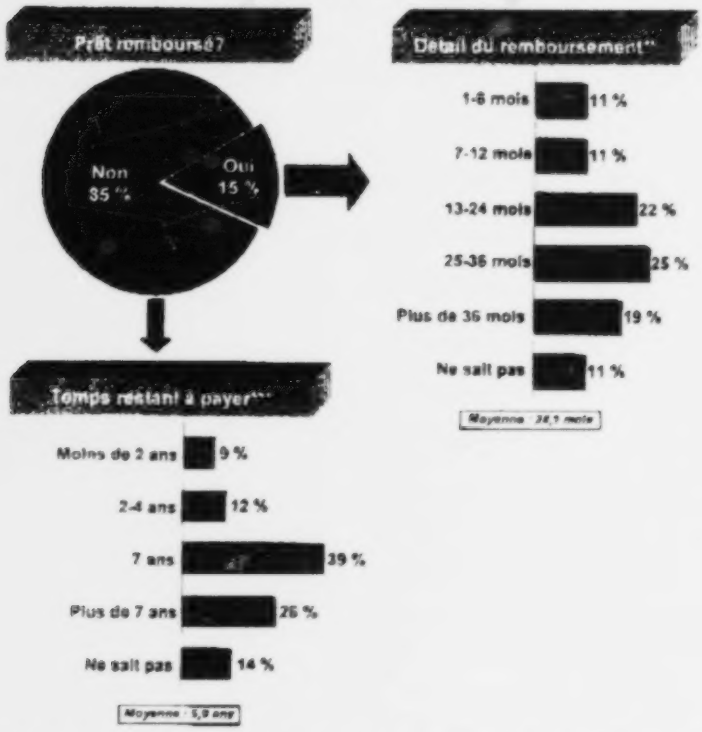
Élimination de la dette

Remboursement des prêts du gouvernement contractés avant 1996

En tout, 15 % des diplômés de 1996 qui ont contracté un prêt d'études du gouvernement pour financer leurs études avant 1996 ont déclaré avoir remboursé complètement leur prêt. En moyenne, il leur a fallu environ deux ans pour le faire. Approximativement un cinquième de ceux qui ont été interrogés (22 %) ont indiqué qu'il leur avait fallu moins d'un an pour rembourser leur prêt du gouvernement, alors qu'une proportion semblable (19 %) a pris plus de trois ans.

Remboursement de la dette pour les prêts contractés pour financer les études avant 1996*

prêts du gouvernement avant 1996



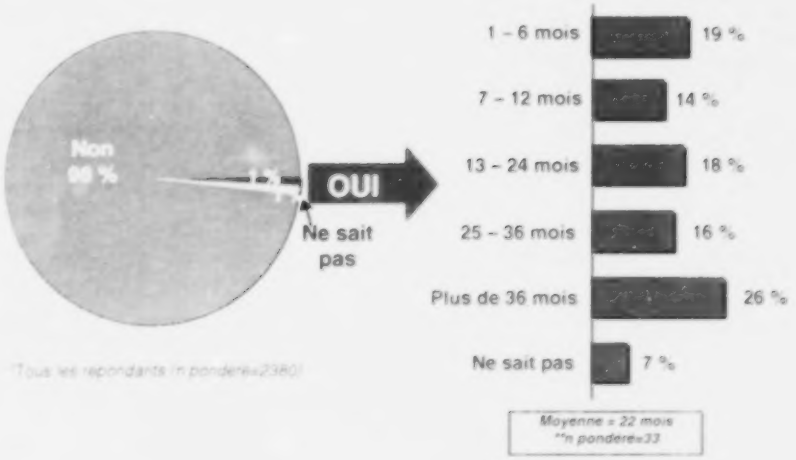
*Parmi ceux qui ont une dette au gouvernement d'avant 1996 non amortie selon l'étude de 1997 (n=987)
**Base pondérée=147
***Base pondérée=589. Comprend ceux qui effectuent des paiements. Ne comprends pas les personnes interrogées ayant répondu comme suit : consolidé avec d'autres prêts, ne sait pas à la Q. 94, pas commencé à rembourser, pas sûr du mois ou de l'année. Valeur n totale pour les diplômés exclus=249

Parmi ceux qui ont complètement remboursé leur dette au gouvernement pour les études effectuées avant 1996, on trouve un pourcentage important d'hommes (21 %), de diplômés ayant des revenus annuels personnels plus élevés (23 %) et de diplômés ayant emprunté moins de 5000 $ (51 %). De plus, les résultats révèlent que les diplômés en génie et sciences appliquées (21 %), en sciences sociales (19 %) et en commerce (19 %) ont mieux réussi à rembourser toute leur dette. Il est intéressant de noter que les diplômés en génie et sciences appliquées et en commerce ont aussi des revenus d'emploi annuels plus élevés que la moyenne, ce qui confirme là encore que les activités professionnelles sont un facteur clé pour déterminer la situation financière globale des diplômés.

Pour les 85 % de diplômés des Maritimes qui conservent une dette au gouvernement non amortie pour les études effectuées avant 1996, les résultats montrent qu'ils ne sont pas prêts de terminer de rembourser leur dette. En moyenne, il leur reste 5,9 ans au calendrier du remboursement de leur dette. Au moins un diplômé sur quatre (26 %) a encore plus de sept ans de paiements à effectuer. Environ un sur dix (9 %) terminera de rembourser son prêt du gouvernement dans moins de deux ans.

Les diplômés ont pris plus de temps avant de demander un paiement ordonné des dettes, en moyenne 22 mois. Un tiers l'a fait dans la première année (32 %), alors que 42 % ont attendu deux ans avant de le faire.

Demande de paiement ordonné des dettes depuis le diplôme en 1996*



*Tous les répondants (n pondéré=2380)

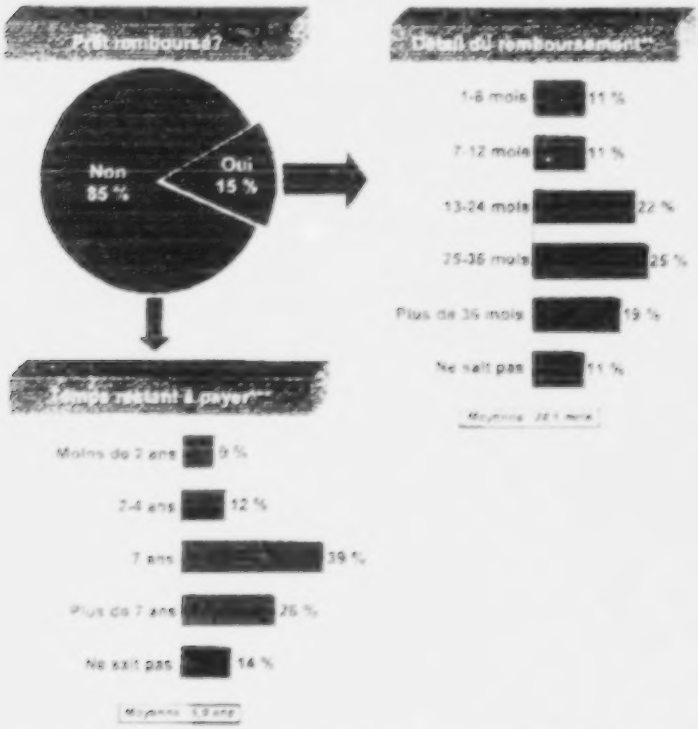
Élimination de la dette

Remboursement des prêts du gouvernement contractés avant 1996

En tout, 15 % des diplômés de 1996 qui ont contracté un prêt d'études du gouvernement pour financer leurs études avant 1996 ont déclaré avoir remboursé complètement leur prêt. En moyenne, il leur a fallu environ deux ans pour le faire. Approximativement un cinquième de ceux qui ont été interrogés (22 %) ont indiqué qu'il leur avait fallu moins d'un an pour rembourser leur prêt du gouvernement, alors qu'une proportion semblable (19 %) a pris plus de trois ans.

Remboursement de la dette pour les prêts contractés pour financer les études avant 1996*

prêts du gouvernement avant 1996



*Parmi ceux qui ont une dette au gouvernement d'avant 1996 non encore remboursée (étude de 1997 n=987)
**Base pondérée n=147
***Base pondérée n=382. Comprend ceux qui effectuent des paiements. Ne comprend pas les personnes intégrées ayant répondu comme par coïncidence avec d'autres prêts, ne sait pas à la Q. 94, pas commencé à rembourser pas encore ou mois ou de l'année. Valeur manquante pour les diplômés exclus (249)

Parmi ceux qui ont complètement remboursé leur dette au gouvernement pour les études effectuées avant 1996, on trouve un pourcentage important d'hommes (21 %), de diplômés ayant des revenus annuels personnels plus élevés (23 %) et de diplômés ayant emprunté moins de 5000 $ (51 %). De plus, les résultats révèlent que les diplômés en génie et sciences appliquées (21 %), en sciences sociales (18 %) et en commerce (19 %) ont mieux réussi à rembourser toute leur dette. Il est intéressant de noter que les diplômés en génie et sciences appliquées et en commerce ont aussi des revenus d'emploi annuels plus élevés que la moyenne, ce qui confirme à encore que les activités professionnelles sont un facteur clé pour déterminer la situation financière globale des diplômés.

Pour les 85 % de diplômés des Maritimes qui conservent une dette au gouvernement non amortie pour les études effectuées avant 1996, les résultats montrent qu'ils ne sont pas prêts de terminer de rembourser leur dette. En moyenne, il leur reste 5,9 ans au calendrier du remboursement de leur dette. Au moins un diplômé sur quatre (26 %) a encore plus de sept ans de paiements à effectuer. Environ un sur dix (9 %) terminera de rembourser son prêt du gouvernement dans moins de deux ans.

Quelles sont les circonstances de la vie des diplômés qui peuvent leur permettre de rembourser leur prêt d'études du gouvernement? Les résultats montrent que le fait d'avoir un emploi (en particulier un emploi bien rémunéré), de recevoir de l'aide financière de la famille et de faire certains sacrifices personnels sont les trois grandes façons de rembourser sa dette au gouvernement pour les prêts contractés avant 1996.

Raison du succès dans le remboursement du prêt d'études du gouvernement pour les études effectuées avant 1996?

La raison la plus importante invoquée par certains diplômés pour expliquer leur capacité à rembourser leur prêt d'études du gouvernement contracté avant 1996 est le fait d'avoir un emploi bien rémunéré qui leur a permis de rembourser leur prêt plus rapidement. En tout, 32 % de ceux qui n'avaient pas de dette au gouvernement non amortie ont invoqué ce fait comme raison principale. Quatorze pour cent ont parlé du fait d'avoir un « emploi à temps plein ».

Parallèlement, 22 % ont ajusté leur mode de vie de façon à rembourser plus rapidement leur prêt. En particulier, ils « ont économisé pour rembourser » (12 %), « en ont fait une priorité et mis sur pied un plan financier » (8 %) ou simplement « se sont rationnés et ont fait des sacrifices » (2 %).

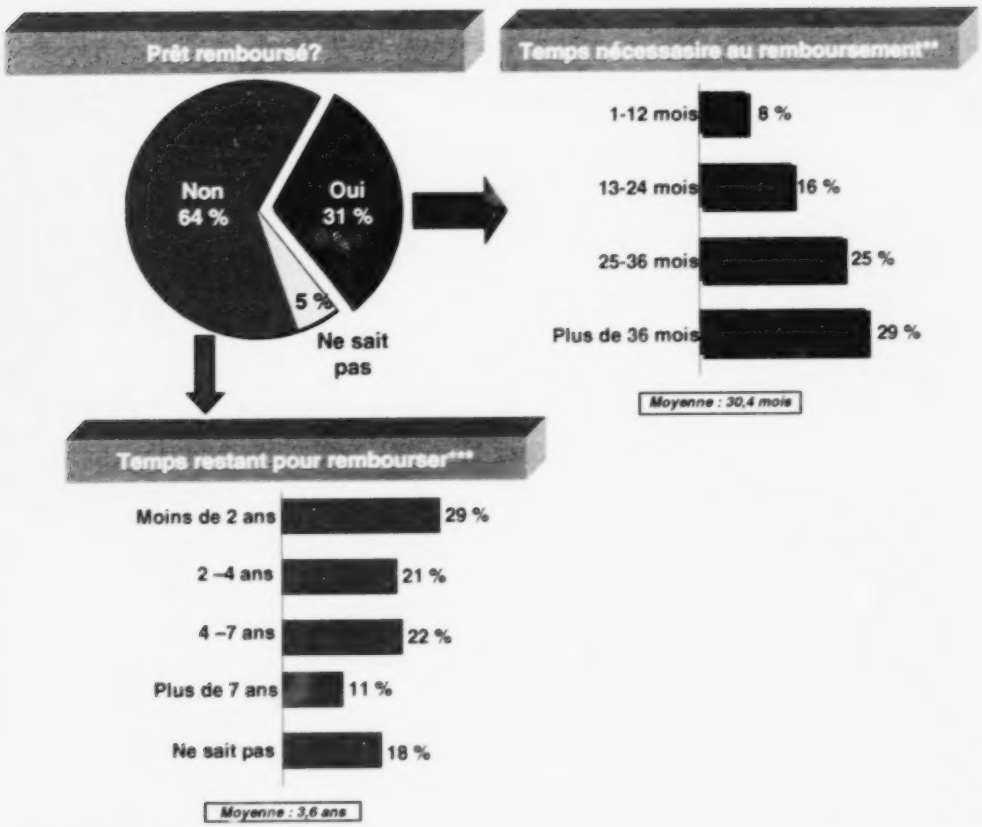
Globalement, 15 % disent que leur famille (11 %) ou leur conjoint (4 %) les ont aidés à rembourser leur prêt. Sept pour cent ont déclaré avoir remboursé leur prêt d'études du gouvernement en déclarant faillite.Remboursement des prêts contractés d'autres sources avant 1996[17]

[17] Taille des cellules pour les divisions démographiques trop petite pour une analyse par sous-groupe fiable dans cette section.

En tout, 31 % des diplômés de 1996 qui ont emprunté de l'argent à d'autres sources pour financer leurs études avant 1996 disent avoir complètement remboursé leur prêt[18]. En moyenne, il leur a fallu deux ans et demi pour le faire. Environ un quart de ceux qui ont été interrogés (24 %) ont dit avoir pris moins d'un an pour rembourser leur prêt, alors que 29 % ont pris plus de trois ans.

Remboursement de la dette pour les prêts contractés pour financer les études avant 1996*

autres prêts contractés avant 1996



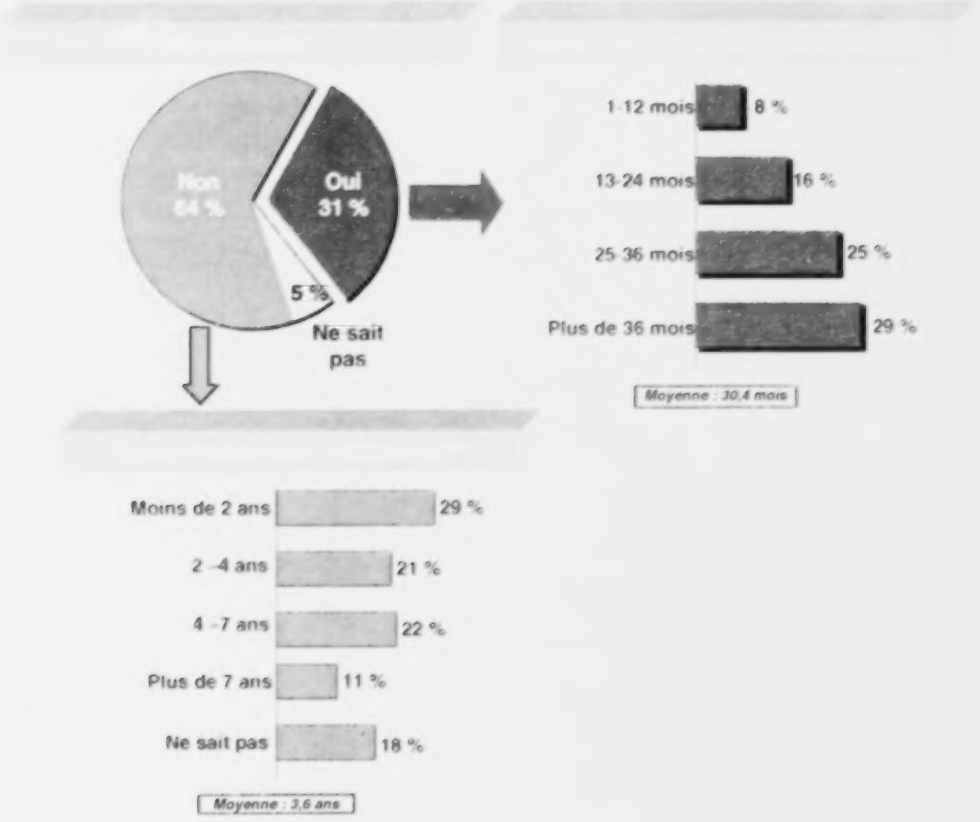
**Parmi ceux qui avaient une dette 'd'autres' sources non amortie selon l'étude de 1997 (n=287).*
***Base pondérée=89*
****Base pondérée=133. Comprend ceux qui ont encore une dette à d'autres sources contractée avant 1996 non amortie selon l'étude de 1997 et qui effectuent des paiements. Ne comprend pas les personnes interrogées ayant répondu comme suit : consolidé avec d'autres prêts, ne sait pas, pas commendé à rembourser, pas sûr du mois ou de l'année. Valeur n totale pour les personnes exclues = 184.*

[18] Ce pourcentage est issu d'une valeur n globale totale de 287, ce qui inclut les diplômés ayant répondu qu'il ne savait pas combien ils devaient ainsi que les diplômés dont les paiements pour les autres prêts contractés avant 1996 sont rassemblés avec plusieurs autres prêts. L'exclusion de ces deux groupes pour des fins d'analyse augmente le pourcentage des diplômés qui ont complètement remboursé leurs autres prêts à 35 %.

En tout, 31 % des diplômés de 1996 qui ont emprunté de l'argent à d'autres sources pour financer leurs études avant 1996 disent avoir complètement remboursé leur prêt[18]. En moyenne, il leur a fallu deux ans et demi pour le faire. Environ un quart de ceux qui ont été interrogés (24 %) ont dit avoir pris moins d'un an pour rembourser leur prêt, alors que 29 % ont pris plus de trois ans.

Remboursement de la dette pour les prêts contractés pour financer les études avant 1996*

autres prêts contractés avant 1996



**Parmi ceux qui avaient une dette d'autres sources non amortie selon l'étude de 1997 (n=287)*
***Base pondérée=89*
****Base pondérée=133. Comprend ceux qui ont encore une dette à d'autres sources contractée avant 1996 non amortie selon l'étude de 1997 et qui effectuent des paiements. Ne comprend pas les personnes interrogées ayant répondu comme suit : consolidé avec d'autres prêts, ne sait pas, pas commencé à rembourser, pas sûr du mois ou de l'année. Valeur n totale pour les personnes exclues = 184*

[18] Ce pourcentage est issu d'une valeur n globale totale de 287, ce qui inclut les diplômés ayant répondu qu'il ne savait pas combien ils devaient ainsi que les diplômés dont les paiements pour les autres prêts contractés avant 1996 sont rassemblés avec plusieurs autres prêts. L'exclusion de ces deux groupes pour des fins d'analyse augmente le pourcentage des diplômés qui ont complètement remboursé leurs autres prêts à 35 %.

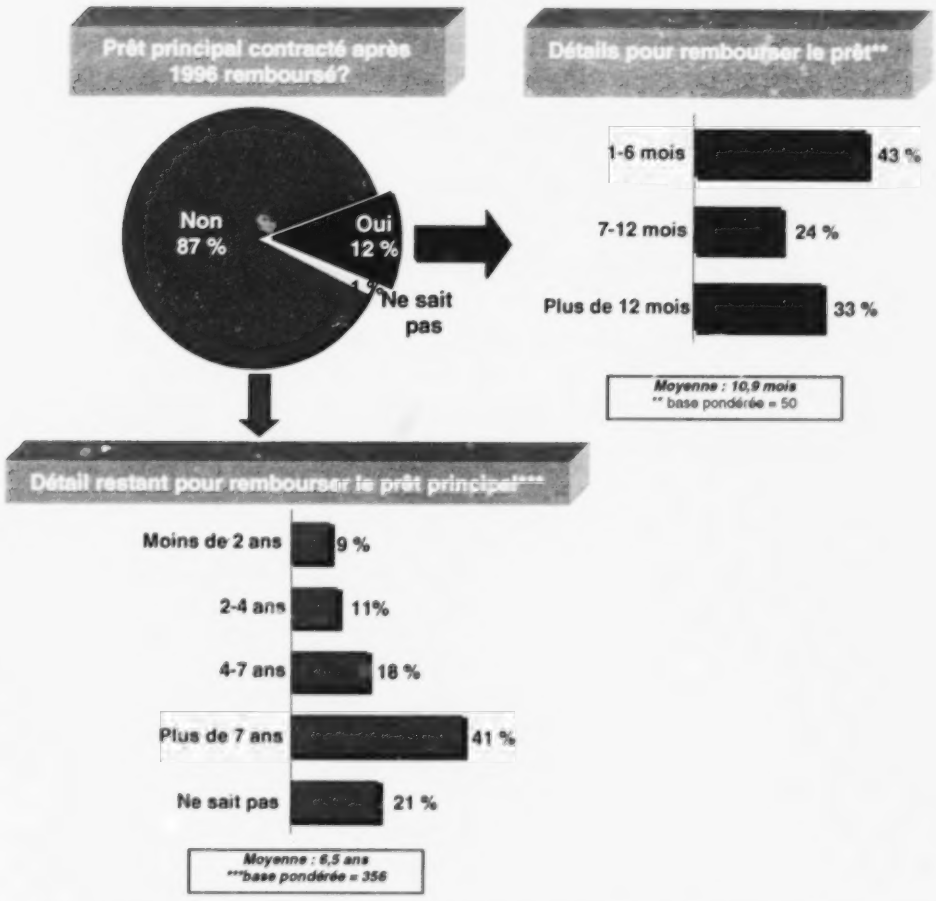
Pour les 64 % de diplômés qui ont encore une dette non amortie pour leur diplôme de 1996, les résultats montrent qu'il leur reste, en moyenne, 3,6 ans pour finir de rembourser leur prêt. C'est environ deux ans de moins que pour les personnes ayant une dette au gouvernement non amortie (5,9 ans). Relativement peu de diplômés prendront sept ans ou plus pour rembourser leur dette à d'autres sources (11 %), ce qui est beaucoup mieux que les 26 % qui planifient prendre ce temps pour rembourser leur dette au gouvernement. En tout, 29 % disent qu'ils finiront de payer leur autre prêt en moins de deux ans (comparativement à 9 % pour les prêts du gouvernement).

Remboursement du prêt principal contracté après 1996

Globalement, 12 % des diplômés de 1996 disent avoir complètement remboursé leur prêt contracté après 1996. En moyenne, il leur a fallu environ 11 mois pour le faire, ce qui représente une période bien plus courte que celle qui leur a été nécessaire pour rembourser leur prêt pour les études effectuées avant 1996, que ce soit au gouvernement (2 ans) ou à d'autres sources (2,5 ans). Plus de quatre personnes interrogées sur dix ont indiqué avoir pris six mois ou moins pour rembourser complètement leur prêt contracté après 1996. Un autre quart (24 %) a pris de 7 à 12 mois pour finir de rembourser le prêt, alors qu'un tiers (33 %) a pris plus d'un an.

Remboursement de la dette après les études terminées en 1996*

Prêt principal

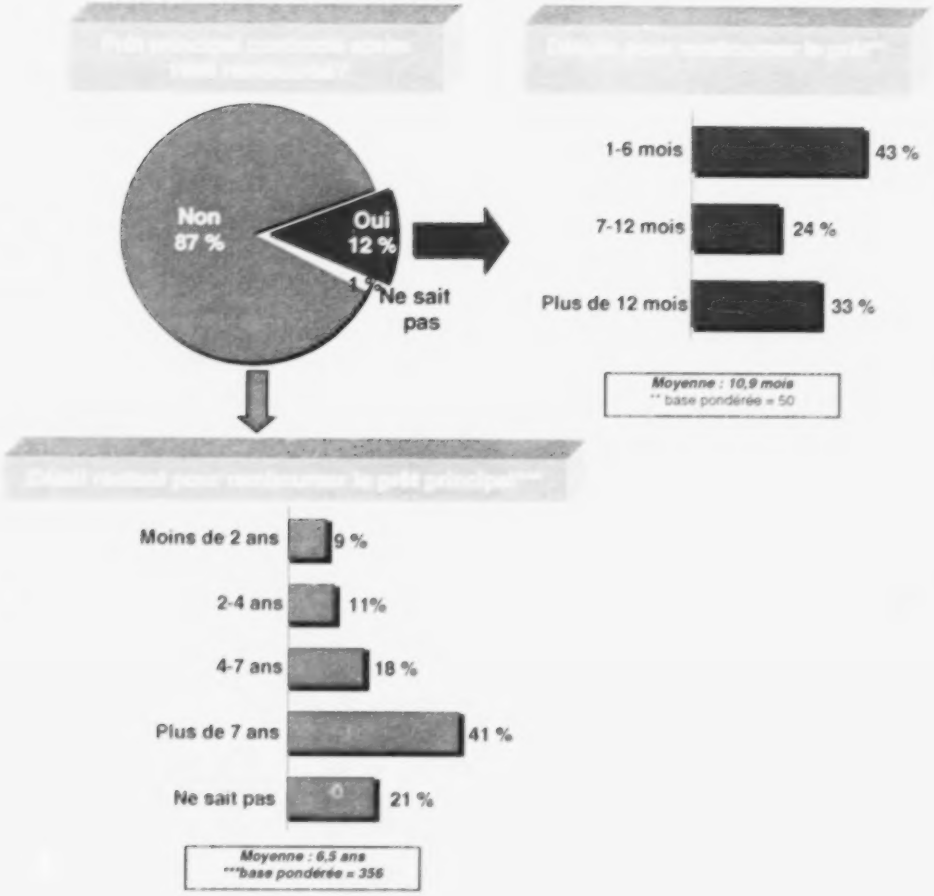


**Parmi ceux qui ont emprunté de l'argent pour financer leurs études après 1996 et ont commencé à rembourser (n=408).*

Pour les 87 % de diplômés qui ont toujours une dette contractée après 1996 non amortie, les résultats montrent qu'il leur reste, en moyenne, 6,5 ans à rembourser ces prêts. Globalement, environ un diplômé sur dix indique qu'il aura remboursé sa dette contractée après 1996 (prêt principal) dans un court laps de temps (moins de deux ans), alors qu'au moins 41 % n'auront pas remboursé leur dette contractée après 1996 avant sept ans.

Remboursement de la dette après les études terminées en 1996*

Prêt principal



**Parmi ceux qui ont emprunté de l'argent pour financer leurs études après 1996 et ont commencé à rembourser (n=408).*

Pour les 87 % de diplômés qui ont toujours une dette contractée après 1996 non amortie, les résultats montrent qu'il leur reste, en moyenne, 6,5 ans à rembourser ces prêts. Globalement, environ un diplômé sur dix indique qu'il aura remboursé sa dette contractée après 1996 (prêt principal) dans un court laps de temps (moins de deux ans), alors qu'au moins 41 % n'auront pas remboursé leur dette contractée après 1996 avant sept ans.

2.7 IMPACT DU FARDEAU DE LA DETTE SUR LE BIEN-ÊTRE FINANCIER DES DIPLÔMÉS OCCUPANT UN EMPLOI

Une des mesures clés de l'impact de la dette sur les diplômés une fois qu'ils ont terminé leurs études et qu'ils entrent sur le marché du travail est le montant des paiements de la dette par rapport à leurs revenus. Afin de saisir ce à quoi font face les diplômés des provinces maritimes de 1996 à cet égard, un simple « ratio dette/revenus » a été créé pour calculer la proportion des revenus mensuels des diplômés qui travaillent consacrée au remboursement de la dette d'études[19].

Dans l'ensemble, trois tendances se dégagent des données : tout d'abord, les diplômés de 1996 qui occupent un emploi et gagnent les revenus les plus élevés tendent à avoir des paiements plus élevés, mais le ratio dette/revenus le plus bas. Cela signifie que leur dette, même si elle est plus élevée, représente un fardeau moins lourd pour eux.

Deuxièmement, les diplômés de 1996 qui occupent un emploi mais qui gagnent les revenus les plus faibles ont tendance à avoir des paiements mensuels moins élevés, mais ces paiements représentent une plus grande proportion de leurs revenus mensuels. Pour ces diplômés, le fardeau de la dette semble être plus lourd.

Troisièmement, les diplômés de 1996 qui occupent un emploi et qui ont le plus faible ratio dette/revenus sont ceux qui sont le plus satisfaits de leur situation d'emploi actuelle. C'est le cas malgré le fait qu'ils aient les paiements mensuels les plus élevés pour le remboursement de leur dette.

Si l'on examine de plus près ces tendances, on remarque, tout d'abord, qu'en moyenne, les diplômés de 1996 qui occupent un emploi payent environ 286 $ par mois pour couvrir tous les paiements de remboursement de leur prêt. Cela représente 11,1 % de leurs revenus mensuels.

---

[19] Le ratio dette/revenus comprend les trois composantes suivantes :

- Tout d'abord, le paiement mensuel moyen total pour le remboursement de la dette pour les diplômés occupant un emploi pendant la semaine ayant précédé l'entrevue. Cela comprend les paiements pour les prêts du gouvernement et les autres prêts contractés avant 1996 et les prêts d'une source unique contractés après 1996. Seuls les diplômés occupant un emploi et ayant des paiements mensuels pour chaque catégorie de prêt ont été inclus dans le calcul; les réponses «Ne sait pas» et les diplômés dont les paiements pour le remboursement du prêt sont regroupés avec d'autres prêts ont été exclus puisqu'il n'était pas possible de déterminer les montants précis.
- Deuxièmement, le revenu mensuel total standardisé. Cela comprend les revenus d'emploi, recalculés sur une base mensuelle pour ceux dont les revenus sont rapportés de façon hebdomadaire, bihebdomadaire ou annuelle dans le sondage.
- Troisièmement, le ratio dette/revenus. Il s'agit de la dette exprimée sous forme de pourcentage de revenus.

Toutefois, on remarque que les paiements mensuels pour le remboursement du prêt ont un impact plus important sur certains groupes de diplômés. Par exemple, les diplômés qui gagnent moins de 20 000 $ par année payent, en moyenne, 88 $ de moins par mois pour rembourser leur prêt que ceux qui gagnent 40 000 $ ou plus par année (254 $ contre 342 $). Cependant, pour ceux qui ont les revenus les plus bas, ces remboursements représentent 14,6 % de leurs revenus, comparativement à 9 % pour ceux qui ont les revenus annuels les plus élevés.

Remboursements mensuels totaux des prêts et ratios dette/revenus pour les diplômés occupant un emploi

	Paiement mensuel moyen total* ($)	Paiement mensuel de la dette proportionnellement aux revenus mensuels (%)
Total (672)	**286 $**	**11,3**
Sexe		
Hommes (233)	303 $	10,2
Femmes (442)	277 $	11,6
Revenu personnel		
< 20 000 $ (141)	254 $	**14,6**
De 20 000 $ à 39 000 $ (318)	272 $	11,1
40 000 $ et plus (190)	**342 $**	8,8
Langue parlée le plus souvent**		
Anglais (588)	2283 $	8,6
Français (79)	294 $	**11,3**
Province d'obtention du diplôme		
Nouvelle-Écosse (388)	**304 $**	**11,8**
Nouveau-Brunswick (252)	264 $	10,2
Île-du-Prince-Édouard (32)	-	-

** Comprend le paiement mensuel moyen pour les diplômés occupant un emploi pendant la semaine de référence de l'étude, effectué pour les prêts d'études au gouvernement et pour les autres prêts contractés avant 1996, et les paiements effectués pour les prêts d'une seule source pour les études poursuivies après 1996.*

*** Le n pour la langue le plus souvent parlée n'atteint pas le n total, car les gens qui parlent à la fois l'anglais et le français et ceux qui parlent une autre langue n'apparaissent pas ici.*

- Taille des cellules trop petite (< 50) pour une analyse fiable.

Alors que les diplômés anglophones et francophones ont des paiements mensuels moyens très semblables pour le remboursement de leur prêt, ces paiements représentent une proportion légèrement plus élevée des revenus d'emploi des francophones (11,3 % contre 8,6 % pour les anglophones).

Il n'existe pratiquement par de différence réelle entre les paiements mensuels moyens des hommes et ceux des femmes pour le remboursement de leur prêt (303 $ contre 277 $). Toutefois, ces paiements représentent une proportion relativement plus importante des revenus mensuels des femmes diplômées. Alors que la différence dans le ratio dette/revenus n'est pas statistiquement significative, les résultats donnent des preuves directionnelles que la dette est un fardeau légèrement plus lourd pour les femmes diplômées.

Les diplômés des établissements de Nouvelle-Écosse ont des paiements mensuels moyens pour rembourser leur prêt plus élevés que ceux des diplômés du Nouveau-Brunswick (304 $ contre 264 $). Ces paiements pour le remboursement de leur prêt ont un impact plus important sur leur bien-être économique que sur celui des diplômés du Nouveau-Brunswick (11,8 % contre 10,2 %).

Pour les diplômés occupant un emploi, seulement 16 $ séparent les diplômés ayant un emploi permanent de ceux qui n'occupent pas un poste permanent (291 $ contre 275 $). Toutefois, les personnes ayant un emploi moins stable sont susceptibles de ressentir davantage l'impact des paiements pour rembourser leur prêt : pour eux, la dette représente 11,4 % des revenus mensuels, comparativement à 10,8 % pour ceux qui ont un emploi permanent.

Remboursements mensuels totaux des prêts et ratios dette/revenus pour les diplômés occupant un emploi

	Paiement mensuel total moyen * ($)	Paiement mensuel de la dette proportionnellement aux revenus mensuels (%)
Total (672)	**286 $**	**11,1**
Emploi permanent		
Oui (484)	291 $	10,8
Non (188)	275 $	**11,9**
Satisfaction relativement à l'emploi		
Très satisfaits (203)	**312 $**	10,7
Relativement satisfaits (409)	282 $	11,2
Insatisfaits (60)	219 $	**12,4**
Diplôme		
Baccalauréat (557)	282 $	11,5
Diplôme de compétence professionnelle (19)	-	-
Maîtrise/doctorat (38)	-	
Certificat/autre (58)	284 $	11,3
Domaine d'étude		
Arts – général (2)	-	-
Éducation (111)	278 $	11,3
Beaux-arts et arts appliqués(17)	-	-
Sciences humaines (80)	293 $	12,9
Sciences sociales (154)	260 $	11,1
Commerce (90)	241 $	9,6
Sciences agricoles et biologiques (63)	260 $	11,8
Génie et sciences appliquées(53)	**346 $**	10,4
Professions de la santé (53)	**349 $**	9,3
Mathématiques et sciences physiques (30)	-	-
Technologies de l'information (15)	-	-
Cours de collège communautaire (5)	-	-

** Comprend le paiement mensuel moyen pour les diplômés occupant un emploi pendant la semaine de référence de l'étude, effectué pour les prêts d'études du gouvernement et pour les autres prêts contractés pour les études poursuivies avant 1996, et les paiements effectués pour les prêts d'une seule source pour les études après 1996.*

- Taille des cellules trop petite (< 50) pour une analyse fiable

Il est aussi remarquable que la satisfaction face à l'emploi varie avec l'impact financier des paiements mensuels pour le remboursement du prêt. Alors que les diplômés qui sont très satisfaits de leur emploi ont des paiements mensuels moyens plus élevés que ceux qui sont insatisfaits de leur situation professionnelle (312 $ contre 219 $), leurs paiements représentent globalement une plus faible proportion de leurs revenus (10,7 % contre 12,4 %).

Pour les diplômés occupant un emploi, seulement 16 $ séparent les diplômés ayant un emploi permanent de ceux qui n'occupent pas un poste permanent (291 $ contre 275 $). Toutefois, les personnes ayant un emploi moins stable sont susceptibles de ressentir davantage l'impact des paiements pour rembourser leur prêt : pour eux, la dette représente 11,4 % des revenus mensuels, comparativement à 10,8 % pour ceux qui ont un emploi permanent.

Remboursements mensuels totaux des prêts et ratios dette/revenus pour les diplômés occupant un emploi

	Paiement mensuel total moyen * ($)	Paiement mensuel de la dette proportionnellement aux revenus mensuels (%)
Total (672)	**286 $**	**11,1**
Emploi permanent		
Oui (484)	291 $	10,8
Non (188)	275 $	**11,9**
Satisfaction relativement à l'emploi		
Très satisfaits (203)	**312 $**	10,7
Relativement satisfaits (409)	282 $	11,2
Insatisfaits (60)	219 $	**12,4**
Diplôme		
Baccalauréat (557)	282 $	11,5
Diplôme de compétence professionnelle (19)	-	-
Maîtrise/doctorat (38)	-	-
Certificat/autre (58)	284 $	11,3
Domaine d'étude		
Arts – général (2)	--	-
Éducation (111)	278 $	11,3
Beaux-arts et arts appliqués(17)	-	-
Sciences humaines (80)	293 $	12,9
Sciences sociales (154)	260 $	11,1
Commerce (90)	241 $	9,6
Sciences agricoles et biologiques (63)	260 $	11,8
Génie et sciences appliquées(53)	**346 $**	10,4
Professions de la santé (53)	**349 $**	9,3
Mathématiques et sciences physiques (30)	-	-
Technologies de l'information (15)	-	-
Cours de collège communautaire (5)	-	-

** Comprend le paiement mensuel moyen pour les diplômés occupant un emploi pendant la semaine de référence de l'étude, effectué pour les prêts d'études du gouvernement et pour les autres prêts contractés pour les études poursuivies avant 1996, et les paiements effectués pour les prêts d'une seule source pour les études après 1996.*

- Taille des cellules trop petite (< 50) pour une analyse fiable.

Il est aussi remarquable que la satisfaction face à l'emploi varie avec l'impact financier des paiements mensuels pour le remboursement du prêt. Alors que les diplômés qui sont très satisfaits de leur emploi ont des paiements mensuels moyens plus élevés que ceux qui sont insatisfaits de leur situation professionnelle (312 $ contre 219 $), leurs paiements représentent globalement une plus faible proportion de leurs revenus (10,7 % contre 12,4 %).

Des preuves directionnelles suggèrent que les diplômés qui ont poursuivi des études dans des domaines particuliers sont moins touchés par leur dette que d'autres, même s'ils ont des paiements mensuels plus élevés pour rembourser leur prêt. Par exemple, les diplômés qui ont étudié dans les sciences de la santé ont les paiements mensuels moyens pour rembourser leur dette les plus élevés (349 $), mais leurs ratios dette/revenus sont parmi les plus bas (9,3 %). En comparaison, les diplômés en arts libéraux (sciences sociales, sciences humaines) ont tendance à payer moins chaque mois pour rembourser leur dette, mais leurs paiements représentent une plus grande proportion de leurs revenus; les diplômés en sciences humaines ont le ratio dette/revenus le plus élevé de tous les diplômés (12,9 %). Toutefois, les différences dans les ratios dette/revenus parmi tous les domaines d'étude n'étaient pas statistiquement significatives, mais elles donnent une preuve directionnelle de variation.

3 PERSPECTIVES DES DIPLÔMÉS

3.1 ÉVALUATION DE L'EXPÉRIENCE UNIVERSITAIRE

La formation universitaire reçue valait-elle l'investissement en temps et en argent?

En général, le degré de satisfaction des diplômés face à leur expérience universitaire constitue une mesure efficace du succès du « système » dans la préparation des étudiants à leur vie adulte, que ce soit pour entrer sur le marché du travail ou pour devenir des citoyens informés qui exercent leur jugement. D'une façon générale, les diplômés des Maritimes de 1996 accordent une cote élevée à leur établissement pour l'expérience acquise, en ce qui concerne le temps personnel consacré aux cours et l'argent investi dans leurs études. Cependant, le niveau de satisfaction des diplômés quant à leur expérience universitaire semble dépendre de leur capacité à trouver un emploi stable, bien rémunéré et dans un domaine lié à leurs études.

Les diplômés des Maritimes sont satisfaits du temps et de l'argent investis dans le programme universitaire dans lequel ils ont obtenu leur diplôme en 1996. Ils sont cependant davantage satisfaits du temps qu'ils ont consacré que de l'investissement financier. Dans l'ensemble, 80 % des diplômés de 1996 pensent que le programme universitaire qu'ils ont suivi valait l'investissement personnel en temps requis pour les cours et les études. Cette proportion comprend quasiment une moitié (48 %) qui a indiqué que le programme universitaire valait vraiment la peine. Six pour cent croient que leur formation ne valait pas le temps qu'ils ont consacré à leur programme universitaire.

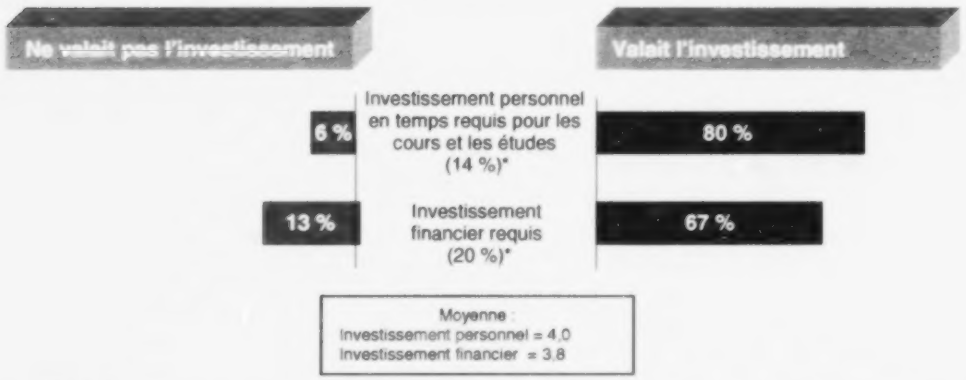
D'un autre côté, les deux tiers (67 %) des diplômés de 1996 croient que leur formation universitaire valait l'investissement financier requis, dont plus du tiers (36 %) qui pense qu'elle valait vraiment cet investissement. Toutefois, 13 % pensent que ça ne valait pas la peine[20].

---

[20] On a demandé deux fois aux personnes interrogées d'indiquer leur niveau de satisfaction quant à l'investissement en temps et en argent qu'elles ont dû faire pour leurs études terminées en 1996, une fois au début du sondage et une fois à la fin. De cette façon, nous pouvions comparer les impressions premières des personnes interrogées sur cette question avec leur réaction après avoir pensé à leurs expériences à mesure qu'elles répondaient au sondage. Il est intéressant de noter qu'il y avait légèrement plus de diplômés de 1996 satisfaits de l'investissement financier et personnel lié à leur formation universitaire après avoir discuté de leurs expériences professionnelle et financière pendant le sondage. En fait, à la fin du sondage, au moins huit personnes sur dix (80 %) ont indiqué que leur formation valait l'investissement personnel en temps nécessaire pour les cours et les études, soit une augmentation de cinq points par rapport aux résultats du début du sondage. De plus, à la fin du sondage, les deux tiers (67 %) des personnes interrogées pensaient que leur formation valait l'investissement financier nécessaire, soit une augmentation de trois points par rapport aux réponses données au début du questionnaire. Ces résultats suggèrent que lorsqu'on demande aux diplômés de réfléchir à leur expérience universitaire, ils ont tendance à être davantage positifs sur cette expérience qu'en l'absence de discussion. *Les résultats présentés dans ce chapitre sont basés sur la question posée à la fin du sondage.*

Satisfaction face à l'investissement dans la formation universitaire terminée en 1996

*« Lorsque vous pensez à votre formation univesitaire terminée on 1996 et à l'expérience que vous avez acquise deuis, diriez-vous que votre formation universitaire valait ou ne valait pas l'investissement? »***



**Neutre.*
***Échelle sur 5 points, où 1 signifie ne valait pas du tout l'investissement et 5, valait tout à fait l'investissement. Ici, 1,2 signifie ne valait pas l'investissement et 4,5 signifie valait l'investissement. Les résultats pour 3 apparaissent entre parenthèses. Demandé de tous les diplômés (n=2380)*

Les diplômés ayant une situation financière plus stable se démarquent des autres dans leur évaluation de leur expérience universitaire. Notamment, ils sont plus susceptibles de dire que leur investissement personnel en temps et en argent « valait vraiment la peine ». Par exemple, alors que 86 % de ceux qui ont les revenus les plus élevés (40 000 $ et plus) sont satisfaits du temps qu'ils ont consacré à l'université, passablement moins de diplômés ayant des revenus inférieurs (73 % de ceux qui gagnent moins de 20 000 $) partagent ce point de vue positif. En ce qui concerne l'investissement financier, l'écart entre les deux groupes est encore plus grand : 79 % des diplômés ayant les revenus les plus élevés pensent que l'investissement financier valait la peine, contre 55 % seulement de ceux qui ont des revenus inférieurs.

Les diplômés de tous les niveaux ont un degré de satisfaction semblable quant au temps qu'ils ont consacré à l'université pour obtenir leur diplôme. Toutefois, pour ce qui est de l'argent investi, ceux qui ont un diplôme d'études supérieures ou un diplôme de compétence professionnelle sont plus susceptibles que les autres de dire que l'investissement financier « valait vraiment la peine » (81 % pour les diplômes de compétence professionnelle et 74 % pour les maîtrises/doctorats contre 66 % pour les baccalauréats).

Valeur de l'investissement dans la formation terminée en 1996

(base pondérée)	Investissement en temps (%)		Investissement financier (%)	
	Valait la peine*	Ne valait pas la peine**	Valait la peine*	Ne valait pas la peine**
Total (2380)	**80**	**6**	**67**	**13**
Sexe				
Hommes (809)	78	7	66	13
Femmes (1571)	**81**	6	67	13
Langue la plus souvent parlée* **				
Anglais (2091)	**81**	6	**68**	13
Français (253)	75	8	60	13
Revenu personnel** **				
< 20 000 $ (667)	73	9	55	**21**
De 20 000 $ à 39 000 $ (897)	81	5	66	12
40 000 $ et plus (676)	**86**	4	**79**	7
Diplôme				
Baccalauréat (1756)	80	6	66	14
Diplôme de compétence professionnelle (50)	89	0	**81**	6
Maîtrise/doctorat (296)	84	6	**74**	9
Certificat/autre (278)	79	5	63	14
Domaine d'étude				
Arts – général (12)	-	-	-	-
Éducation (408)	79	6	67	10
Beaux-arts et arts appliqués (54)	81	4	62	15
Sciences humaines (260)	**84**	7	65	14
Sciences sociales (555)	78	6	62	**17**
Commerce (310)	79	5	70	12
Sciences agricoles et biologiques (217)	79	7	65	14
Génie et sciences appliquées (153)	82	7	69	11
Sciences de la santé (207)	**86**	4	**79**	10
Mathématiques et sciences physiques (101)	80	3	67	12
Technologies de l'information (84)	79	9	**74**	13
Cours de collège communautaire (19)	-	-	-	-
Situation d'activité				
Actifs (1 982)	**80**	6	68	12
Au chômage (139)	72	8	52	**25**
Inactifs (259)	**83**	7	69	14

** 4,5 sur une échelle de 5 points, où 1=Ne valait pas du tout la peine et 5=Valait vraiment la peine*

*** 1,2 sur une échelle de 5 points, où 1=Ne valait pas du tout la peine et 5=Valait vraiment la peine*

**** La valeur n totale n'atteint pas 2380, car les résultats pour les personnes parlant les deux langues ou une autre langue n'apparaissent pas.*

***** La valeur n totale n'atteint pas 2380 à cause des réponses « Incertain » ou « Refus »*

- Taille des cellules trop petite (< 50) pour une analyse fiable.

Valeur de l'investissement dans la formation terminée en 1996

(base pondérée)	Investissement en temps (%)		Investissement financier (%)	
	Valait la peine*	Ne valait pas la peine**	Valait la peine*	Ne valait pas la peine**
Total (2380)	**80**	**6**	**67**	**13**
Sexe				
Hommes (809)	78	7	66	13
Femmes (1571)	**81**	6	67	13
Langue la plus souvent parlée* **				
Anglais (2091)	**81**	6	**68**	13
Français (253)	75	8	60	13
Revenu personnel** **				
< 20 000 $ (667)	73	9	55	**21**
De 20 000 $ à 39 000 $ (897)	81	5	66	12
40 000 $ et plus (676)	**86**	4	**79**	7
Diplôme				
Baccalauréat (1756)	80	6	66	14
Diplôme de compétence professionnelle (50)	89	0	**81**	6
Maîtrise/doctorat (296)	84	6	**74**	9
Certificat/autre (278)	79	5	63	14
Domaine d'étude				
Arts – général (12)	-	-	-	-
Éducation (408)	79	6	67	10
Beaux-arts et arts appliqués (54)	81	4	62	15
Sciences humaines (260)	**84**	7	65	14
Sciences sociales (555)	78	6	62	**17**
Commerce (310)	79	5	70	12
Sciences agricoles et biologiques (217)	79	7	65	14
Génie et sciences appliquées (153)	82	7	69	11
Sciences de la santé (207)	**86**	4	**79**	10
Mathématiques et sciences physiques (101)	80	3	67	12
Technologies de l'information (84)	79	9	**74**	13
Cours de collège communautaire (19)	-	-	-	-
Situation d'activité				
Actifs (1 982)	**80**	6	68	12
Au chômage (139)	72	8	52	**25**
Inactifs (259)	**83**	7	69	14

** 4,5 sur une échelle de 5 points, où 1=Ne valait pas du tout la peine et 5=Valait vraiment la peine.*

*** 1,2 sur une échelle de 5 points, où 1=Ne valait pas du tout la peine et 5=Valait vraiment la peine.*

**** La valeur n totale n'atteint pas 2380, car les résultats pour les personnes parlant les deux langues ou une autre langue n'apparaissent pas.*

***** La valeur n totale n'atteint pas 2380 à cause des réponses « Incertain » ou « Refus ».*

- Taille des cellules trop petite (< 50) pour une analyse fiable.

Les diplômés ayant étudié dans certains domaines sont aussi davantage satisfaits du temps et de l'argent qu'ils ont investis dans leur programme universitaire. Par exemple, les diplômés en sciences humaines et dans les sciences de la santé font partie de ceux qui sont les plus susceptibles d'être satisfaits du temps consacré aux études, alors que ceux qui ont étudié en technologies de l'information et dans les professions de la santé se démarquent pour leurs commentaires positifs sur l'investissement financier qu'ils ont fait pour leurs études postsecondaires. Au contraire, les diplômés en sciences sociales sont plus susceptibles que les autres de dire que leur investissement financier pour leur formation universitaire ne valait pas la peine (17 %).

Les diplômés occupant un emploi et les diplômés inactifs ont tendance à être plus satisfaits du temps et de l'argent investis dans leurs études universitaires que ceux qui sont au chômage.

De plus, les diplômés anglophones sont plus satisfaits que les diplômés francophones du temps et de l'argent investis pour obtenir leur diplôme.

Finalement, les femmes diplômées sont légèrement plus susceptibles que les hommes diplômés d'être satisfaites du temps passé à l'université (81 % trouvaient qu'il valait la peine contre 78 %), alors que les deux partagent le même degré de satisfaction relativement à l'investissement financier. Il n'y avait pas de différence statistiquement significative entre les provinces d'obtention du diplôme.

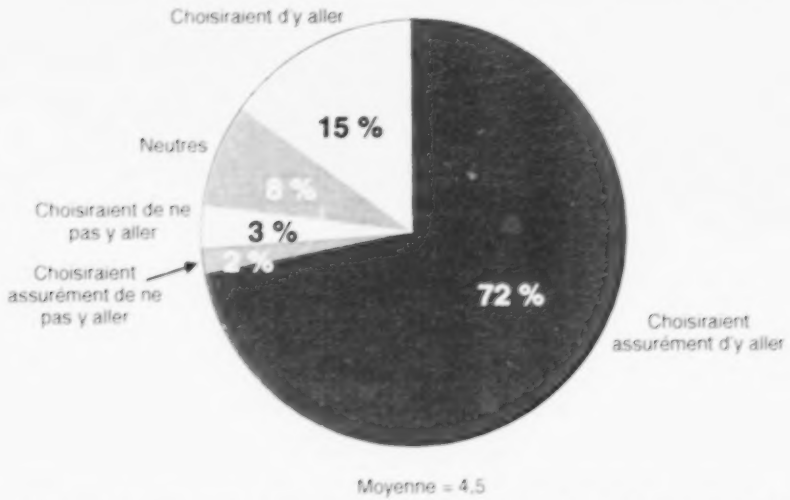
Retour à l'université?

Si l'on peut s'inspirer de volonté des diplômés de retourner à l'université peut être utilisée pour mesurer le degré de satisfaction des diplômés quant à leur expérience universitaire, alors les diplômés de 1996 sont très satisfaits. Bien que certains émettent des réserves sur le temps et l'argent investis pour leur programme universitaire, cela ne semble pas les empêcher de dire qu'ils retourneraient à l'université si c'était à refaire.

En tout, près de neuf diplômés sur dix (87 %) disent qu'ils retourneraient à l'université s'ils pouvaient tout recommencer. En fait, près des trois quarts (72 %) des diplômés affirment qu'ils choisiraient assurément de retourner à l'université. Comparativement, beaucoup moins (6 %) indiquent qu'ils choisiraient de ne pas retourner à l'université, alors que 8 % sont neutres à cet égard.

Choix de retourner à l'université?

« Si vous pouviez tout recommencer, choisiriez-vous d'aller à l'université ou non? »



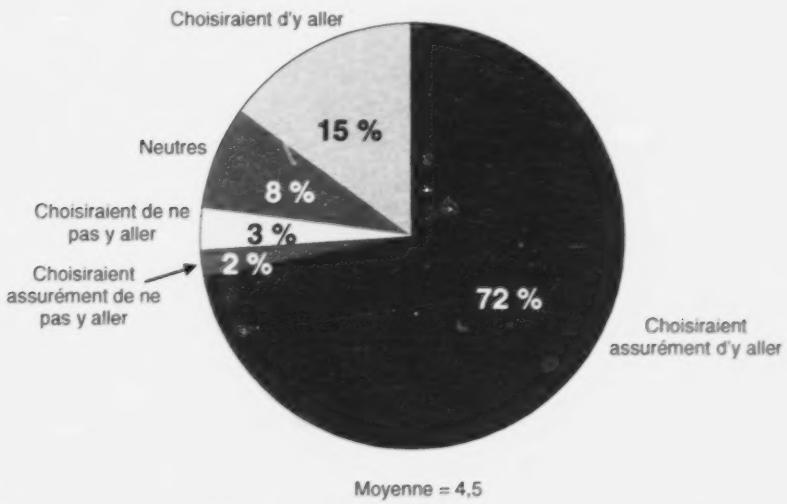
Moyenne = 4,5

**Echelle sur 5 points, où 1 signifie qu'ils choisiraient assurément de ne pas y retourner et 5, qu'ils choisiraient assurément d'y retourner. Demandé à tous les diplômés (n=2380)*

Parmi ceux qui seraient les plus susceptibles de dire qu'ils « choisiraient assurément » de retourner à l'université, on trouve ceux dont la situation financière globale est meilleure. Par exemple, 82 % de ceux qui ont les revenus les plus élevés (40 000 $ et plus) disent qu'ils choisiraient assurément de retourner à l'université, comparativement à 66 % de ceux qui sont à l'autre extrémité de l'échelle salariale.

Choix de retourner à l'université?

« Si vous pouviez tout recommencer, choisiriez-vous d'aller à l'université ou non? »



**Échelle sur 5 points, où 1 signifie qu'ils choisiraient assurément de ne pas y retourner et 5, qu'ils choisiraient assurément d'y retourner. Demandé à tous les diplômés (n=2380).*

Parmi ceux qui seraient les plus susceptibles de dire qu'ils « choisiraient assurément » de retourner à l'université, on trouve ceux dont la situation financière globale est meilleure. Par exemple, 82 % de ceux qui ont les revenus les plus élevés (40 000 $ et plus) disent qu'ils choisiraient assurément de retourner à l'université, comparativement à 66 % de ceux qui sont à l'autre extrémité de l'échelle salariale.

Choix de retourner à l'université?*		
(base pondérée)	Choisiraient Assurément d'y retourner (%)	Choisiraient assurément de ne pas y retourner (%)
Total (2380)	**72**	**2**
Langue la plus souvent parlée**		
Anglais (2091)	**73**	2
Français (253)	55	4
Revenu personnel***		
< 20 000 $ (667)	66	**4**
De 20 000 $ à 39 000 $ (897)	68	1
40 000 $ et plus (676)	**82**	1
Satisfaction relativement à l'emploi****		
Très satisfaits (648)	**80**	0
Relativement satisfaits (1148)	69	1
Insatisfaits (186)	60	**7**

** Les personnes interrogées répondaient à la question sur une échelle de 5 points, où 1=Choisirais assurément de ne pas y retourner et 5=Choisirais assurément d'y retourner. Les résultats pour 5 et 1 sont présentés ici.*

*** La valeur n totale n'atteint pas 2380, car les résultats pour ceux qui parlent les deux langues ou une autre langue n'apparaissent pas ici.*

**** La valeur n totale n'atteint pas 2380 à cause des réponses « Incertain » ou « Refus »*

***** Parmi les diplômés occupant un emploi pendant la semaine de référence (n=1982).*

De plus, les diplômés ayant un degré de satisfaction élevé relativement à leur emploi sont plus susceptibles de dire qu'ils retourneraient à l'université que ceux qui sont moins satisfaits de leur situation professionnelle actuelle (80 % contre 60 %). Il y a une plus grande proportion de diplômés occupant un emploi ou de diplômés inactifs que de diplômés actifs mais au chômage qui choisiraient de retourner à l'université.

Le choix des diplômés de retourner ou non à l'université dépend, dans une certaine mesure, de la province dans laquelle ils ont obtenu leur diplôme. Alors que 75 % de diplômés de Nouvelle-Écosse indiquent qu'ils retourneraient à l'université, moins de diplômés du Nouveau-Brunswick (67 %) et de l'Île-du-Prince-Édouard (68 %) seraient disposés à le faire.

Finalement, les diplômés anglophones sont plus enthousiastes à l'idée d'un retour à l'université que les francophones (73 % contre 55 %).

Il est remarquable qu'il n'y ait pas de différence statistiquement significative entre les diplômés ayant obtenu différents niveaux de diplômes ou de différents domaines d'étude pour ce qui est de la volonté de retourner à l'université pour étudier.

Suivre le même parcours universitaire?

Pour les diplômés des Maritimes de 1996 qui retourneraient à l'université s'ils devaient tout recommencer, la plupart choisiraient de le faire dans le même établissement et dans le même domaine d'étude. Cela confirme la satisfaction globale qu'ils ont exprimée relativement à leur expérience

universitaire. On remarque, toutefois, que les perspectives d'emploi, la satisfaction relativement à l'emploi et les intérêts personnels sont tous des facteurs clés qui influencent les diplômés à cet égard.

Choix du même domaine d'étude?

Plus des deux tiers (68 %) des diplômés de 1996 signalent que s'ils devaient refaire le choix, ils choisiraient le même domaine d'étude ou la même spécialisation que pour leur diplôme de 1996. Environ un tiers, toutefois, indiquent qu'ils seraient susceptibles de ne pas choisir d'étudier dans le même domaine.

Même domaine d'étude?

*« Si vous pouviez choisir de nouveau, opteriez-vous pour le même domaine d'étude ou la même spécialisation que pour votre diplôme de 1996? »**

** Les pourcentages n'atteignent pas 100 % parce que plusieurs réponses sont possibles.*

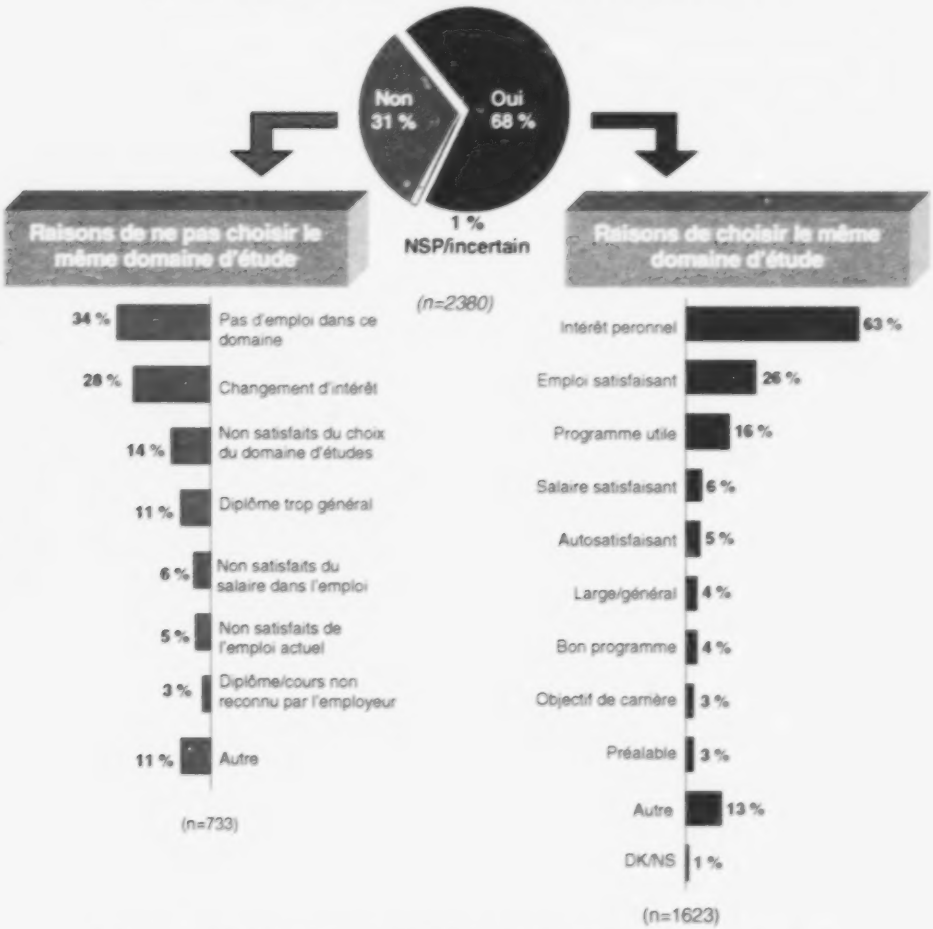
universitaire. On remarque, toutefois, que les perspectives d'emploi, la satisfaction relativement à l'emploi et les intérêts personnels sont tous des facteurs clés qui influencent les diplômés à cet égard.

Choix du même domaine d'étude?

Plus des deux tiers (68 %) des diplômés de 1996 signalent que s'ils devaient refaire le choix, ils choisiraient le même domaine d'étude ou la même spécialisation que pour leur diplôme de 1996. Environ un tiers, toutefois, indiquent qu'ils seraient susceptibles de ne pas choisir d'étudier dans le même domaine.

Même domaine d'étude?

*« Si vous pouviez choisir de nouveau, opteriez-vous pour le même domaine d'étude ou la même spécialisation que pour votre diplôme de 1996? »**



** Les poucentages n'atteignent pas 100 % parce que plusieurs réponses sont possibles.*

Raisons de choisir le même domaine d'étude

Les diplômés donnent une grande variété de raisons pour justifier le choix du même domaine d'étude la deuxième fois. La plupart, toutefois, relient leur décision à un intérêt personnel : près des deux tiers (63 %) expriment leur satisfaction en ces termes, alors que 5 % indiquent que c'est parce que leur domaine d'étude leur a donné un sentiment d'autosatisfaction.

Beaucoup d'autres diplômés choisiraient le même domaine d'étude, parce qu'ils sont satisfaits de l'emploi ou de la carrière qu'ils croient que leurs études leur a permis d'avoir. Un peu plus du quart (26 %) parlent de leurs études de cette façon, alors que 16 % disent que le programme qu'ils ont suivi est utile sur le marché du travail. Relativement moins de personnes mentionnent la satisfaction du salaire qu'elles gagnent (6 %), la nature générale du domaine (4 %) et le cheminement de carrière (3 %).

Le tableau à la page suivante indique que différents groupes de diplômés sont plus enthousiastes que d'autres quant à la volonté de retourner à l'université pour étudier dans le même domaine. C'est le cas en particulier pour les diplômés en technologies de l'information, des beaux-arts et arts appliqués, de génie et sciences appliquées et dans les sciences de la santé. Parallèlement, les diplômés en sciences sociales, en sciences agricoles et biologiques et en mathématiques et sciences physiques sont les plus susceptibles de dire qu'ils ne choisiraient pas le même domaine d'étude.

La situation d'emploi, la satisfaction relativement à l'emploi et la pertinence du programme du diplômé relativement à son emploi actuel sont aussi d'assez bonnes variables expliquant la volonté de retourner aux études dans le même domaine. Alors que 69 % des diplômés occupant un emploi disent qu'ils aimeraient étudier dans le même domaine s'ils retournaient à l'université, relativement moins de diplômés ne travaillant pas (59 %) partagent ce point de vue.

Pour ce qui est de la pertinence de l'emploi, 82 % des diplômés occupant un emploi directement lié à leur domaine d'étude disent qu'ils choisiraient le même domaine d'étude. Cette proportion chute à 40 % parmi les diplômés dont l'emploi n'est pas du tout lié à leur domaine d'étude.

Choix du même domaine d'étude ou de la même spécialisation?
parmi les différents groupes de diplômés

(base pondérée)	Oui (%)	Non (%)
Total (2380)	**68**	**31**
Domaine d'étude		
Arts – général (12)	-	-
Éducation (408)	**73**	26
Beaux-arts et arts appliqués (54)	**77**	23
Sciences humaines (260)	69	31
Sciences sociales (555)	60	**40**
Commerce (310)	70	29
Sciences agricoles et biologiques (217)	61	**39**
Génie et sciences appliquées (153)	**77**	23
Sciences de la santé (207)	**77**	20
Mathématiques et sciences physiques (101)	59	**40**
Technologies de l'information (84)	**83**	17
Cours de collège communautaire (19)	-	-
Situation d'emploi		
Travaillent (1982)	**69**	30
Ne travaillent pas (355)*	59	41
Pertinence du programme relativement à l'emploi actuel**		
Directement lié (1041)	**82**	17
Indirectement lié (545)	66	33
Pas du tout lié (396)	40	**59**
Satisfaction relativement à l'emploi**		
Très satisfaits (648)	**80**	19
Relativement satisfaits (1148)	67	32
Insatisfaits (186)	46	**51**

** Ne travaillant pas pendant la semaine de référence, mais ayant occupé un emploi depuis 1996.*
*** Parmi les diplômés occupant un emploi pendant la semaine de référence (n=1982).*
- Taille des cellules trop petite (< 50) pour une analyse fiable.

Raisons pour ne pas choisir le même domaine d'étude

En général, près du tiers des diplômés de 1996 (31 %) disent qu'ils ne choisiraient pas le même domaine d'étude s'ils en avaient l'occasion. Les raisons invoquées pour expliquer ce choix entrent dans trois grandes catégories : impossibilité d'obtenir un emploi lié à ce domaine, changement d'intérêt personnel et insatisfaction relativement à l'emploi lié à ce domaine.

Impossibilité d'obtenir un emploi lié à ce domaine : Un tiers (34 %) des personnes qui indiquent qu'elles ne choisiraient pas le même domaine d'étude si elles en avaient l'occasion disent que c'est en raison de l'impossibilité de trouver du travail dans ce domaine. C'est le cas en particulier pour les diplômés en sciences sociales, en sciences humaines et en sciences agricoles et biologiques. Onze pour cent indiquent que c'est parce que leur diplôme était trop général ou pas assez spécialisé et 3 %, parce que leur employeur ne reconnaît pas leur diplôme ou leurs cours. Globalement, 57 % des diplômés qui indiquent que leur emploi n'est « pas du tout lié » à leurs études ne choisiraient pas le même domaine d'étude.

Choix du même domaine d'étude ou de la même spécialisation? parmi les différents groupes de diplômés		
(base pondérée)	Oui (%)	Non (%)
Total (2380)	**68**	**31**
Domaine d'étude		
Arts – général (12)	-	-
Éducation (408)	**73**	26
Beaux-arts et arts appliqués (54)	**77**	23
Sciences humaines (260)	69	31
Sciences sociales (555)	60	**40**
Commerce (310)	70	29
Sciences agricoles et biologiques (217)	61	**39**
Génie et sciences appliquées (153)	**77**	23
Sciences de la santé (207)	**77**	20
Mathématiques et sciences physiques (101)	59	**40**
Technologies de l'information (84)	**83**	17
Cours de collège communautaire (19)	-	-
Situation d'emploi		
Travaillent (1982)	**69**	30
Ne travaillent pas (355)*	59	41
Pertinence du programme relativement à l'emploi actuel**		
Directement lié (1041)	**82**	17
Indirectement lié (545)	66	33
Pas du tout lié (396)	40	**59**
Satisfaction relativement à l'emploi**		
Très satisfaits (648)	**80**	19
Relativement satisfaits (1148)	67	32
Insatisfaits (186)	46	**51**

** Ne travaillant pas pendant la semaine de référence, mais ayant occupé un emploi depuis 1996.*
*** Parmi les diplômés occupant un emploi pendant la semaine de référence (n=1982).*
- Taille des cellules trop petite (< 50) pour une analyse fiable.

Raisons pour ne pas choisir le même domaine d'étude

En général, près du tiers des diplômés de 1996 (31 %) disent qu'ils ne choisiraient pas le même domaine d'étude s'ils en avaient l'occasion. Les raisons invoquées pour expliquer ce choix entrent dans trois grandes catégories : impossibilité d'obtenir un emploi lié à ce domaine, changement d'intérêt personnel et insatisfaction relativement à l'emploi lié à ce domaine.

Impossibilité d'obtenir un emploi lié à ce domaine : Un tiers (34 %) des personnes qui indiquent qu'elles ne choisiraient pas le même domaine d'étude si elles en avaient l'occasion disent que c'est en raison de l'impossibilité de trouver du travail dans ce domaine. C'est le cas en particulier pour les diplômés en sciences sociales, en sciences humaines et en sciences agricoles et biologiques. Onze pour cent indiquent que c'est parce que leur diplôme était trop général ou pas assez spécialisé et 3 %, parce que leur employeur ne reconnaît pas leur diplôme ou leurs cours. Globalement, 57 % des diplômés qui indiquent que leur emploi n'est « pas du tout lié » à leurs études ne choisiraient pas le même domaine d'étude.

Changement d'intérêt personnel : Plus du quart (28 %) des personnes qui ne choisiraient pas le même domaine d'étude indiquent que c'est parce que leurs intérêts ont changé. La moitié de ce chiffre (14 %) indiquent que c'est parce qu'ils ne sont pas satisfaits de leur choix de domaine d'étude.

Insatisfaction relativement à l'emploi lié à ce domaine : Six pour cent des personnes qui disent qu'elles ne choisiraient pas le même domaine d'étude indiquent que c'est parce qu'elles ne sont pas satisfaites du salaire dans leur emploi actuel. Cinq pour cent d'entre elles indiquent qu'elles ne sont pas satisfaites de leur emploi actuel en général. Quatre diplômés insatisfaits de leur emploi sur dix (42 %) ne choisiraient pas le même domaine d'étude. Seul 21 % de ceux qui sont très satisfaits de leur emploi expriment le même sentiment.

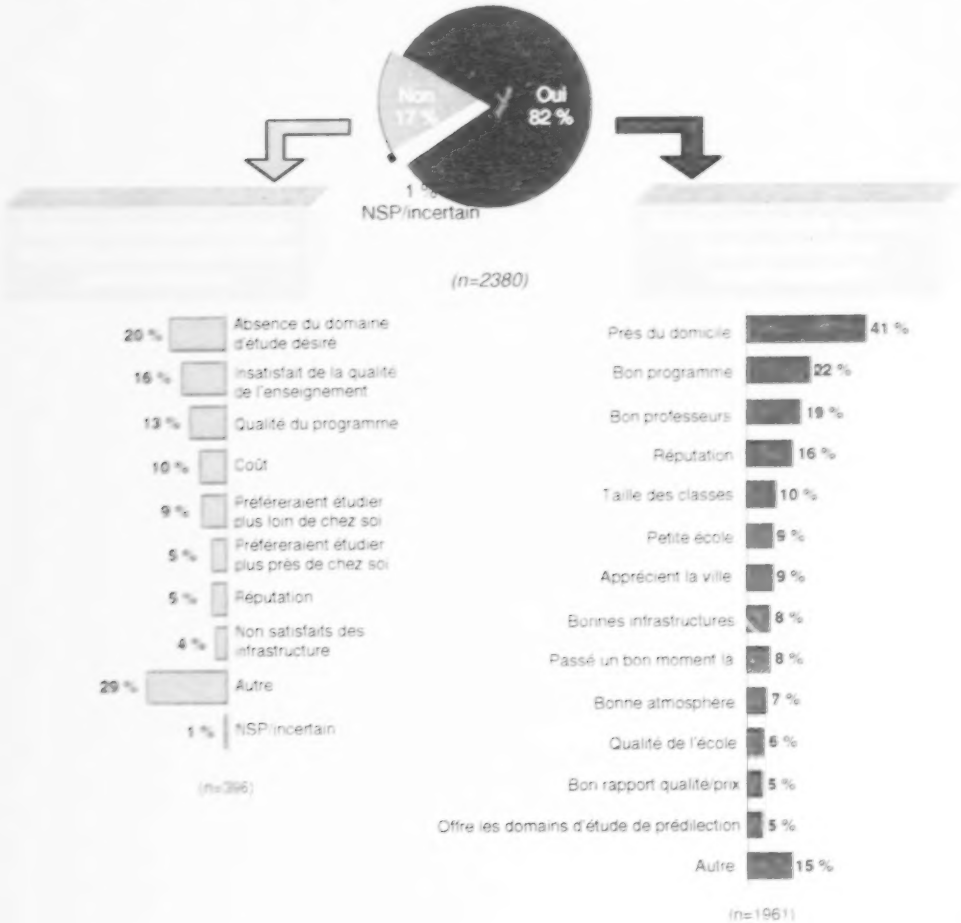
De même, les diplômés occupant un emploi dont ils sont très satisfaits sont significativement plus susceptibles de choisir le même domaine d'étude que ceux qui sont relativement insatisfaits de leur situation professionnelle actuelle (80 % contre 58 %). En fait, au moins 40 % des personnes qui sont insatisfaites de leur emploi actuel disent qu'elles ne feraient pas leurs études dans le même domaine.

Choix du même établissement?

Les diplômés des Maritimes semblent apprécier l'établissement dans lequel ils ont obtenu leur diplôme plus que leur domaine d'étude. Une plus grande proportion choisirait de retourner dans le même établissement plutôt que de suivre le même programme universitaire. Globalement, huit diplômés sur dix (82 %) disent qu'ils choisiraient d'aller dans la même école ou dans le même établissement s'ils en avaient l'occasion. Près de deux diplômés sur dix (17 %) disent qu'ils ne retourneraient pas à la même université s'ils devaient recommencer leurs études.

Même école ou établissment?

« Si vous pouviez choisir le nouveau, retourneriez-vous dans la même école ou dans le même établissement? »



** Les pourcentages n'atteignent pas 100 % en raison de la possiblité de réponses multiples*

Il n'y a pas de différence statistiquement significative dans le choix des diplômés de retourner ou non dans le même établissement entre les provinces d'obtention du diplôme.

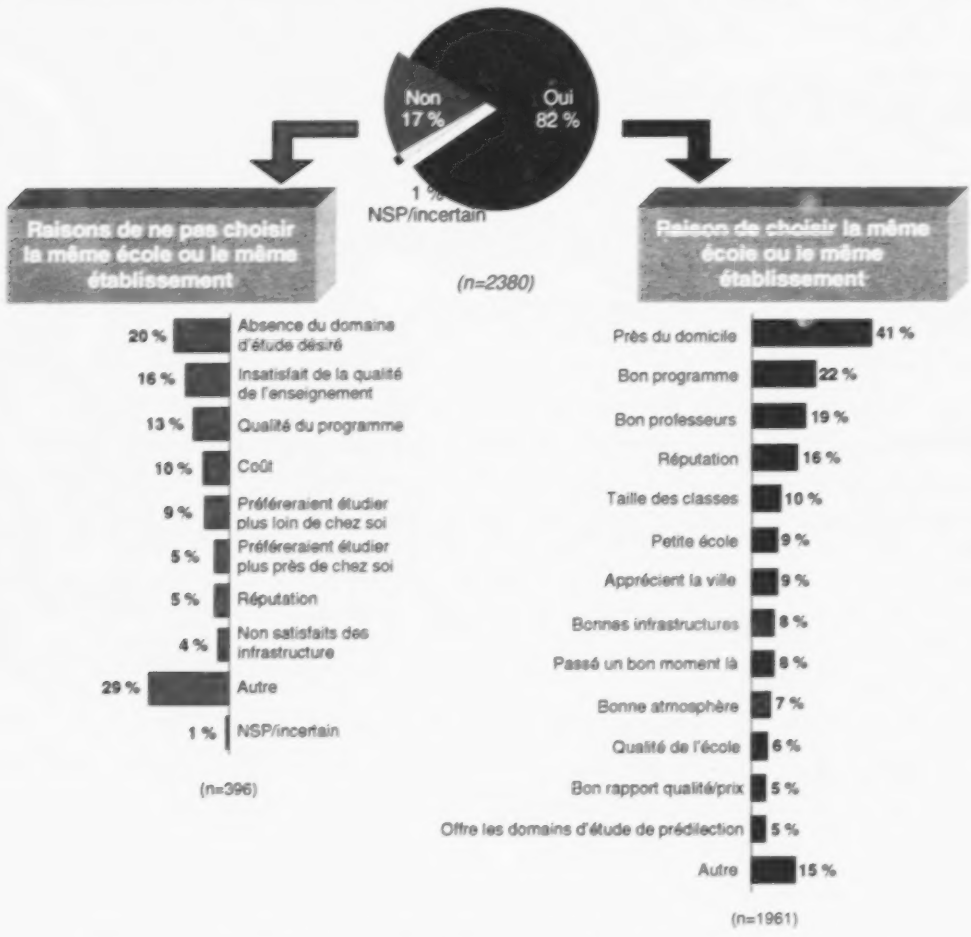
Les diplômés donnent trois raisons principales de *vouloir retourner* étudier dans le même établissement : qualité de la formation reçue, emplacement et programme offert.

Qualité de l'école ou de la formation (65 % des réponses) : Deux diplômés sur dix (19 %) choisiraient la même école en raison de la qualité des professeurs, alors que 16 % invoquent sa réputation. Dix pour cent mentionnent le ratio étudiants/professeurs et 9 %, le fait que ce soit une petite école. Six pour cent ont fait allusion à la qualité de l'établissement et de la formation et 5 %, le bon rapport qualité prix.

Emplacement de l'école (50 % des réponses) : Quatre personnes sur dix (41 %) ont indiqué qu'elles choisiraient la même école ou le même établissement si elles en avaient l'occasion parce que c'était à proximité de chez eux. C'est la raison invoquée le plus souvent pour expliquer le choix de retourner à la

Même école ou établissment?

« Si vous pouviez choisir le nouveau, retourneriez-vous dans la même école ou dans le même établissement? »



** Les pourcentages n'atteignent pas 100 % en raison de la possiblité de réponses multiples.*

Il n'y a pas de différence statistiquement significative dans le choix des diplômés de retourner ou non dans le même établissement entre les provinces d'obtention du diplôme.

Les diplômés donnent trois raisons principales de *vouloir retourner* étudier dans le même établissement : qualité de la formation reçue, emplacement et programme offert.

Qualité de l'école ou de la formation (65 % des réponses) : Deux diplômés sur dix (19 %) choisiraient la même école en raison de la qualité des professeurs, alors que 16 % invoquent sa réputation. Dix pour cent mentionnent le ratio étudiants/professeurs et 9 %, le fait que ce soit une petite école. Six pour cent ont fait allusion à la qualité de l'établissement et de la formation et 5 %, le bon rapport qualité prix.

Emplacement de l'école (50 % des réponses) : Quatre personnes sur dix (41 %) ont indiqué qu'elles choisiraient la même école ou le même établissement si elles en avaient l'occasion parce que c'était à proximité de chez eux. C'est la raison invoquée le plus souvent pour expliquer le choix de retourner à la

même université. Neuf pour cent d'entre elles ont indiqué que c'était parce qu'elles aimaient bien la ville ou le secteur où se trouvait l'école.

Type de programme offert (27 % des réponses) : Deux diplômés sur dix (22 %) choisiraient de retourner à la même école ou dans le même établissement parce qu'ils pensent qu'il y est offert un bon programme, et 5 % ont indiqué que l'établissement où ils ont étudié jusqu'en 1996 offrait leur domaine d'étude de prédilection.

Les autres raisons comprenaient l'atmosphère (8 % « se sont bien amusés », 8 % « bonnes infrastructures » et 7 % « bonne atmosphère »).

Globalement, 17 % des diplômés disent qu'ils ne *retourneraient pas* au même établissement s'ils pouvaient choisir de nouveau. Les trois grandes raisons qu'ils donnent sont les suivantes :

Qualité/valeur (43 % des réponses) : Seize pour cent des diplômés ayant répondu au sondage disent qu'ils ne choisiraient pas la même école parce qu'ils n'ont pas aimé la qualité de l'enseignement, et 13 % critiquent la qualité du programme. Un diplômé sur dix (10 %) dit que les coûts l'empêcheraient de retourner à la même école, et 5 % indiquent que c'est la réputation de l'école qui les empêcherait de le faire.

Domaine d'étude (20 % des réponses) : Deux personnes sur dix (20 %) indiquent qu'elles ne choisiraient pas la même école parce que l'établissement où elles allaient jusqu'en 1996 n'offre pas le domaine d'étude qu'elles voudraient.

Emplacement (14 % des réponses) : Une personne sur dix (9 %) indique qu'elle préférerait étudier plus loin de chez elle alors que 5 % indiquent qu'ils préféreraient étudier plus près de chez eux.

3.2 Regard des diplômés sur leur vie personnelle

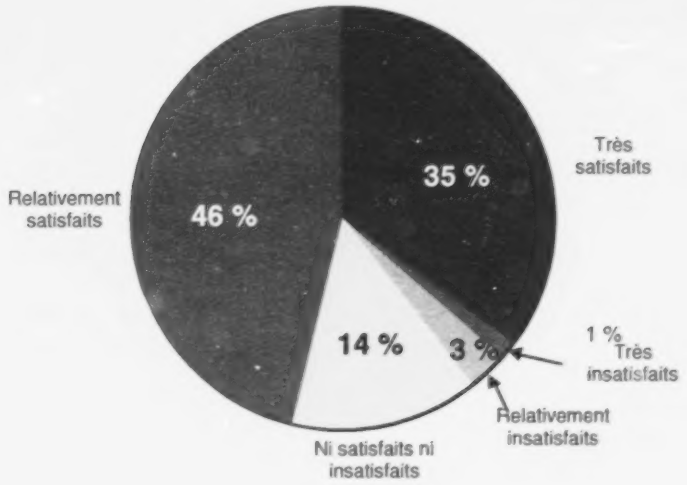
En règle générale, quatre ans après l'obtention du diplôme, les diplômés des Maritimes de 1996 ont un regard globalement positif sur la direction prise par leur vie. Toutefois, les opinions favorables semblent dépendre des aspects de la vie dont on traite et des caractéristiques socio-démographiques des diplômés. D'une part, alors que la plupart des diplômés sont satisfaits de leur niveau d'étude, moins sont satisfaits de leur situation d'emploi, et encore moins ont une opinion positive de leur situation financière. D'autre part, la satisfaction globale par rapport à la direction prise par leur vie dépend des situations professionnelle et financière des diplômés et est liée plus directement à la réussite des diplômés dans ces deux domaines.

Satisfaction face à la direction prise par leur vie

Au moins huit diplômés de 1996 sur dix (81 %) sont satisfaits de la direction prise actuellement par leur vie, y compris un tiers (35 %) qui indique qu'il est très satisfait. Seuls 4 % des diplômés disent être insatisfaits de la direction prise par leur vie. Quatorze pour cent ont une opinion plus neutre, n'étant ni satisfaits ni insatisfaits de la direction prise par leur vie.

Satisfaction de la direction prise par la vie

*« Si vous pensez à la direction prise par votre vie actuellement, diriez-vous que vous êtes généralement satisfaits ou insatisfaits? »**



Moyenne = 4,1

**Échelle sur 5 points, où 1 signifie très insatisfaits et 5, très satisfaits. Demandé à tous les diplômés (n=2380).*

La satisfaction des diplômés quant à la direction prise par leur vie semble être étroitement liée à leurs situations financière et professionnelle. Les diplômés ayant des revenus de moyens à élevés, par exemple, (c.-à-d. ceux qui ont des revenus personnels de 20 000 $ et plus) sont plus susceptibles que ceux qui ont des revenus inférieurs d'être satisfaits de la direction globale prise par leur vie.

De plus, les diplômés qui ont une dette totale non amortie de moins de 15 000 $ sont plus susceptibles d'être satisfaits de la direction prise par leur vie que ceux qui ont une dette non amortie plus élevée.

Satisfaction face à la direction prise par leur vie parmi les différents groupes de diplômés

(base pondérée)	Satisfaits de la direction prise par la vie?* Très/relativement satisfaits (%)	Très/relativement insatisfaits (%)
Total (2380)	**81**	**5**
Revenu personnel**		
< 20 000 $ (667)	71	9
De 20 000 $ à 39 000 $ (897)	82	4
40 000 $ et plus (676)	**88**	3
Dette totale moyenne non amortie en 2000***		
Zéro (517)	**83**	4
Moins de 5000 $ (180)	**84**	3
De 5000 $ à 14 999 $ (390)	**82**	5
De 15 000 $ à 29 999 $ (314)	74	5
30 000 $ ou plus (84)	72	**11**
Situation d'emploi		
Travaillent (1982)	**82**	4
Au chômage (355)******	55	**17**
Satisfaction relativement à l'emploi*****		
Très satisfaits (648)	**95**	1
Relativement satisfaits (1148)	81	3
Insatisfaits (186)	37	**27**

** Les personnes interrogées ont répondu sur une échelle de 5 points où 1=Très insatisfaits et 5=Très satisfaits. Ici, 1,2=Très/relativement insatisfaits et 4,5=Très/relativement satisfaits; les résultats pour la réponse intermédiaire (3) n'apparaissent pas.*

*** La valeur n totale n'atteint pas 2380, en raison des réponses « Incertain » et « Refus ».*

**** Pour les prêts contractés avant et après 1996.*

***** Ne travaillant pas pendant la semaine de référence, mais ayant travaillé depuis 1996.*

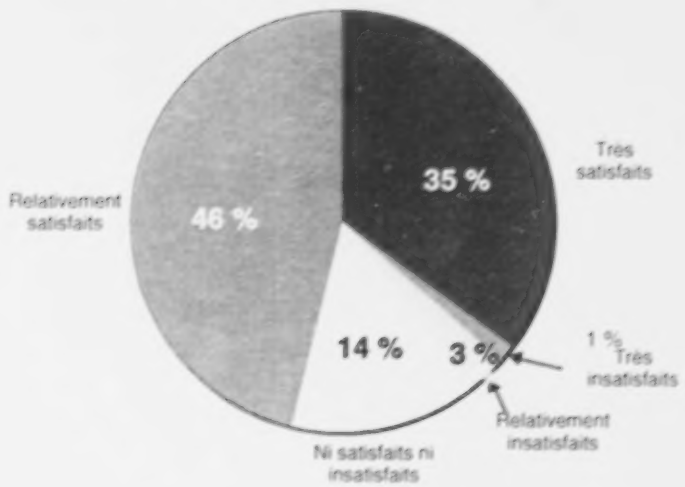
****** Parmi les diplômés occupant un emploi pendant la semaine de référence (n=1982).*

Si l'on examine la situation d'emploi, les diplômés occupant un emploi sont beaucoup plus satisfaits de la direction prise par leur vie que ceux qui ne travaillent pas. Parmi les diplômés occupant un emploi, ceux qui sont les plus satisfaits de leur emploi sont les plus susceptibles d'être satisfaits de la direction prise par leur vie en général.

Il n'y a pas de différence statistiquement significative dans la perspective des diplômés sur leur vie entre les différentes provinces d'obtention du diplôme.

Satisfaction de la direction prise par la vie

*« Si vous pensez à la direction prise par votre vie actuellement, diriez-vous que vous êtes généralement satisfaits ou insatisfaits? »**



Moyenne = 4,1

**Échelle sur 5 points, où 1 signifie très insatisfaits et 5, très satisfaits. Demandé à tous les diplômés (n=2380).*

La satisfaction des diplômés quant à la direction prise par leur vie semble être étroitement liée à leurs situations financière et professionnelle. Les diplômés ayant des revenus de moyens à élevés, par exemple, (c.-à-d. ceux qui ont des revenus personnels de 20 000 $ et plus) sont plus susceptibles que ceux qui ont des revenus inférieurs d'être satisfaits de la direction globale prise par leur vie.

De plus, les diplômés qui ont une dette totale non amortie de moins de 15 000 $ sont plus susceptibles d'être satisfaits de la direction prise par leur vie que ceux qui ont une dette non amortie plus élevée.

Satisfaction face à la direction prise par leur vie parmi les différents groupes de diplômés		
	Satisfaits de la direction prise par la vie?*	
(base pondérée)	Très/relativement satisfaits (%)	Très/relativement insatisfaits (%)
Total (2380)	**81**	**5**
Revenu personnel**		
< 20 000 $ (667)	71	9
De 20 000 $ à 39 000 $ (897)	82	4
40 000 $ et plus (676)	**88**	3
Dette totale moyenne non amortie en 2000***		
Zéro (517)	**83**	4
Moins de 5000 $ (180)	**84**	3
De 5000 $ à 14 999 $ (390)	**82**	5
De 15 000 $ à 29 999 $ (314)	74	5
30 000 $ ou plus (84)	72	**11**
Situation d'emploi		
Travaillent (1982)	**82**	4
Au chômage (355)*****	55	**17**
Satisfaction relativement à l'emploi****		
Très satisfaits (648)	**95**	1
Relativement satisfaits (1148)	81	3
Insatisfaits (186)	37	**27**

** Les personnes interrogées ont répondu sur une échelle de 5 points, où 1=Très insatisfaits et 5=Très satisfaits. Ici, 1,2=Très/relativement insatisfaits et 4,5=Très/relativement satisfaits; les résultats pour la réponse intermédiaire (3) n'apparaissent pas.*

*** La valeur n totale n'atteint pas 2380, en raison des réponses « Incertain » et « Refus ».*

**** Pour les prêts contractés avant et après 1996.*

***** Ne travaillant pas pendant la semaine de référence, mais ayant travaillé depuis 1996.*

****** Parmi les diplômés occupant un emploi pendant la semaine de référence (n=1982).*

Si l'on examine la situation d'emploi, les diplômés occupant un emploi sont beaucoup plus satisfaits de la direction prise par leur vie que ceux qui ne travaillent pas. Parmi les diplômés occupant un emploi, ceux qui sont les plus satisfaits de leur emploi sont les plus susceptibles d'être satisfaits de la direction prise par leur vie en général.

Il n'y a pas de différence statistiquement significative dans la perspective des diplômés sur leur vie entre les différentes provinces d'obtention du diplôme.

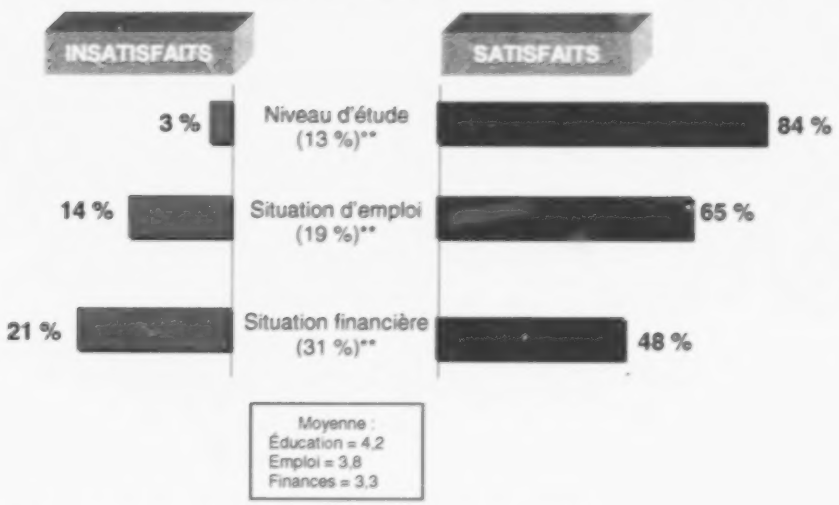
Satisfaction sur des aspects spécifiques de la situation actuelle

Lorsqu'on demande aux diplômés d'examiner des aspects spécifiques de leur vie, ceux-ci ont tendance à être beaucoup plus satisfaits de leur niveau d'études que de l'emploi qu'ils occupent ou de leur situation financière actuelle. Toutefois, c'est l'emploi qui est le facteur clé du degré de satisfaction global des diplômés sur la direction prise par leur vie.

Globalement, huit personnes sur dix (84 %) signalent être satisfaites de leur niveau d'étude alors que 3 % disent en être insatisfaits. Par ailleurs, les deux tiers (65 %) des diplômés sont satisfaits de leur situation d'emploi; 14 % signalent être insatisfaits de cet aspect de leur vie. Environ la moitié des diplômés de 1996 (48 %) sont satisfaits de leur situation financière; deux sur dix (21 %) disent en être insatisfaits.

Degré de satisfaction face à la situation actuelle

*« Diriez-vous que vous êtes satisfait ou insatisfait de votre _____ actuel(le)? »**



Échelle sur 5 points, où 1 signifie très insatisfaits et 5, très satisfaits.
**Ici, 1,2=insatisfaits; 3=ni satisfaits ni insatisfaits et 4,5=satisfaits. Les résultats pour 3 apparaissent entre parenthèses. Demandé à tous les diplômés (n=2380).*
***Ni satisfaits ni insatisfaits.*

Une analyse plus approfondie des résultats suggère que même si ces trois composantes de la vie des diplômés sont en corrélation étroite avec l'opinion des diplômés sur la direction prise par leur vie, la situation d'emploi est très probablement le facteur clé qui influe sur la satisfaction globale des diplômés sur la direction prise par leur vie[21].

Les résultats montrent que certains groupes de diplômés ont un sentiment de satisfaction plus global relativement à ces trois aspects de leur situation actuelle. En particulier, cela comprend les diplômés dont la situation financière est plus stable (c.-à-d. revenus plus élevés, dette moins importante) et qui ont un emploi qu'ils aiment.

Satisfaction face à la situation actuelle

	Niveau d'études* (%)		Situation d'emploi* (%)		Situation financière* (%)	
(base pondérée)	Satisfaits	Insatisfaits	Satisfaits	Insatisfaits	Satisfaits	Insatisfaits
Total (2380)	**84**	**3**	**65**	**14**	**48**	**21**
Revenu personnel**						
< 20 000 $ (667)	81	4	44	**27**	21	**42**
De 20 000 $ à 39 000 $ (897)	84	3	69	11	47	16
40 000 $ et plus (676)	**88**	1	**82**	5	**74**	6
Dette totale non amortie						
Zéro (517)	**85**	3	63	13	**46**	22
Moins de 5 000 $ (180)	80	2	**67**	12	**45**	20
De 5 000 $ à 14 999 $ (390)	84	2	**66**	15	**44**	23
De 15 000 à 29 999 $ (314)	82	4	56	**20**	31	**35**
30 000 $ ou plus (84)	83	6	59	**22**	30	**44**
Situation d'emploi						
Travaillent (1982)	84	3	**71**	10	**52**	16
Au chômage (355)***	83	3	38	**33**	27	**41**
Satisfaction relativement à l'emploi**						
Très satisfaits (648)	**91**	1	**91**	2	**67**	8
Relativement satisfaits (1148)	83	3	68	7	49	17
Insatisfaits (186)	70	**8**	49	**55**	22	**40**

** Les personnes interrogées ont répondu sur une échelle de 5 points, où 1=Très insatisfaits et 5=Très satisfaits. Ici, 1,2=Insatisfaits et 4,5=Satisfaits; les résultats pour l'évaluation intermédiaire (3) n'apparaissent pas.*

*** La valeur n totale n'atteint pas 2380 en raison des réponses « Incertain » ou « Refus ».*

**** Ne travaillant pas pendant la semaine de référence, mais ayant travaillé depuis 1996.*

***** Parmi les diplômés occupant un emploi pendant la semaine de référence (n=1982).*

[21] Situation d'emploi : coefficient de corrélation de Pearson = 0,593, valeur moyenne quadratique = 0,352.

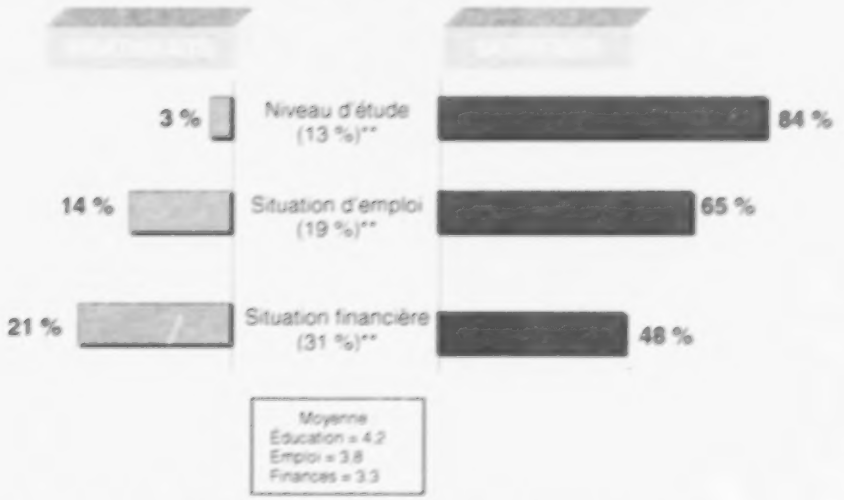
Satisfaction sur des aspects spécifiques de la situation actuelle

Lorsqu'on demande aux diplômés d'examiner des aspects spécifiques de leur vie, ceux-ci ont tendance à être beaucoup plus satisfaits de leur niveau d'études que de l'emploi qu'ils occupent ou de leur situation financière actuelle. Toutefois, c'est l'emploi qui est le facteur clé du degré de satisfaction global des diplômés sur la direction prise par leur vie.

Globalement, huit personnes sur dix (84 %) signalent être satisfaites de leur niveau d'étude alors que 3 % disent en être insatisfaits. Par ailleurs, les deux tiers (65 %) des diplômés sont satisfaits de leur situation d'emploi; 14 % signalent être insatisfaits de cet aspect de leur vie. Environ la moitié des diplômés de 1996 (48 %) sont satisfaits de leur situation financière; deux sur dix (21 %) disent en être insatisfaits.

Degré de satisfaction face à la situation actuelle

« Diriez-vous que vous êtes satisfait ou insatisfait de votre _____ actuelle? »



Échelle sur 5 points, où 1 signifie très insatisfaits et 5, très satisfaits.
**Ici, 1,2=insatisfaits; 3=ni satisfaits ni insatisfaits et 4,5=satisfaits. Les résultats pour 3 apparaissent entre parenthèses. Demandé à tous les diplômés (n=2380).*
***Ni satisfaits ni insatisfaits.*

Une analyse plus approfondie des résultats suggère que même si ces trois composantes de la vie des diplômés sont en corrélation étroite avec l'opinion des diplômés sur la direction prise par leur vie, la situation d'emploi est très probablement le facteur clé qui influe sur la satisfaction globale des diplômés sur la direction prise par leur vie[21].

Les résultats montrent que certains groupes de diplômés ont un sentiment de satisfaction plus global relativement à ces trois aspects de leur situation actuelle. En particulier, cela comprend les diplômés dont la situation financière est plus stable (c.-à-d. revenus plus élevés, dette moins importante) et qui ont un emploi qu'ils aiment.

Satisfaction face à la situation actuelle

	Niveau d'études* (%)		Situation d'emploi* (%)		Situation financière* (%)	
(base pondérée)	**Satisfaits**	**Insatisfaits**	**Satisfaits**	**Insatisfaits**	**Satisfaits**	**Insatisfaits**
Total (2380)	**84**	**3**	**65**	**14**	**48**	**21**
Revenu personnel**						
< 20 000 $ (667)	81	4	44	**27**	21	**42**
De 20 000 $ à 39 000 $ (897)	84	3	69	11	47	16
40 000 $ et plus (676)	**88**	1	**82**	5	**74**	6
Dette totale non amortie						
Zéro (517)	**85**	3	63	13	**46**	22
Moins de 5 000 $ (180)	80	2	**67**	12	**45**	20
De 5 000 $ à 14 999 $ (390)	84	2	**66**	15	**44**	23
De 15 000 à 29 999 $ (314)	82	4	56	**20**	31	**35**
30 000 $ ou plus (84)	83	6	59	**22**	30	**44**
Situation d'emploi						
Travaillent (1982)	84	3	**71**	10	**52**	16
Au chômage (355)***	83	3	38	**33**	27	**41**
Satisfaction relativement à l'emploi****						
Très satisfaits (648)	**91**	1	**91**	2	**67**	8
Relativement satisfaits (1148)	83	3	68	7	49	17
Insatisfaits (186)	70	**8**	49	**55**	22	**40**

** Les personnes interrogées ont répondu sur une échelle de 5 points, où 1=Très insatisfaits et 5=Très satisfaits. Ici, 1,2=Insatisfaits et 4,5=Satisfaits; les résultats pour l'évaluation intermédiaire (3) n'apparaissent pas.*

*** La valeur n totale n'atteint pas 2380 en raison des réponses « Incertain » ou « Refus »*

**** Ne travaillant pas pendant la semaine de référence, mais ayant travaillé depuis 1996*

***** Parmi les diplômés occupant un emploi pendant la semaine de référence (n=1982).*

[21] Situation d'emploi : coefficient de corrélation de Pearson = 0,593, valeur moyenne quadratique = 0,352

Plus précisement, d'un point de vue socioéconomique, 74 % des diplômés ayant les revenus personnels les plus élevés sont satisfaits de leur situation financière, alors que seulement 21 % de ceux qui ont des revenus inférieurs partagent ce sentiment; deux fois plus sont insatisfaits (42 %).

De même, ceux qui ont des revenus élevés sont près de deux fois plus susceptibles que ceux qui ont des revenus inférieurs d'être satisfaits de leur situation d'emploi (82 % contre 44 %).

Il n'existe pas de différence statistiquement significative entre les provinces d'obtention du diplôme pour ce qui est de la satisfaction relativement au niveau d'études et à la situation professionnelle. En ce qui concerne la situation financière, les diplômés du Nouveau-Brunswick sont légèrement plus susceptibles que les autres d'être satisfaits de leur situation (51 % contre 46 % en Nouvelle-Écosse et 43 % à l'Île-du-Prince-Édouard).

Les diplômés de tous les niveaux expriment un haut degré de satisfaction quant au niveau d'étude qu'ils ont atteint. Toutefois, il existe certaines différences réelles entre les diplômés pour ce qui est des situations professionnelle et financière. En fait, les titulaires de diplômes d'études supérieures ou de diplôme de compétence professionnelle sont non seulement plus satisfaits de leur niveau d'études que ceux qui ont obtenu un baccalauréat (93 % et 97 %, respectivement, contre 82 %), mais ils expriment aussi un plus haut niveau de satisfaction relativement à leur emploi (73 % et 75 %, respectivement, contre 64 %) et à leur situation financière (64 % et 73 %, respectivement).

Satisfaction face à la situation actuelle

(base pondérée)	Niveau d'études* (%)		Situation d'emploi* (%)		Situation financière* (%)	
	Satisfaits	Insatisfaits	Satisfaits	Insatisfaits	Satisfaits	Insatisfaits
Total (2 380)	**84**	**3**	**65**	**14**	**48**	**21**
Diplôme						
Baccalauréat (1 756)	83	3	65	**14**	44	**22**
Diplôme de compétence professionnelle (50)	**97**	0	75	8	**73**	9
Maîtrise/doctorat (296)	**93**	0	**73**	8	**64**	14
Certificat/autre (278)	78	5	61	**18**	48	**24**
Domaine d'étude						
Éducation (408)	**88**	2	**74**	11	55	18
Génie et sciences appliquées (153)	**89**	1	**71**	11	55	20
Professions de la santé (207)	**89**	0	**75**	7	**63**	10
Technologies de l'information (84)	80	1	**80**	7	**61**	10
Commerce (310)	85	3	65	16	**59**	13
Mathématiques et sciences physiques (101)	85	2	61	13	44	21
Sciences humaines (260)	85	2	60	14	35	**26**
Sciences agricoles et biologiques (217)	82	4	59	15	37	**26**
Sciences sociales (555)	80	4	60	**18**	40	**25**
Beaux-arts et arts appliqués (54)	75	**10**	45	**19**	23	**36**
Arts – général (12)	-	-	-	-	-	-
Cours de collège communautaire (19)	-	-	-	-	-	-

** Les personnes interrogées ont répondu sur une échelle de 5 points, où 1=Très insatisfaits et 5=Très satisfaits. Ici, 1,2=Insatisfaits et 4,5=Satisfaits; les résultats pour l'évaluation intermédiaire (3) n'apparaissent pas.*

- Taille des cellules trop petite (< 50) pour une analyse fiable

Toutefois, le plus grand écart de satisfaction entre les différents types de diplômés a trait aux questions financières. Alors que près des deux tiers de ceux qui ont obtenu une maîtrise ou un doctorat (64 %) et les trois quarts de ceux qui ont un diplôme de compétence professionnelle se disent satisfaits de leur situation financière, ce chiffre tombe à 44 % seulement pour ceux qui ont un baccalauréat. Cet écart appréciable peut s'expliquer par le fait que les personnes ayant obtenu un diplôme d'études supérieures ou un diplôme de compétence professionnelle ont tendance à avoir des revenus annuels moyens plus élevés.

Le domaine d'étude est aussi lié au regard qu'ont les diplômés sur leur situation actuelle. Ceux qui ont étudié en génie et sciences appliquées, dans les sciences de la santé, en éducation et en technologies de l'information ont tendance à se montrer plus satisfaits que les autres des différents aspects de leur vie. Il n'est pas surprenant, peut-être, que ce soient aussi les diplômés dont les revenus personnels moyens sont les plus élevés et, dans la plupart des cas, ceux dont la dette globale non amortie est la plus basse. Ceux qui sont les plus susceptibles d'être insatisfaits de leur situation actuelle sont ceux qui ont obtenu un diplôme en beaux-arts et arts appliqués et en sciences sociales.

Satisfaction face à la situation actuelle						
	Niveau d'études* (%)		Situation d'emploi* (%)		Situation financière* (%)	
(base pondérée)	Satisfaits	Insatisfaits	Satisfaits	Insatisfaits	Satisfaits	Insatisfaits
Total (2 380)	**84**	**3**	**65**	**14**	**48**	**21**
Diplôme						
Baccalauréat (1 756)	83	3	65	**14**	44	**22**
Diplôme de compétence professionnelle (50)	**97**	0	75	8	**73**	9
Maîtrise/doctorat (296)	**93**	0	**73**	8	**64**	14
Certificat/autre (278)	78	5	61	**18**	48	**24**
Domaine d'étude						
Éducation (408)	**88**	2	**74**	11	55	18
Génie et sciences appliquées (153)	**89**	1	**71**	11	55	20
Professions de la santé (207)	**89**	0	**75**	7	**63**	10
Technologies de l'information (84)	80	1	**80**	7	**61**	10
Commerce (310)	85	3	65	16	**59**	13
Mathématiques et sciences physiques (101)	85	2	61	13	44	21
Sciences humaines (260)	85	2	60	14	35	**26**
Sciences agricoles et biologiques (217)	82	4	59	15	37	**26**
Sciences sociales (555)	80	4	60	**18**	40	**26**
Beaux-arts et arts appliqués (54)	75	**10**	45	**19**	23	**36**
Arts – général (12)	-	-	-	-	-	-
Cours de collège communautaire (19)	-	-	-	-	-	-

** Les personnes interrogées ont répondu sur une échelle de 5 points, où 1=Très insatisfaits et 5=Très satisfaits. Ici, 1,2=Insatisfaits et 4,5=Satisfaits; les résultats pour l'évaluation intermédiaire (3) n'apparaissent pas*

- Taille des cellules trop petite (< 50) pour une analyse fiable

Toutefois, le plus grand écart de satisfaction entre les différents types de diplômés a trait aux questions financières. Alors que près des deux tiers de ceux qui ont obtenu une maîtrise ou un doctorat (64 %) et les trois quarts de ceux qui ont un diplôme de compétence professionnelle se disent satisfaits de leur situation financière, ce chiffre tombe à 44 % seulement pour ceux qui ont un baccalauréat. Cet écart appréciable peut s'expliquer par le fait que les personnes ayant obtenu un diplôme d'études supérieures ou un diplôme de compétence professionnelle ont tendance à avoir des revenus annuels moyens plus élevés.

Le domaine d'étude est aussi lié au regard qu'ont les diplômés sur leur situation actuelle. Ceux qui ont étudié en génie et sciences appliquées, dans les sciences de la santé, en éducation et en technologies de l'information ont tendance à se montrer plus satisfaits que les autres des différents aspects de leur vie. Il n'est pas surprenant, peut-être, que ce soient aussi les diplômés dont les revenus personnels moyens sont les plus élevés et, dans la plupart des cas, ceux dont la dette globale non amortie est la plus basse. Ceux qui sont les plus susceptibles d'être insatisfaits de leur situation actuelle sont ceux qui ont obtenu un diplôme en beaux-arts et arts appliqués et en sciences sociales.

Conclusions et implications

Quelle est la nature des transitions effectuées par les diplômés des Maritimes entre leurs études et le marché du travail depuis l'obtention de leur diplôme et depuis la dernière fois qu'ils ont été interrogés? Afin de répondre à cette question et de comprendre ces transitions complexes, nous avons regroupé les conclusions par thème en fonction des sujets traités dans l'analyse.

Emploi et formation

Situation d'activité

En règle générale, pour ce qui est de la situation d'activité, les résultats montrent que les diplômés des Maritimes de 1996 ont bien réussi la transition entre les études postsecondaires et le marché du travail. En outre, les données suggèrent que leur situation s'est améliorée depuis la dernière fois qu'ils ont été interrogés, en 1997. De façon générale, ils gagnent plus d'argent, ont des emplois plus stables, une dette moins élevée et une situation financière plus stable que lors de l'obtention de leur diplôme en 1996.

Toutefois, ce portrait essentiellement positif cache une réelle diversité d'expériences entre les diplômés. En fait, les résultats montrent que le succès de la transition entre les études postsecondaires et le marché du travail n'est pas le même pour tous les diplômés. Ceux qui ont le mieux réussi sont ceux qui ont un diplôme de compétence professionnelle ou un diplôme d'études supérieures : les diplômés en commerce, en génie et sciences appliquées, en éducation, dans les sciences de la santé et en technologies de l'information ainsi que les hommes. Ces diplômés sont plus susceptibles d'avoir un emploi permanent bien rémunéré, d'avoir une dette moins élevée ou d'être en meilleure posture pour rembourser leur dette, et d'être plus satisfaits de leur emploi. Par conséquent, le regard global qu'ils ont sur leur vie est nettement plus positif que celui des autres.

Ceux qui ont moins bien réussi dans leur transition sont les titulaires d'un baccalauréat, les diplômés en sciences humaines, en sciences sociales et en sciences agricoles et biologiques ainsi que les femmes. Ces diplômés sont plus susceptibles d'avoir un emploi non permanent ou d'être au chômage, d'avoir un emploi moins bien rémunéré, d'avoir une dette non amortie plus élevée ou d'être en mauvaise posture pour rembourser leur dette et d'être moins satisfaits de leur emploi. Par conséquent, le regard global qu'ils ont sur leur vie est nettement moins positif que celui des autres diplômés.

Ce qui semble distinguer encore davantage ces deux groupes de diplômés est le fait d'avoir réussi ou non à décrocher un emploi « pertinent », c'est-à-dire un emploi lié d'une certaine manière à leur programme universitaire et qui leur permet de mettre à profit les compétences acquises durant leur formation. Plus c'est le cas, plus la transition des diplômés se fait sans heurts (emploi permanent, satisfaction relativement à l'emploi, revenus, etc.). Sur ce plan, il y a eu des progrès nets : les résultats montrent une amélioration globale de 10 points depuis 1997 dans la proportion de diplômés qui ont décroché un emploi dans un domaine lié à leur domaine d'étude (de 70 % à 80 %). Là encore, toutefois, l'expérience n'a pas été la même pour tous les diplômés : beaucoup d'entre se servent des compétences acquises, sont vraisemblablement plus heureux au travail, ont de meilleurs résultats et auraient donc de meilleures perspectives d'avancement dans leur carrière. Toutefois, d'autres n'utilisent pas les compétences acquises dans l'exercice de leurs fonctions, peuvent ne pas être satisfaits du travail qu'ils

font et seraient donc plus enclins à envisager une transition sur le marché du travail ou un retour aux études. Ainsi, il se peut que ces derniers diplômés prennent plus de temps à se tailler une place sur le marché du travail, ce qui peut les amener à remettre à plus tard certaines décisions relativement à leur choix de carrière. Le risque, bien sûr, est que ces transitions fassent partie intégrante de leur expérience professionnelle plutôt que de leur permettre de décrocher un emploi plus stable.

Pourquoi est-ce important? Parce que la diversité des expériences de transition des diplômés a deux implications sur le type d'information qu'on peut procurer aux étudiants à propos du marché du travail avant qu'ils ne décident d'entreprendre des études postsecondaires ou ne choisissent un programme d'étude.

La première implication évidente est qu'il faut, dans une certaine mesure, réfléchir aux possibilités d'emploi offertes dans les divers domaines avant de guider les étudiants dans leur choix de domaine d'étude. Il est évident que pour ceux qui ont la chance d'avoir à la fois une formation et un intérêt dans certains domaines « recherchés » du marché du travail, la transition se fera plus facilement. Bien entendu, cela n'a rien de nouveau. Ce qui a changé, toutefois, c'est la difficulté de cerner les domaines où la demande est forte, une tâche d'autant plus compliquée que, en 4 ans, il est possible que la demande ne soit plus la même. Ainsi, comment les diplômés doivent-ils s'y prendre pour planifier leur avenir? Il est évident qu'il faut mettre au point des indicateurs du marché du travail plus raffinés qui non seulement tiendront compte des changements importants en matière d'exigences, mais seront en mesure de cerner les domaines où la demande sera forte à court et à long terme.

Cela ne représente que la moitié du défi. Il reste à donner aux étudiants l'occasion d'assimiler l'information, et cela dans un contexte et selon une formule appropriés. Par exemple, il est fort probable que les finissants du secondaire et les étudiants qui terminent leur baccalauréat ne soient pas à la recherche des mêmes données. Qui plus est, il est possible que les finissants du secondaire ne songent pas à se renseigner sur les possibilités d'emploi quatre ou cinq à l'avance, alors qu'il en sera tout autrement pour les étudiants qui terminent leurs études universitaires. Bref, le défi consiste à sensibiliser les étudiants de tous les niveaux à la pertinence de ces renseignements.

La deuxième implication a trait à la transition entre la formation postsecondaire et le marché du travail, transition qui n'est pas nécessairement directe, ce qui incite à examiner de plus près la mobilité professionnelle. Les étudiants intègrent et quittent le marché du travail et l'université avec relativement plus d'aisance que par le passé. Pour l'instant, ceux qui occupent des emplois stables semblent avoir effectuer la transition avec plus de succès. Mais pour combien de temps? En fait, est-on permis de tirer des conclusions définitives sur les transitions et les carrières des diplômés après trois ou quatre ans, alors qu'il peut très bien leur falloir plus de temps pour s'épanouir dans leur carrière? En effet, beaucoup pourraient bien décider de changer de direction, et il est à se demander s'il s'agit nécessairement d'un choix reprochable? À vrai dire, la définition même de carrière gagnerait peut-être à être redéfinie. Il faudrait de plus se pencher sur la mobilité professionnelle dans le but d'expliquer la difficulté que connaissent les diplômés de certains disciplines qui, d'après nos résultats, auraient du mal à se trouver un emploi permanent et choisiraient donc un nouveau domaine en retournant aux études. À quel moment décident-ils de changer de domaine? Qu'est-ce qui les pousse à choisir certaines professions plutôt que d'autres? Connaissent-ils plus de succès une fois qu'ils ont fait la transition? Seules la réponse à ces question et des études longitudinales menées auprès des diplômés nous permettront d'expliquer le succès ou l'échec des mesures mises en place pour guider les diplômés dans leur transition entre l'université et le marché du travail.

Mobilité des diplômés

Les établissements d'études supérieures des Maritimes ne forment pas que des personnes originaires de cette région, mais aussi des étudiants provenant d'autres parties du Canada. Les résultats sur la mobilité des diplômés montrent clairement que, au cours des quatre dernières années, soit depuis la promotion de 1996, les Martimes ont été témoin d'un certain mouvement des diplômés. Toutefois, il est clair une vaste majorité de diplômés habitaient toujours dans leur province d'origine en 2000.

Néanmoins, il importe de signaler les deux types de mouvements de diplômés, le premier depuis la province d'obtention du diplôme vers une province à l'extérieur des Maritimes, l'autre à l'intérieur des Maritimes. Le premier type de mouvement montre que 27 % des diplômés avaient quitté les Maritimes en 2000, bien que l'exode net soit de 14 %. Ainsi, dans une certaine mesure, les Maritimes perdent une partie de leur population scolarisée au profit d'autres provinces (principalement de l'Ontario).

Pour ce qui est des mouvements au sein des Maritimes, les trois quarts environ des diplômés originaires de Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick habitaient toujours dans leur province d'origine en 2000; cette proportion chute à 61 % pour l'Île-du-Prince-Édouard. Il est donc évident que les mouvements entre les provinces sont tels que l'Île-du-Prince-Édouard est un peu plus touchée que les autres provinces par mobilité des diplômés.

Fait important, les résultats indiquent que ce sont les perspectives d'emploi qui incitent les diplômés à s'installer ailleurs, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de la région, ce qui souligne encore une fois le rôle que joue le marché de l'emploi dans l'avenir les diplômés. En fait, une forte proportion des diplômés ayant quitté la province où il ont obtenu leur diplôme gagnent un salaire élevé, qui, jumelé à la recherche d'horizons plus favorables, est très probablement à l'origine de leur départ. Cette constatation est particulièrement remarquable, car ce sont ces mêmes diplômés qui, le plus souvent, sont les moins endettés, ont des emplois stables et une conception de la vie optimiste. Même si le nombre de diplômés dans cette situation n'est pas encore très important, il faudrait surveiller de près cette tendance afin de mieux comprendre ce qui motive ces diplômés à quitter les Maritimes.

Situation financière

Remboursement de la dette

La situation globale de la dette des diplômés des Maritimes de 1996 s'est nettement améliorée entre 1996 et 2000. En moyenne, le fardeau de l'endettement étudiant a connu une baisse de 59 % depuis 1996. Cette diminution laisse entendre que même si les diplômés se sont vu obligés d'emprunter d'importantes sommes pour financer leurs études, ils ont, en général, été en mesure de rembourser leur prêt.

Toutefois, il faut à tout prix tenir compte de deux importantes tendances qui ont des implications sur la nature et la portée de la transition des diplômés entre les études postsecondaires et le marché du travail.

D'abord, tous les diplômés n'ont pas réussi à alléger le fardeau de leur dette. Ce sont ceux qui ont des revenus inférieurs et qui ont connu moins de succès sur le marché du travail qui connaissent le plus de

difficultés, car leur dette représente une plus grande proportion de leurs revenus. Cette situation n'a rien de très surprenant : les étudiants qui gagnent moins et qui ont des emplois non permanents sont plus enclins à avoir du mal à rembourser leur dette. Alors que beaucoup de diplômés arrivent à composer avec leur dette, d'autres (environ un tiers) manquent des paiements ou cessent de rembourser leur dette.

Deuxièmement, le portrait global de la dette passe sous silence le fait que certains diplômés s'endettent pour la première fois ou accroissent leur dette existante lorsqu'ils retournent aux études pour obtenir un diplôme de plus haut niveau que celui de 1996 ou pour suivre une formation supplémentaire afin d'améliorer leurs chances sur le marché du travail. En fait, 39 % de ceux qui ont emprunté pour leurs études après 1996 n'avaient contracté aucune dette avant d'obtenir de leur diplôme en 1996; 37 % de ceux qui sont retournés aux études après 1996 avaient déjà emprunté pour financer leur diplôme de 1996. Le fait que beaucoup de diplômés soient retournés aux études pour des raisons professionnelles et qu'ils soient prêts à s'endetter encore davantage suggère qu'il existe un lien étroit entre la gestion de la dette et les choix opérés par les diplômés lorsque vient de temps de définir et redéfinir leur carrière. Ainsi, de nombreux diplômés sont prêts à faire la transition entre la formation postsecondaire et le marché du travail avec une importante dette étudiante qu'il leur faudra des années à rembourser. Les résultats montrent qu'il reste aux diplômés, en moyenne, cinq ans ou plus à rembourser leur dette actuelle. Tant que persisteront la mobilité professionnelle des diplômés et les transitions entre le marché du travail et l'université, cette dette continuera de s'accroître. Inévitablement, cette mobilité et cette transition ont et continueront d'avoir des répercussions sur la conception que les diplômés se font de leur vie, sur l'importance qu'ils accordent à leur formation universitaire et, finalement, sur le moment où ils intégreront le marché du travail, sur la façon dont ils le feront et sur le succès qu'il y connaîtront.

Troisièmement, malgré le fait que certains diplômés ont du mal à supporter le fardeau de leur dette, personne n'a recours aux programmes gouvernementaux de gestion de la dette. Relativement peu de diplômés endettés connaissent l'existence de ces programmes, et encore moins en font une demande (18 % de la population totale des diplômés ayant une dette au gouvernement). Il est à se demander pourquoi il en est ainsi, surtout si ces programmes ont été élaborés pour alléger, dans une certaine mesure, le fardeau de la dette des étudiants.

Les implications de ces tendances sont triples. Tout d'abord, comme il est fort probable que les étudiants traîneront cette dette pour une bonne partie de leur carrière, il est impératif que les étudiants comprennent bien la nature de cette dette qu'ils contractent et de ses conséquences. Voilà pourquoi il importe de présenter aux étudiants les divers scénarios (à partir de données existantes), c'est-à-dire de leur expliquer ce qu'implique, sur le plan financier, un diplôme d'études postsecondaires dans un domaine précis et d'aborder la question des perspectives d'emploi et des salaires auxquels ils peuvent s'attendre selon les domaines, et de l'impact d'une dette sur leur bien-être économique et social une fois qu'ils auront obtenu leur diplôme. Il est à souhaiter que le fait de pouvoir opérer ce choix de façon éclairée encourage les étudiants à réfléchir avec sérieux à leur formation postsecondaire et contribue ainsi à faciliter leur transition entre l'université et le marché du travail et vice versa.

Deuxièmement, il est important de réfléchir à la possibilité d'offrir aux étudiants qui s'endettent une formation ou des conseils sur les moyens de gérer leur dette. Cette sensibilisation peut se faire sous diverses formes : discuter des versements mensuels qu'ils seront appelés à faire et procéder à la préparation d'un budget en conséquence; aborder d'an angle plus stratégique la question du juste milieu à viser entre l'endettement supplémentaire et les perspectives d'emploi; encourager les étudiants à trouver d'autres moyens de financement (p. ex. un emploi avant les études, la famille, etc.) dont le

calendrier de remboursement serait plus souple, le cas échéant. Ces renseignements serviraient à faire de l'endettement une réalité plus tangible aux yeux des étudiants, qui n'arrivent peut-être pas à apprécier l'ampleur de la dette qu'ils s'apprêtent à contracter.

Troisièmement, il faudrait, d'une part, essayer de déterminer pourquoi les étudiants ignorent l'existence des programmes d'aide gouvernementaux relatifs à l'endettement et, d'autre part, expliquer leur réticence à avoir recours à ces programmes, surtout dans le cas des étudiants ayant contracté une dette importante au cours de leurs études. Existe-t-il des obstacles structurels qui empêchent les diplômés se prévaloir de ces programmes? Les diplômés ont-ils à l'égard de ces programmes des perceptions qui les empêcheraient d'en profiter?

Regard des diplômés sur leur vie personnelle

Satisfaction de la direction prise par leur vie

Quatre ans après l'obtention de leur diplôme, les diplômés des Maritimes de 1996 ont généralement un regard positif sur la direction prise par leur vie. Même s'ils ne sont pas totalement enthousiastes (seul un tiers est *très satisfait*), les diplômés sont généralement plus optimistes que pessimistes. Toutefois, l'opinion favorable de ces diplômés dépend beaucoup de l'aspect de leur vie dont on traite et des caractéristiques sociodémographiques particulières de chacun d'eux.

D'une part, alors que la plupart des diplômés sont satisfaits du niveau d'étude qu'ils ont atteint, ils sont moins nombreux à être aussi satisfaits de leur situation professionnelle et encore moins nombreux à avoir une bonne opinion de leur situation financière actuelle. En outre, sur les trois aspects, l'emploi est l'élément moteur clé de la satisfaction de la vie en général, étant donné qu'il a des répercussions sur les revenus et, indirectement, le degré de satisfaction par rapport aux études effectuées (c.-à-d. cela les a-t-il aidés à obtenir un emploi lié à leurs études?).

D'autre part, la satisfaction de la direction prise par leur vie est liée à leur situation financière et professionnelle. Des revenus inférieurs, une dette élevée et un emploi non permanent entraînent une vision plus pessimiste de la vie. Comme ces données confirment les résultats obtenus à d'autres niveaux, cela renforce l'idée que la promotion des diplômés de 1996 devrait plutôt être décrite comme des « promotions » de diplômés, une plus avancée en ce qui concerne les résultats et de perspectives, l'autre moins.

Études effectuées par les diplômés

La valeur qu'accordent les diplômés à leur séjour à l'université est une bonne mesure du succès que connaît le système universitaire quant à la préparation de ses diplômés pour le marché du travail. En règle générale, les diplômés des Maritimes de 1996 sont très satisfaits de leurs établissements en ce qui concerne la durée des études et l'argent qu'ils y ont investi. Étant donné l'ampleur de la dette contractée, il s'agit d'un résultat significatif. Le fait qu'au-delà de huit diplômés sur dix retourneraient étudier si c'était à recommencer et que la plupart choisiraient le même établissement et le même domaine d'étude témoigne, bien entendu, aussi de leur satisfaction dans ce sens.

Pourtant, le degré de satisfaction des diplômés par rapport à leur expérience universitaire est lié à leur habileté à décrocher un emploi stable, bien rémunéré et dans un domaine lié à leurs études. Une fois encore, le rôle que joue le marché du travail sur les perspectives des diplômés est non négligeable.

Il est donc suggéré que les attentes des diplômés doivent être établies en fonction des possibilités d'emploi (c.-à-d. quels types d'emploi sont offerts compte tenu de la formation suivie), des cheminements de carrière possibles (c.-à-d. où peuvent mener certains emplois du point de vue de la mobilité professionnelle) et des exigences supplémentaires éventuelles (c.-à-d. ce à quoi on peut s'attendre des diplômés relativement à la formation supplémentaire ou à l'acquisition de compétences). Lorsque les diplômés ne trouvent pas d'emploi ou qu'ils n'en trouvent pas assez rapidement, ils sont nombreux à qualifier leur programme d'étude d'inefficace ou d'inutile pour ensuite passer à autre chose ou, pis encore, s'engager dans une voie qui se limite à certains emplois ou programmes d'étude. Nos résultats montrent que cela ne fait que nuire davantage à la transition entre l'université et le marché du travail. Ainsi, il est impératif de repérer ceux qui sont plus susceptibles de s'engager dans cette voie et de mettre au point des stratégies qui visent à réorienter leurs efforts et remettre leurs attentes en contexte.

Notes analytiques

1. Tests de signification statistique

Le groupe Ipsos Reid a mené un test t spécial sur toutes les données afin de déterminer la signification statistique entre les variables. Le test était généré par Quantum, le logiciel de cueillette, d'analyse et de gestion de données de la compagnie. Quantum comparait la statistique t calculée à des données tirées d'un tableau de valeurs t standard. Si le chiffre calculé à partir des données était supérieur au chiffre du tableau de valeurs t standard, la relation entre deux variables (dans ce cas, l'écart entre les pourcentages) était considérée comme statistiquement significative[22].

Pour illustrer la signification statistique dans un tableau croisé, Quantum a assigné des lettres (A à Z) à des catégories particulières dans les variables. Lorsque l'écart des pourcentages entre deux catégories était statistiquement significatif en fonction du test t spécial, la lettre assignée au pourcentage le plus bas apparaissait sous le pourcentage le plus élevé pour indiquer que l'écart entre celui-ci et la catégorie ayant le pourcentage le plus faible était statistiquement significatif. Par exemple, dans le tableau ci-dessous, on voit que les femmes diplômées sont plus susceptibles que les hommes diplômés de dire qu'il est important d'avoir un emploi relié à ses études.

Importance d'un emploi lié aux études pour les hommes et les femmes diplômés occupant un emploi

(base pondérée)	Important (%)	Pas important (%)
A Hommes (671)	77	22 B
B Femmes (1 311)	85 A	14

La question était la suivante : l'écart de 8 points est-il statistiquement significatif? Grâce au test t spécial, on remarque que c'est le cas. Ainsi, un « A » (du pourcentage le plus faible d'hommes diplômés) apparaît sous le 85 % des femmes. Cela indique que le fait qu'il est plus important pour les femmes diplômées que pour les hommes diplômés d'occuper un emploi lié à leur domaine d'étude est une relation peu susceptible d'être le fruit du hasard et que l'on peut sans crainte généraliser ce résultat à toutes les populations de diplômés des Maritimes de 1996.

Par contre, les hommes diplômés sont plus susceptibles que les femmes diplômées d'affirmer que ce n'est pas important d'avoir un emploi lié à leur domaine d'étude. Là encore, la différence de 8 points de pourcentage est considérée comme statistiquement significative en fonction du test t spécial et un « B » (pour le pourcentage de femmes inférieur) apparaît sous le 22 % des hommes diplômés.

Lorsque les tableaux sont plus complexes, c'est-à-dire quand on a un tableau croisé avec plus de deux catégories, la présentation des relations statistiquement significatives peut devenir plus compliquée. Pour un lecteur moyen, le fait de voir plusieurs lettres sous différents chiffres peut créer une confusion et être difficile à lire. L'exemple ci-dessous illustre ce fait :

[22] Ce test t est aussi appelé test de Student. Pour les tests de signification statistique, on utilise deux variantes du test t (de Student). Pour le test de proportions, le test t utilisé est le test t standard, mais il a été légèrement modifié pour inclure la pondération (c.-à-d. qu'il met en jeu la base efficace plutôt que la taille réelle de l'échantillon), et que les proportions ont été utilisées pour calculer une moyenne et une variance (c'est la méthode de calcul standard utilisée pour les distributions binomiales – pas dans la cellule = 0 et dans la cellule = 1). Pour le test des moyennes, le test t standard a été légèrement modifié pour incorporer la pondération (c.-à-d. qu'il met en jeu la base efficace plutôt que la taille réelle de l'échantillon).

Ici, les diplômés des sciences de la santé et en éducation sont plus susceptibles que ceux de la plupart des autres domaines d'affirmer qu'il est important d'avoir un emploi lié à leur domaine d'étude. En outre, à l'aide du test t spécial, la différence de points de pourcentage entre les diplômés des sciences de la santé et en éducation et les autres est statistiquement significative, bien que la liste soit relativement plus longue pour les diplômés des sciences de la santé que celle des diplômés en éducation.

Importance d'un emploi lié aux études – par domaine d'étude – (base pondérée)	Important %	Pas important %
A Arts – général (12)	-	-
B Éducation (408)	90 DEFGHK	10 I
C Beaux-arts et arts appliqués (54)	87 D	13 I
D Sciences humaines (260)	73	26 BCEFGIJ
E Sciences sociales (555)	80 D	19 BI
F Commerce (310)	83 D	16 BI
G Sciences agricoles et biologiques (217)	82 D	18 BI
H Génie et sciences appliquées (153)	77	22 BI
I Sciences de la santé (207)	95 BCDEFGHJKL	4
J Mathématiques et sciences physiques (101)	86 D	14 I
K Technologies de l'information (84)	79	20 BI
L Programmes de cours communautaires (19)	-	-
- Taille de cellule trop petite (< 50) pour des résultats fiables.		

Cela suggère que le fait que les diplômés des sciences de la santé et en éducation sont plus susceptibles que les autres de penser ainsi est une relation qui est peu susceptible d'être le fruit du hasard et que l'on peut sans crainte généraliser ce résultat à toutes les populations de diplômés des Maritimes de 1996. Évidemment, il existe beaucoup d'autres relations statistiquement significatives. Par exemple, les diplômés en commerce sont aussi plus susceptibles que ceux qui ont étudié en sciences humaines d'accorder de l'importance au fait d'avoir un emploi lié à ses études. C'est le cas aussi pour les diplômés en beaux-arts et arts appliqués, en sciences sociales, en sciences agricoles et biologiques, en mathématiques et sciences physiques et en sciences humaines.

2. Présentation des résultats statistiquement significatifs dans les tableaux

À des fins de présentation, nous avons dans ce rapport utilisé l'ombré pour souligner les relations statistiquement significatives. Essentiellement, l'ombré de chiffres particuliers dans les tableaux signifie deux choses : il sert à faire ressortir les catégories ayant les plus forts pourcentages et à indiquer qu'il existe des différences statistiquement significatives entre la catégorie ayant le plus fort pourcentage et celle ayant le plus faible pourcentage. Ainsi, si l'on reprend l'exemple utilisé plus haut, le tableau montrant les différences entre les sexes ressemblerait à ce qui suit :

Notes analytiques

1. Tests de signification statistique

Le groupe Ipsos Reid a mené un test t spécial sur toutes les données afin de déterminer la signification statistique entre les variables. Le test était généré par Quantum, le logiciel de cueillette, d'analyse et de gestion de données de la compagnie. Quantum comparait la statistique t calculée à des données tirées d'un tableau de valeurs t standard. Si le chiffre calculé à partir des données était supérieur au chiffre du tableau de valeurs t standard, la relation entre deux variables (dans ce cas, l'écart entre les pourcentages) était considérée comme statistiquement significative[22].

Pour illustrer la signification statistique dans un tableau croisé, Quantum a assigné des lettres (A à Z) à des catégories particulières dans les variables. Lorsque l'écart des pourcentages entre deux catégories était statistiquement significatif en fonction du test t spécial, la lettre assignée au pourcentage le plus bas apparaissait sous le pourcentage le plus élevé pour indiquer que l'écart entre celui-ci et la catégorie ayant le pourcentage le plus faible était statistiquement significatif. Par exemple, dans le tableau ci-dessous, on voit que les femmes diplômées sont plus susceptibles que les hommes diplômés de dire qu'il est important d'avoir un emploi relié à ses études.

La question était la suivante : l'écart de 8 points est-il statistiquement significatif? Grâce au test t spécial, on remarque que c'est le cas. Ainsi, un « A » (du pourcentage le plus faible d'hommes diplômés) apparaît sous le 85 % des femmes. Cela indique que le fait qu'il est plus important pour les femmes diplômées que pour les hommes diplômés d'occuper un emploi lié à leur domaine d'étude est une relation peu susceptible d'être le fruit du hasard et que l'on peut sans crainte généraliser ce résultat à toutes les populations de diplômés des Maritimes de 1996.

Importance d'un emploi lié aux études pour les hommes et les femmes diplômés occupant un emploi

(base pondérée)	Important (%)	Pas important (%)
A Hommes (671)	77	22 B
B Femmes (1 311)	85 A	14

Par contre, les hommes diplômés sont plus susceptibles que les femmes diplômées d'affirmer que ce n'est pas important d'avoir un emploi lié à leur domaine d'étude. Là encore, la différence de 8 points de pourcentage est considérée comme statistiquement significative en fonction du test t spécial et un « B » (pour le pourcentage de femmes inférieur) apparaît sous le 22 % des hommes diplômés.

Lorsque les tableaux sont plus complexes, c'est-à-dire quand on a un tableau croisé avec plus de deux catégories, la présentation des relations statistiquement significatives peut devenir plus compliquée. Pour un lecteur moyen, le fait de voir plusieurs lettres sous différents chiffres peut créer une confusion et être difficile à lire. L'exemple ci-dessous illustre ce fait :

[22] Ce test t est aussi appelé test de Student. Pour les tests de signification statistique, on utilise deux variantes du test t (de Student). Pour le test de proportions, le test t utilisé est le test t standard, mais il a été légèrement modifié pour inclure la pondération (c.-à-d. qu'il met en jeu la base efficace plutôt que la taille réelle de l'échantillon), et que les proportions ont été utilisées pour calculer une moyenne et une variance (c'est la méthode de calcul standard utilisée pour les distributions binomiales – pas dans la cellule = 0 et dans la cellule = 1). Pour le test des moyennes, le test t standard a été légèrement modifié pour incorporer la pondération (c. à d. qu'il met en jeu la base efficace plutôt que la taille réelle de l'échantillon).

Ici, les diplômés des sciences de la santé et en éducation sont plus susceptibles que ceux de la plupart des autres domaines d'affirmer qu'il est important d'avoir un emploi lié à leur domaine d'étude. En outre, à l'aide du test t spécial, la différence de points de pourcentage entre les diplômés des sciences de la santé et en éducation et les autres est statistiquement significative, bien que la liste soit relativement plus longue pour les diplômés des sciences de la santé que celle des diplômés en éducation.

Importance d'un emploi lié aux études – par domaine d'étude – (base pondérée)	Important %	Pas important %
A Arts – général (12)	-	-
B Éducation (408)	90 DEFGHK	10 I
C Beaux arts et arts appliqués (54)	87 D	13 I
D Sciences humaines (260)	73	26 BCEFGIJ
E Sciences sociales (555)	80 D	19 BI
F Commerce (310)	83 D	16 BI
G Sciences agricoles et biologiques (217)	82 D	18 BI
H Génie et sciences appliquées (153)	77	22 BI
I Sciences de la santé (207)	95 BCDEFGHJKL	4
J Mathématiques et sciences physiques (101)	86 D	14 I
K Technologies de l'information (84)	79	20 BI
L Programmes de cours communautaires (19)	-	-
- *Taille de cellule trop petite (< 50) pour des résultats fiables.*		

Cela suggère que le fait que les diplômés des sciences de la santé et en éducation sont plus susceptibles que les autres de penser ainsi est une relation qui est peu susceptible d'être le fruit du hasard et que l'on peut sans crainte généraliser ce résultat à toutes les populations de diplômés des Maritimes de 1996. Évidemment, il existe beaucoup d'autres relations statistiquement significatives. Par exemple, les diplômés en commerce sont aussi plus susceptibles que ceux qui ont étudié en sciences humaines d'accorder de l'importance au fait d'avoir un emploi lié à ses études. C'est le cas aussi pour les diplômés en beaux-arts et arts appliqués, en sciences sociales, en sciences agricoles et biologiques, en mathématiques et sciences physiques et en sciences humaines.

2. Présentation des résultats statistiquement significatifs dans les tableaux

À des fins de présentation, nous avons dans ce rapport utilisé l'ombré pour souligner les relations statistiquement significatives. Essentiellement, l'ombré de chiffres particuliers dans les tableaux signifie deux choses : il sert à faire ressortir les catégories ayant les plus forts pourcentages et à indiquer qu'il existe des différences statistiquement significatives entre la catégorie ayant le plus fort pourcentage et celle ayant le plus faible pourcentage. Ainsi, si l'on reprend l'exemple utilisé plus haut, le tableau montrant les différences entre les sexes ressemblerait à ce qui suit :

Il s'agit d'un tableau 2 par 2 simple et direct, ce qui élimine toute ambiguïté dans la lecture des écarts statistiquement significatifs et des catégories de variables en jeu dans le calcul des relations statistiquement significatives.

Importance d'un emploi lié aux études pour les hommes et les femmes diplômés occupant un emploi		
(base pondérée)	Important (%)	Pas important (%)
Hommes (671)	77	**22**
Femmes (1311)	**85**	14

Par contre, dans les cas où des variables contenant un plus grand nombre de catégories (en particulier le domaine d'étude, qui compte 12 catégories) sont analysées avec d'autres, il existe presque toujours plus d'un résultat statistiquement significatif. Cela s'explique par le fait que les tests de signification sont appliqués à chaque catégorie associée à toutes les autres. Dans la présentation des résultats, le défi consiste donc à donner le maximum de renseignements dans un tableau pour montrer les relations statistiquement significatives sans le rendre trop compliqué pour le lecteur moyen. Certaines décisions ont dû être prises à cet égard :

- Tout d'abord, les tableaux dans le rapport ne visent pas à illustrer tous les cas où les différences sont statistiquement significatives; il serait trop compliqué d'inclure toutes ces données dans un seul tableau, qui sont d'ailleurs difficiles à comprendre pour le lecteur moyen. La série complète des différences statistiquement significatives peut être consultée dans les tableaux de données de l'étude, au bureau de la CESPM.

- Deuxièmement, afin d'éviter d'avoir trop de chiffres ombrés dans les tableaux les plus complexes, il a été décidé de ne griser que les catégories dont les pourcentages plus élevés étaient statistiquement significatifs relativement à un minimum de trois autres catégories ayant des pourcentages moins élevés. Cette procédure a été appliquée à tous les tableaux complexes lorsque c'était nécessaire. Par conséquent, dans les tableaux complexes, lorsque l'on retrouve des catégories ombrées, les lecteurs sauront que les pourcentages indiquent que les personnes interrogées dans ces catégories sont plus susceptibles d'avoir un point de vue ou un comportement donné que dans les catégories ayant les pourcentages plus faibles. En outre, au minimum, les lecteurs sauront que l'écart entre le pourcentage le plus faible et le plus élevé est statistiquement significatif avec au moins les trois plus bas pourcentages de la même colonne ou de la même ligne (en fonction de la façon dont se lit le tableau, voir plus bas, « Comment lire les tableaux »). Une fois de plus, pour plus d'informations, le lecteur peut consulter les tableaux de données de l'étude.

Pour illustrer ce qui a été fait, voici un exemple avec la variable du domaine d'étude. Avec la méthode de l'ombré, le tableau ressemblerait à ceci :

Importance d'un emploi lié aux études – par domaine d'étude – (base pondérée)	Important %	Pas important %
Arts – général (12)	-	-
Éducation (408)	**90**	10
Beaux-arts et arts appliqués (54)	87	13
Sciences humaines (260)	73	**26**
Sciences sociales (555)	80	19
Commerce (310)	83	16
Sciences agricoles et biologiques (217)	82	18
Génie et sciences appliquées (153)	77	22
Sciences de la santé (207)	**95**	4
Mathématiques et sciences physiques (101)	86	14
Technologies de l'information (84)	79	20
Programmes de cours communautaires (19)	-	-

- Taille de cellule trop petite (< 50) pour des résultats fiables.

Dans ce tableau, parce que les pourcentages sont ombrés, les résultats montrent que diplômés dans les professions de la santé et en éducation sont plus susceptibles que les autres de penser qu'il est important d'avoir un emploi lié à ses études. En outre, de par notre approche de présentation des résultats statistiquement significatifs, le tableau montre que l'écart entre le pourcentage de diplômés des sciences de la santé et ceux des catégories ayant les trois plus bas pourcentages est statistiquement significatif : dans le cas présent, il s'agit des diplômés en sciences humaines, en génie et sciences appliquées et en technologies de l'information. Grâce à l'exemple donné précédemment, nous savons que les autres écarts sont aussi statistiquement significatifs. Cela se retrouve dans les tableaux de données inclus dans le rapport.

Il s'agit d'un tableau 2 par 2 simple et direct, ce qui élimine toute ambiguïté dans la lecture des écarts statistiquement significatifs et des catégories de variables en jeu dans le calcul des relations statistiquement significatives.

Importance d'un emploi lié aux études pour les hommes et les femmes diplômés occupant un emploi		
(base pondérée)	Important (%)	Pas important (%)
Hommes (671)	77	**22**
Femmes (1311)	**85**	14

Par contre, dans les cas où des variables contenant un plus grand nombre de catégories (en particulier le domaine d'étude, qui compte 12 catégories) sont analysées avec d'autres, il existe presque toujours plus d'un résultat statistiquement significatif. Cela s'explique par le fait que les tests de signification sont appliqués à chaque catégorie associée à toutes les autres. Dans la présentation des résultats, le défi consiste donc à donner le maximum de renseignements dans un tableau pour montrer les relations statistiquement significatives sans le rendre trop compliqué pour le lecteur moyen. Certaines décisions ont dû être prises à cet égard :

- Tout d'abord, les tableaux dans le rapport ne visent pas à illustrer tous les cas où les différences sont statistiquement significatives; il serait trop compliqué d'inclure toutes ces données dans un seul tableau, qui sont d'ailleurs difficiles à comprendre pour le lecteur moyen. La série complète des différences statistiquement significatives peut être consultée dans les tableaux de données de l'étude, au bureau de la CESPM.

- Deuxièmement, afin d'éviter d'avoir trop de chiffres ombrés dans les tableaux les plus complexes, il a été décidé de ne griser que les catégories dont les pourcentages plus élevés étaient statistiquement significatifs relativement à un minimum de trois autres catégories ayant des pourcentages moins élevés. Cette procédure a été appliquée à tous les tableaux complexes lorsque c'était nécessaire. Par conséquent, dans les tableaux complexes, lorsque l'on retrouve des catégories ombrées, les lecteurs sauront que les pourcentages indiquent que les personnes interrogées dans ces catégories sont plus susceptibles d'avoir un point de vue ou un comportement donné que dans les catégories ayant les pourcentages plus faibles. En outre, au minimum, les lecteurs sauront que l'écart entre le pourcentage le plus faible et le plus élevé est statistiquement significatif avec au moins les trois plus bas pourcentages de la même colonne ou de la même ligne (en fonction de la façon dont se lit le tableau, voir plus bas, « Comment lire les tableaux »). Une fois de plus, pour plus d'informations, le lecteur peut consulter les tableaux de données de l'étude.

Pour illustrer ce qui a été fait, voici un exemple avec la variable du domaine d'étude. Avec la méthode de l'ombré, le tableau ressemblerait à ceci :

Importance d'un emploi lié aux études – par domaine d'étude – (base pondérée)	Important %	Pas important %
Arts – général (12)	-	-
Éducation (408)	**90**	10
Beaux-arts et arts appliqués (54)	87	13
Sciences humaines (260)	73	**26**
Sciences sociales (555)	80	19
Commerce (310)	83	16
Sciences agricoles et biologiques (217)	82	18
Génie et sciences appliquées (153)	77	22
Sciences de la santé (207)	**95**	4
Mathématiques et sciences physiques (101)	86	14
Technologies de l'information (84)	79	20
Programmes de cours communautaires (19)	-	-

- *Taille de cellule trop petite (< 50) pour des résultats fiables*

Dans ce tableau, parce que les pourcentages sont ombrés, les résultats montrent que diplômés dans les professions de la santé et en éducation sont plus susceptibles que les autres de penser qu'il est important d'avoir un emploi lié à ses études. En outre, de par notre approche de présentation des résultats statistiquement significatifs, le tableau montre que l'écart entre le pourcentage de diplômés des sciences de la santé et ceux des catégories ayant les trois plus bas pourcentages est statistiquement significatif ; dans le cas présent, il s'agit des diplômés en sciences humaines, en génie et sciences appliquées et en technologies de l'information. Grâce à l'exemple donné précédemment, nous savons que les autres écarts sont aussi statistiquement significatifs. Cela se retrouve dans les tableaux de données inclus dans le rapport.

RÉTROACTION

Nous accueillerons avec plaisir vos commentaires et vos suggestions concernant ce rapport et sur les moyens de le rendre plus utile et instructif dans l'avenir. Veuillez remplir le questionnaire en ligne à l'adresse www.mphec.ca. ou nous envoyer vos idées par courrier électronique à l'adresse mphec@mphec.ca.

Vous pouvez aussi nous envoyer les questionnaires remplis par la poste à :

Rétroaction sur le rapport du Sondage des diplômés de 1996 en 2000
Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes
C. P. 6000
Fredericton (N.-B.) E3B 5H1

TÉLÉCOPIEUR : (506) 453-2106

Degré de satisfaction générale à l'égard du rapport

Pour chaque question, veuillez mettre un X dans la case à côté de la réponse la plus juste.

1. De quelle manière avez-vous reçu un exemplaire du rapport?

   - ❒ Je l'ai reçu par la poste.
   - ❒ Un collègue m'en a donné un exemplaire.
   - ❒ Je l'ai consulté sur l'Internet.
   - ❒ J'en ai commandé un exemplaire.
   - ❒ Autrement. Veuillez préciser.

2. Dans quelle mesure avez-vous lu ou feuilleté le rapport?

   - ❒ J'ai feuilleté le document en entier.
   - ❒ J'ai feuilleté le document et j'ai lu certains chapitres.
   - ❒ J'ai lu le document en entier.

3. Quel est votre degré de satisfaction pour les aspects suivants du rapport?

a.	Longueur	❒ Trop court		❒ Bonne longueur		❒ Trop long	
b.	Clarté/facile à lire	❒ Excellent	❒ Bien		❒ Passable		❒ Médiocre
c.	Organisation/format	❒ Excellent	❒ Bien		❒ Passable		❒ Médiocre
d.	Utilisation des chiffres	❒ Excellent	❒ Bien		❒ Passable		❒ Médiocre
e.	Qualité (données et analyse)	❒ Excellent	❒ Bien		❒ Passable		❒ Médiocre

Utilité du rapport

4. Le principal but du rapport est d'offrir de l'information récente sur la nature des transitions qu'ont connues les diplômés des universités des Maritimes entre les études et le marché du travail ou un retour aux études après l'obtention de leur diplôme en 1996 et depuis notre dernière entrevue avec eux en 1997. D'après vous, dans quelle mesure le rapport atteint-il ce but?

   - ❒ But atteint avec beaucoup de succès
   - ❒ Succès passable
   - ❒ Succès limité
   - ❒ But non atteint

5. Comment avez-vous utilisé l'information fournie par le rapport, ou comment croyez-vous l'utiliser à l'avenir?

Autres commentaires

6. Qu'est-ce qui vous a été le plus utile dans ce rapport?

7. Quelles améliorations apporteriez-vous à ce rapport? Avez-vous des suggestions pour ces rapports dans l'avenir?

Renseignements sur les lecteurs du rapport

8. Où habitez-vous?

- ❒ Terre-Neuve
- ❒ Nouvelle-Écosse
- ❒ Nouveau-Brunswick
- ❒ Île-du-Prince-Édouard
- ❒ Québec
- ❒ Ontario
- ❒ Manitoba
- ❒ Saskatchewan
- ❒ Alberta
- ❒ Columbie-Britannique
- ❒ Territoires du Nord-Ouest
- ❒ Yukon
- ❒ Nunavut
- ❒ En dehors du Canada

9. Quel genre de poste occupez-vous ou quel est votre principal rôle?

- ❒ Cadre supérieur d'une université
- ❒ Administrateur universitaire
- ❒ Professeur d'université
- ❒ Étudiant
- ❒ Fonctionnaire
- ❒ Grand public

Si vous souhaitez qu'on communique avec vous, veuillez nous fournir vos coordonnées.